

Réseaux sociaux des femmes vivant avec handicap à Kinshasa: espaces d'intégration sociale et d'éducation non formelle

Eric METHO NKAYILU

Proefschrift aangeboden tot het verkrijgen van de
graad van Doctor in de Sociale en culturele antropologie [KU Leuven] en
Doctor in de Pedagogische wetenschappen [UNIKIN, DRC]

Bidiplomering met de Université de Kinshasa [UNIKIN, DRC]

Promotor KU Leuven: Prof. Dr. Patrick Devlieger
Onderzoekseenheid: Centrum Interculturalisme, Migratie en Minderheden [IMMRC]

Promotor UNIKIN: Prof. Dr. Léon Mbadu Khonde

2017

Réseaux sociaux des femmes vivant avec handicap à Kinshasa: espaces d'intégration sociale et d'éducation non formelle

Eric METHO NKAYILU

Proefschrift aangeboden tot het verkrijgen van de
graad van Doctor in de Sociale en culturele antropologie

Bidiplomering met de Université de Kinshasa (UNIKIN), DRC

Promotor KU Leuven: Prof. Dr. Patrick Devlieger

Onderzoekseenheid: Centrum Interculturalisme, Migratie en Minderheden [IMMRC]

Promotor UNIKIN: Prof. Dr. Léon Mbadu Khonde

Nr. 338

2017

Samenstelling van de examencommissie:

Prof. Dr. Rudi Laermans (voorzitter)

Prof. Dr. Patrick Devlieger (promotor KU Leuven)

Prof. Dr. Léon Mbadu Khonde (promotor Université de Kinshasa, UNIKIN, DRC)

Prof. Dr. Ching Lin Pang [KU Leuven]

Prof. Dr. Dieudonné Musa Alokpo [Université de Kinshasa, UNIKIN, DRC]

Prof. Dr. Denis Poizat [Université Lyon 2, FR]

Prof. Dr. Maurice Tingu [Université de Kinshasa, DRC]

De verantwoordelijkheid voor de ingenomen standpunten berust alleen bij de auteur.

Gepubliceerd door:

Onderzoekseenheid: Centrum Interculturalisme, Migratie en Minderheden [IMMRC],
KU Leuven, Parkstraat 45 bus 3615 -- 3000 Leuven, België.

© 2017 by the author.

Niets uit deze uitgave mag worden verveelvoudigd zonder voorafgaande schriftelijke
toestemming van de auteur / No part of this book may be reproduced in any form
without permission in writing from the author.

D/2017/8978/26

Résumé

La présente dissertation doctorale analyse les conditions d'émancipation sociale des femmes handicapées organisées en réseaux dans la Ville de Kinshasa. Elle montre la façon dont les réseaux sociaux assurent efficacement leur émancipation dans un contexte de pauvreté.

Confrontées à une triple vulnérabilité liée à leur état physique, leur sexe et la précarité de leur vie, les femmes vivant avec handicap sont généralement marginalisées et portées à la mendicité. Cependant, les activités lucratives et l'apprentissage de métiers organisés au sein des réseaux contribuent à leur valorisation et leur autonomisation socio-économique ; ce qui révèle ainsi la fonction de cadre d'intégration sociale assumée par lesdits réseaux au bénéfice d'une catégorie sociale marginalisée que constituent les femmes handicapées.

Les informations nécessaires à cette analyse ont été obtenues sur base de plusieurs méthodes et techniques, notamment : l'observation participante, l'entretien semi-structuré, le focus-group, les récits de vie, la technique documentaire et le questionnaire. L'analyse des données recueillies indiquent que les activités lucratives exercées par les femmes handicapées au sein de leurs réseaux ont positivement amélioré les conditions et la qualité de leur vie. De même, les liens de fraternité entretenus tels que la tontine, la caisse mutuelle et les contributions ponctuelles, leur ont permis de réunir des fonds essentiels pour réaliser des petits projets, consolider leur identité au quotidien et s'intégrer progressivement dans la société. Parallèlement, les apprentissages réalisés leur ont apporté une plus-value inestimable, en terme d'aptitudes en lecture, en écriture, en calcul et à l'exercice des métiers professionnels.

Partant, cette recherche contribue aux prescrits de la Constitution de la RD Congo selon lesquels les personnes handicapées ont droit à des mesures spécifiques d'épanouissement en rapport avec leurs besoins physiques, intellectuels, moraux et culturels.

Abstract

This doctoral dissertation analyzes the conditions of social emancipation of disabled women organized in networks in the city of Kinshasa. It shows how social networks effectively ensure their emancipation in a context of poverty.

Confronted with a triple vulnerability linked to their physical condition, sex and the precariousness of their lives, women with disabilities are generally marginalized and plunged into begging. However, lucrative activities and the professional learning organized within the networks contribute to their valorization and socio-economic empowerment; Thus revealing the function of the system of social integration assumed by these networks for the benefit of a marginalized social category constituted by women with disabilities.

The information needed for this analysis was obtained using several methods and techniques, such as participatory observation, semi-structured interview, focus group, life stories, documentary technique and the survey. The analysis of the data collected indicates that the lucrative activities carried out by women with disabilities within their networks have positively improved the conditions and quality of their lives. Similarly, fraternal links such as the mutual fund and the one-off contributions have enabled them to raise essential funds to carry out small projects, consolidate their identity on a daily basis and integrate progressively into society. At the same time, their professional learning has brought them precious added value in terms of reading, writing, numeracy and professional practice.

Accordingly, this research contributes to the recommendations of the DR Congo constitution that claims that persons with disabilities have the right to specific developmental measures in relation to their physical, intellectual, moral and cultural needs.

Table des matières

Résumé.....	5
Abstract	6
Table des matières	7
Sigles et acronymes	12
Liste des figures.....	14
Liste des tableaux.....	15
Epigraphe	16
Dédicace	17
Remerciements	18
INTRODUCTION	20
1. Contexte et justification de l'étude.....	20
2. Problématique	23
3. Hypothèses.....	31
3.1. Hypothèse principale.....	31
3.2. Hypothèses secondaires.....	31
4. Objectifs de l'étude	31
5. Motivation du choix de cette thématique	32
6. Intérêt de l'étude	33
7. Délimitation de la recherche	34
8. Subdivision de l'étude	34
PREMIERE PARTIE : CADRE EMPIRIQUE ET METHODOLOGIQUE	36
Chapitre 1. Démarche empirique et méthodologique	37
1.1. Cadre de l'étude	37
1.2. Population et échantillon d'étude.....	40
1.2.1. Population d'étude.....	40
1.2.2. Echantillon d'étude et les modalités d'échantillonnage	41
1.2.2.1. L'échantillon accidentel.....	41
1.2.2.2. L'échantillon volontaire.....	42
1.2.2.3. L'échantillon boule de neige	42
1.2.2.4. Description des caractéristiques de l'échantillon	43
1.3. Méthodes et techniques mises à contribution	45
1.3.1. Pour une approche méthodologique pluridisciplinaire	45
1.3.2. La triangulation des méthodes : un impératif catégorique pour cette étude.....	49
1.3.2.1. Nécessité de la combinaison des approches qualitative et quantitative dans notre étude	49

1.3.2.2. Complémentarité entre l'approche qualitative et l'approche quantitative dans cette recherche..	53
1.3.3. Méthodes de collecte des données	55
1.3.3.1. Observation participante	57
1.3.3.2. Entretien semi-dirigé.....	62
1.3.3.3. Focus group « groupe de discussion »	67
1.3.3.4. Les récits de vie ou l'histoire de vie.....	69
1.3.4. Techniques de collecte des données.....	71
1.3.4.1. Technique documentaire	71
1.3.4.2. Questionnaire d'enquête	72
1.4. Plan pour le traitement des données.....	74
1.4.1. Collecte des données	74
1.4.2. Traitement des résultats	75
1.5. Difficultés rencontrées	76
DEUXIEME PARTIE :	77
GENERALITES SUR LE RESEAU SOCIAL, LE HANDICAP ET SES REPRESENTATIONS	77
Chapitre 2. Cadre conceptuel et théorique	78
2.1. Définition des concepts de base	78
2.1.1. Réseaux sociaux et analyse structurale des réseaux.....	78
2.1.1.1. Figure 1. Schéma (Modèle) explicatif des rôles et des objectifs des réseaux sociaux ou des OPH (Organisations des personnes handicapées).....	81
2.1.1.2. Réseaux sociaux des femmes adultes handicapées, un processus d'acquisition des connaissances, de libération et d'indépendance	82
2.1.1.3. Réseaux sociaux des femmes handicapées physiques, un moyen de socialisation et de valorisation	83
2.1.2. Handicap et situation de handicap.....	86
2.1.2.1. Définitions	86
2.1.2.2. Historique des conceptions sur le handicap	88
2.1.3. Espace d'Intégration sociale.....	91
2.1.4. Espace d'Education non formelle.....	94
2.2. Approches théoriques de conception et de substitution du handicap	97
2.2.1. Approches explicatives.....	99
2.2.1.1. Approche de l'identité sociale de la personne handicapée	99
2.2.1.2. Approche de l'empowerment des femmes.....	101
2.2.1.3. Approche de capacité.....	103
2.2.1.4. Approche des moyens de subsistance	103
2.2.2. Théories explicatives	104

2.2.2.1. Théorie de l'acteur-réseau	104
2.2.2.2. Théories socio-cognitives ou socio-constructivistes	105
2.2.2.3. Théorie du capital humain	107
2.3. Etat des lieux	109
2.3.1. Etat des lieux des études sur les personnes vivant avec handicap	109
2.3.1.1. Etudes sur les personnes vivant avec handicap en RD. Congo	109
2.3.1.2. Etudes menées à l'étranger.....	110
2.4. Bref aperçu des instruments légaux sur la protection des personnes vivant avec handicap	113
2.4.1. Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif.....	113
2.4.2. Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples	116
Chapitre 3. Représentations du handicap et attitudes envers les personnes vivant avec handicap en RDC	119
3.1. La situation des PVH en Afrique	119
3.2. La situation des PVH en République démocratique du Congo.....	123
3.2.1. Réalisations de l'Etat congolais en faveur des personnes vivant avec handicap	123
3.2.2. Perceptions du concept de « handicap » et de la personne vivant avec handicap dans le contexte de la République démocratique du Congo.....	125
3.2.3. Causes de handicap en République Démocratique du Congo	129
3.2.3.1. Causes naturelles et/ou visibles de handicap	129
3.2.3.2 Causes rattachées au phénomène handicap-sorcellerie en République Démocratique du Congo	132
3.3. Eglise Congolaise face au handicap et à la personne en situation de handicap	137
3.4. Vécu psychosocial de la personne vivant avec handicap	141
3.4.1. Perception du handicap en RDC.....	141
3.4.2. L'auto-perception du handicap par les personnes en situation de handicap	142
3.5. Mobilité des personnes vivant avec handicap en République Démocratique du Congo.....	145
3.5.1. Dispositions légales de la mobilité des personnes handicapées.....	145
3.5.2. Fourniture ou fabrication des dispositifs d'aide à la mobilité à Kinshasa (en RDC)	146
3.5.3. Avantages et obstacles de l'utilisation des matériels d'aide à la mobilité chez les handicapés à Kinshasa.....	148
3.5.4. Mariage et vie sexuelle des femmes handicapées.....	151
3.5.4.1. Mariage chez les femmes handicapées.....	152
3.5.4.2. La vie sexuelle des femmes handicapées.....	155
TROISIEME PARTIE : RESEAUX SOCIAUX, ESPACES DE SOCIALISATION ET D'INTEGRATION SOCIALE.....	164
Chapitre 4. Activités lucratives exercées et liens sociaux spécifiques des acteurs des réseaux sociaux des femmes handicapées	165
4.1. Activités lucratives.....	165
4.1.1. Activités lucratives organisées	166

4.1.2. Perles : activité lucrative principale des réseaux sociaux	169
4.1.2.1. Les origines et l'achat des perles.....	169
4.1.3. Œuvres artistiques en perles : produits de marché de niche dans les réseaux sociaux des femmes handicapées physiques	175
4.1.4. Stratégies de la gestion de la niche de marché des activités lucratives.....	186
4.2. Autonomie.....	189
4.2.1. Les faits qui attestent l'autonomie chez les femmes handicapées.....	190
4.2.2. Comment elles deviennent des femmes de valeur en dehors de leur autonomie	192
4.3. Des relations qui se réalisent de manière effective et progressive	192
4.3.1. Liens de fraternité non-monétaire	193
4.3.2. Liens de fraternité monétaire et matérielle.....	194
4.3.2.1. Caisse sociale et/ou mutuelle	195
4.3.2.2. La ristourne ou Tontine	197
4.3.3. Contributions ponctuelles	199
4.4. Conflit	202
4.5. Réseaux sociaux : lieux de divertissement et de commerce ambulant.....	205
4.6. Apports des femmes handicapées émigrées dans les réseaux sociaux	207
4.7. Collaboration entre les femmes handicapées et les autres personnes valides des réseaux sociaux ..	209
QUATRIEME PARTIE : RESEAUX SOCIAUX, ESPACES D'EDUCATION NON FORMELLE.....	211
Chapitre 5. Apprentissages non formels au sein des réseaux sociaux des femmes handicapées	212
5.1. Organisation des réseaux sociaux des femmes handicapées	212
5.1.1. Raisons de création	212
5.1.2. Objectifs des réseaux sociaux	214
5.1.3. Types des réseaux sociaux	215
5.2. Fonctionnement des réseaux sociaux	215
5.2.1. Les organes.....	215
5.2.2. Les directions.....	219
5.2.3. Adhésion, sortie, exclusion du réseau social et perte de qualité de membre	223
5.3. Alphabétisation et formation professionnelle	224
5.3.1. Alphabétisation	224
5.3.1.1. Objectifs poursuivis dans les réseaux.....	225
5.3.1.2. Déroulement de la formation	225
5.3.1.3. Evaluation des acquisitions	231
5.3.2. Formation professionnelle	235
5.3.2.1. Objectifs	235
5.3.2.2. Préparation et mise en œuvre de la formation.....	235

5.3.2.3. Modalités d'apprentissage	236
5.3.2.4. Profil des formateurs ou animateurs	248
5.4. Cadre physique de la formation	251
Chapitre 6. Efficacité interne et externe de l'éducation non formelle offerte par les réseaux sociaux.	256
6.1. Ce que nous entendons par efficacité.....	256
6.2. Analyse de la situation des femmes handicapées avant, pendant et après la formation professionnelle.....	258
6.2.1. La situation des femmes handicapées avant leur entrée dans les réseaux sociaux	258
6.2.2. La situation des femmes handicapées pendant les apprentissages	262
6.2.3. Après la formation professionnelle	265
6.3. Analyse de l'efficacité interne et externe des réseaux sociaux	269
6.3.1. Femmes handicapées ayant achevé avec succès la formation en Alphabétisation par rapport aux cohortes initiales	270
6.3.2. Femmes handicapées ayant achevé avec succès la formation en coupe et couture par rapport aux cohortes initiales	271
Chapitre 7. Discussion des résultats.....	273
7.1. Perception de la personne vivant avec handicap.....	273
7.2. Mariage et vie sexuelle des femmes handicapées.....	274
7.3. Activités lucratives.....	278
7.4. Liens de fraternité non-monétaire, monétaire et matérielle.....	280
7.5. Alphabétisation et formation professionnelle	282
7.6. Efficacité interne et externe de l'éducation non formelle des réseaux sociaux	285
CONCLUSION GENERALE	288
Samenvatting	294
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	295
ANNEXES	306
Annexe 1.....	307
Questionnaire d'enquête	307
Annexe 2.....	308

Sigles et acronymes

ACAOJH	: Association congolaise d'assistance orthopédique aux jeunes handicapés
AKRD	: Autres kinois rencontrés dans les rues et à domiciles
APEPH	: Action pour la Promotion de la Personne Handicapée
ASBL	: Association sans but lucratif
ATOC	: Association des techniciens orthopédistes et orthoprothésistes du Congo
AVC	: accident vasculaire cérébral
CAFAR	: Club des Amis du Fauteuil Roulant
CENAPHI	: Centre national pour personnes handicapées et infirmes
CEPAPHA	: Le Centre professionnel d'assistance et de promotion pour personnes vivant avec handicap
CEPROMEFHA	: Centre de Promotion Maman EFINOLE des Femmes Handicapées
CIF	: Classification Internationale du fonctionnement
COREPH	: Collectif pour la réinsertion des personnes vivant avec handicap
D.E.S	: Diplôme d'études supérieures
ENF	: Education non formelle
EUP	: Etablissement d'utilité public
FDD	: Femme Handicapée Dynamique et Développement
FECOPEHA	: Fédération congolaise des personnes handicapées
FENAPHACO	: Fédération Nationale des Associations des Personnes Vivant avec Handicap du Congo
FPHAA	: Fédération des Personnes Handicapées de l'Afrique Australe
FPHAC	: Fédération des Personnes Handicapées de l'Afrique Centrale
FPHAE	: Fédération des Personnes Handicapées de l'Afrique de l'Est
FPHAO	: Fédération des Personnes Handicapées de l'Afrique de l'Ouest
FPHAN	: Fédération des Personnes Handicapées de l'Afrique du Nord
HRFH	: Homme vivant en relation intime avec les femmes handicapées
HRFHP	: Homme ayant été en relation intime avec les femmes handicapées dans le passé

OB	: Objectifs
OMPH	: Organisation Mondiale des Personnes Handicapées
OPH	: Organisations des personnes handicapées
PANAPH	: Panafricaine des Personnes Handicapées
PSH	: Personne en situation de handicap
PVH	: Personne vivant avec un handicap
RS	: Réseau social
RTNC	: Radiotélévision nationale congolaise
S.S.S	: Solidarité S.O.S Secours
SD	: Serviteur de Dieu
SOC	: Socialisation
SSH	: Sujet en situation de handicap
UNIKIN	: Université de Kinshasa

Liste des figures

Figure 1. Schéma explicatif des rôles et des objectifs des réseaux sociaux.....	p.81
Figure 2. Schémas de la handicapologie de Hamonet.....	p.98
Figure 3. Approche globale et approche par niches.....	p.179
Figure 4. Les articles fabriqués sur base des perles.....	p.182
Figure 5. Graphique illustrant une approximation des recettes au niveau de chaque segment du marché.....	p.186
Figure 6. Graphique représentant une estimation au niveau de chaque type de métier professionnel du nombre des femmes handicapées l’ayant appris.....	p.186
Figure 7. Approche généraliste et approche spécialiste.....	p.189
Figure 8. Certificat sanction la fin de la formation en alphabétisation.....	p.235
Figure 9. Femme handicapée dépourvue des bras fait de la peinture avec ses pieds.....	p.247
Figure 10. Brevet de Cycle Professionnel en Coupe et Couture.....	p.249
Figure 11. Maman Rose Bwanya, femme handicapée du réseau social chargée d’enseigner l’alphabétisation.....	p.252
Figure 12. Couloir servant de lieu d’apprentissage d’alphabétisation dans un réseau social	p.254
Figure 13. Deux endroits assurant l’atelier pour l’apprentissage des métiers.....	P.254
Figure 14. Séances de pratique professionnelle dans un atelier des perles.....	p.255
Figure 15. Toiture emportée par la tempête.....	p.256
Figure 16. Madame Souzane Tshiama, femme handicapée de plus de 70 ans dans le bureau du secrétariat général.....	p.257

Liste des tableaux

Tableau 1. Répartition des femmes handicapées par rapport à leur état-civil et au fait d'avoir des enfants ou non d'être mère ou non.....	p. 43
Tableau 2. Répartition des femmes handicapées par rapport à leur état civil et garde d'enfants.....	p. 44
Tableau 3. Répartition des acteurs secondaires ayant pris part à l'interview semi-structurée.....	p.44
Tableau 4. Répartition des entretiens réalisés par catégorie d'enquêtés et par période...	p.66
Tableau 5. Le travail exercé avant l'adhésion au réseau social.....	p.261
Tableau 6. Qualité de revenu avant leur entrée dans les réseaux sociaux.....	p.263
Tableau 7. Statut socio-économique avant la socialisation.....	p.264
Tableau 8. Niveau de compétence des formateurs.....	p.265
Tableau 9. Difficultés rencontrées pendant les apprentissages.....	p.266
Tableau 10. Les points à améliorer afin de rendre la formation plus efficace.....	p.267
Tableau 11. Qualité de revenu après les apprentissages.....	p.268
Tableau 12. Statut socio-économique après la socialisation.....	p.269
Tableau 13. Niveau d'aspirations professionnelle et économique par rapport à la formation reçue et au travail exercé	p.271
Tableau 14. Attitude de l'entourage face au nouveau statut des femmes handicapées...	p.272

Epigraphe

« Lorsque l'on veut vraiment apprendre, à moins que l'on ne souffre d'un handicap particulier, la seule aide nécessaire est finalement de voir démontrer ce que l'on voudrait acquérir. »

Ivan Illich

« Le handicap ne saurait être un frein à mon épanouissement, à mon intégration effective à la société. »

Serge Zan Bi

Dédicace

A ma chère mère Hélène Kiuka, toi qui nous as quitté si tôt. La mort est, pour chacun d'entre nous, un rendez-vous dont le lieu et l'heure ne sont pas fixés. Mais rendez-vous accepté depuis la naissance. Mourir n'est rien, c'est être oublié qui est terrible. Tu es toujours dans nos pensées.

Remerciements

Je tiens à remercier de vive voix les Professeurs Patrick Devlieger et Léon Mbadu Khonde pour la confiance qu'ils m'ont témoignée en acceptant la direction scientifique de cette thèse de doctorat. Je leur suis reconnaissant de m'avoir fait bénéficier tout au long de cette recherche de leur grande compétence, de leur rigueur intellectuelle, de leur dynamisme, de leur sympathie et de leur efficacité que je n'oublierai jamais. Soyez assurés de mon attachement et de ma profonde gratitude.

Ma profonde reconnaissance aux Professeurs Ching Lin Pang et Dieudonné Musa Alokpo Dieudonné, membres effectifs du comité d'encadrement pour leurs orientations et conseils avisés qui ont contribué efficacement à l'aboutissement de cette thèse.

Un grand merci au Professeur Maurice Tingu Yaba Nzolameso membre examinateur pour son soutien moral et ses nombreux conseils.

Je remercie de tout cœur le Professeur Rudi Laermans pour avoir accepté de présider ce jury d'examen et le Professeur Denis Poizat pour sa disponibilité d'y participer comme membre examinateur.

La réalisation de ce rêve n'aurait pas été possible sans le soutien financier de VLIR et de Marc Vervenne Fonds, qui ont, respectivement, pris en charge notre année pré doctorale et financé notre formation doctorale. Toute ma reconnaissance à Laurens Rademakers, à Martine Dekoninck et Kristien Hermans.

Il m'est agréable d'adresser mes sincères remerciements à tous les Professeurs et chercheurs de l'unité de recherche d'IMMRC (Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre) pour des conseils judicieux m'apportés tout au long de cette étude.

Mes remerciements vont également au Professeur Katrien Pype et au Docteur Lambert Nieme pour des remarques, conseils et critiques constructives qu'ils ont émis lors des séminaires doctoraux.

Toute ma reconnaissance à ma chère épouse Youyou Nkodia pour la confiance durant mes absences prolongées, pour son amour, son soutien, ses prières et des sacrifices endurés pour parvenir à l'aboutissement de cette œuvre scientifique. A vous, Kherene Metho, Christella Metho, Tegra Metho et Donel Metho, mes chers enfants, pour avoir souffert des

longues absences et des soins de votre père que je suis. Ce manque que cette formation vous a infligé constitue votre contribution à cet édifice commun.

Je remercie chaleureusement les amis avec qui nous avons passé de bons moments de recherche. Je cite : Jori De Coster, Clara Devlieger, Joel Mue, Denise Mvindu, Guillaume Bumba, Felix Mbandoma, Anette Lembagusa, Madeleine Kapinga, Bertin Nsitwayizatadi, Charlène Mayola, Yvonne Duagani, Maurice Katamba, Godard Mulolo, Francis Lukese, Daniel Ntikala, Ali Mulenda, Dédé Kabeya, Sylvain Luyindula. Merci pour la franche collaboration.

Mes remerciements seraient incomplets, si je ne fais pas mention de membres de ma famille, singulièrement à mon père François Metho pour l'accomplissement de ses propos. A tous mes frères (Emile Zola, Clement Nswaka, Alexis Nsimba, Mackys Mangindula, Bienvenu Baku), à mes sœurs (Françoise Matondo, Béa Ndongani, Estine Tununga), à mes oncles et à ma tante Elisabeth Ntangwakiese, à mes neveux et nièces (Bruno Basilua, Gladis Metho, Lajoie Fuka, Juvalin Nswaka, Horemie Zola, Palca Mbenza, Hursage Kiuka, Christelle Kiuka, Reforcie Matondo) merci pour votre soutien moral, matériel et financier.

Je désire en outre remercier les familles Dizy-Nora Mue, Léon Nsalasani, Nelson Atundembo, Pépé Hunga et Dada Ndundu pour leur sympathie, leur amitié pendant nos séjours de recherche en Europe.

A tous ceux qui de différentes manières et à différents niveaux ont contribué à la réalisation de ce travail de longue haleine, je leur exprime ma reconnaissance de façon sincère et profonde ; plus particulièrement aux professeurs Jean Kanga Kalemba-Vita, Kanga Matondo, Justin Mbwaka, Ferdinand Kondani, Jacques Mandosi, Martin Kitumba, Gaston Mudipanu, Scholastique Kyamundu, Kinkela, Marthe Kakhe, Danny Tungisa, Bijou Mandiangu, Jacqueline Bukaka, Delly Lufungula, Firmin Phambu et Danny Kabongo. Que les amis et connaissances dont nous n'avons pas cités les noms trouvent ici l'expression de ma profonde reconnaissance.

INTRODUCTION

1. Contexte et justification de l'étude

Au moment de l'accession de la République Démocratique du Congo à l'indépendance, le 30 juin 1960, comme l'affirme (Kashindi 2006), plusieurs changements sont intervenus entraînant des guerres civiles et l'exode rural vers les grands centres urbains. Ces changements ont aussi provoqué l'isolement socio-économique des personnes ayant des incapacités, qui ne pouvaient plus compter sur la solidarité communautaire de leurs milieux d'origine.

En l'absence d'une véritable politique d'intégration sociale, ces personnes se sont vues contraintes à la dépendance, à la marginalité et à la mendicité. Et ce, malgré quelques petites œuvres de charité et de réadaptation mises en place par l'action sociale privée souvent missionnaire. Cet état de choses a fait des personnes ayant des incapacités des êtres au monde, mais se tenant à l'extérieur de la société.

Le rapport 2012 OMS-Banque mondiale révèle plus d'un milliard des personnes dans le monde qui vivent avec un handicap, sous une forme ou une autre ; soit environ 15 % de la population mondiale. Ce chiffre est plus élevé que l'estimation antérieure de la même Organisation mondiale de la santé (1970), qui évoquait une proportion aux alentours de 10 %.

Par ailleurs, le rapport de la (FENAPHACO 2014), indique que dans les communautés africaines, surtout en Afrique subsaharienne, les personnes vivant avec un handicap font partie des populations abandonnées. Près 10 à 20 % de ces individus souffrant d'infirmités irréversibles ainsi que des troubles chroniques, sont toujours rejetés, marginalisés, voire exterminés dans certaines communautés africaines.

Le document des états généraux de la situation des personnes handicapées en RDC élaboré en 2016 les estime à environ 13 millions : ce chiffre représente environ 18 % de la population du pays. L'enquête menée par l'ONG Handicap International Belgique en août 2012 à Kinshasa sur les moyens de subsistance auprès d'une centaine des personnes vivant avec un handicap (PVH), a révélé la marginalité et la vulnérabilité dans lesquelles vivent ces personnes : 33 % d'entre elles n'avaient jamais fréquenté l'école, 45 % sont analphabètes,

73 % n'ont jamais reçu une formation technique, 35 % se sentent exclus de leurs familles, et 33 % ont déclaré que la mendicité est leur principale source de revenu.

Dans une recherche antérieure réalisée en 2011 par la même ONG sur la « double vulnérabilité des femmes handicapées », il est observé, sur un échantillon de 120 femmes, que 20 % de sujets ont été victimes des violences physiques, 13 % ont été victimes de viol, 39 % ne pouvaient pas gagner leur vie, 79 % n'avaient pas des ressources financières pour accéder aux soins de santé ; 43 % avaient fréquenté l'école primaire et seulement 18 % avaient fréquenté l'enseignement secondaire. Ces vulnérabilités sont encore plus aiguës dans les régions en dehors de la capitale.

En outre, en République Démocratique du Congo, les personnes ayant un handicap, éprouvent plusieurs difficultés d'adaptation et de locomotion, notamment : la possibilité de disposer de moyens orthopédiques comme des béquilles, des cannes, des chaises roulantes, des prothèses, des orthèses ou des tricycles ; la non-scolarisation des enfants handicapés justifie le taux élevé d'hommes et de femmes adultes handicapés analphabètes ; le manque de formation continue du personnel d'encadrement, l'insuffisance d'écoles d'enseignement spécial ; l'absence d'un programme d'éducation et de sensibilisation sur leurs droits ; l'insuffisance de centres de formation professionnelle pour l'apprentissage des métiers ; le manque d'emploi ; les attitudes négatives liées au rejet , aux préjugés, à la marginalisation , à la discrimination ; la peur et les moqueries qui créent un comportement de repli sur soi, etc. De même, les femmes et les jeunes filles vivant avec handicap sont l'objet d'exploitation sexuelle de la part des hommes valides. Au sein des Eglises de réveil et dans certaines communautés religieuses, le handicap est négativement perçu, considéré comme l'effet d'un châtement ou d'un esprit maléfique.

Au plan économique, le document du Plan stratégique et financier du FNPSS 2012-2016 (2012) indique que, plus de 71 % de 67,8 millions des Congolais vivent avec moins de 1 USD par jour, avec un taux de dépendance de 95 %. Selon cet indice de Développement Humain (IDH), la R.D.C. est classée à la 187ème place sur les 187 pays. Comme on le voit, cette réalité vient aggraver la situation déjà précaire des congolais vivant avec handicap, avec possibilité d'occasionner d'autres formes de handicap.

Conscient de l'importance numérique des personnes en situation du handicap et de leurs conditions de vie, l'Etat congolais s'est efforcé à placer la question de promotion des

droits de personnes handicapées au centre de l'action du Gouvernement. Le Président de la République a promulgué la loi n°13/024 du 7 juillet 2013, autorisant l'adhésion de la RDC à la convention relative aux droits des personnes handicapées. En date du **14 septembre 2015**, il a signé l'instrument d'adhésion à cette Convention déposée le **30 septembre 2015** au Siège des Nations Unies à New York et **publiée au Journal Officiel n° 23 du 1^{er} décembre 2015**.

Un autre fait qui concrétise cette volonté est la participation à l'enrichissement et l'amendement de la proposition de la loi organique sur la protection et la promotion des personnes handicapées en discussion à l'Assemblée Nationale en vue de se conformer à l'article 49 de la Constitution qui stipule que : « La personne de troisième âge et la personne avec un handicap ont droit à des mesures spécifiques de protection en rapport avec leurs besoins physiques, intellectuels et moraux. L'Etat a le devoir de promouvoir la présence de la personne avec un handicap au sein des institutions nationales, provinciales et locales. Une loi organique fixe les modalités d'application de ce droit ».

En décembre 2012, le Gouvernement de la RD Congo avait adopté le Plan Stratégique et Financier 2012-2016 du Fonds National de Promotion et de Service Social (FNPSS) dans lequel sont compris, entre autres, les projets visant la promotion et la protection des personnes handicapées ainsi que l'organisation des états généraux sur la situation de celles-ci. Enfin, la mise en place du Comité de Pilotage du Processus d'organisation des états généraux sur la situation des personnes handicapées en RD Congo par l'Arrêté Ministériel n° CAB/MIN/AFF.S.AH.SN/169/2013 du 23 septembre 2013, publié au Journal Officiel n°22, 55^{ème} Année, col. 50 du 15 janvier 2014.

Ces dispositions se conforment aux instruments juridiques internationaux relatifs aux PVH, notamment la Résolution 37/52 du 3 décembre 1982 adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies lors de sa trente-septième session, laquelle entend promouvoir des mesures propres à assurer la « participation pleine et entière des personnes handicapées à la vie sociale et au développement et l'égalité ». Quant à elle, la Résolution 61/106 du 13 décembre 2006 de l'Assemblée Générale des Nations Unies sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées, entend promouvoir, protéger et assurer la pleine et égale jouissance de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales par les personnes handicapées et de promouvoir le respect de leur dignité intrinsèque.

En dépit des lois édictées et des efforts déployés pour leur mise en application, la situation des personnes porteuses de handicap reste minable et misérable. Pour s'en sortir, celles-ci prennent des initiatives d'auto-prise en charge, en créant des associations et des réseaux sociaux qui, avec des moyens de bord, s'assignent plusieurs objectifs notamment : améliorer les conditions de vie de leurs membres ; inculqués chez toutes les personnes vivant avec un « handicap » un esprit de solidarité et de fraternité ; informer et sensibiliser le public sur les problèmes liés au handicap tout en démontrant les alternatives possibles ; initier et réaliser des actions productives au profit des personnes vivant avec un « handicap » en RDC.

2. Problématique

A travers toutes les communes de la Ville-Province de Kinshasa, l'on observe la présence des personnes vivant avec un handicap. Abandonnées à elles-mêmes et sans encadrement, nombre d'entre elles se livrent à la mendicité dans les rues, tandis que d'autres exercent de petites activités lucratives. Dans un pays pauvre et sous-développé où il n'y a pas de mécanismes appropriés de prise en charge effective des personnes handicapées, la majorité de celles-ci mène une vie précaire.

Au plan légal, la Constitution de la RDC dispose à l'alinéa 4 de l'article 36 que « Tout Congolais a le droit et le devoir de contribuer par son travail à la construction et à la prospérité nationales ». Ces prescrits constituent pour ces sujets vulnérables une avancée certaine en matière de protection sociale, secteur dans lequel la RD Congo ne dispose pas, à ce jour, d'une politique nationale précise.

Malgré ces dispositions constitutionnelles positives, les réseaux sociaux susmentionnés et leurs structures ainsi que la multitude des activités lucratives des personnes handicapées restent encore mal connues. Qui plus est, ces personnes font l'objet d'une image sociale fort négative, découlant des conceptions culturelles voire religieuses rétrogrades sur le handicap. Cela, suite à l'inexistence des études axées sur la nature, l'étendue et la structure de la multitude des réseaux sociaux existants, 519 pour la seule ville de Kinshasa. On note la même carence en ce qui concerne la réciprocité dans les réseaux et l'évolution des réseaux dans le temps.

Dans leur étude sur Handicap et développement : un enjeu socio-économico-éthique, (Mvuezolo et al 2011 : 44) affirment que « le handicap n'est pas perçu positivement en RDC.

Ce qui est frappant, c'est le fait qu'il constitue ici un motif d'éloignement, d'enfermement et d'intolérance. En la personne vivant avec un handicap, on ne voit pas fondamentalement un homme mais un sous-homme. D'où la déshumanisation, le non-respect de la différence, l'atteinte à l'autonomie et à l'exclusion dont elle est victime ». Il ressort clairement de ces écrits que les personnes vivant avec un handicap en RDC souffrent de rejet et d'exclusion.

Dans ce contexte de mépris et d'injustice à l'encontre de cette catégorie sociale, l'on voit émerger une prise de conscience, particulièrement chez les femmes handicapées, qui, sur base de leur situation désastreuse, se décident de la changer en prenant diverses initiatives, notamment en créant des associations qu'elles dénomment réseaux sociaux qui leur servent de point d'ancrage pour leur socialisation et intégration au sein de la société. Ce constat est également fait par (Devlieger 2011 : 35), qui affirme qu'« aujourd'hui, Kinshasa compte des réseaux importants qui reflètent d'une part le passé, des initiatives personnelles et d'autre part, des associations de personnes handicapées. Ces dernières s'inscrivent dans des réseaux sociaux de ville ainsi que dans des liens transnationaux ayant une grande influence dans leurs vies ».

Certes, les perceptions du handicap varient selon les familles, les ethnies et les tribus. Mais, dans l'ensemble de la RDC, la personne vivant avec un handicap est appréhendée comme une personne qui, victime d'une déficience motrice, sensorielle, mentale ou sociale, se trouve dans l'impossibilité de jouir pleinement de son être. L'état physique, mental, psychologique ou social anormal dans lequel elle vit est souvent source de crainte et d'angoisse pour les familles.

Sont considérées personnes vivant avec un handicap les personnes dont le système locomoteur est affecté totalement ou partiellement par une maladie physique ou une cause accidentelle, les débiles mentaux, les aveugles, les sourds-muets et les handicapés sociaux.

S'agissant des mécanismes et stratégies de survie, il convient de relever que la conjoncture socio-économique dramatique de la RDC a poussé la personne vivant avec un handicap à se prendre en charge grâce notamment aux activités informelles.

Ainsi, le trafic intense sur le fleuve Congo entre Kinshasa et Brazzaville, l'esprit coopératif qui se traduit par des actions entreprises en groupe ou en association dans le but de produire collectivement, la débrouillardise avec le petit commerce à la maison, au marché ou dans la rue, permettent d'améliorer la qualité de vie de la personne vivant avec

un handicap et de lui procurer un statut social privilégié. Cela fait qu'aujourd'hui, beaucoup de familles et de ménages vivent, entre autres, essentiellement des apports multiformes provenant de ces personnes.

En effet, regroupées au sein des réseaux sociaux ces femmes handicapées utilisent plusieurs moyens de survie notamment : exposer au public, au moyen des kermesses et des foires, les œuvres qu'elles réalisent telles que : la vannerie, la coupe et couture, la peinture, le dessin, la broderie, le pagne basin, la cordonnerie, etc.

Malgré leur état de vulnérabilité, elles visent un objectif principal celui d'effacer le sentiment d'infériorité et de désespoir que manifestent certains de leurs semblables. Elles agissent, non seulement pour acquérir une meilleure image d'elles-mêmes, mais aussi pour assurer leur propre émancipation sociale et économique.

Car comme le dit (Zamenga 1979), tout handicap peut et doit être surmonté, à travers la reconnaissance par la personne handicapée elle-même sous la forme d'affermissement de la confiance en soi et en ses potentialités, comme personne capable de performance, à l'instar des autres. En outre, tout handicap peut être surmonté avec l'assistance matérielle, affective et humaniste de l'autre et de la société, dont la personne handicapée est précisément victime.

Toutes les actions qu'elles mènent dans le cadre de leurs activités lucratives ne résultent pas du hasard. Elles révèlent l'ampleur de la crise socio-politique-économique dans laquelle elles vivent depuis un certain nombre d'années et qui ne laisse personne à l'abri. Ces femmes, malgré le fait d'être diminuées par leur handicap mettent sur pied, comme déjà dit, quelques stratégies en vue de contourner les difficultés socio-économiques qui perdurent et qui les maintiennent dans la pauvreté.

Avec (Bouchard 2002), nous entendons par stratégies un ensemble des moyens mis en place par les femmes handicapées à partir de leur environnement socioculturel, dans l'organisation et la gestion de leurs activités lucratives au sein des réseaux sociaux. Cela, dans un contexte d'instabilité socio-économique et politique en vue de satisfaire à leurs besoins fondamentaux ainsi qu'à ceux des membres de leurs familles.

Pour bien fixer les idées sur le handicap, nous nous référons à la métaphore de (Loux 1979 : 32) qui explique la notion de l'harmonie qui doit exister entre le corps et l'univers.

Pour cette dernière, « L'homme est doublement lié à la nature ». Il s'affronte quotidiennement avec elle dans le travail, cherchant à la dominer, la discipliner, la cultiver. Mais dans cette tâche, son outil essentiel est le corps. » En fait, pour que l'homme puisse subsister, une harmonie doit se former entre son corps et l'univers. Mais, cet équilibre n'est pas facile à établir, il est sans cesse menacé, remis en cause ; il ne se gagne qu'au prix d'efforts épuisants.

La manière d'agir de ces femmes s'inscrit dans la vision du capitalisme à connotation libérale qui soutient l'existence, la liberté du commerce et de l'industrie avec ses corollaires immédiats que sont l'esprit d'initiative, la liberté d'entreprendre et la propriété privée des moyens de production. Selon cette conception, le régime capitaliste existe dès lors que les individus ont le droit de posséder et de disposer librement des biens et des fruits de leur production et de pouvoir les échanger librement, sans aucune contrainte, avec d'autres. Les activités de ces réseaux des femmes s'opposent à la conception d'inspiration marxiste du capitalisme qui est l'accumulation de capital et le fait que les travailleurs ne sont pas propriétaires de leurs outils, mais seulement de leur force de travail, ce qui constitue le salariat.

Au sein des réseaux sociaux des femmes handicapées, il existe des ateliers de formation à travers lesquels les plus expérimentées apprennent à leurs semblables, certains métiers susmentionnés (vannerie, coupe et couture, broderie, peinture, cordonnerie, coiffure, pédicure, manucure), en vue, d'une part, de les doter d'aptitudes professionnelles et, d'autre part, de produire des biens et services par exemple.

L'on se rend compte qu'en dépit du handicap physique dans leurs corps, qui les met en état de vulnérabilité et les empêche d'assumer certaines fonctions « nobles » dans la vie, les femmes handicapées sont obligées de survivre. Elles prennent des initiatives afin de créer une harmonie entre leur corps et « l'univers congolais » caractérisé par la misère.

Au regard de tout ce qui précède, nous considérons, les femmes handicapées physiques de Kinshasa comme de personnes aptes mentalement et, en tant que telles, nous nous intéressons, au-delà de leurs activités, à leurs opinions sur leur propre vie et sur la société dans laquelle elles vivent. Dans cette optique, *notre recherche n'est pas oppressive mais, loin s'en faut. Elle sert au contraire la cause des femmes handicapées de la République Démocratique du Congo en général et singulièrement celles de Kinshasa.*

Concrètement, nous avons fait en sorte que les résultats de nos investigations ainsi que les propositions d'aide formulées leur permettent de voir s'améliorer, tant leur situation personnelle que le fonctionnement de leurs réseaux sociaux. C'est dire que, *notre étude n'est pas réalisée « sur » mais « avec » et « pour » les femmes handicapées de Kinshasa*, parce qu'elles nous ont accompagné tout au long des enquêtes de terrain. Ce qui a permis de mieux comprendre la réalité de leur vie au quotidien. Rien sur nous sans nous. C'est la devise des PVH.

Pour réaliser cette recherche, nous avons fait référence à quelques travaux réalisés dans le même champ thématique. Nous en présentons brièvement, ci-dessous, les principales conclusions.

Primo, l'étude de Mutopo (2010) qui explique la façon dont les femmes de Mwenezi au Zimbabwe ont amélioré la qualité de leur vie à travers l'agriculture et la vente des produits alimentaires vers l'Afrique du Sud. Ces femmes étaient regroupées au sein des réseaux sociaux qui ont émergé en une base importante aidant ces dernières à vendre leurs produits, à en assurer le transport et à créer des niches de marché pour leurs produits. Pour bien mener sa recherche, l'auteur a mis à contribution deux approches : le Sustainable Livelihoods Approach et Capability Approach de Martha Nussbaum et Amartya Sen. Ces deux approches se conforment à notre thème d'étude. Nous en avons fait une description sommaire dans les pages qui suivent.

Secundo, **Mintz (1971)**, dont la recherche porte sur la relation entre l'organisation sociale et certains types d'activités économiques, démontre que, dans le système du marché intérieur au sein des sociétés paysannes, la plupart de biens ou d'activités distributives sont exercées par des femmes, et celles-ci s'engagent souvent dans le commerce plus ou moins indépendamment des entreprises économiques de leurs maris. La femme et le mari participent à la survie du foyer.

Tertio, le travail réalisé par **Bouchard (2002)** sur les commerçantes de Kinshasa. Dans sa recherche, l'auteure décrit les actions entreprises au quotidien par les femmes kinoises, dans le but de faire vivre leurs familles. Elles tiennent de petits commerces qui les aident à braver les aléas d'un pays en déliquescence. Par leurs activités lucratives, ces femmes contribuent aux dépenses du foyer avec un second revenu, si le mari est salarié. Sinon, c'est souvent le seul revenu qui fait vivre le ménage. Par ailleurs, les stratégies mises sur pied par

ces commerçantes tant au niveau de démarrage de leurs affaires que dans leur organisation et gestion, étaient visibles. Enfin, elles réinventent de nouveaux moyens en vue de s'adapter aux soubresauts économiques et politiques qu'a connus la République démocratique du Congo depuis les années 1990. Par conséquent, elles y gagnent de l'assurance, de l'autonomie, et le rapport homme/femme change forcément dans le couple.

Quarto, l'étude de **Musa Alokpo** sur « Analyse de l'efficacité de l'éducation non formelle dans la Ville de Kinshasa. Une contribution à la politique de l'éducation en République Démocratique Congo (2009) ». L'auteur analyse l'efficacité interne et l'efficacité externe de la formation aux métiers offerte par les structures d'éducation non formelle à Kinshasa. Concrètement, il s'est proposé d'évaluer les compétences des apprenants par rapport au référentiel retenu ; identifier et analyser les facteurs déterminants d'efficacité de la formation reçue ; évaluer le volume des bénéfices obtenus par les travailleurs issus de l'éducation non formelle par rapport au coût direct qu'aurait occasionné leur formation. Aussi, a-t-il formulé des propositions utiles concernant les conditions de la mise en œuvre et de la valorisation de l'éducation non formelle dans le système éducatif de la République démocratique du Congo.

Les résultats de cette recherche indiquent que la formation reçue dans les centres d'éducation non formelle procure aux bénéficiaires (enquêtés) des réelles capacités individuelles, sociales et économiques, occasionnant plusieurs bénéfices, à savoir : l'acquisition et le développement des compétences, l'employabilité initiale ou de reconversion, l'auto-emploi, l'obtention ou l'augmentation du revenu, l'autonomie financière, l'aide à la famille, l'expertise à la communauté et le paiement des taxes sur l'activité professionnelle.

En plus, dans la même étude, Musa Alokpo a analysé de façon plus approfondie, l'une des fonctions de l'éducation non formelle qu'est l'acquisition des connaissances libératrices. Son constat est le suivant : par l'apprentissage des métiers, les jeunes déscolarisés et désœuvrés prennent conscience de la possibilité de changer leurs conditions sociales marquées par la dépendance familiale et, partant, de devenir productif. La formation reçue devient ainsi une réelle libération qui les humanise, au regard des effets socio-économiques qu'elle génère. Aussi suggère-t-elle aux individus formés les décisions à prendre et les actions à entreprendre face aux situations en présence.

Pareil profil n'est pas donné a priori, Il se construit progressivement par l'apprentissage, en donnant à l'apprenant des nouvelles capacités, différentes et supérieures à celles qu'il avait précédemment. Les nouveaux apprentissages réalisés lui permettent d'améliorer sa compréhension et ses jugements, de parfaire sa pratique et d'être autonome. L'apprentissage accompli libère l'apprenant de cette dépendance, le dotant de connaissances et de compétences immédiatement utilisables, mais aussi d'un regard différent quant à la responsabilité, à l'importance du travail et au sens de l'autonomie. Il constitue un mécanisme préparant à l'intégration sociale, mieux à la socialisation des jeunes déscolarisés.

Quinto, la recherche menée par **Sylvie Ayimpam** qui a pour titre « Economie de la débrouille à Kinshasa. Informalité, commerce et réseaux sociaux ». L'auteure s'est contentée de répondre à la question suivante : comment, dans un contexte de crise économique et sociale durable, les citoyens réinventent les moyens de leur survie à Kinshasa ? Dans cette optique, l'auteure a procédé à une description ethnographique minutieuse des dispositifs microsociaux qui permettent aux citoyens-commerçants d'approvisionner la ville et aux citoyens ordinaires de continuer simplement à vivre.

Elle a par la suite, d'une part, présenté les multiples formes de la « débrouille » qui organisent l'univers du petit commerce dans les marchés de la Ville de Kinshasa et, d'autre part, montré que les petites activités commerciales au marché, qui font partie de ce que l'on qualifie habituellement d'économie informelle, n'étaient pas en soi de la déviance ou du désordre bien au contraire, ces dernières sont considérées comme des solutions ou des bricolages adaptés à une situation économique incertaine, fortement contrainte par un contexte politico-économique influencé par la dérégulation internationale et la mondialisation libérale. Bref, la chercheuse a contribué de manière originale à l'analyse compréhensive et contemporaine de ce que l'on appelle encore « l'économie informelle ».

En somme, les recherches susmentionnées ont constitué une meilleure assise et une référence fondamentale adéquate pour réaliser la nôtre. Il est vrai que toutes ces études n'examinent pas directement des questions spécifiques ou propres aux femmes vivant avec handicap. Néanmoins, leurs auteurs exploitent et partagent avec nous une même problématique.

En effet, nous nous préoccupons tous de l'amélioration, de la qualité de vie des femmes et des hommes ceinturés, ou mieux, minés par la pauvreté, par le phénomène de précarité sociale et économique. Nous croyons aussi tous que les voies de sortie des situations délétères caractéristiques de ce phénomène se trouvent hors des sentiers battus. Elles résident plutôt dans l'autonomisation des femmes, dans la mise en place et la multiplication des activités d'auto-prise en charge et de formation extra-scolaire des individus de deux sexes bloqués par des barrières de nature diverses qui empêchent ou perturbent la mise en œuvre du droit de tous à la plénitude de la vie personnelle.

A ce titre, si les études sus-évoqués ont axées les analyses et les réflexions sur les personnes valides, nous avons, quant à nous, choisi de fixer notre regard et de porter notre attention sur ce que les organisations des personnes handicapées (OPH) dites aussi réseaux sociaux, particulièrement les réseaux des femmes vivant avec handicap qui sont au nombre de 519 dans la Ville de Kinshasa, apportent à ces dernières dans le domaine de l'intégration et de la participation à la vie sociale en termes d'acquisition de compétences et d'attitudes, individuellement et collectivement.

Dans cette ligne d'idées, nous avons formulé la question principale de cette recherche comme suit : « **Dans quelle mesure les réseaux sociaux des femmes vivant avec handicap de la Ville de Kinshasa seraient-ils des espaces d'intégration sociale et d'éducation non formelle au bénéfice de cette catégorie sociale marginalisée** » ?

De cette question découlent d'autres questions secondaires que voici :

- Quel est l'impact des activités lucratives exercées par les femmes handicapées sur leur vie sociale?
- De quelle manière les liens de fraternités créés par les femmes handicapées des réseaux sociaux leur seraient-ils bénéfiques ?
- En quoi les connaissances théoriques et professionnelles accumulées par les femmes handicapées au sein de leurs réseaux sociaux contribuent-elles à leur valorisation et autonomisation ?
- Existerait-il une différence de niveau de revenus chez les femmes handicapées, avant et après leur adhésion aux réseaux sociaux?

3. Hypothèses

En réponse à la question principale et à celles secondaires, nous avons formulé les hypothèses ci-après. :

3.1. Hypothèse principale

Les réseaux sociaux des femmes handicapées physiques contribueraient à la promotion socio-économique de ces handicapées et à celle de leurs familles respectives, grâce à l'acquisition des compétences à l'exercice des métiers lucratifs.

3.2. Hypothèses secondaires

- Les activités lucratives des femmes handicapées physiques auraient un impact positif sur leur promotion sociale.
- Les liens de solidarité entretenus par les femmes handicapées au sein de leurs réseaux sociaux renforceraient leur identité ou mieux leur image personnelle et faciliteraient leur intégration dans la société congolaise.
- Dans la mesure où les femmes handicapées deviennent capables de lire, d'écrire et de calculer, et parviennent, à travers leurs activités, à disposer d'un revenu et à se prendre en charge, les apprentissages réalisés dans les réseaux constituent un véritable mécanisme de leur valorisation et autonomisation.
- Le niveau des revenus des femmes handicapées après la formation serait largement supérieur à leur situation avant l'entrée dans les réseaux sociaux.

4. Objectifs de l'étude

Dans ce travail nous poursuivons les objectifs suivants :

- Identifier les différentes causes qui ont amené les femmes handicapées physiques de la Ville de Kinshasa à se regrouper au sein des réseaux sociaux ;
- démontrer les différents mécanismes d'inclusion et/ou de socialisation des femmes handicapées physiques appliqués au niveau de ces réseaux sociaux ;
- décrire l'organisation et le fonctionnement de ces réseaux sociaux à partir de leur création ;
- montrer l'impact de l'acquisition des compétences et des activités lucratives des femmes handicapées des réseaux sur leur vécu quotidien et leur autonomisation.

5. Motivation du choix de cette thématique

La motivation pour cette recherche tire son origine de notre propre famille. En effet, né d'une famille de six enfants dont je suis le cadet, la grande sœur qui est née juste avant moi est une personne vivant avec un handicap physique. Pendant que nous grandissions, nos parents ont eu à consentir d'énormes sacrifices pour assurer sa scolarisation. Estine Tununga Metho, c'est son nom, est graduée en Chimie-physique et, travaille à Matadi dans la Province du Kongo Central, où elle mène une vie autonome.

Le cas d'Estine est sans doute une exception et non la règle, si nous prenons en considération l'ensemble de toutes les femmes handicapées de Kinshasa qui, dans leur majorité, n'ont pas eu l'occasion de fréquenter l'école à cause de leur handicap. Ces femmes, nous les voyons nombreuses se balader à travers la ville, les unes pour chercher à apprendre un métier, les autres pour se prostituer en vue d'avoir un peu d'argent pour subvenir à leurs besoins. Il faut également relever que quelques-unes parmi ces femmes ont été prises en mariage, et après avoir eu un ou deux enfants, ont été abandonnées, délaissées par leurs maris qui ne voulaient plus d'elles en tant qu'épouses, à cause notamment de leur état physique.

Ce constat avait soulevé en nous diverses interrogations. C'est pourquoi nous avons pris la résolution d'étudier scientifiquement cette question dans le cadre d'une recherche doctorale. Une fois l'engagement pris, nous en avons parlé à Estine qui, à son tour, nous avait beaucoup encouragé en ces termes : « Mon petit frère, c'est une idée géniale que tu as prise de mener des investigations sur les réseaux sociaux des femmes handicapées. Tu sais comment nos parents et vous mes frères avez souffert afin que je sois aujourd'hui indépendante. Les raisons de création de ces réseaux sociaux, leurs structures organisationnelles, leur fonctionnement, les mécanismes de socialisation mis en place ne sont pas connus par le public... Les Chercheurs congolais n'aiment pas, d'une façon générale focaliser leurs études sur les aspects liés aux personnes vivant avec handicap... »

Les propos de notre sœur nous avaient reconforté. Et le jour où nous étions parti contacter la responsable du Centre de Promotion Maman Efinole de Femmes Handicapées, elle nous avait fait l'honneur de nous accompagner. Sa présence à mes côtés avait réjoui Maman Efinole, la responsable ainsi que toutes les femmes vivant avec handicap qui étaient présentes en ce lieu.

6. Intérêt de l'étude

Notre intérêt pour cette recherche tient au souci personnel concernant la marginalisation dont sont l'objet les personnes vivant avec handicap et la nécessité de contribuer à leur émancipation. Ces personnes souvent pauvres se sentent humiliées dans leur être. Elles n'ont ni influence ni pouvoir surtout dans les pays en développement comme la RDC. Notre étude ambitionne de poser les jalons des recherches futures dans ce domaine qui n'a qu'un passé relativement récent dans notre pays.

Il existe en chaque être humain un ensemble de capacités latentes. L'encouragement et l'éducation contribuent à changer l'image de la femme handicapée qui est malheureusement ternie depuis la nuit des temps par les préjugés, les injustices et les inégalités, particulièrement au niveau de la prise en charge.

Dans plusieurs pays en voie de développement comme la République Démocratique du Congo, l'éducation des personnes vivant avec un handicap est loin d'être une priorité. Plusieurs d'entre elles n'ont pas accès à l'éducation, ce qui rend difficile le processus de leur émancipation, en tant que « actrices » de leur propre changement et celui de leur communauté.

Notre préoccupation est de démontrer que la personne vivant avec un handicap est un alter ego (personne en qui on a toute confiance, que l'on charge éventuellement d'agir à sa place) qui mérite égards et considérations. En s'intégrant dans la société, cette dernière nous tend la main pour que nous puissions désormais cheminer ensemble dans la communauté. L'instruction et l'initiation aux métiers nous semblent la voie obligée de sa promotion humaine et sociale.

Au plan scientifique, les informations apportées par cette étude vont contribuer aux connaissances sur l'organisation, le fonctionnement et les bénéfices sociaux et économiques de ces réseaux. Cette recherche fournit également des informations qui intéressent les spécialistes en orthopédagogie, en éducation spécialisée et, en intégration et inclusion sociales des handicapés, en vue d'un renforcement éventuel de leurs capacités de formateurs spécialisés. Enfin, cette étude fait honneur à l'interdisciplinarité entre l'anthropologie et les sciences de l'éducation.

Au niveau social, la nécessité de cette étude se justifie par l'éventail d'indices de disparités qu'elle met à la disposition de ceux qui œuvrent dans le domaine d'analyse de style et de la qualité de vie des femmes adultes handicapées physiques à Kinshasa, pour mieux comprendre le processus de création, de fonctionnement et d'évolution des réseaux.

Au plan du développement, la présente recherche sert d'une alerte dans le sens d'un effort de conception d'une politique sociale en faveur des personnes handicapées, en présentant quelques stratégies complémentaires en vue d'enrichir le Document de la Stratégie de Croissance de Réduction de la Pauvreté de 2008.

7. Délimitation de la recherche

Notre recherche s'intéresse à l'ensemble des femmes handicapées physiques de la Ville-Province de Kinshasa. Mais pour raison de faisabilité, seules les femmes handicapées physiques regroupées au sein de quelques réseaux sociaux bien identifiés sont concernées.

A cet effet, nous avons retenu trois réseaux sociaux au sein desquels nos enquêtes se sont déroulées :

- Collectif pour la réinsertion des personnes vivant avec handicap (COREPH), situé sur l'Avenue Bantandu n°37, Quartier 8 dans la Commune de Ndjili ;
- Centre de Promotion Maman Efinole de Femmes Handicapées (CEPROMEFHA), situé sur l'Avenue Luozi n°1, dans la Commune de Kasa-Vubu, point de repère : Division Urbaine des Affaires sociales ;
- Centre Professionnel d'Assistance et de Promotion pour Personnes Handicapées, situé sur l'Avenue Matankumu, n°4, Commune de Masina.

8. Subdivision de l'étude

Hormis l'introduction générale, cette dissertation comporte quatre parties essentielles.

La première partie concerne le cadre empirique et méthodologique. Elle contient un seul chapitre portant sur la démarche empirique et méthodologique. Celui-ci décrit le cadre physique, la population et l'échantillon de l'étude, les méthodes et techniques mises à contribution et le plan pour le traitement des données.

La seconde partie porte sur les généralités des concepts réseau social et handicap. Elle renferme deux chapitres. Le premier explicite les concepts saillants, les approches et théories explicatives utilisées dans cette recherche. Le second décrit, d'une part, la situation

générale des personnes vivant avec handicap en Afrique et en RDC et expose, d'autre part, les représentations et les attitudes des sujets valides envers les personnes vivant avec handicap.

La troisième partie explique la façon dont les réseaux sociaux constituent des espaces de socialisation et d'intégration sociale. Elle contient un seul chapitre qui fait un état des lieux des activités lucratives réalisées, clarifie les stratégies de gestion des produits en perles en tant que niche de marché et enfin développe plusieurs faits qui justifient l'autonomisation des femmes handicapées.

La quatrième partie décrit les réseaux sociaux comme étant des espaces d'éducation non formelle. Elle comporte deux chapitres. Le premier, présente l'organisation et le fonctionnement des réseaux sociaux. Ensuite, il expose la manière dont se déroule le processus enseignement-apprentissage dans les réseaux sociaux. Enfin, il dépeint les profils des animateurs et les lieux des enseignements. Le second chapitre évalue l'efficacité interne et externe des apprentissages bénéficiés par les femmes handicapées.

Le dernier chapitre discute les principaux résultats en se servant des approches, des théories ainsi que des quelques travaux antérieurs développés dans cette étude. Enfin, une conclusion générale, portant sur le soubassement de l'étude, la position des hypothèses, les apports de l'étude, la vision et les perspectives de la recherche clôturera notre propos.

PREMIERE PARTIE : CADRE EMPIRIQUE ET METHODOLOGIQUE

Chapitre 1. Démarche empirique et méthodologique

Ce chapitre est consacré à la méthodologie que nous avons mise sur pied pour réaliser notre étude. A cet effet, nous présentons le cadre dans lequel nos enquêtes se sont déroulées ainsi que la population et l'échantillon de l'étude. Ensuite, nous précisons l'ensemble des méthodes, techniques et moyens auxquels nous avons fait recours pour effectuer la collecte et le traitement des données.

1.1. Cadre de l'étude

L'étude s'est déroulée dans la Ville de Kinshasa qui comprend quatre districts administratifs et vingt-quatre communes. Kinshasa est la capitale politique et économique du pays. C'est le poumon économique du pays, à côté de Lubumbashi, Kisangani et Matadi. Sa population était estimée à 9 millions en 2009. Aujourd'hui elle avoisine quatorze millions d'habitants.

La présente étude porte sur les femmes vivant avec un handicap dont la plupart sont regroupées dans des associations appelées réseaux sociaux. Ces derniers constituent le cadre principal qui nous a permis de mener nos enquêtes. En dehors de ces réseaux, d'autres lieux comme la rue, les résidences des personnes ayant des liens étroits ou non avec ces femmes (des parents, amis, concubins, les clients, ex-époux,...), les marchés et les églises, ont également servi de lieux propices pour recueillir des informations supplémentaires et utiles à la réalisation de cette étude.

Ainsi, nous avons retenu trois réseaux sociaux, dont un au centre ville et deux dans la périphérie, à savoir : le Collectif pour la réinsertion des personnes vivant avec handicap (COREPH), le Centre de promotion Maman Efinole de femmes handicapées (CEPROMEFHA) et, enfin, le Centre professionnel d'assistance et de promotion pour personnes handicapées (CEPAPHA).

Nous aurions pu travailler qu'avec un seul réseau. Mais le besoin d'avoir une vision plus ou moins étendue de la réalité nous a porté à élargir le cadre de l'étude. Les réalités socio-économiques et culturelles n'étant pas les mêmes dans tous les coins de la capitale congolaise, tenir compte d'un seul réseau social nous aurait donné une compréhension insuffisante de réalités des réseaux sociaux des femmes handicapées de Kinshasa.

Dans un premier temps, nos observations participantes ont été menées au niveau de tous les trois réseaux sociaux et bien après, nos enquêtes sur le terrain se sont focalisées sur un seul réseau social qui est pour la circonstance le Centre Professionnel d'Assistance et de Promotion pour Personnes Handicapées. Le choix porté sur ce dernier se justifie par le fait qu'il regorge plus de femmes handicapées et se situe dans une des communes les plus pauvres de Kinshasa. Voici ci-dessous, nous faisons la présentation sommaire de ces trois réseaux sociaux.

a. Centre de Promotion Maman EFINOLE des Femmes Handicapées (CEPROMEFHA)

Le CEPROMEFHA est une organisation non gouvernementale pour le bien-être social des personnes handicapées. Il a été créé à Kinshasa, le 14 août 1988 à l'initiative de Madame EFINOLE YELIKA dite Ma Moseka, handicapée physique de son état. Son siège social se situe au n°3 de l'avenue Luozi, Quartier Lodja, Commune de Kasa-Vubu, Ville de Kinshasa. CEPROMEFHA a pour mission principale de conscientiser et de sensibiliser la personne vivant avec un handicap, en particulier et vulnérable en général pour son auto-prise en charge, afin d'éviter la mendicité.

Ce réseau poursuit un objectif global, à savoir : améliorer les conditions sociales de la personne vivant avec un handicap. Pour y arriver, il procède à l'identification des personnes vivant avec un handicap, ainsi que les problèmes découlant de leurs conditions physiques et sociales, en vue de leur encadrement, promotion, valorisation et réinsertion dans la société.

A cet effet, il mène ses actions dans plusieurs domaines notamment : l'assistance sociale et humanitaire, la santé et l'environnement, l'agriculture et l'élevage, l'éducation et la formation professionnelle, l'alphabétisation, les technologies appropriées, le sport, la culture et l'art. Il comprend trois organes ci-après:

- l'assemblée générale, qui est l'organe suprême et de décision du réseau. Elle est composée de la fondatrice, des membres effectifs, des membres sympathisants et des membres d'honneur ;
- le conseil d'administration, qui est l'organe dirigeant de CEPROMEFHA ;
- le comité de contrôle qui est chargé d'audit interne.

Concernant son programme, le CEPROMEPHA réalise diverses activités dans plusieurs secteurs. Primo, celui de la réadaptation technique, où les femmes handicapées bénéficient

de la formation en maroquinerie, tricotage, crochetage, broderie et coupe et couture. Secundo, le secteur de technologies appropriées, où l'on produit au niveau des ateliers des nappes et poches à base de perles et fils, des poches de téléphone à base de perles et fils nylon, de la mayonnaise, du vin de riz, du vin de canne à sucre, du vin de gingembre, yaourt, etc.

b. Centre professionnel d'assistance et de promotion pour personnes vivant avec handicap, en sigle CEPAPHA

Face à l'état d'abandon, de misère, de pauvreté et du chômage d'un nombre de plus en plus croissant des personnes vivant avec handicap et vulnérables, Monsieur BAVUWU BALU N'SEMI, personne vivant avec handicap a, de ce fait, pris l'initiative de créer en janvier 1998 une structure sociale qu'il a dénommée Centre Professionnel d'assistance et de promotion pour personnes vivant avec handicap, en sigle « CEPAPHA ».

Cette structure est régie par des textes légaux dont les statuts notariés et l'acte de personnalité juridique par l'arrêté du ministère de la justice en conformité à la loi n°004/2001 sur les ASBL et E.U.P. Ce réseau comprend trois organes, à savoir : le collège des administrateurs fondateurs, le conseil de gestion et l'assemblée générale consultative. De plus, il y a dans son administration fonctionnelle un secrétariat général qui coordonne les différentes directions que sont :

- direction d'éducation, formation technique et professionnelle ;
- direction de production et d'approvisionnements ;
- direction de santé publique et d'assistance sociale ;
- direction de technique des métiers ;
- direction de budget et finances ;
- direction d'investissement des projets et partenariat ;
- direction administrative du personnel et de réintégration.

Conformément à ses statuts, le CEPAPHA a pour mission principale de revaloriser la personne vivant avec un handicap en lui assurant une formation technique et professionnelle, en vue de sa réintégration dans la communauté locale.

Il organise plusieurs activités dont principalement : la formation en coupe et couture, en informatique, en cartonnage, en tricotage, en décoration nappe ; l'alphabétisation, la

fabrication des pochettes, la sensibilisation sur diverses maladies dont le VIH/SIDA et la planification des naissances désirables.

C. Collectif pour la Réinsertion des Personnes Vivant avec Handicap (COREPH)

Le siège du Coreph est situé au n°37 de l'avenue Bantandu au Quartier 8 dans la Commune de Ndjili, Ville de Kinshasa. Ce réseau social est une union de quatre différentes associations, à savoir : Action pour la Promotion de la Personne Handicapée « APEPH », Club des Amis du Fauteuil Roulant « CAFAR » ; Femme Handicapée Dynamique et Développement « FDD » ; Solidarité S.O.S Secours « S.S.S. ». Ces dernières ont mutualisé leurs forces pour mieux réaliser leur objectif social qui consiste à s'occuper pleinement des personnes vivant avec un handicap en créant le collectif susmentionné.

Agréé pour des raisons d'ordre social par le Ministère des Affaires Sociales, Action Humanitaire et Solidarité Nationale sous le n° 137/ 2002 du 02 août 2002 en qualité de service d'assistance et de promotion sociale, le COREPH poursuit les objectifs spécifiques suivants : lutter contre les exclusions dont sont l'objet les personnes handicapées ; défendre leurs droits civiques, politiques et économiques ; matérialiser leur pleine participation aux activités à caractère communautaire en vue d'améliorer leur image entachée, organiser des ateliers de formation socio-professionnelle en faveur des personnes vivant avec un handicap pour leur autonomisation et valorisation.

1.2. Population et échantillon d'étude

Pour avoir les informations appropriées pour notre recherche, nous avons fait un choix judicieux sur les catégories des personnes qui devraient nous renseigner sur nos questions. Ne pouvant être en mesure de travailler sur tous ces individus, nous étions obligé de sélectionner quelques-uns parmi eux.

1.2.1. Population d'étude

La population de notre étude est constituée de femmes handicapées de réseaux sociaux de la Ville de Kinshasa qui représentent les acteurs primaires de nos enquêtés. Cependant nous avons également recouru à d'autres acteurs secondaires ayant des liens directs ou indirects avec ces femmes ; il s'agit notamment des membres de leurs familles (enfants, époux, parents), de leurs clients, de leurs concubins, de leurs ex-époux et des serveurs de Dieu appelés pasteurs.

Les raisons du recours à ces acteurs secondaires sont nombreuses :

- Primo, certaines informations recueillies à partir de nos observations et entretiens auprès des acteurs primaires étaient incomplètes et pouvaient biaiser les résultats. C'est là où, les contributions des acteurs secondaires ont été les bienvenues pour nous éclairer ;
- secundo, ces acteurs secondaires étant très proches des femmes handicapées, sont supposés mieux connaître et disposer d'autres informations utiles les concernant;
- tertio, avec ce groupe secondaire, nous avons la possibilité de confirmer ou d'infirmer quelques informations recueillies chez les femmes handicapées en les comparant à celles récoltées auprès des acteurs secondaires.

1.2.2. Echantillon d'étude et les modalités d'échantillonnage

(Afsala 2014 : 37) définit un échantillon comme une portion d'un ensemble d'objets ou d'individus que l'on prélève pour une raison d'étude particulière. Un échantillon est dit représentatif lorsqu'il est tiré de la population d'origine (dite population mère) de manière à ce que sa composition et ses caractéristiques soient essentiellement les mêmes que celles de la population mère, avec une taille (en termes de quantité) conforme aux règles d'estimation en la matière.

Concernant le point sur l'échantillon, nous avons opté d'utiliser trois sortes d'échantillon. En effet, le travail à réaliser dans cette thèse nous a contraint de recourir, pour paraphraser (Abarello 2012, p. 112), aux outils et techniques méthodologiques proposés par les deux traditions actuellement dominantes en sciences sociales et humaines : l'approche qualitative et l'approche quantitative.

Au niveau de l'approche quantitative, nous avons été amené à constituer un échantillon accidentel tandis qu'en ce qui concerne l'approche qualitative, nous avons eu recours selon les objectifs et les enjeux à un échantillon volontaire et un échantillon boule de neige que nous décrivons ci-dessous l'un après l'autre :

1.2.2.1. L'échantillon accidentel

Par rapport à la diversité d'informations utiles à la réalisation de cette étude, l'échantillon accidentel était employé lorsque nous devrions administrer les questionnaires aux femmes handicapées des réseaux sociaux et interviewer quelques acteurs secondaires

au sujet, par exemple, du vécu psychosocial de femmes handicapées, de la perception des chrétiens congolais sur le handicap et les personnes vivant avec un handicap. Il sied de noter que ces acteurs n'étaient pas sélectionnés sur des critères préétablis. Nous prenions ceux qui se baladaient dans les rues, ceux avec lesquels nous nous rencontrions fortuitement. Comme on le voit, nous nous sommes positionné dans le même sens que (Gauthier 2003 : 222) pour qui: « L'enquêteur pense n'introduire d'autres critères que le hasard pour le choix des individus qui feront partie de l'échantillon accidentel : il les prend, ces passants, comme ils se présentent ».

1.2.2.2. L'échantillon volontaire

Selon (Gauthier op.cit. : 223), que nous avons déjà cité ci-avant, affirme que « Les échantillons volontaires sont fréquemment utilisés dans les domaines de la psychologie, de la recherche médicale, des sciences sociales et dans tous les cas où il semblerait difficile d'interroger des individus sur les thèmes considérés comme tabous, intimes. ».

L'utilisation de ce type d'échantillon dans cette recherche tient au fait qu'elle traite des aspects touchant à l'intimité des femmes handicapées, en parlant concrètement de leur sexualité, un sujet considéré jusqu'à ce jour comme tabou dans les mœurs congolaises. Pour cette raison, nous avons décidé de faire appel à des volontaires pour constituer cet échantillon. Nous prenions ainsi des personnes disponibles à répondre à nos questions de manière désintéressée et bénévole qui n'attendaient rien en retour.

1.2.2.3. L'échantillon boule de neige

Nous avons trouvé opportun à un moment donné, au cours des enquêtes d'utiliser l'échantillon en boule de neige. Celui-ci a servi à ajouter au noyau des acteurs secondaires, des individus considérés comme indispensables par rapport à la pertinence d'informations qu'ils possèdent. Pour recueillir par exemple des informations sur la sexualité des femmes handicapées, il était utile d'interroger les hommes qui ont vécu une vie amoureuse avec ces dernières.

Mais, comme dans la culture congolaise, le fait d'avoir des rapports sexuels avec une personne vivant avec un handicap constitue une honte et un sujet de moquerie ; il n'a pas été facile de rencontrer des volontaires prêts à nous décrire en détails la manière dont ils ont vécu leur vie de concubinage avec ces dames. En vue de contourner cet écueil, chaque

fois que nous tombions sur des hommes gentils, ouverts qui pratiquent ou qui ont eu des rapports sexuels avec ces femmes, nous sollicitons leur aide en leur demandant de nous mettre en contact avec d'autres qui vivent ou qui ont vécu le même genre de situation amoureuse.

C'est seulement de cette manière que, nous avons pu réunir un nombre acceptable d'hommes qui nous ont, à cœur ouvert, livré leurs impressions sur la sexualité des femmes handicapées. Par ailleurs, certaines femmes handicapées nous ont aidé en nous recommandant, soit auprès de leurs maris, ex-amis ou leurs concubins avec qui elles ont entretenu des relations amoureuses.

1.2.2.4. Description des caractéristiques de l'échantillon

Tableau 1 : Répartition des femmes handicapées par rapport à leur état-civil et au fait d'avoir des enfants ou non, d'être mère ou non

Etat civil Enfants	Mariée		Divorcée		Célibataire		Veuve		En couple de fait		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%
Avec enfant	6	4,26	6	4,26	63	44,68	10	7,09	26	18,44	111	78,7
Sans enfant	1	0,71	2	1,42	24	17,02	1	0,71	2	1,42	30	21,3
Total	7	4,96	8	5,67	87	61,70	11	7,80	28	19,86	141	100

Légende :

f : Fréquence, % : Pourcentage.

L'analyse des données consignées dans le tableau n°1, nous montre que sur un total global de 141 femmes handicapées interviewées, 111, soit 78,7 % de ces dames, ont mis au monde au moins un enfant. Par ailleurs, 30, soit 21,3 %, n'ont jamais accouché d'un enfant. Nous relevons également que plus de la moitié, 87, soit 61,70 % des femmes handicapées, sont célibataires et parmi elles, 63, soit 44,68 %, ont au moins un enfant et, 24, soit 17,02 %, n'en ont pas ; 28, soit 19,86 %, vivent en couple de fait et dans ce lot, 26, soit 18,44% de ces femmes, possèdent des enfants, tandis que 2, soit 1,42 %, n'en possèdent pas. Ce qui étonne est que, parmi les 11 veuves, une, soit 0,71 %, n'a pas eu d'enfants, et 10, soit 7,09 %, en ont eus. Enfin, sur les 141 femmes handicapées 7, soit 4,96 % seulement, ont été prises en mariage, malheureusement une d'entre elles n'a pas toujours d'enfants.

Tableau 2. Répartition de 111 femmes handicapées ayant des enfants selon l'état civil et la garde des enfants

Etat-civil Garde enfant	Mariée		Divorcée		Célibataire		Veuve		En couple de fait		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%
Moi – même	0	0	4	3,60	55	49,55	7	6,31	0	0	66	59,5
Leur père	0	0	2	1,80	8	7,21	3	2,70	0	0	13	11,7
Chez nous deux	6	5,41	0	0	0	0	0	0	26	23,42	32	28,8
Total	6	5,41	6	5,41	63	56,76	10	9	26	23,42	111	100

Il ressort de ce tableau que, sur un total de 111 femmes handicapées ayant des enfants 66, soit 59,5 %, sont gardés par leurs mères ; 13, soit 11,7 %, restent chez leurs pères et 32, soit 28,8 %, habitent avec les deux parents soit dans le cadre d'un mariage légal ou dans le cadre d'une union de fait. Pour bien enrichir nos commentaires, nous tenons à démontrer par exemple que, sur les 63 enfants des célibataires, 55, soit 49,55 %, sont sous la responsabilité de ces femmes handicapées, seulement 8, soit 7,21 %, habitent et sont pris en charge par leurs pères.

Tableau 3 : Répartition des acteurs secondaires ayant pris part à l'interview semi-structurée

Catégorie Sexe	HRFH		HRFHP		SD		AKRD		Total	
	f	%	f	%	f	%	f	%	f	%
Masculin	32	27,35	11	9,40	8	6,84	34	29,06	85	72,6
Féminin	0	0	0	0	4	3,42	28	23,93	32	27,4
Total	32	27,35	11	9,40	12	10,26	62	52,99	117	100

Légende du tableau 3 :

HRFH = Hommes vivant en relation intime avec les femmes handicapées ;

HRFHP = Hommes ayant été en relation intime avec les femmes handicapées dans le passé ;

SD= Serviteurs de Dieu (Pasteurs, diacres, prêtres...) ;

AKRD : Autres Kinois rencontrés (membres de famille, amis, clients,..) soit dans les rues, soit à domicile.

De ce tableau 3, il se dégage que, parmi 117 acteurs secondaires des réseaux sociaux qui ont pris part à nos enquêtes, la majorité est constituée des hommes qui représentent 72,6 %, tandis que les femmes 27,4 % simplement. Cet écart se justifie par le fait que, les

personnes qui nous ont renseigné sur les réalités diverses de la vie sexuelle profonde des femmes handicapées en dehors de celles-ci, sont tous des hommes. Et donc, nous n'avons enregistré aucun cas de lesbianisme, c'est dire que toutes ces femmes sont hétérosexuelles.

Par contre, il n'y a pas un grand écart entre hommes et femmes parmi les Kinois interrogés dans les rues et à domicile de Kinshasa, comme l'indique d'ailleurs le tableau ci-dessus. Sur un total de 62 sujets, 34 personnes, soit 29,06 %, sont de sexe masculin et 28, soit 23,93 %, sont des femmes. De même, sur un effectif de 12 serviteurs de Dieu interviewés, 8 sont hommes, soit 6,84 %, et 4 sont femmes, soit 3,42 %. Ici, comme on le voit, le nombre des femmes serviteurs de Dieu représente la moitié de celui des hommes.

Le recours aux serviteurs de Dieu nous a semblé important parce qu'ils reçoivent dans leurs églises ces femmes handicapées. Aussi nous renseignent-ils sur la perception de l'église congolaise sur le handicap et la personne vivant avec handicap.

Ce constat s'explique par le simple fait qu'à Kinshasa, les hommes sont plus nombreux à exercer le métier de pasteur, apôtre, évangéliste, diacre, etc., par rapport aux femmes. Par ailleurs, il y a lieu d'indiquer que parmi les 8 serviteurs masculins, un est personne vivant avec handicap marié à une femme aussi handicapée.

1.3. Méthodes et techniques mises à contribution

Ce sous-point va consister, premièrement, à expliciter la nécessité de recours à la triangulation de méthodes et de techniques de collecte et de traitement des données dans la présente étude pluridisciplinaire. Concrètement, il y est justifié la nécessité d'associer les méthodes qualitatives et quantitatives ; deuxièmement, à décrire les différentes étapes suivies au niveau de chaque méthode et technique de récolte et de traitement des informations recueillies. Enfin, à exposer les difficultés rencontrées tout au long des investigations.

1.3.1. Pour une approche méthodologique pluridisciplinaire

Entamons cette partie en affirmant que, plusieurs disciplines ont été associées pour la réalisation de notre étude. Mais alors, pour quel motif avons-nous décidé de les combiner ? D'emblée, disons que c'est par la nature de la thématique de notre recherche qui étudie les femmes handicapées qui sont dans les réseaux sociaux pour être socialisées au travers des mécanismes d'intégration socio-professionnels en vue de leur autonomisation et de leur

valorisation. De ce qui précède, il s'avère que le thème de notre dissertation doctorale est à la fois pertinent et complexe.

Cette complexité est liée à la nature même des personnes concernées qui sont les femmes handicapées. Remarquons que, dans le contexte africain en général et singulièrement congolais, ces dernières sont confrontées à une triple vulnérabilité : leur sexe, leur handicap et leur pauvreté. Partant, une seule discipline ne saurait en saisir tous les contours et les analyser de manière quasi satisfaisante.

Cette optique est partagée par (Sellamna 2011) cité par (Bukaka 2013 : 167) qui affirme « une seule discipline ne peut tout expliquer, surtout lorsqu'on aborde des questions complexes. Certains problèmes échappent au domaine d'une seule discipline. Ce sont souvent des problèmes complexes, inhérents à des sujets d'études. Ce qui nécessite des chercheurs d'avoir une vision globale du contexte, c'est-à-dire de considérer tous les facteurs impliqués dans le problème qu'ils traitent, aussi bien que d'insérer ce problème dans un cadre plus large ».

De ce fait, l'ethnographie a été bénéfique dans ce sens qu'elle a servi au recueil des données sur terrain, principalement en nous dotant d'aptitudes nécessaires pour bien peindre les faits divers et les attitudes observés chez les femmes handicapées dans leurs milieux familiaux. Elle nous a permis aussi de saisir les manières dont celles-ci construisent leur image et/ou leur identité et donnent du sens aux actes qu'elles posent dans leur façon de vivre au quotidien. (Levitt 2006 ; Maanen 1988) estiment que les ethnographes cherchent à décrire les comportements observés, mais aussi à expliquer comment les acteurs donnent sens à leur vie quotidienne.

Dans le même ordre d'idées, l'anthropologie étudie les êtres humains et se pose la question de savoir que cela signifie être un humain ? Les réponses à cette interrogation, à coup sûr, donnent une connaissance de l'homme dans sa généralité. Considérant qu'il existe plusieurs types d'anthropologie, dans notre travail, nous avons été servi par deux sous-disciplines d'anthropologie à savoir : l'anthropologie culturelle et l'anthropologie de l'éducation. A la base de toutes se trouve la notion de culture laquelle indexe tout ce que les êtres humains apprennent au cours de la vie, tout ce qui n'est pas inné, l'apprentissage ou la transmission de la culture. De plus, nous tenons à rappeler que les anthropologues de l'éducation, comme le soulignent (Candela, Rockwell et Coll 2004), étudient "l'École" partant

des fonctions qu'elle accomplisse dans la société, aussi du sens que l'on donne à une personne instruite, éduquée, socialisée ? Comment fonctionne l'établissement scolaire dans ses rapports avec son environnement et comme mini-société propre ? Comment fonctionne la classe en tant que mini-société et mini-culture ? Telles sont les questions auxquelles ils cherchent à répondre.

Faisant référence à ce qui vient d'être dit, ces disciplines d'anthropologie nous ont fourni d'intéressantes méthodes de récolte des données que sont : l'observation participante, les récits de vie ou l'histoire de vie, l'entretien semi-dirigé et le focus-group. Ces outils méthodologiques nous ont offert plusieurs avantages: primo, de bien saisir les stratégies d'apprentissage professionnel appliquées au sein des réseaux sociaux, la manière dont ces réseaux fonctionnent et transforment le handicap de ces femmes en aptitudes.

Secundo, comprendre comment ces réseaux enrichissent la culture congolaise au travers des œuvres artistiques en perles produites par ces femmes handicapées ; aussi, appréhender la façon dont ces œuvres contribuent au développement des niches de marché et à la valorisation, à l'autonomisation de ces dernières. Bref, de saisir le processus qui fait passer ces femmes de l'état de dépendance à celui d'indépendance.

L'autre discipline qui a utilement contribué à notre recherche, c'est l'éducation. A l'instar de l'anthropologie. L'éducation est subdivisée en plusieurs sous-branches dont seules deux nous intéressent dans ce travail à savoir : l'éducation non formelle et l'éducation des adultes appelé aussi l'andragogie.

L'éducation non formelle fait référence à toute activité éducative systématique organisée et mise en œuvre en dehors du système formel, en vue de promouvoir des types spécifiques d'apprentissage à des sous-groupes particuliers. L'éducation non formelle n'est pas institutionnalisée, graduée dans le temps, et n'est pas un système d'éducation structuré hiérarchiquement couvrant des premières années de l'école primaire aux plus hauts niveaux des classifications universitaires; sans fréquentation obligatoire, sans tests d'admission ni standardisation des curricula, ni de prérequis.

De plus, elle ne dépend pas de préoccupations standardisées ou de fins propres à son existence comme l'éducation formelle ou encore n'a pas à être certifiée par l'Etat. L'enseignement non formel peut donc être dispensé tant à l'intérieur qu'à l'extérieur d'établissements éducatifs et s'adresser à des personnes de tout âge et se focalise sur

l'acquisition de compétences utiles à la vie ordinaire et professionnelle, et de culture générale.

L'éducation des adultes quant à elle, comme le fait savoir la recommandation sur le développement de l'éducation des adultes, (UNESCO 1976) cité par le Rapport mondial sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (2010 : 13), désigne « l'ensemble des processus organisés d'éducation, quels qu'en soient le contenu, le niveau et la méthode, qu'ils soient formels ou non formels, qu'ils prolongent ou remplacent l'éducation initiale dispensée dans les établissements scolaires et universitaires et sous forme d'apprentissage professionnel, grâce auxquels des personnes considérées comme adultes par la société dont elles font partie, développent leurs aptitudes, enrichissent leurs connaissances, améliorent leurs qualifications techniques ou professionnelles ou leur donnent une nouvelle orientation, et font évoluer leurs attitudes ou leurs comportements dans la double perspective d'un épanouissement intégral de l'homme et d'une participation à un développement socio-économique et culturel équilibré et indépendant ».

De son côté, (Giordan 2004 : 162) synthétise l'ensemble de ces principes andragogiques dans la formule suivante : « l'émergence de nouveaux savoirs n'est possible que si l'apprenant saisit ce qu'il peut en faire (intentionnalité), s'il parvient à modifier sa structure mentale... et si ces nouveaux savoirs lui apportent un « plus » dont il peut prendre conscience (métacognition) ». La modification de connaissances ou de comportements nécessite souvent un apport extérieur d'information, de connaissances nouvelles ou d'exemples différents ou contradictoires. ».

L'éducation des adultes recouvre donc un ensemble de processus, de structures et d'activités qui ont pour objet de développer chez les individus adultes pris isolément ou en groupe, l'acquisition des connaissances, ainsi que des aptitudes, des capacités et des compétences d'ordre intellectuel, physique, artistique, professionnel et social.

De ce fait, les connaissances fournies par ces deux disciplines nous servent à apprécier l'efficacité de la formation assurée aux femmes handicapées au sein de leurs réseaux sociaux. Car, les stratégies didactiques d'apprentissage utilisées dans des classes ordinaires chez les tout-petits ne peuvent l'être chez les femmes adultes, de surcroît handicapées, qui se font socialiser dans un cadre autre que l'école.

1.3.2. La triangulation des méthodes : un impératif catégorique pour cette étude

Cette recherche s'est servie de la triangulation. Qu'est-ce ? Dans son acception large, elle désigne, en nous référant à ce qu'a écrit (Fortin 1996 : 318), « l'emploi d'une combinaison de méthodes et perspectives permettant de tirer des conclusions valables à propos d'un même fait ». A cet effet, (Pinard 2004 : 70) affirme que « pour un même objet d'évolution, différentes méthodes peuvent être employées pour recueillir des informations et en extraire un sens. Ces méthodes sont d'orientation quantitative et qualitative ».

Cette approche est confirmée par (Jick 1983) qui donne de nombreux exemples d'apports réciproques entre deux types de méthodes. Pour cet auteur, « triangulation », terme anglais d'origine militaire ou de science maritime qui désigne l'utilisation conjointe de plusieurs méthodes, en particulier quantitatives et qualitatives, pour mieux répondre aux questions que l'on se pose sur un sujet donné : « The triangulation metaphor is from navigation and military strategy that use multiple reference points to locate an object's exact position. Given basic principles of geometry, multiple viewpoints allow for greater accuracy ».

En effet, dans le souci de récolter les informations nécessaires à cette étude et dans l'objectif d'en faire bon usage aux niveaux de l'interprétation des résultats et à la production des significations à donner aux phénomènes observés, nous avons pris l'option d'utiliser essentiellement l'approche qualitative qui, pour de raison d'efficacité bénéficie des apports complémentaires de l'approche quantitative.

1.3.2.1. Nécessité de la combinaison des approches qualitative et quantitative dans notre étude

a) Approche qualitative

Sur le plan global, l'approche qualitative permet d'étudier les phénomènes en profondeur en mettant l'accent sur une connaissance intime du phénomène étudié dans un contexte social immédiat.

Dans le même ordre d'idées, (Wacheux 1996 : 15) atteste que : « La mise en œuvre d'un processus de recherche qualitative, c'est avant tout vouloir comprendre le pourquoi et le comment des événements dans des situations concrètes ». La recherche qualitative ne s'attache donc pas à « rechercher des régularités statistiques entre individus substituables »,

mais plutôt, les significations, comprendre des processus, dans des situations uniques et fortement contextualisées.

(Afsala Pare op. cit. 42) qui cite Rocare (2006), écrit que « La vie sociale est vue comme une série d'événements liés entre eux, devant être entièrement décrits, afin de refléter la réalité de la vie de tous les jours. La recherche qualitative repose sur une stratégie de recherche souple et interactive. ». De son côté, (Hamel 2010 : 84) dit que « les méthodes qualitatives, au sens large, offrent au chercheur une marge de manœuvre plus importante pour s'adapter à l'imprévu, aux difficultés inhérentes au terrain, et une souplesse nécessaire à l'étude microsociologique ».

En outre, (Miles et Huberman 2003) font remarquer, par le truchement de leurs écrits, que les matériaux qualitatifs se présentent le plus souvent sous la forme de textes narratifs ayant requis un traitement préalable (enregistrement, prise de note, retranscription,...). En plus, faut-il rappeler d'après les mêmes auteurs que, le chercheur est l'instrument primaire de collecte de données dans la recherche qualitative.

Ici, le chercheur utilise diverses stratégies de collecte de données, en fonction de l'orientation ou de l'approche de sa recherche. Des exemples de collecte de données utilisées dans les stratégies de recherche qualitative sont des entretiens individuels approfondis, des entretiens structurés et non structurés, des groupes de discussion ou focus group, des récits de vie, l'analyse de contenu ou analyse documentaire, l'observation participante et la recherche archivistique.

Considérant les intentions des auteurs susnommés, dans notre cas, nous avons mis à contribution pour récolter les informations qualitatives les instruments suivants : l'observation participante, les entretiens semi-structurés, les groupes de discussion ou focus group et enfin, les récits de vie ou histoire de vie. Ces matériaux nous ont fourni des données que nous avons analysées en dégagant des thèmes et des expressions qui étaient approuvés par les acteurs des réseaux des femmes handicapées.

En plus, la démarche qualitative nous a permis de comprendre comment les acteurs des réseaux sociaux agissent et gèrent leurs situations quotidiennes. Pour cela, nous avons confronté les points de vue des acteurs et les avons restitués pendant les séances de focus-group.

En dépit de son caractère subjectif, cette approche est appropriée dans cette investigation puisqu'elle nous a servi, par exemple, à saisir en profondeur d'une part, les comportements des femmes handicapées et les raisons qui régissent leurs attitudes et, d'autre part, les stratégies qu'elles mettent sur pied pour faciliter l'acquisition des compétences professionnelles en tant que femmes adultes handicapées vivant en Afrique et plus précisément en République démocratique du Congo, un pays qui, au niveau de l'Etat n'a encore matérialisé les dispositions prises sous forme des textes juridiques en faveur des personnes vivant avec handicap.

Notre choix pour ces matériaux qualitatifs, repose également sur les travaux de (Bongeli 2001) qui partant du cas spécifique de la République démocratique du Congo, déplore le fait que les études en Afrique aient utilisé des « recettes méthodologiques dans des codes méthodologiques élaborés à partir d'expériences occidentales » (2001 : 41), ce qui expliquerait en bonne partie que les recherches en sciences sociales se retrouvent dans une impasse : elles ne sont pas en mesure de répondre aux préoccupations de nos sociétés, de permettre une compréhension profonde des réalités qui sont les nôtres.

En s'orientant vers les approches naturalistes, qualitatives, ethnologiques, ne se donnerait-on pas plus de chance de cerner les réalités qui sont celles de l'adulte apprenant en Afrique ? Il s'agit en effet de placer l'adulte dans son contexte d'apprentissage constitué à la fois du tissu relationnel avec lequel il compose, interagit, partage ses connaissances, apprend et aussi des matériaux et habitudes qui constituent ses cadres et supports d'apprentissage.

Comme on peut le constater, la perspective prônée par Bongeli corrobore notre démarche méthodologique, au moins au niveau des matériaux employés qui nous ont permis de développer, à partir des données récoltées, des schèmes explicatifs qui sont plus analytiques et mieux articulés sur les réalités socioculturelles des acteurs des réseaux sociaux.

Il convient de noter avec (Afsala op.cit.) que les faiblesses de la méthode qualitative en général se manifestent au niveau de l'exploitation des données produites. En effet, ces dernières ne peuvent être généralisées, parce qu'elles ne concernent souvent qu'une partie du groupe dans une situation précise. De surcroît, ce sont des données parfois imprégnées des préjugés, des croyances et véhiculant la position culturelle du chercheur. La subjectivité

du chercheur dans l'observation participante n'est cependant pas niée, elle est au contraire reconnue comme base d'analyse et d'appréhension de la réalité.

Ainsi donc, pour suppléer à ces défaillances minimales et pour rendre les résultats de notre étude plus efficaces, nous avons pris l'option d'associer à l'approche qualitative quelques aspects d'approche quantitative en guise de complémentarité. Ci-dessous, nous décrivons sommairement les éléments de l'approche quantitative.

b) Approche quantitative

Pour l'essentiel, disons que les méthodes quantitatives reposent sur l'élaboration de données chiffrées, portant sur une population bien définie (le « champ » de l'enquête). Cette population n'est pas enquêtée en totalité, mais seulement sur un sous-ensemble (l'échantillon) défini de telle sorte qu'il soit « représentatif ».

Sur ce sujet, (Couvreur et Lehuede 2002 : 7) affirment que « l'enquête quantitative permet de mesurer des opinions ou des comportements. Elle permet également de décrire les caractéristiques d'une population ayant une opinion ou un comportement particulier. L'enquête quantitative se rattache à une vision strictement positive et empiriste, inspirée des sciences de la nature. Au-delà du simple décompte d'individus émettant une opinion ou faisant état d'un comportement, elle vise à tester des hypothèses et à illustrer des théories par la mise en évidence de corrélations entre des variables. Elle mesure, sur les variables du questionnaire, des inégalités de distribution et les corrèle avec d'autres distributions ».

De plus, sachons que la recherche quantitative utilise des outils tels que les questionnaires, les enquêtes, les mesures et autres équipements pour collecter des données numériques ou mesurables. Toutefois, dans une recherche quantitative, ce qui apparaît probablement dans la discussion, ce sont des tableaux contenant des données sous forme de chiffres et de statistiques.

Néanmoins, soulignons avec (Afsala 2014 : 37) que « la méthode quantitative comporte des risques de perte d'informations en raison des exigences de la codification des données, mais aussi en raison de l'absence d'une connaissance approfondie des enquêtés, qui peut entraîner des erreurs d'interprétation ». En termes d'avantages, on peut dire qu'elle offre des résultats valides fondés sur une collecte méthodique et systématique d'informations, exprimés sous forme de pourcentages, entre autres.

La présence de cette approche dans notre étude tient à l'utilisation d'un questionnaire standardisé que nous avons soumis à un échantillon représentatif de 141 femmes handicapées œuvrant au sein des réseaux sociaux. Nous avons recueilli les données chiffrées qui ont permis de quantifier quelques faits ou phénomènes cibles qui, pour la plupart, ont été également récoltés par les matériaux qualitatifs.

1.3.2.2. Complémentarité entre l'approche qualitative et l'approche quantitative dans cette recherche

Dans la littérature scientifique, plusieurs auteurs plaident en faveur de l'association de la méthode qualitative et la méthode quantitative dans une recherche scientifique, dans le but d'une vision plus complète des phénomènes dont chaque méthode ne saisit que certains aspects.

A ce propos, (Hamel 2010) insiste sur le fait que l'interdisciplinarité conçue au plan méthodologique ne pose nullement problème, tant il est vrai qu'aujourd'hui anthropologues, psychologues, pédagogues et sociologues, entre autres, utilisent également les méthodes quantitatives et qualitatives, sans outrepasser les limites ni trahir les principes de leur discipline.

(Lalande 1988) nous fait savoir qu'il n'y a pas de quantité sans qualité et, le plus souvent, réciproquement. Ainsi, la distinction radicale, voire l'opposition entre approches, méthodes ou données quantitatives d'une part, et qualitatives d'autre part, paraît peu fondée théoriquement. Loin de s'opposer, qualité et quantité se complètent. L'auteur pense même que la quantité n'est qu'une caractéristique de la qualité, c'est-à-dire sa mesure.

Dans cette perspective, De Sardan (2008 : 11) affirme que « Encore que l'enquête idéale, si tant est qu'elle existe, devrait évidemment combiner qualitatif et quantitatif, et qu'il ne saurait être question d'opposer l'un à l'autre ». Il dit que l'enquête statistique est d'ordre plutôt extensif, l'enquête de terrain est d'ordre plutôt intensif, et chacune a des avantages et inconvénients inverses de l'autre. Pour sa part, (Strauss 1987 : 2) note que « la force de l'enquête qualitative réside dans la prise en compte des contextes, alors que la force de l'enquête quantitative est d'être multivariée et comparative à grande échelle ».

Eu égard aux points de vue exprimés par les auteurs, à notre avis, l'intérêt de l'association de méthodes différentes est réel et l'opposition rituelle entre quantitatif et qualitatif doit être dépassée afin de progresser dans la connaissance des phénomènes que

nous étudions. Les études qui combinent différentes approches et sources afin de donner une image plus complète de l'objet étudié sont de bons exemples.

Où se situe alors la complémentarité de ces deux approches dans notre travail ? Ici, rappelons d'abord que, pour recueillir nos données, nous avons utilisé cinq matériaux dont quatre à caractère qualitatif et un seul à caractère quantitatif. C'est pour dire que notre étude est principalement qualitative mais pour la compléter et permettre de maximiser la compréhension d'autres phénomènes étudiés par ces instruments qualitatifs dans l'intérêt de limiter leurs faiblesses.

Sur ce, nous avons été obligé de soumettre un questionnaire standardisé à un échantillon représentatif de 141 femmes handicapées des réseaux sociaux dans l'objectif de quantifier les faits et/ou phénomènes saillants dont certains ont été déjà analysés par les instruments qualitatifs.

Voici à titre d'exemples, quelques phénomènes liés à ces femmes qui ont nécessité d'être quantifiés dans cette recherche : leur état-civil, leur statut social avant l'entrée dans un réseau social et après la formation professionnelle, l'attitude de leur entourage face à leurs activités professionnelles, le nombre de leurs enfants, leurs provinces d'origine, le nombre des femmes qui ont émigré dans les réseaux sociaux, c'est-à-dire celles qui sont venues d'autres provinces en dehors de Kinshasa, le temps passé et les difficultés rencontrées pendant l'apprentissage professionnel pour ne citer que ceux-là.

Certes, les matériaux qualitatifs ont permis d'expliquer le pourquoi de la plupart des faits que nous venons de mentionner ci-dessus. A titre illustratif, nous savons pourquoi les hommes n'aiment pas épouser les femmes handicapées, nous connaissons les mobiles qui poussent ces femmes à avoir à tout prix des enfants, nous savons également pourquoi il y a mépris, indifférence, grande considération de l'entourage vis-à-vis de ces femmes handicapées soit avant leur entrée dans les réseaux, soit après leur socialisation par ces derniers.

Sans nul doute, le savoir généré dans notre étude par l'approche qualitative a une portée scientifique incontestable. Bien que cela, comme d'ailleurs nous l'avons maintes fois souligné, il est opportun d'adjoindre la méthode quantitative à la méthode qualitative afin de bien comprendre et expliquer les faits étudiés.

Et surtout que, nous avons mené nos recherches dans la Ville de Kinshasa, cette complémentarité entre ces deux approches (mixed method) dans notre étude vaut son pesant d'or, comme le soutient d'une manière ou d'une autre (Gutwirth 1978), cité par (Raulin 2014 : 18) : « L'étude en milieu urbain se prête particulièrement à une double démarche d'enquête, ponctuelle et comparative, autrement dit intensive et extensive. »

En somme, (Geoffrion 2009) affirme que les recherches qualitatives donnent des directions, tandis que les recherches quantitatives donnent les dimensions. Selon la nature et l'importance de l'information recherchée, il peut être essentiel de contrevérifier et de quantifier les résultats de groupes de discussion par une étude quantitative. La coïncidence des résultats des deux études diminuera substantiellement la probabilité d'erreur. Fort à propos, dans notre étude, nous avons mesuré quelques phénomènes en termes de fréquences, pourcentages ou proportions et cela nous a énormément aidé à bien raffiner, primo l'analyse de nos données, secundo les explications et/ou les interprétations de nos résultats.

1.3.3. Méthodes de collecte des données

Pour négocier notre entrée dans les réseaux sociaux des femmes handicapées, nous avons suivi la procédure décrite par (Laperriere 2009), c'est-à-dire, nous avons dès le début, procédé au repérage de personnes clés et de sous-groupes diversifiés des réseaux sociaux. Cela nous a permis en tant que chercheur de décrire avec plus de justesse les dynamiques sous-jacentes de ces réseaux sociaux.

Ce faisant, nous étions obligé d'engager une série de dialogues avec tous les responsables et d'autres personnes influentes des réseaux en dehors de ceux-ci. Lors de nos concertations, il était question de leur signifier l'utilité de notre recherche en insistant plus sur ses objectifs, son organisation, ses étapes (deux étapes) et sa durée prévue (une année), la disponibilité exigée de répondants.

Pour être bien compris par nos interlocuteurs, nous faisons une présentation exhaustive de la situation, c'est-à-dire nous leur avons exposé tous les objectifs et différents volets de notre recherche sans cacher le moindre détail. Nous étions clair ; nous utilisons le

lingala¹ et le français afin que notre langage soit accessible aux répondants. De plus, nous avons expliqué à nos partenaires en quoi la recherche leur sera utile ; ensuite, nous leur avons offert des garanties que les résultats de cette recherche ne répandront pas des interprétations fausses de leur vécu ou de leur situation, ni ne nuiront à leurs intérêts ou à leur réputation en tant que personnes vivant avec handicap.

A cet effet, nous leur avons dit, par exemple : « qu'il n'existe pas dans notre pays de recherches scientifiques menées sur les réseaux sociaux des Congolais en général et des femmes handicapées en particulier : c'est une des raisons qui explique la méconnaissance de vos réseaux sociaux. Mais cette étude décrira les raisons de création de vos réseaux sociaux, leur évolution jusqu'à ce jour, leur fonctionnement, leur organisation, les diverses rumeurs de toute sorte qui se racontent autour de vous, la perception de votre handicap par les Congolais, la manière dont vos liens sont maintenus, la façon dont vous construisez vos vies dans un contexte de vulnérabilité sociale, la transformation de votre handicap en aptitude, le soutien social dont vous bénéficiez du réseau, les mécanismes de socialisation par apprentissage des métiers..., comme vous pouvez vous en rendre compte, toutes les informations qui seront fournies par cette recherche permettront de mieux connaître les réseaux sociaux d'où vous êtes membres, aussi de bien comprendre la situation des femmes handicapées qui œuvrent au sein des réseaux sociaux. A partir de toutes ces indications, les organisations non gouvernementale, les personnes de bonne volonté, le ministère des affaires sociales... peuvent être sensibilisés ou sensibles et pourraient vous apporter de l'aide, car il est difficile d'apporter une assistance à une organisation qu'on ne connaît pas très bien ».

En substance, nous avons démontré à ces acteurs principaux que nos données de recherche leur seront également utiles dans leurs actions et leurs revendications. C'est autant dire que *notre étude ne se basera pas « sur » mais « avec » et « pour »* les femmes handicapées physiques de la Ville de Kinshasa, parce qu'elles nous accompagneront tout au

¹ Le lingala est parmi les quatre langues nationales reconnues officiellement en République démocratique du Congo à l'instar de kikongo, de swahili et de tshiluba. Celle-ci a été pendant la Deuxième République, durant le règne du Maréchal Mobutu sese seko, la langue de l'armée. C'est la raison pour laquelle elle est parlée presque sur toute l'étendue du pays. Néanmoins, elle est plus parlée à Kinshasa et dans l'ancienne province de l'Equateur d'où elle tire ses origines.

long de nos enquêtes sur le terrain pour mieux comprendre leur situation de vie aux fins d'une certaine amélioration.

Après ce long moment d'échanges et après nous être assuré avoir été bien compris par nos hôtes, ces derniers nous ont donné le quitus de commencer nos investigations dans leurs structures. Ainsi, nous en avons profité pour leur garantir l'anonymat et cela a été scellé par la signature d'un contrat verbal. Toutes les démarches effectuées ont minimisé les réactions d'évitement par rapport à nous (chercheur) et les biais qu'elles pourraient imprimer à la conduite des observés.

Ainsi, notre démarche corrobore celle de (Bizuel 1998) qui affirme qu'un terrain peut être contrôlé et fermé, ce qui oblige le chercheur à remplir certaines conditions, à obtenir des autorisations, à se conformer à un comportement défini, afin d'être admis, puis de rester dans la place, à être attentif ensuite aux conséquences pour lui et pour les autres de la diffusion de son étude.

1.3.3.1. Observation participante

Commençons ce point en indiquant que les méthodes de l'anthropologie, comme nous le confirme (Colley 1988 : 47), « nous apprennent beaucoup sur notre propre société. Elles se révèlent précieuses partout où il existe un écart entre la lettre et le fait, entre le dire et l'acte. Il renchérit en disant que, pour un certain nombre d'études, les statistiques, les enquêtes par questionnaire et les autres méthodes des sciences économiques ne peuvent remplacer l'observation participante ».

Que signifie alors l'observation participante ? Plusieurs scientifiques se sont intéressés à comprendre et à définir l'observation participante selon leur propre expérience. Pour bien d'auteurs, l'observation participante ou directe consiste à être témoin des comportements sociaux d'individus ou de groupes dans les lieux mêmes de leurs activités ou de leurs résidences, sans en modifier le déroulement ordinaire.

Ainsi, pour sa part, (Albarelo 2012 : 105) affirme que « dans la technique de l'observation participante qui est au cœur même de l'approche ethnographique, le chercheur s'intègre au groupe étudié. Il participe à la vie de celui-ci et y est assimilé ; il devient ainsi le témoin des comportements sociaux d'individus ou de groupes sur le lieu même de leurs activités, sans modifier le déroulement de ces activités. Généralement,

l'objet d'étude est le groupe lui-même : ses rapports de pouvoir interne, ses réseaux, ses actions, son mode de fonctionnement, ses dysfonctionnements ».

Quant à (Davies 2010), l'observation participante est prise habituellement comme la forme archétype (modèle) de recherche employée par les ethnographes. Elle est conçue plus correctement comme une stratégie de la recherche qu'une méthode de recherche unitaire. Dans la forme classique de l'observation participante, poursuit l'auteur, le chercheur seul passe une période étendue de temps habituellement au moins une année, il va vivre parmi les acteurs de l'étude, il participe à leur vie quotidienne afin d'avoir une compréhension complète des significations culturelles et des structures sociales du groupe.

Dans ce même ordre d'idées, (Gauthier 2009) nous fait savoir que l'observation participante sur le terrain forme une dimension essentielle de la recherche anthropologique, beaucoup de chercheurs soutiennent même que c'est la caractéristique, par excellence, qui distingue l'anthropologie des autres sciences sociales.

De son côté, (Myers 2008) affirme que l'observation participante est une forme particulière d'observation sur le terrain. Dans ce cas, le chercheur devient un élément à part entière du groupe qu'il étudie. C'est parfois la seule méthode utilisable pour étudier un groupe. En particulier lorsqu'on ne peut pas s'attendre raisonnablement à ce que le groupe coopère volontiers à la recherche.

D'habitude, les membres du groupe ne savent habituellement pas qu'ils participent à une étude. En d'autres termes, dès que leur présence est dévoilée, les chercheurs courent le risque d'un changement de comportement des sujets pour la simple raison qu'un observateur est là. L'observateur participant s'efforce le plus souvent de réunir autant d'informations et de détails que possible.

Fort de toutes ces considérations conceptuelles, nous avons fait référence à ce qu'a dit (Bouchard 2002 : 8) lors de ses enquêtes sur les commerçantes de Kinshasa : « or, le premier coup d'œil ne permet pas de percevoir tout aspect caché des actions posées par les Commerçantes dans l'organisation et la gestion de leurs activités ».

Comme on le voit, il est clair qu'il est également impossible dans le cas qui nous concerne d'être en possession de différentes informations sur les réseaux sociaux des femmes handicapées physiques d'une manière générale en un premier coup d'œil. C'est la

raison pour laquelle, nous avons jugé nécessaire d'utiliser l'observation participante en raison des avantages qu'elle présente, lesquels ont été démontrés dans les écrits des auteurs précités.

En effet, pendant nos observations participantes, nous avons réalisé quatre tâches à la lumière de la recommandation faite aux chercheurs qui emploient cette méthode dans leurs enquêtes sur le terrain par (Peretz 1998), laquelle, à notre avis, mérite d'être suivie par les chercheurs. Nous expliquons ci-dessous sommairement la façon dont nous avons exécuté ces quatre tâches dans notre enquête :

1) Etre sur place parmi les personnes observées et s'adapter à ce milieu

(Raulin 2014 : 61), parlant de l'observation participante, nous fait signifier que « le chercheur doit se donner les moyens de s'immerger pour un temps dans les groupes qu'il entend étudier : à lui d'avoir l'imagination pour trouver le bon moyen de son insertion temporaire ». Partant de ce qu'a dit l'auteur, nous avons tout d'abord pris langue avec tous les acteurs principaux de réseaux sociaux que sont les femmes handicapées, les autres femmes valides qui les aident dans certaines tâches et leurs formateurs. A cette occasion, nous leur avons fourni des explications claires quant aux objectifs que nous poursuivons dans notre investigation et les avantages que leurs réseaux pourraient bénéficier à l'issue de l'étude.

Ce qui était intéressant, c'est le fait que tous nos interlocuteurs, à l'unanimité, nous avaient accepté sans condition de commencer à passer du temps ensemble dans tout ce qu'ils font au quotidien. Néanmoins, il faut avouer que notre acceptation sans restriction chez ces acteurs n'est pas un hasard ; cela est dû aux échanges qu'ils avaient eus, avec leurs responsables qui nous avaient préalablement écouté et nous avaient donné leur accord. En clair, ils étaient déjà convaincus par leurs leaders ; c'est pourquoi le problème ne s'était pas posé.

Ainsi donc, pour établir un bon rapport amical basé sur le contact personnel avec les acteurs de nos réseaux sociaux, nous avons assumé certaines fonctions au sein de ces derniers, notamment : le secrétariat, chargé d'acheter les matières premières, chargé de concevoir les stratégies pour le marketing... A ce moment-là, nous devenions une part active du processus social.

2) Observer le déroulement ordinaire des événements

Nous observions les comportements collectifs des acteurs de nos réseaux sociaux ; nous n'étions pas seulement attentif aux descriptions que ces derniers nous donnaient sur leurs différentes relations, mais en plus, nous nous sommes montré sensible à leur vécu et à leurs points de vue.

A cet effet, (de Sadan op.cit. : 48) nous renseigne que le chercheur qui fait de l'observation participante doit comme tout anthropologue se frotter en chair et en os à la réalité qu'il entend étudier. Il peut ainsi l'observer, sinon « de l'intérieur » au sens strict, du moins au plus près de ceux qui la vivent, et en interaction permanente avec eux. Faisant référence aux propos de celui-ci, nous avons pour cela commencé à apprendre quelques métiers professionnels ensemble, échangé autour de divers sujets (politique, religieux, mariage, musique,...). Cela se faisait pendant la pause et même quand nous travaillions.

Un autre détail à souligner, c'est par rapport à notre présence en tant qu'homme au sein de plusieurs femmes qui, à chaque instant se disent des histoires qu'elles appellent dans leur langage « **le masolo**² » liées à leur intimité par exemple. Au début, ces femmes se réservaient d'exprimer en profondeur et en toute liberté leurs sentiments à cause de notre présence qui constituait un écueil.

Je les entendais dire, par exemple,

« Ye azali mutu ya mayele, pe azali mutu ya kimia. Tala azali ya kobala po ete azali na pete na mosapi. Masolo oyo tozali kobeta ekosepelisa ye te. Na yango wana akoki kopanza sango ya mabe po na biso ».

En français, cela veut tout simplement dire que :

« Lui, c'est un intellectuel, il est également calme. Regardez, il est marié ; il porte un anneau dans son doigt. Les histoires dont nous parlons ne lui font pas plaisir. C'est pourquoi, il risque d'avoir une mauvaise image de nous et raconter n'importe quoi sur nous ».

Dès que nous avons entendu cette déclaration, nous étions obligé de concevoir directement une stratégie qui ferait que, ces femmes soient libérées de leur réserve et que notre présence ne puisse plus représenter un obstacle dans leurs conversations. A cet égard,

² Petites conversations tenues entre les amies à travers lesquelles elles se racontent des histoires qui sont généralement liées à leur intimité.

après avoir recensé les thématiques que ces femmes évoquent souvent lors de leurs conversations, nous avons ensuite commencé à les exploiter dans nos échanges avec elles. D'ailleurs, nous fournissions chaque fois un effort d'aborder en première position les sujets qui sont considérés jusque-là comme tabous dans la société congolaise.

Notre manière de procéder les a complètement libérées ; elles ne se gênaient plus à se dire des secrets intimes en notre présence. Certaines de ces femmes, nous les entendions dire :

« Eh papa ngo azali cool, pe azoloba polele polele kaka ndenge tosololaka pe ayebi makambu ebele ya vie. Omoni, tozalaki na biso kobanga ye pamba. Papa ya bato ».

En français,

« Eh ce papa est cool ; il parle sans gêne, textuellement comme nous le faisons, aussi il connaît beaucoup de choses de la vie. Voyez-vous, nous avions en vain peur de lui. ».

Quant à nos relations vis-à-vis des observés, nous nous montrions sensible à leurs propos, nous étions neutre et sympathique ; également, nous évitions de prendre partie, tout en faisant sentir aux femmes observées que nous étions touché par leur vécu et leur point de vue.

Enfin, pendant nos séances d'observation participante, nous combinions comme le propose (Ghasarian 2004 : 10) quand il évoque la question de tout bon terrain de recherche, les points de vue de l'insider « initié » et de l'outsider « étranger ». En tant qu'insider, nous vivions en nous la tendance principale du milieu étudié, c'est-à-dire des réseaux sociaux et de nous imprégner de ses thèmes dominants, de comprendre ce que les comportements, les faits observés signifiaient pour les femmes handicapées elles-mêmes. En tant qu'outsider, nous faisons des comparaisons et avons des expériences différentes des insiders. Bref, nous avons des vues du dedans et du dehors, en empruntant l'expression de (Bukaka 2013).

3) Enregistrer ceux-ci en prenant des notes ou par tout autre moyen

L'enregistrement de nos observations sur le terrain se faisait en plusieurs étapes. Nous écoutions nos acteurs observés, leurs propos étaient rapportés autant que possible, textuellement et entre guillemets. Quand on ne se souvenait pas de façon précise de certains éléments de la situation, nous les notions entre parenthèses suivis d'un point

d'interrogation. Enfin, notons que tous nos comptes rendus descriptifs portaient, en en-tête, la date, le lieu et la durée de l'observation, l'énumération de quelques acteurs et des activités que nous avons observées.

A ce sujet, nous tenions un journal de bord, où nous mentionnions systématiquement les réactions et impressions subjectives sur le déroulement de l'enquête. Nous avions aussi un agenda où nous enregistrions les impressions personnelles des enquêtés. Ces informations consignées dans cet agenda personnel nous permettaient de comprendre quelques aspects de base tels que la manière dont ces femmes handicapées se parlent, reçoivent les clients, apprennent, discutent, mangent, la manifestation de la haine et de la jalousie, les comportements qui se passent dans l'ombre,...

Il faut également noter que nous prenions quelques notes à la volée lorsqu'elles risquaient d'indisposer ces femmes. Ces notes étaient brèves et ne comprenaient que des mots ou des phrases clés qui nous guidaient à écrire les notes les plus élaborées ; ensuite, nous complétions les notes précédentes pendant les moments libres. Enfin, nous décrivions le plus fidèlement possible la situation observée dans toutes ses dimensions. Au fur et à mesure que nous avançons sur le terrain, nos comptes rendus extensifs se focalisaient sur des situations de plus en plus ciblées des réseaux sociaux des femmes handicapées. Nous utilisions l'appareil photo pour prendre quelques images intéressantes pour notre étude.

4) Interpréter ce qui a été observé et en rédiger le compte rendu

Notre tâche ne se limitait pas seulement à observer les comportements de nos acteurs et de noter les informations. Mais bien au-delà ; chemin faisant, nous interprétions régulièrement les différents faits observés que nous consignions dans nos documents.

1.3.3.2. Entretien semi-dirigé

Selon (Albarelo op.cit. : 86), un entretien ou entrevue de recherche, dans le cadre d'une méthode qualitative, n'est pas un entretien du même type que celui qu'on a avec un chef de service ou avec son médecin, avec un ami, un directeur de mémoire. Il prend place dans une démarche globale ; il poursuit un but particulier, il est conduit en respectant diverses règles, il vise à produire un matériau et l'analyse de celui-ci est soumise à des techniques spécifiques.

Dans le même sens, (Blanchet et al. 1987, 84-85) définissent l'entretien de recherche comme un entretien entre deux personnes, un interviewé et un interviewer. Ce dernier a pour objectif de favoriser la production d'un discours de l'interviewé sur un thème défini dans le cadre d'une recherche. L'entretien de recherche est utilisé pour étudier les faits dont la parole est le vecteur.

A quoi se réfère-t-on lorsqu'on utilise l'expression « entrevue semi-dirigée » ? Plusieurs définitions ont cours dans la littérature. La plus fréquente est celle donnée par (Savoie 2009 : 338) qui considère l'entrevue semi-dirigée comme une interaction verbale, une conversation entre un interviewer, nommé ci-après « chercheur » et un interviewé. Certaines de ces définitions traduisent une vision behavioriste de la relation, alors que le chercheur est vu comme celui qui émet un stimulus, en général sous la forme d'une question, à l'interviewé qui y réagit en retour par la production d'un nouveau stimulus.

D'autres définitions mettent plutôt l'accent sur l'aspect construit de l'entrevue, alors que chercheur et participant construisent un « texte », une « narration » constitués d'histoires, empreintes des connotations personnelles, interpersonnelles, sociales et culturelles des individus en présence.

Selon le même auteur (2009 : 340), « l'entrevue semi-dirigée consiste en une interaction verbale animée de façon souple par le chercheur. Celui-ci se laissera guider par le rythme et le contenu unique de l'échange dans le but d'aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux qu'il souhaite explorer avec le participant à la recherche. Grâce à cette interaction, une compréhension riche du phénomène à l'étude sera construite conjointement avec l'interviewé ».

Concernant cette étude, les thèmes généraux ci-après ont été exploités : l'église Congolaise face au handicap et à la personne en situation de handicap ; le vécu psychosocial de la personne vivant avec handicap ; les causes de handicap en RDC ; la situation des PVH en République Démocratique du Congo ; l'auto-perception du handicap par les personnes en situation de handicap ; la mobilité des personnes vivant avec handicap en République Démocratique du Congo ; le mariage et la vie sexuelle des femmes handicapées ; les stratégies de la gestion des activités lucratives ; les relations de solidarité monétaire et non monétaire entretenues par les femmes handicapées.

Notons que (Gotman et Blanchet 2007) affirment que l'entretien semi-dirigé permet d'approfondir la connaissance d'un système de pratiques grâce à la production d'un discours qui rend compte, à la fois, de l'état psychologique de l'interlocuteur, et qui décrit l'état des choses. La grille d'entretien est donc construite de manière à recueillir les conceptions des acteurs et la description de certaines pratiques.

A ce sujet, en vue de mener à bien nos entretiens semi-directifs, nous avons réalisé une grille d'entretien au préalable, permettant de se remémorer les grands thèmes à aborder lors de l'entretien ; mais cette trame est restée relativement flexible afin de nous adapter aux différentes situations rencontrées. Cette grille d'entretien a été construite de manière à permettre à nos interviewés (femmes handicapées et autres acteurs liés aux réseaux sociaux) d'effectuer une description approfondie de leur expérience, de clarifier leurs opinions, leurs sentiments, leurs croyances à propos d'un objet d'étude ou de certaines pratiques. Les questions ont été formulées de façon à permettre une telle expression.

Par ailleurs, dans la conduite de nos entretiens semi-dirigés, nous faisons en sorte qu'ils soient compréhensifs en appliquant à la lettre tout ce qu'a décrit (Kaufmann 2011 : 47) : « Le but de l'entretien compréhensif est de briser cette hiérarchie, le ton à trouver est beaucoup plus proche de celui de la conversation entre deux individus égaux que du questionnement administré de haut, parfois ce style conversationnel prend réellement corps, le cadre de l'entretien est comme oublié : on bavarde autour du sujet. De tels moments indiquent que l'on a réussi à provoquer l'engagement et jouent un rôle positif de respiration, pour l'enquêteur comme pour l'enquêté. Ils ne doivent pas durer trop longtemps, au risque de déstructurer l'entretien, qui dérive vers un échange mou ».

Pour favoriser l'expression facile, claire et sans tabou de la part de tous nos interviewés, nous avons, à cet effet, créé des stratégies pour les faire parler et bien faire parler : le charme, la séduction, l'humour. Et ceci va dans le sens de ce que dit (Douglas 1976) quand elle souligne qu'un enquêteur qui utilise l'humour, qui est gai et souriant lors de la réalisation de ses entretiens, obtient des résultats incomparablement supérieurs à ceux d'un enquêteur morose et fermé.

Quant à la préparation de nos entretiens, nous avons tout d'abord conçu un schéma d'entrevue en nous référant à nos objectifs d'étude bien après, nous avons réfléchi au choix de participants. Ce schéma était pour nous un guide qui nous a permis de structurer nos

thèmes et sous-thèmes sous forme des questions. En voici quelques-unes : Connaissez-vous les causes de handicap en RD Congo ? Comment l'Eglise congolaise perçoit-elle le handicap et la personne en situation de handicap ? En tant que personne vivant avec handicap, comment percevez-vous votre handicap ? Est-ce que la procréation est perçue comme l'accomplissement d'une vie sexuelle équilibrée pour les femmes handicapées ? Croyez-vous que c'est un droit humain pour les femmes handicapées de vivre leur sexualité ? Est-il vrai qu'avoir les rapports sexuels avec une femme handicapée est une malédiction ? Quelles sont les stratégies que vous appliquez en vue de bien gérer vos activités lucratives ? De quelle manière se passent vos relations de solidarité monétaire et non-monétaire ?

En ce qui concerne le choix de personnes à rencontrer lors des interviews, certaines personnes, comme pour le cas des femmes handicapées des réseaux sociaux, ont été choisies en fonction de leur expérience, de leur pertinence par rapport à l'objet de notre étude. D'autres, par contre, comme le rappellent (Miles et Huberman op.cit. : 58) « le choix des individus à rencontrer s'effectue non pas au hasard, mais plutôt de manière 'orientée', car bien souvent 'la première sélection d'informant va aboutir à la recommandation d'autres informants' ».

Dans notre cas, le repérage des autres acteurs dénommés secondaires liés aux réseaux sociaux des femmes handicapées a été effectué grâce au procédé « effet boule de neige » comme nous l'avons indiqué un peu plus loin dans ce chapitre. Concrètement, nous avons identifié de bons interviewés grâce aux femmes handicapées rencontrées au cours de nos premiers entretiens. Nous précisons que les autres Kinois, c'est-à-dire les membres de familles de femmes handicapées, leurs amis, leurs clients et d'autres rencontrés soit dans les rues, soit dans leurs domiciles ont été choisis de manière occasionnelle ou accidentelle, mais parmi eux, il y a également de volontaires qui avaient accepté de répondre à nos questions sensibles. Cela nous a semblé être la manière la plus appropriée pour les atteindre.

Notre guide d'entretien a été réalisé de manière à pouvoir répondre aux questions de recherche. Il était adapté en fonction de nos différents interlocuteurs. Comme on le sait, nos entretiens semi-structurés ont été soumis à diverses catégories des personnes. Par rapport à cela, au total, cent et cinquante-deux entretiens semi-structurés ont été réalisés en deux tranches. Ci-dessous, nous restituons l'ensemble d'entretiens semi-structurés réalisés au cours de ces deux périodes.

Tableau 4 : Répartition des entretiens réalisés par catégorie d'enquêtés et par période

Période d'entretiens Catégories des interviewés	D'avril 2012 à janvier 2013		D'octobre 2013 à janvier 2014		Total	
	f	%	f	%	f	%
FHP	20	24,7	15	21,1	35	23
HRFH	14	17,3	18	25,4	32	21,1
HRFHP	4	4,9	7	9,9	11	7,2
SD	7	8,6	5	7	12	7,9
AKRD	36	44,4	26	36,6	62	40,8
Total	81	100	71	100	152	100

Légende du tableau 4 :

HRFH : Hommes vivant en relation intime avec les femmes handicapées

HRFHP : Hommes ayant été en relation intime avec les femmes handicapées dans le passé

SD : Serviteurs de Dieu

AKRD : Autres Kinois rencontrés (membres de famille, amis, clients,...) soit dans les rues, soit à domicile

FHP : Femmes handicapées physiques.

De ce tableau 4, il se dégage que nous avons réalisé plus d'interviews à la première tranche de nos enquêtes qu'à la seconde. De ce fait, sur un total de 152 interviews, nous avons pu effectuer 81, soit 53 % d'entretiens au premier tour, tandis qu'au second, nous en avons fait 71, soit 46,7 %. En outre, sur le total général de personnes ayant participé à nos interviews, la catégorie des autres Kinois représente la proportion la plus élevée, soit 40,8 %. Cela peut se justifier par le fait que, dans ce lot, on y trouve les membres des familles des femmes handicapées, leurs amis, leurs clients qui viennent acheter leurs œuvres artistiques. Les femmes handicapées elles-mêmes représentent 23 %, les hommes qui vivent en relation intime avec les femmes handicapées représentent 21,7 %. Enfin, la proportion des serviteurs de Dieu interviewés est de 7,9 % et les hommes ayant entretenu dans le passé des relations amoureuses avec eux sont 11, soit 7,2 %.

Les notes étaient prises directement au moment des entretiens, cela nous permettait de retenir les idées importantes, de mentionner des propos que l'on voudrait bien clarifier, de mettre en évidence des éléments nouveaux de compréhension qui étaient en train d'émerger. Il faut dire également que toutes ces notes nous aidaient à formuler des transitions d'un thème à l'autre pendant l'entrevue. Par ailleurs, quand nous nous trouvions dans des endroits où l'on ne pouvait pas bien prendre note, nous étions obligé d'utiliser un dictaphone pour enregistrer l'entrevue.

A la fin d'une séance d'entrevue, nous terminions nos entretiens sans pour autant brusquer nos interviewés qui nous ont livré leurs pensées, leurs opinions parfois les plus intimes. A ce propos, il était approprié que nous suscitions les réactions de nos enquêtés : de voir, par exemple, où ils en étaient dans leurs réflexions ainsi que de vérifier le niveau émotif qu'ils avaient atteint au cours de l'entrevue, selon les thèmes abordés. De plus, nous rappelions les éléments importants qui ont été discutés au cours de l'entrevue avant de les remercier finalement pour leur disponibilité et la confiance qu'ils nous ont accordée et nous les mettions au courant des suites de l'étude en cours et de son échéancier.

1.3.3.3. Focus group « groupe de discussion »

Le groupe de discussion comme l'affirme (Geoffrion 2009 : 391) « est une technique d'entrevue qui réunit de six à douze participants et un animateur, dans le cadre d'une discussion structurée, sur un sujet particulier. Le perfectionnement des techniques d'animation de groupe et les nombreux avantages qu'offre le groupe de discussion ont fait de cette méthode de recherche l'une des plus populaires en sciences sociales ».

En effet, notre rôle en tant qu'animateur consistait à présenter les sujets ou thèmes de discussion et quelques questions aux participants en leur demandant d'une part, de se sentir libres quant à la formulation de leurs réponses et d'autre part de faire des commentaires à leur gré. De ce fait, pour favoriser un meilleur déroulement de nos focus group, nous choissions des salles spacieuses et qui sont dans un environnement calme.

Nous regroupions nos participants autour d'une table de conférence. Par ailleurs, pour permettre aux participants de dévoiler certaines de leurs émotions et attitudes, la première règle que nous avons respectée, c'est de formuler des questions simples qui soient comprises par tous les participants, pour cela nous étions obligé d'adapter notre langage en fonction de l'atmosphère de l'auditoire.

En outre, pour éviter les réponses brèves et/ou monosyllabiques, nous avons formulé à cet effet, nos thèmes sous forme des questions ouvertes qui invitaient la personne qui doit répondre à pouvoir développer ses pensées. Aussi, nous évitions de poser des questions accusatrices qui risquaient de mettre, à notre avis, les participants sur la défensive ou de les rendre agressifs. Au contraire, quand ils nous répondaient, nous les incitions à aller au-delà de leurs réponses initiales.

A cet égard, lors de toutes nos séances de focus group, nous faisons preuve d'une attention soutenue et en même temps, nous exprimons notre désir de les comprendre. C'est comme cela que nos participants ressentaient que leurs propos étaient appréciés. En d'autres mots, en tant qu'animateur principal, il était pour nous question de faire sentir aux participants que nous avions besoin de leurs points de vue. C'était pour nous une façon de créer une relation de confiance entre nous et nos enquêtés qui étaient convaincus d'exprimer librement leurs opinions, même si elles étaient contraires à celles exprimées précédemment.

Cependant, nous accordions aux participants l'occasion de nuancer leurs réponses, énoncer les conditions d'un « oui » ou d'un « non », ou expliquer le pourquoi d'un « peut-être ». Nous leur offrions l'opportunité de présenter de nouveaux sujets et de lancer la discussion sur une nouvelle voie. Cette flexibilité, contrôlée par nous (animateur) a généré une richesse de données qu'on ne pouvait pas obtenir par l'utilisation d'autres techniques. Comme on peut se rendre compte, nos propos rallient ce qu'a dit (Albarello op.cit., p.87) : « L'entretien collectif ou focus-group présente l'avantage de susciter la réflexion, la discussion, la contradiction, l'échange d'idées. La situation de groupe crée une dynamique interne plus forte que dans les entretiens successifs individuels ».

Il faut également ajouter que le groupe de discussion nous a permis d'avoir une compréhension plus approfondie des réponses fournies par ces femmes handicapées. Il est nécessaire de préciser, selon notre point de vue, qu'il est souvent plus important, dans une recherche, de comprendre les motifs d'une réponse que d'obtenir la réponse elle-même. C'est la différence entre savoir qu'un problème existe et comprendre pourquoi il existe.

Enfin, il nous a offert l'opportunité de sonder le pourquoi des réponses, d'obtenir des explications au sujet des réponses fournies, de relever les expériences vécues qui ont

contribué à formuler les opinions, d'élucider les émotions et les sentiments sous-jacents à certains énoncés.

Quant au recrutement des individus qui prenaient part à nos séances de focus-group, nous avons fait en sorte que les personnes qui participent ne puissent pas avoir des liens d'amitié très étroits afin d'éviter que leurs opinions soient plus homogènes, que leurs liens ne les incitent pas à modifier leurs propos de façon à épater un ami ou à ne pas le contredire. Nous avons également mis de côté, toutes les personnes qui étaient trop liées à nous pour éviter la complaisance de leurs réponses. Enfin, quatre séances de focus-group ont été réalisées.

1.3.3.4. Les récits de vie ou l'histoire de vie

« Les récits de vie, comme le dit (Albarello op.cit. : 94), ne sont rien d'autres que des autobiographies suscitées ou dictées, sous forme orale ». Les documents « expressifs » ne restituent pas seulement des faits, mais aussi la signification qu'ils ont eue pour ceux qui les ont vécus et qui les décrivent dans leur propre langage.

Pour Blachet et (Gotman 1992 : 17), la méthode des récits de vie complète la technique de l'entretien telle que définie par l'Ecole de Chicago ; tandis que cette dernière mobilisait l'entretien pour saisir l'individu dans son environnement spatial et appréhender la mécanique de l'espace urbain. Les récits de vie s'attachent à saisir l'individu dans son espace temporel, dans son histoire, dans sa trajectoire, pour atteindre à travers lui la dynamique du changement social. L'interviewé est appelé comme témoin de l'histoire, celle-ci ne se faisant ni d'en haut, ni en dehors de lui, mais par lui et avec sa contribution.

Partant de ces écrits, en ce qui nous concerne, les femmes handicapées sélectionnées pour les récits de vie, elles-mêmes nous retraçaient la manière dont elles mènent leur vie en tant que femme et personne vivant avec handicap dans un milieu urbain où le regard porté sur elle a beaucoup de préjugés. C'était une curiosité pour nous d'avoir, de façon singulière l'historique de chacune, de se rendre compte comment elles se considèrent dans la société congolaise, mais aussi comprendre les mécanismes qu'elles mettent en place pour, d'une part, construire leur identité et d'autre part, survivre depuis leur enfance, avant leur entrée dans les réseaux sociaux et après leur socialisation par ces derniers.

(De Gaulejac et Legrand 2008 : 71) affirment que « les récits de vie ou les histoires de vie visent à donner la parole aux personnes concernées pour qu'elles puissent raconter leur propre vécu, trouver du sens, faire connaître leur point de vue ». De ce fait, notre tâche consistait à bien écouter tout ce que les femmes handicapées nous racontaient sur plusieurs aspects de leur vie : leur mobilité, leur mariage et vie sexuelle, l'auto-perception de leur handicap, leurs formations professionnelles, la gestion de leurs activités lucratives, leur auto-prise en charge et/ou autonomisation,... Il faut souligner que, pour nous, ce qui était plus important, c'est de découvrir les sens de leurs narrations qui nous aidaient à bien interpréter quelques faits observés. Autrement dit, nous mettions en relation le sens des dires de ces femmes et les réalités observées sur le terrain.

Découvrons en posant ce qu'a dit (De Villers 1996) à propos de l'histoire de vie et le récit de vie. Pour ce dernier, le terme d' « histoire de vie » correspond davantage à une stricte démarche de recherche que la notion de « récit de vie ». L'histoire de vie vise à produire un savoir nouveau sur un phénomène caractéristique d'un moment de l'histoire d'une population donnée et, dans ce contexte, le chercheur occupe une place prépondérante. Par contre, la notion récit de vie implique que le narrateur (la personne interviewée) ait la maîtrise de son récit et décide lui-même de l'orientation du questionnement en sélectionnant les faits qui lui paraissent les plus significatifs de sa vie.

Dans cet ordre d'idées, nous affirmons que les contenus sémantiques donnés à ces deux concepts par l'auteur ont été pris en considération dans la mise en pratique des récits et/ou histoires de vie de nos enquêtées que sont les femmes handicapées. Par ailleurs, les narrations qui ont été faites par celles-ci concernent les différents moments de leur vie, rendent compte de l'histoire de leur vie et en tant que chercheur, nous avons considéré quelques phénomènes qui les ont caractérisées à des moments divers sur lesquels nous avons produit des explications scientifiques. Notons que chaque femme avait la liberté d'exploiter et de bien approfondir les faits qu'elle trouvait pertinents et qui auraient beaucoup marqué sa vie.

Il est utile de souligner que l'usage du récit de vie comporte une certaine subjectivité. A ce sujet, (Lalive 1985) nous apprend que la question la plus intéressante à se poser à ce propos n'est pas « Que pouvons-nous faire du récit de vie malgré sa subjectivité ? » mais bien « Que nous apporte le récit de vie grâce à sa subjectivité ? ».

L'auteur poursuit en disant qu'en tant que produit subjectif et symbolique, le récit fournit tous les matériaux nécessaires à l'étude du système de significations et de valeurs propres au récitant, en tant qu'être social. Car c'est ce système que le conteur a mobilisé pour réaliser, produire son récit (premier niveau de subjectivité) et puisque ce récit concerne sa propre vie (second niveau de subjectivité), ce système s'incruste en filigrane dans la trame du récit lui-même.

Ainsi, ajoute-t-il, le récit de vie doit être considéré dans sa subjectivité, car au plus profond de cette subjectivité se trouve enfouie la réalité sociale et collective incorporée par le sujet. Pour notre part, nous soutenons les points de vue de cet auteur, parce que malgré la subjectivité des autobiographies de ces femmes, nous avons pu découvrir des phénomènes socioculturels évidents qui nous ont servi primo, de bien asseoir les analyses des données récoltées par d'autres instruments, secundo d'interpréter les résultats avec une marge d'erreur minime. En vue de bien exploiter ces récits, nous avons pris soin de les structurer.

1.3.4. Techniques de collecte des données

1.3.4.1. Technique documentaire

(Myers et Hansen 2008 : 86) affirment que « l'étude documentaire est une méthode descriptive dans laquelle des documents qui existent déjà sont réexaminés dans un but nouveau. On peut trouver beaucoup de possibilités pour des recherches de terrain dans les données qui ont été recueillies pour d'autres buts et stockées dans des archives des données ».

De son côté, (Ngongo 1999 : 192) souligne que « l'observation documentaire s'occupe de l'étude des preuves muettes qui sont des textes écrits ou des œuvres produites par des hommes. » Il y a lieu de préciser que l'utilisation des matériaux écrits est un complément utile de l'observation. Ainsi, nous avons considéré certains documents comme des instruments quasi-observationnels prenant la place des chercheurs sur les lieux ou dans les temps où il est difficile, voire impossible, d'être présent en personne.

Dans le cas précis de notre étude, la lecture critique de la littérature accessible, conforme à notre thématique a été d'une grande utilité. Elle nous a permis de saisir la portée conceptuelle des réseaux sociaux et de handicap. Au plan pratique, elle nous a servi

de passer en revue les différentes approches théoriques et méthodologiques, d'identifier celles qui répondent le mieux à notre sujet de recherche.

Cette observation s'avère ainsi indispensable dans notre étude, car elle nous donne l'opportunité de tirer des documents de diverses natures :

- documents officiels des réseaux sociaux (archives publiques, publications parlementaires et administratives) ;
- documents de presse sur les femmes handicapées ;
- documents distribués ou vendus (publicité, annuaires et bulletins, œuvres littéraires) ;
- documents privés ou personnels contenant des informations relevant des messages émis par les acteurs sociaux impliqués dans les réseaux des femmes handicapées de Kinshasa sur les expériences vécues par ces dernières ;
- autres documents : dessins, enregistrements, objets, photographies, films sur les femmes handicapées.

1.3.4.2. Questionnaire d'enquête

1. Elaboration du questionnaire

Le questionnaire a été élaboré pour évaluer l'efficacité interne et externe de la formation professionnelle, de l'initiation aux petits métiers offerts par les réseaux sociaux aux femmes vivant avec handicap dans le cadre de l'éducation non formelle. Il a été soumis aux femmes vivant avec handicap actuellement en activité professionnelle au sein de leurs réseaux après avoir reçu une formation. Il comporte trois parties essentielles, à savoir :

1. **Identification** : cette rubrique recueille des informations sur les enquêtées ayant trait à leur nom, à leur âge, au type de formation professionnelle bénéficiée, à leur province d'origine, à leur état-civil et au nombre de leurs enfants pour celles qui en ont ;
2. **Consignes** : Cette partie décrit la manière dont les femmes handicapées aient procédé pour répondre aux différents types de questions ;
3. **Questions proprement dites** : Le questionnaire contient d'une part des questions à réponses ouvertes qui offrent l'opportunité à l'enquêtée de proposer les éléments de ses réponses en toute liberté. Et d'autre part, des questions fermées où les sujets sont obligés d'encrercler parmi tant d'autres la réponse correspondante à la question

posée. En effet, le questionnaire d'enquête de notre étude est composé de 10 items dont 4 fermés et de 6 questions ouvertes. Ces questions sont regroupées en trois étapes ci-après : avant l'entrée au réseau social, pendant l'apprentissage professionnel et après la formation professionnelle.

1. Administration du questionnaire

Nos protocoles d'enquête ont été soumis aux femmes handicapées œuvrant dans les trois réseaux sociaux susmentionnés. Nous nous présentions successivement dans chacun de ces réseaux et la première démarche que nous effectuions était d'expliquer aux responsables la tâche journalière à réaliser. Ces derniers à leur tour nous confiaient auprès d'un ou de deux membres qui aménageaient un endroit propice pour installer nos enquêtées.

Le choix de ces dernières était fait par les responsables des ateliers qui demandaient d'abord à celles qui étaient disponibles. Ensuite, ils les choisissaient au hasard. Après qu'elles aient pris place, nous expliquions clairement à tout le monde les différentes rubriques du protocole. Nous remettons les questionnaires aux femmes handicapées qui savaient lire et écrire le français qui répondaient elles-mêmes. Sur 141 femmes handicapées, 15 seulement avaient répondu seules au questionnaire. Quant à celles qui n'étaient pas en mesure de le faire, nous étions obligé de leur expliquer d'abord les questions en lingala et ensuite noter leurs réponses. Pour les motiver, nous remettons à chacune un jus et un gâteau.

2. Dépouillement

Pour dépouiller les données contenues dans les protocoles d'enquête, nous avons à cet effet prélevé les fréquences de l'assertion parmi tant des réponses proposées. Quant aux items ouverts, il était d'abord question de prélever toutes les réponses données par nos enquêtées pour chaque question ; ensuite, nous regroupions les réponses identiques ou qui exprimaient les mêmes réalités ; les réponses obtenues ont été regroupées en catégories et enfin, nous avons procédé au pointage des fréquences pour faire ressortir le pourcentage au niveau de chaque question.

1.4. Plan pour le traitement des données

1.4.1. Collecte des données

Nous avons jugé bon de récolter nos données en deux tranches. A cet effet, la première étape a été effectuée durant 9 mois, c'est-à-dire d'avril 2012 à janvier 2013. Lors de nos enquêtes sur le terrain, nous avons eu à réaliser plusieurs activités, à savoir : interviewer les différents acteurs des réseaux sociaux, notamment les femmes handicapées et leurs maris, évidemment pour celles qui sont « mariées », les leaders des réseaux, les clients, quelques Kinois ne faisant pas partie de ces réseaux,...

Quant à la seconde partie, nous l'avons réalisée à partir du mois d'octobre 2013 jusqu'au mois de mars 2014. Pendant cette étape, nous avons effectué les mêmes activités que celles réalisées lors de la première étape. Cela nous a permis d'avoir des idées claires sur les phénomènes déjà observés. Partant de ceci, (Godelier 2007 : 50) confirme que « Des enquêtes de terrain, poursuivies et répétées à plusieurs reprises sur plusieurs années, permettent d'obtenir des recoupements qui donnent à voir et à comprendre ce qu'on n'aurait jamais pu ni voir ni comprendre au cours de quelques 'sondages' ».

Pour illustrer les idées ci-dessus, nous avons, par exemple, fait la comparaison des réponses qui nous ont été données par les acteurs de réseaux sociaux au second tour à celles qu'ils nous avaient fournies lors de la première étape de l'enquête. Des écarts y étaient constatés dans les réponses de deux périodes. En plus de cela, cette étape était déterminante parce qu'elle était la dernière avant la rédaction finale de la thèse. Dans le même ordre d'idées, nous avons pris en compte toutes les remarques et suggestions qui nous ont été formulées par nos interlocuteurs lors des séminaires de l'école doctorale présentés à Leuven et particulièrement le séminaire doctoral présenté à la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education de l'Université de Kinshasa devant les collègues doctorants, des professeurs et des membres de l'Equipe d'encadrement.

Pour des raisons d'efficacité, hormis ces deux grandes étapes qui étaient consacrées à la récolte des données, nous avons également organisé des séances de focus group en 2015 et en 2016. Aussi, nous organisons chemin faisant quelques interviews auprès des acteurs bien ciblés pour obtenir des informations complémentaires.

1.4.2. Traitement des résultats

(Geertz 1973) considère que le rôle de l'anthropologue n'est pas de découvrir des lois, des patterns ou des normes mais d'interpréter ce qu'il appelle les « webs of significance » culturellement spécifiques qui sont l'essence de la vie humaine : « L'anthropologie ne doit pas être une science expérimentale à la recherche de lois, mais une science interprétative à la recherche de significations ».

Notre travail n'a pas consisté simplement à restituer les discours des autres, de les écouter. C'est aussi et surtout à analyser les rapports qui existent entre les gens et à les confronter aux discours que tiennent les gens à leur place dans ces rapports. Dans nos interprétations, nous avons essayé de prendre distance par rapport à nous-même et par rapport à nos productions.

Probablement ce stade est le plus délicat de l'enquête, comme le souligne (Grawitz 2001) : il exige le plus de compétence, les qualités contradictoires, de rigueur et d'intuition de la part du chercheur qui doit avoir beaucoup d'expériences, aussi une profonde connaissance du milieu enquêté. L'analyse scientifique ne consiste pas en l'accumulation ni dans la juxtaposition de discours non scientifiques, fussent-ils nombreux.

Ainsi, le chercheur ne peut se contenter de produire, ni même de synthétiser, les données qu'il a précédemment recueillies auprès de sujets, lors d'entretiens qualitatifs. Il importe de pouvoir « rompre avec le sens commun », d'opérer la rupture nécessaire et d'aller au-delà du discours et de l'opinion exprimée pour interpréter et reconstruire scientifiquement la réalité.

Pour y arriver, nous avons pris d'abord soin de mettre par écrit toutes les données récoltées, ici nous entendons, les données d'interviews sous forme de récits, les faits observés, nos impressions personnelles..., nous faisons un choix judicieux des phénomènes observés à interpréter tout en faisant référence aux objectifs de notre étude. Les observations que nous avons faites sur le terrain nous obligent de réfléchir sur leur signification, nous établissons à ce propos, les rapports de cause à effet. Nous nous sommes appuyé sur notre propre expertise, avec de temps en temps le recours à des personnes ressources sollicitées en appui.

Nous prenons en compte l'aspect interdépendant des faits retenus et leur lien avec la société congolaise en général et kinoise en particulier. En d'autres termes, nous associons les faits observés avec d'autres qui peuvent les expliquer ou les influencer afin de proposer des explications plus générales, sous forme parfois de théories appropriées.

Fort de ce qui précède, nous rejoignons volontiers l'analyse de (Beaud et de Weber 1997 : 15) pour dire que l'opposition la plus pertinente en sciences sociales « n'est pas entre enquête quantitative et enquête qualitative, plutôt entre enquête mécanique et enquête réflexive : la première ne se donne pas pour objet les conditions de production de ses données (ce sont de purs data), tandis que la seconde soumet constamment ses données à la réflexion et à la critique ».

1.5. Difficultés rencontrées

Nous avons rencontré plusieurs difficultés dans la conduite de notre recherche. En dépit de cela, nous avons pu les contourner et les surmonter. Grosso modo, nous avons rencontré les difficultés suivantes :

- Il n'a pas été aisé d'incorporer dans une seule recherche les théories et les méthodes d'enquêtes de diverses disciplines de sciences sociales et humaines ;
- En tant qu'homme, nous avons mis un peu de temps pour nous intégrer dans les réseaux des femmes handicapées à cause de la méfiance qu'elles avaient à notre égard. En outre, ces femmes par rapport à leur niveau culturel n'arrivaient pas au début de nos recherches à saisir leur pertinence et les corollaires de cette attitude s'observaient au niveau de notre collaboration. Certaines ne voulaient pas répondre à nos interviews et d'autres nous considéraient comme un espion qu'il fallait à tout prix rejeter ;
- Quelques faits sociaux saillants liés aux femmes handicapées avaient parfois un caractère tabou et qu'il était ennuyeux d'en parler surtout au début de nos enquêtes.

DEUXIEME PARTIE :
GENERALITES SUR LE RESEAU SOCIAL, LE HANDICAP ET SES
REPRESENTATIONS

2.1. Définition des concepts de base

Dans ce chapitre nous mettons en lumière les concepts saillants de notre recherche et les approches et théories explicatives y afférentes. Aussi, nous rapportons quelques travaux qui ont été réalisés dans la même perspective que la nôtre. Les principaux concepts qui méritent une clarification sémantique sont les suivants : réseaux sociaux, handicap, intégration sociale et éducation non formelle.

2.1.1. Réseaux sociaux et analyse structurale des réseaux

Un réseau social est une structure qui relie des individus ou des organisations entre elles. Ces liens sont appelés « interactions sociales » (Degenne et Forsé 1994). La structure du réseau est d'une importance capitale, dans la mesure où elle peut occasionner la détection et l'accès à certaines opportunités, tel l'emploi.

Il est aussi un ensemble de relations entre un groupe d'acteurs (Forsé 2008 : 10). « Cet ensemble peut être organisé (une entreprise, par exemple) ou non (comme un réseau d'amis) et ces relations peuvent être de nature fort diverse (pouvoir, échanges de cadeaux, conseil, etc.). Les acteurs sont le plus souvent des individus, mais il peut aussi s'agir de ménages, d'associations, etc. L'essentiel est que l'objet d'étude soit bien la relation entre éléments, autrement dit l'interaction ou l'action réciproque entre ces éléments ».

Les réseaux se caractérisent par deux aspects : structural et interactionnel. (Haelewycx, Montreuil et Magerotte, cités par (Lepot 1996 : 142). Les caractéristiques structurales portent sur l'ampleur du réseau (le nombre de personnes qui le composent), la composition (le type de personnes que l'on y trouve) et la densité (est-ce que les personnes du réseau se connaissent ?). Quant aux caractéristiques interactionnelles, elles concernent la fréquence des contacts, le contenu des relations (les différentes fonctions de soutien), l'homogénéité du réseau (les caractéristiques communes partagées par l'ensemble des personnes) et la réciprocité des relations (échanges bidirectionnels).

Dans un sens resté longtemps péjoratif, le concept de réseau traduisait une société secrète, une organisation clandestine ou un pouvoir occulte. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit dans la présente étude. Quant à nous, pour reprendre le propos de (Mercklé 2011 : 8) « quand les sciences sociales s'emparent de la notion de réseau, c'est pour la débarrasser de

son sens péjoratif et déplacer le regard des individus et de leurs attributs vers les relations qu'ils entretiennent entre eux, vers la façon dont les formes qu'elles prennent modèlent les comportements, contribuent en retour à modeler les structures sociales ».

De notre point de vue, un réseau social est un ensemble d'entités, telles que des individus ou des organisations, reliées entre elles par des liens créés lors d'interactions sociales. Il se représente par une structure ou une forme dynamique d'un groupement social. Les réseaux sociaux dans lesquels nos enquêtes se sont déroulées sont constitués d'associations poursuivant les mêmes objectifs que sont: la lutte contre les exclusions sociales (injustice, marginalisation) dont elles sont quotidiennement victimes, les barrières érigées par la société dans laquelle elles vivent et la promotion de leurs activités artistiques ou commerciales.

Prenant en compte les diverses acceptions du concept de réseau social et au regard de la nature des données intéressées par la présente étude concernant le fonctionnement des réseaux des femmes handicapées à Kinshasa, celle-ci, s'appuie sur l'analyse structurale de réseau qui se fonde, selon (Lemieux et Ouimet 2004) sur le postulat voulant que les acteurs sociaux se caractérisent par leurs relations plutôt que par leurs attributs (sexe, âge, niveau d'études,...) comme c'est le cas dans l'analyse corrélationnelle.

Il s'agit ici d'une méthode de description et de modélisation inductive de la structure relationnelle d'un groupe social (Lazega 1994) en l'occurrence les femmes handicapées, pour saisir la configuration des rapports interindividuels (conflits, coopération ou indépendance) et leur orientation unilatérale ou bilatérale) au sein de leurs réseaux.

Ainsi, il y a conflits lorsque, pour une raison affirmée ou non affirmée les femmes au sein du réseau vivent sous tension et dans une attitude d'évitement mutuel. Elles ne peuvent pas se parler ni collaborer. Cette tension peut être lente, marquée par une certaine indifférence ou vive débouchant sur des disputes, des bagarres.

A l'inverse, la relation de coopération les porte à des échanges et entraide mutuels favorables à l'épanouissement individuel et à l'intégration sociale. Les faits favorisant ce rapprochement et la collaboration mutuelle peuvent être dictés par plusieurs raisons touchant tant à la personnalité de chacune qu'à la manière dont elles s'identifient les unes aux autres, mieux la perception qu'elles ont les unes des autres.

Enfin, en l'absence de toute raison de coopérer ou d'être en conflit, les femmes dans les réseaux entretiennent des relations d'indépendance, voire d'indifférence. Elles ne sont ni amies ni ennemis. On y observe une sorte de trou relationnel qui ne peut être comblé qu'au moyen d'une médiation assurée soit par un encadreur soit par un autre membre du réseau.

Par ailleurs, quelle que soit la forme de relation (conflits, coopération, indifférence) que peuvent entretenir ces femmes handicapées, celles-ci diffèrent aussi, selon (Granovetter 1983), par leur intensité qui peut être forte ou faible. Concernant par exemple la coopération entre ces femmes, les liens forts donnent lieu à des relations plus fréquentes, elles y consacrent plus de temps ; Il y a plus d'intimité, sous forme de confidences mutuelles. Il y a aussi plus d'intensité émotionnelle avec les services réciproques plus fréquents, la multiplicité de la relation beaucoup plus grande. Dit autrement, les « proches » sont reliés entre eux dans des domaines plus divers.

En effet, l'utilisation de l'analyse structurale dans l'étude des réseaux sociaux et l'orientation donnée diffèrent selon le type de réseaux. Pour ce travail, deux sortes de réseaux nous intéressent, à savoir : les réseaux de soutien et les réseaux de mobilisation. Les premiers sont faits de personnes aidées auxquelles celles aidantes apportent du soutien sous forme de biens ou services, d'informations ou de liens de sociabilité, selon (Lemieux et Ouimet op.cit.), dans les réseaux des femmes handicapées, les acteurs s'assistent mutuellement. Par exemple, certaines femmes apprennent aux autres des métiers que ces dernières ne connaissent pas ; d'autres par contre offrent à leurs pairs des supports financiers et matériels.

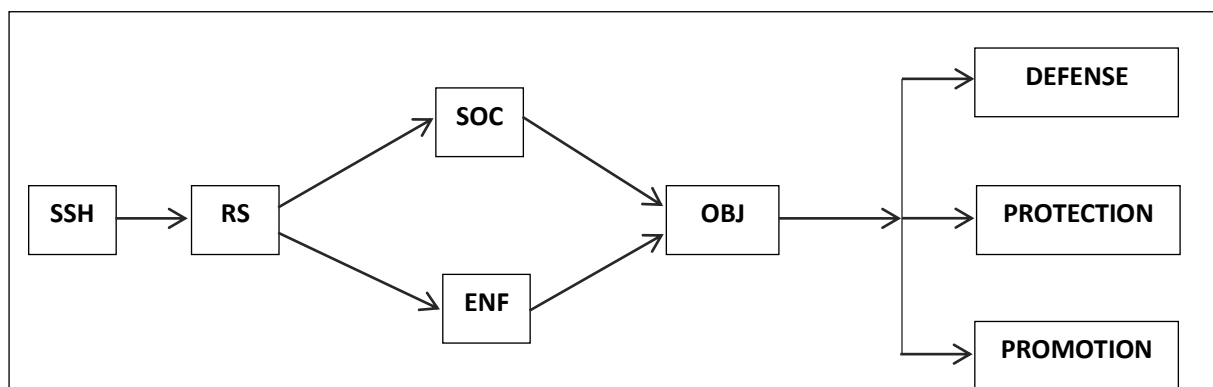
En outre, les femmes handicapées et les autres acteurs des réseaux se communiquent fréquemment, ceux qui ont des informations utiles les passent aux autres. C'est de cette manière qu'ils manifestent leur solidarité monétaire et non-monétaire au sein de leurs réseaux sociaux.

Le second (réseaux de mobilisation) découle généralement des réseaux de soutien, en ce qu'ils sollicitent des personnes aidantes pour soutenir celles qui sont dans les besoins. Ces liens de mobilisation peuvent être considérés, à certains égards, comme étant à la base des coalitions. A titre d'exemple, à l'occasion d'un conflit qui éclate entre deux membres du réseau social, le soutien que chacun d'eux recevra des autres est très déterminant quant à l'issue de cet antagonisme. Aussi tient-il à l'étendue de la relation au sein du réseau même

et à la capacité qu'a chacune des protagonistes à mobiliser les soutiens en sa faveur. Cependant, la forme de relation n'est pas faite spontanément. Elle se construit partant des intérêts des uns et des autres mais aussi de certains attributs culturellement marquants.

Contrairement à la thèse fondamentale de l'analyse structurale qui consiste à analyser les relations entre des acteurs plutôt qu'entre des attributs, au sein de réseaux sociaux, certains conflits ou coopération peuvent résulter de la façon dont les individus (femmes) font usage de ces attributs. Dans ce sens, le fait de parler le même dialecte peut rapprocher certains membres du réseau par rapport aux autres. De même la provenance géographique l'est également ; ainsi, les femmes handicapées venues de l'intérieur du pays ont tendance à se regrouper entre elles face à celles nées à Kinshasa qu'elles considèrent méprisantes et hautaines à leurs égards. Les attitudes dictées par les deux attributs (langue et provenance) peuvent avoir une influence déterminante sur la forme (nature, type) de relations au sein de réseaux.

2.1.1.1. Figure 1. Schéma (Modèle) explicatif des rôles et des objectifs des réseaux sociaux ou des OPH (Organisations des personnes handicapées)



Source : personnelle élaborée par Metho

Légende :

SSH = Sujet en situation de handicap

RS = Réseau social

SO = Socialisation

ENF = Education non formelle

OBJ = Objectif

Le graphique ci-dessus décrit le mécanisme de socialisation au sein du réseau social ; la femme handicapée dépourvue de certaines qualités en termes d'aptitudes professionnelles,

d'autonomisation, de valorisation... s'insère dans une structure (réseau social) au sein de laquelle elle est soumise à un processus de transformation et de socialisation au travers des apprentissages de métiers et des autres acquisitions utiles à son épanouissement personnel conformément à la convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif, dans ses articles 6, 9 et 27. Dans ce sens la femme handicapée assure son plein épanouissement, sa promotion en exerçant plusieurs métiers professionnels, en se prenant en charge, mais également en aidant financièrement son entourage. Elle vit de façon indépendante et participe pleinement à tous les aspects de la vie. Elle exerce son droit en accomplissant un travail librement choisi ou accepté sur un marché du travail et dans un milieu de travail ouvert.

2.1.1.2. Réseaux sociaux des femmes adultes handicapées, un processus d'acquisition des connaissances, de libération et d'indépendance

Dans son œuvre « La pédagogie des opprimés », (Freire 1973, p.47) fait appel à une discussion centrale sur comment « la transformation des consciences », fondement indispensable dans la compréhension de la libération des opprimés de l'époque limite leur participation sociale, intellectuelle et politique. Considérant l'éducation comme « la pratique de la liberté », il apporte des éléments théoriques et méthodologiques sur la manière dont les consciences peuvent se libérer et devenir ainsi des moteurs de changements. L'un des postulats de fond de l'approche de Paolo Freire est que l'être humain est capable de réflexion et d'action pour transformer sa situation afin de se libérer.

Cette capacité s'avère libératrice dans la mesure où l'action et la réflexion se nourrissent mutuellement pour amener l'individu à passer d'une conscience non réflexive au stade de la conscience critique. A ce titre, l'individu est amené à prendre des décisions en vue de sa propre libération envers ses oppresseurs.

Dans ce cadre, estime (Musa 2009), acquérir les connaissances, c'est accéder à l'information permettant de développer les compétences à la résolution de problèmes. C'est aussi passer de l'état de l'ignorance à celui de la prise de conscience de sa condition pour pouvoir la changer. Il s'agit, en d'autres mots, du passage du niveau de conscience fatale à celle plus critique, capable d'établir la causalité entre les phénomènes.

Dans sa lutte caractérisée par un optimisme en faveur de la libération des plus pauvres, c'est-à-dire les classes marginalisées, (Freire op.cit.) soutient l'idée que dans un

monde où plus de la moitié de la population souffre de la faim, et où bon nombre de gens n'ont pas de logement ou d'emploi ni une bonne éducation, les « opprimés » sont, malgré tout, capables de surmonter leur sentiment d'impuissance et d'agir eux-mêmes en vue de transformer socialement leur existence. Le moyen d'y parvenir est « l'éducation » pris dans le sens d'apprentissage aux métiers dans le cadre de notre recherche, au moyen de la « méthode dialogique » comme il la dénomme lui-même, laquelle consiste en la conscientisation des opprimés par rapport à leurs conditions et aux possibilités de les changer.

Partant de cette thèse, il y a lieu de reconnaître que les sujets qui sont au centre de notre étude, les femmes handicapées vivent pour la plupart dans une misère sans précédente. Certes, cette situation n'est pas une fatalité pour elles puisque celle-ci peut être changée grâce à l'éducation. Les réseaux sociaux dans lesquels se retrouvent certaines de ces femmes leur offrent l'occasion d'acquérir des connaissances dans divers métiers professionnels qui les libèrent en les dotant des aptitudes et capacités appropriées qui les ramènent de l'état de dépendance à celui de l'autonomie.

En effet, avant leur accès aux réseaux sociaux, les femmes handicapées étaient dépourvues des compétences professionnelles et par conséquent, elles n'avaient ni emploi ni revenu. Mais, grâce aux apprentissages de métiers réalisés dans les réseaux sociaux, elles ont acquis des aptitudes leur permettant de travailler, d'avoir un revenu, de mener une vie économique autonome et de jouir d'une considération sociale. Toutes ces actions menées sur cette catégorie de femmes les prédisposent à une intégration sociale.

2.1.1.3. Réseaux sociaux des femmes handicapées physiques, un moyen de socialisation et de valorisation

Comme nous le lisons dans leur livre, (Afsata et Nabaloum op.cit. : 150) affirment que « l'individu est un être social ou socialisé en ce sens qu'il est le fruit d'un conditionnement social. Il est issu d'un moule social et il en porte d'une manière ou d'une autre la marque historique et socioculturelle du contexte qui l'a vu naître et qui le forge. Il évolue dans des groupes qui structurent sa pensée et son action. »

Au moyen des institutions fortement ancrées, la socialisation parvient à créer et à entretenir une forte dépendance de l'individu au groupe, (socialité), à telle enseigne que les individus d'un même groupe développent des représentations sociales et des réactions de

groupe. Cependant, l'individu arrive à forger sa spécificité, son identité (son individualité). Dans le domaine de l'éducation ou de la formation, le groupe est utilisé pour forger les attitudes, les comportements des individus en vue de leur faire acquérir des connaissances.

Pour (Barker 1968 : 132), la socialisation est « le processus par lequel la personne humaine apprend et intériorise au cours de sa vie, les éléments socioculturels de son milieu, les intègre à sa personnalité sous l'influence d'expériences et d'agents sociaux significatifs et par là, s'adapte à l'environnement social où elle doit vivre ». C'est dire que la socialisation est un processus, la socialité ou sociabilité est un produit, le résultat de la socialisation. Au terme de cette socialisation émergent des individus sociaux ou socialisés.

D'autre part, nous voulons insinuer que l'homme est un être social. On dit d'une personne qu'elle est sociable pour signifier qu'elle est facile à vivre, elle entretient et développe des liens sociaux de qualité avec les autres. De ce point de vue, l'éducation ou la socialisation vise à développer cette socialité ou cette sociabilité chez l'individu. La socialisation se veut un processus continu d'intégration des individus dans une société. Elle est rendue possible, comme le font remarquer (Afsata Paré et Rasmata Nabaloum : 156), grâce à trois mécanismes qui sont :

- i) l'intériorisation passive ou active par l'individu des normes et codes symboliques de la société dans laquelle il vit ;
- ii) l'appropriation de la culture grâce à la famille, l'école, les principales institutions de socialisation. ;
- iii) le langage.

Nous apprécions à sa juste valeur l'avis émis par (Fadiga 1988 : 27) selon lequel « l'éducation ou la socialisation vise à créer des êtres socialisés. En tant que processus par lequel les individus deviennent des êtres sociaux, c'est-à-dire les membres de groupes, de collectifs ou des sociétés, la socialisation désigne les rapports variables entre histoire individuelle et histoires collectives. » Elle marque généralement l'instance sur le fait que l'éducation est un processus social et pas seulement individuel, que les produits de l'éducation dépendent inéluctablement des formes sociales au sein desquelles elle se déroule.

Cette analyse est partagée par (Ruano-Borbalan 1998 : 7), qui estime que « La conscience de soi n'est pas une pure production individuelle. Elle résulte de l'ensemble des interactions sociales que provoque ou subit l'individu. Le groupe socialise l'individu et celui-ci s'identifie à lui. »

Par ailleurs, la socialisation des individus est inséparable du fonctionnement des institutions socialisatrices et notamment des systèmes éducatifs ou de formation. Pour (Musa op. Cit.), la socialisation de l'individu est facilitée par un système de valeurs qu'il doit intérioriser pour pouvoir s'adapter à son environnement et à son groupe d'appartenance. Elle devient dans ces conditions une moralisation visant à maîtriser les impulsions individuelles, où le collectif donne du sens à l'individuel.

La formation y joue un rôle déterminant, en tant que processus préparant à l'intégration sociale. Aucun individu ne peut y déroger, s'il veut être en harmonie dans son milieu. Chaque individu devient le produit du social, étant modelé par l'éducation. A cet effet, la définition de l'éducation avancée par Emile Durkheim est éclairante; elle qualifie l'éducation de « l'action exercée par les générations adultes sur celles qui ne sont pas encore mûres pour la vie sociale ».

Les apprentissages des métiers offerts aux femmes handicapées au sein de leurs réseaux sociaux, permettent à ces dernières qui, auparavant n'avaient pas d'emploi, d'intégrer un nouveau monde dans lequel elles partagent les habitudes et échangent au quotidien les expériences professionnelles. A ce moment-là, elles font partie d'une corporation qui les dote d'un statut professionnel et les valorise.

Les apprenties apprennent, au fur et à mesure, avec les autres, ce qu'elles pourront faire seules demain. Cela, grâce à un ensemble des principes moraux et professionnels, voire les habitudes régissant l'exercice du métier appris. La formation donnée au sein des réseaux permet aux sans emploi de devenir des agents de production qui contribuent par leur travail à offrir des services à la communauté et à participer par leur revenu, à leur auto-promotion et au renforcement de la capacité de leur état d'être.

2.1.2. Handicap et situation de handicap

2.1.2.1. Définitions

De prime abord, il est impérieux de souligner comme l'affirment (Hamonet, Magalhaes et al. 2001 : 37) que « le phénomène handicap se heurte à bien des obstacles qui aboutissent à cette situation paradoxale que nous vivons aujourd'hui : il n'y a pas de définition communément admise sur le handicap, lequel est considéré comme l'un des grands problèmes de société de notre époque. Des raisons culturelles expliquent cette situation.

En effet, à travers la définition du handicap, il y a une remise en cause des concepts de société, au premier rang desquels se place celui du normal et, par contrecoup, de ce qui ne l'est pas. Le clivage entre normal et anormal, normal et pathologie, aggravé par la médicalisation anarchique que nous observons, conduit à bien des confusions. Cette résistance à des définitions novatrices du phénomène du handicap est l'une des manifestations de rejet et d'exclusion des personnes que l'on estime a priori concernées ».

A ce propos, les auteurs précités, proposent deux formulations qui soient compatibles avec la réalité sociale et applicables dans un texte de loi en contexte contemporain. La première constitue une situation de handicap ; le fait, pour une personne, de se trouver, de façon durable, limitée dans ses activités personnelles ou restreinte dans sa participation à la vie sociale du fait de la confrontation interactive entre ses fonctions physiques, sensorielles, mentales et psychiques lorsqu'une ou plusieurs sont altérées, d'une part, et, d'autre part, les contraintes de son cadre de vie.

La seconde, le handicap est la restriction des activités personnelles et/ou de la participation à la vie sociale qui résulte de la confrontation interactive entre, d'une part, les capacités d'une personne ayant une ou plusieurs limitations fonctionnelles durables, physiques, mentales, sensorielles (vue, audition) ou psychiques et, d'autre part, les contraintes physiques et sociales de son cadre de vie.

Soulignons en passant que le terme de « physique » ne se limite pas seulement à « moteur », il inclut les limitations fonctionnelles liées à des atteintes respiratoires ou cardiaques ou à d'autres altérations du corps comme l'obésité, par exemple.

Par ailleurs, (Grue 2011 : 542) fait remarquer justement que « ce sont des définitions biomédicales qui déterminent, dans les sociétés modernes, ce qui constitue l'incapacité ou le handicap, cela, sur base de discours savants distinguant la santé de la maladie et le normal

de l'anormal, sur le plan physique et cognitif. » Ce modèle biomédical, comme l'affirment (Meekosha et Dowse 1997), contribue à construire les difficultés qu'éprouvent les personnes handicapées dans leur vie sociale, résultats directs de leurs limitations fonctionnelles.

Dans ce cadre, (Wendell 1996 : 109) affirme que : « Si une personne handicapée n'arrive pas à trouver du travail, à se faire comprendre, à effectuer ses déplacements ou à participer plus largement à la vie en société, c'est le déficit biologique qui sera invoqué pour expliquer sa marginalisation ». La solution relèvera alors des traitements et de la technologie (prothèses et autres), des efforts de l'individu pour « surmonter son handicap » et, le cas échéant, de la charité ou de l'assistance publique. Le handicap comme restriction à l'activité sociale se trouve ainsi défini en termes purement biomédicaux.

Nous avons noté, cependant, que les courants alternatifs à la CIF définissent le handicap selon les propos de (Plos 2011 : 76), comme une situation évoluant aux frontières du médical et du social, dépendante de déterminants individuels et collectifs. La situation de handicap peut donc être considérée comme un système, c'est-à-dire « un ensemble d'éléments en interactions tels qu'une modification de l'un d'entre eux entraîne celle de tous les autres ». Ces éléments (e.g. facteurs personnels et environnementaux), par un jeu d'interactions permettent à un individu de réaliser ses habitudes de vie, pleinement ou pas, et de participer socialement, pleinement ou pas.

Au plan juridique, la déclaration des droits des personnes handicapées (2006) fait remarquer dans son article 5 que, "le terme "handicapé" désigne toute personne dans l'incapacité d'assurer par elle-même tout ou une partie des nécessités de la vie individuelle ou sociale normale, du fait d'une déficience, congénitale ou non, de ses capacités physiques ou mentales. Le handicapé a droit aux mesures destinées à lui permettre d'acquérir la plus large autonomie possible".

De ce qui précède, nous considérons sans nul doute que les personnes vivant avec handicap constituent un vaste groupe de la population, dont font partie celles qui, pour cause d'accident, de maladie ou d'affection congénitale éprouvent des difficultés à se déplacer, à voir, à entendre ou à comprendre, ainsi que les personnes souffrant d'une déficience temporaire, par exemple une fracture de la jambe causée par un accident de circulation de moto, mais aussi les personnes accompagnées d'un enfant en bas âge et/ou

chargées de plusieurs paniers à provisions. En fait, presque tout le monde constate, un jour ou l'autre, sa mobilité plus ou moins gravement réduite.

Le handicap est ainsi présenté dans toutes ses composantes, physique, sensorielle, mentale, cognitive et psychique, et défini non comme une déficience qui sépare ou exclut, mais comme des obstacles rencontrés dans la vie quotidienne et dans la participation à la vie sociale. Etre handicapé, c'est donc être en situation de déficit fonctionnel.

2.1.2.2. Historique des conceptions sur le handicap

Selon (Stiker 2002), la présence dans la société de personnes au corps infirme a une longue histoire concernant la manière dont les sociétés ont envisagé le problème. Dans la Grèce antique, poursuit-il, la société va conférer une place aux « infirmes » de l'ordre du symbolique, c'est-à-dire une fonction sociale en dehors du quotidien, du système économique et législatif.

A cette même époque, l'infirmité était signe d'avertissement ou de sanction divine et au Moyen Age, les « bouffons » du roi étaient souvent difformes, boiteux ou faibles d'esprit, perçus comme des « bêtes curieuses » créées par la nature. Vient ensuite l'époque classique dont le besoin de rationaliser les choses (« le normal et le pathologique », « l'intégrable et le ségrégué ») va permettre de constituer les premières catégories sociales et donc les premiers phénomènes d'exclusion et de ségrégation.

Il faudra alors attendre le siècle « des Lumières » et l'égalité des droits des hommes pour voir apparaître l'idée démocratique que « tous les esprits se valent dès lors que l'on y met l'instruction et l'éducation qu'il faut », notamment avec la célèbre Lettre sur les aveugles à l'intention de ceux qui voient de Diderot.

En France, par exemple, comme le mentionne (Plos op.cit. : 63) le passage de « l'infirme » à « l'handicapé » se fera en fait pendant la Troisième République (1870–1940) avec la deuxième révolution industrielle (fin XIXème siècle), en raison de l'apparition importante d'accidents du travail. En effet, ce n'est qu'en 1898 qu'une loi est votée pour mettre en exergue la responsabilité sociale et l'obligation de réparer les atteintes liées aux risques du travail.

Le deuxième événement majeur dans la genèse du champ du handicap, pendant la Troisième République, est la première guerre mondiale et la culpabilité collective engendrée

par cette hécatombe. La nécessité économique à la sortie de la guerre ne peut alors laisser de côté ces opérateurs potentiels dont la réparation et la compensation est impérative. C'est ainsi que progressivement, le handicap va passer du champ lexical de l'infirmité (incapacité, invalidité, etc.) à celui de la réadaptation (rééducation, réintégration, etc.) afin de pouvoir redonner une place économique et sociale aux accidentés du travail et aux mutilés de guerre.

Dans ses écrits, (Hamonet 2006 : 3) dit que les termes « handicap » et « personnes handicapées » sont d'apparition relativement récente. Ils ont progressivement supplanté « infirme », « invalide », « inadapté », « paralysé », « mutilé » ou encore « débile », aussi bien dans le discours quotidien que dans une grande partie du langage médical, social et juridique.

Cette évolution, dit-il, dans laquelle les milieux associatifs et des milieux professionnels spécialisés ont joué un rôle déterminant, a pour motif premier la volonté d'éviter les mots aux caractères péjoratifs et dévalorisants. Elle indique aussi la recherche d'une nouvelle conception d'un phénomène ancien qui s'est concrétisée par l'introduction, depuis plusieurs années, de l'expression « personnes en situation de handicap ». Cette formulation situe parfaitement le problème. Elle met en évidence le fait que ce sont le cadre de vie et l'organisation sociale, du fait de contraintes incompatibles avec les capacités restreintes d'une partie croissante de la population, qui créent le handicap.

De leur côté, (Aumônier et Letellier 2004), avancent qu'on a d'abord nommé les handicapés d'une façon purement négative comme le montre un premier inventaire des termes fréquemment employés par lesquels on insistait sur la privation qui les affectait : infirme, impotent, incapable, invalide, imbécile (selon l'ancien vocabulaire de la psychiatrie). Ces désignations renforçaient l'idée d'un défaut dans l'actualisation de leur humanité.

C'est pourquoi on leur a proposé un statut en marge des sociétés sous les figures des bouffons, des curiosités dans les foires ou, plus banalement, des mendiants. Il est aussi arrivé qu'on aille jusqu'à nier leur appartenance à la commune humanité.

Dans certaines circonstances, comme l'indiquent (Renier et Rossignol 2010, p.92) « être noir, être femme, jeune ou vieux est un handicap. Dans l'Antiquité égyptienne, les individus aux cheveux roux étaient sacrifiés. Aujourd'hui encore, en Angleterre, le fait d'être

roux n'est pas un atout. En France, chercher du travail avec un voile sur les cheveux est un handicap, alors que dans d'autres pays, il n'en sera pas de même ».

De ce qui précède, un modèle social du handicap a ainsi été développé, comme le dit (Ravaud 2001) refusant d'expliquer le handicap par les caractéristiques individuelles des personnes, mais plutôt par l'ensemble des barrières physiques ou socioculturelles faisant obstacle à la participation sociale et à la pleine citoyenneté des personnes concernées.

Ce modèle, qui a émergé au cours des années 70, a effectué alors une première critique, radicale, du modèle biomédical. Cette critique repose, selon (Meekosha 2006), sur une distinction entre la notion d'incapacité, vue comme limitation fonctionnelle relevant de la biologie, et la notion de handicap, comprise comme l'ensemble des situations de désavantage, de discrimination et d'oppression subies par les personnes vivant avec des incapacités ou présentant certaines déficiences.

Pour (Grue op.cit. : 534), « si des processus d'ordre biologique ou des accidents peuvent certes affecter le corps et l'existence d'un certain nombre de personnes et créer des incapacités, c'est, dans ce modèle, la société, et non la biologie, produit le handicap. Cela, en façonnant les stéréotypes et les attitudes de ses membres envers les personnes qui vivent avec des incapacités et en établissant des barrières sociales, économiques et environnementales qui fonctionnent comme autant de formes d'oppression et alimentent leur exclusion ».

A ce propos, le modèle social dénaturalise le handicap qui relèvera alors de l'organisation de la société et de la construction sociale plutôt que de la biologie et de l'individu (Lanoix 2008). Cette analyse est partagée par la théoricienne féministe du handicap (Susan Wendell op.cit. : 104), qui estime que le handicap « n'est pas un donné biologique » : « comme le genre, il est construit socialement à partir de la réalité biologique ».

Pour cette raison, (Hamonet, Teresa et al. op.cit. : 43) mentionnent que, « pour briser la ségrégation entre le normal et le pathologique, il faut instaurer une autre façon de parler du handicap. Le vocabulaire utilisé doit répondre à certaines exigences. Il doit être simple, utilisant des mots de tous les jours, familiers, proches des personnes, compréhensibles sans explication supplémentaire. Il doit être précis, sans ambiguïté ni double sens et avoir des correspondances dans toutes les langues, et notamment en langue anglaise, en sachant que

handicap, terme issu de la langue anglaise « hand in cap » : la main dans le chapeau, depuis 1917, date de son entrée à l'Académie française, se traduit, en anglais, par « désavantage », (disability, mot d'origine française « dishabile »).

Il doit surtout s'appuyer sur des bases conceptuelles et éthiques solides. Il existe un flou identitaire entre les personnes handicapées et la société, qui est très bien explicité par (Murphy 1987), anthropologue américain devenu handicapé : « Les handicapés à long terme ne sont ni malades, ni en bonne santé, ni mort ni vivants, ni en dehors de la société, ni pleinement à l'intérieur. Notre objectif est de lever cette ambiguïté et de définir de façon claire et intelligible par tous ce qu'est le handicap, comment on devient handicapé, et quels sont les mécanismes qui maintiennent les personnes handicapées dans la marginalité, voire l'exclusion, quand ce n'est pas une forme de mort sociale ».

Pour (Stiker 2001 : 23), « la question éthique fondamentale est de la reconnaissance de la dignité absolue de tout être humain, quelles que soient ses particularités. Or, l'appartenance des 'infirmes' à l'humanité n'a longtemps pas été pleinement reconnue. Souvent dans l'histoire ; les infirmes étaient considérés comme une sorte d'intermédiaires entre l'humanité et l'animalité, ils avaient une condition infrahumaine. »

Mais, aujourd'hui, cette condition d'humanité est pleinement reconnue. Pour autant, il s'agit de savoir si, sur le plan social, et non plus de l'humanité, les personnes infirmes que nous nommons maintenant handicapées bénéficient d'une reconnaissance et d'un statut commun, plein, sans ambiguïté. Ce n'est pas encore le cas, puisque plusieurs organisations dénoncent le sous-statut qui est fait aux personnes handicapées.

Et de fait, l'assistance ou la marginalisation sont répandues. La base de l'éthique se trouve autour des notions de participation et d'insertion. L'auteur propose des pistes de réflexion, d'orientation des politiques sociale et d'action pour que participation et insertion se conjuguent enfin dans une perspective de réciprocité.

2.1.3. Espace d'Intégration sociale

Avant de définir ce que nous entendons par espace d'intégration sociale, il s'avère utile, d'exposer les différents contenus sémantiques conférés au concept d'intégration sociale.

Selon (Durkheim 2007), l'intégration sociale qui est souvent confondue avec l'insertion, est plus ancienne et repose sur une définition sociologique précise. Un groupe ou une société est intégré(e) quand ses membres se sentent liés les uns aux autres par des valeurs, des objectifs communs, le sentiment de participer à un même ensemble sans cesse renforcé par des interactions régulières. L'intégration sociale est donc une propriété collective et l'insertion, dans ce contexte, se réfère à la participation au niveau individuel à un système social intégré.

Ainsi, l'intégration sociale est le résultat d'un processus allant d'un pôle où l'intégration sociale se traduit par un projet de vie mobilisateur, une inclusion et une participation sociale, à un pôle pouvant mener à la marginalisation, à l'isolement social, à l'exclusion ou à la désinsertion.

Dans le même ordre d'idées, (Keable 2007 : 3) souligne que « l'intégration est la résultante d'un processus d'apprentissage et de développement qui implique une fonctionnalité dans l'exécution de rôles sociaux appropriés à son groupe d'âge (travailleur, étudiant, ami, partenaire amoureux, citoyen) et à ses capacités; une appartenance à des groupes dont le fonctionnement respecte les règles, les valeurs et les normes, morales et légales, ainsi que des relations adéquates, stables et réciproques avec ces groupes (dimension objective) dans lesquelles on se sent apprécié et investi en tant qu'individu (dimension subjective) ».

Cette définition renvoie à plusieurs dimensions (relationnelle, professionnelle, scolaire, sociale, morale et légale) et elle rejoint la conception élargie de l'intégration sociale proposée par des sociologues français, De Gaulejac et Taboada dans « La lutte des places » (1994) cités par (Keable op.cit.), qui découle de leurs recherches sur le phénomène de l'exclusion sociale chez des adultes. Dans le modèle théorique qu'ils proposent, les différents aspects de l'intégration sociale sont organisés autour de trois dimensions : le social, l'économique et le symbolique.

L'intégration sociale est un concept polysémique, selon (Martin 2002), et, par conséquent, s'éloigne de toute définition univoque. Il affirme que le mot « intégration » trouve ses origines latines dans « integrare » qui signifie « rendre complet » et le suffixe « ion », quant à lui, désigne « l'action ». Par conséquent, l'intégration sociale désigne un

mouvement actif, une impulsion dirigée vers une forme de complétude, d'achèvement ou de réalisation de soi au plan social.

(Vanay 1987), quant à lui, souligne que l'intégration sociale est essentiellement un moyen nécessaire, et non une fin en soi, qui contribue à la valorisation du rôle social de la personne. L'intégration devient donc un processus qui fournit à la personne les moyens lui permettant de vivre des expériences sociales propres dans le but d'acquérir son autonomie, sa dignité et par le fait même une qualité de vie signifiante pour elle.

D'où, pour mieux comprendre le concept d'« intégration sociale », il importe de le situer en termes de degré, dans le cadre d'un continuum de ce qu'on appelle "l'intégration" au sens large. Ainsi, (Boisvert 1991), à partir d'auteurs tels que (Wolfensberger et Thomas 1983 ; Vanay 1987) cités par (Drolet 1994), résume les degrés d'intégration possible d'une personne dans les différents domaines de l'activité humaine.

Le premier degré est celui de l'intégration physique, où la personne est simplement intégrée aux autres membres de la communauté, sans nécessairement avoir des contacts ou des activités communes avec eux :

Le deuxième degré consiste en une intégration fonctionnelle, où l'individu opère certaines activités, certaines tâches, en interaction avec d'autres individus dans un milieu donné. Cependant, si l'individu réalise certaines activités pendant que les autres en opèrent des différentes, on dira qu'il est intégré physiquement.

Enfin, le troisième degré que nous appelons l'intégration sociale, réside dans le fait que l'individu fait partie à part entière de la communauté ou du groupe. Des liens réciproques et spontanés sont établis sur une base régulière avec les autres membres du groupe. À ce stade, l'individu développe un sentiment d'appartenance et de participation à part égale. À l'intérieur du groupe ou de la communauté donnée, il assure un rôle qui lui est propre et par le fait même, il y a une place spécifique.

Vu sous cet angle, l'intégration sociale devient l'objectif ultime et le degré optimal de ce qu'est l'intégration. Ainsi, en lien avec notre recherche, les femmes handicapées qui sont dans les réseaux sociaux, le fait qu'elles sont restées longtemps ensemble, elles se sont tissées des relations fortes qui leur ont offert des opportunités de se socialiser à travers divers apprentissages des métiers qu'elles exercent pour avoir un revenu. Elles s'acceptent

mutuellement comme appartenant à une même famille ou communauté. L'intégration sociale est un moyen nécessaire à la valorisation du rôle social de la personne; c'est le degré optimal du processus d'intégration, et les modalités d'attentes qui peuvent varier considérablement outre les modalités traditionnelles que sont le scolaire et le marché du travail.

Prenant en compte les significations de l'intégration sociale évoquées ci-dessus et en nous référant à notre étude, nous considérons les réseaux des femmes handicapées comme des espaces d'intégration sociale dans le sens où, ces réseaux constituent des institutions, des cadres bien aménagés qui accueillent les femmes handicapées en leur offrant l'occasion de se lier les unes aux autres à travers certains d'objectifs (apprentissage réciproque des métiers professionnels, partage d'expériences sexuelles, etc.), des relations adéquates, des aides mutuelles. Bref, elles se sentent heureuses d'appartenir à un corps qui les valorise et qui favorise leur indépendance dans la société kinoise, voire congolaise.

2.1.4. Espace d'Education non formelle

L'expression « éducation non formelle » est très récente, selon (Dalbera 2001), elle n'est employée en dehors des cercles de la recherche que depuis le début des années 90, à la suite de la conférence de JOMTIEN, où elle fut consacrée. C'est une expression très pratique parce qu'en première lecture, elle s'oppose tout simplement à l'éducation formelle, laquelle est perçue nettement par tous, semble-t-il, comme une désignation savante de la scolarisation classique. En terme d'image mentale, le concept d'éducation non formelle paraît donc assez clair : est non formel tout ce qui n'est pas formel, c'est-à-dire scolaire, tout en restant organisé et structuré.

Pour (Simkins 1977), est non formelle toute activité d'éducation organisée en dehors du système formel établi, orientée vers une clientèle bien identifiée avec des objectifs d'apprentissage bien définis.

Pour (Diallo 2006, 8-9), « l'Education Non Formelle (ENF) est un processus organisé qui permet aux apprenants de développer leurs valeurs, des aptitudes et compétences autres que celles acquises dans le cadre de l'éducation formelle. Ces aptitudes (aussi appelées aptitudes personnelles) comprennent une vaste série de compétences – interpersonnelles, d'équipe, organisationnelles, gestion des conflits, conscience interculturelle, direction,

planification, organisation, coordination et résolution pratique de problèmes, confiance en soi, discipline, et responsabilité ».

Ce qui caractérise l'ENF, c'est que des individus, en l'occurrence des participants, sont les acteurs du processus d'éducation et d'apprentissage. Les méthodes utilisées visent à équiper les jeunes et les adultes des outils pour améliorer leurs aptitudes et compétences. L'apprentissage est un processus constant, et l'une de ses composantes essentielle est le fait d'apprendre en faisant. Le terme « non formel » n'implique pas un manque de structure; le processus d'apprentissage non formel étant partagé et conçu de telle sorte qu'il crée un environnement où l'apprenant est l'architecte du développement de ses aptitudes.

(Afsata et Rasmata op.cit. : 165) fournissent des renseignements intéressants à ce sujet. D'après eux, « l'apprentissage non formel se présente sous des nuances dans les espaces différents comme en Afrique et en Europe. Si dans certains pays européens, il renvoie à des apprentissages obtenus en dehors des établissements d'éducation et de formation et ne donnant droit à aucune certification, il se définit dans de nombreux pays africains comme ce qui est acquis dans des structures d'éducation ou de formation extra-scolaires ».

L'apprentissage non formel a souvent été présenté comme un apprentissage compensatoire, à défaut d'apprentissage formel. En dépit des efforts fournis pour donner une autre image des systèmes non formels de formation, cette représentation demeure tenace en raison de l'histoire même de l'avènement de ce type d'éducation ou de formation. Laquelle, s'est développée en particulier en direction du public adulte à travers des programmes d'alphabétisation des adultes, de formation continue.

De ce fait, qu'entendons-nous successivement par adulte et par éducation des adultes ? A titre de rappel, les sujets qui sont au cœur de notre étude ne sont rien d'autres que les femmes handicapées qui sont toutes naturellement adultes. En effet, qui est adulte, dans le contexte spécifique de l'Afrique d'aujourd'hui ? D'une manière générale, il convient de souligner que l'âge adulte est ponctué de plusieurs étapes.

A ce propos, (Bee et Boyd 2008 : 302) affirment que « la plupart des psychologues qui s'intéressent au développement de l'adulte établissent, par convention, trois périodes à peu près égales : le début de l'âge adulte de 20 à 40 ans ; l'âge adulte moyen de 40 à 65 ans et

l'âge adulte avancé de 65 ans à la mort. Les femmes handicapées concernées par cette recherche se retrouvent au niveau de ces trois périodes décrites ci-dessus.

S'agissant maintenant de l'éducation des adultes, (Diallo op. cit.) nous fait savoir que l'éducation des adultes a pour tâche de satisfaire aux besoins et aspirations de l'adulte dans toute leur diversité. Elle commande une conception dynamique et fonctionnelle de l'éducation par rapport à la conception intellectuelle traditionnelle.

Dans cette perspective fonctionnelle, on ne part pas d'un programme établi d'avance ni de la division du savoir par matières séparées, telle qu'elle est établie par l'enseignement traditionnel, mais on part de situations concrètes, des problèmes actuels auxquels les intéressés eux-mêmes doivent trouver une solution. La formation économique, sociale et politique des adultes doit se faire en partant de leurs activités de tous les jours et de leurs préoccupations fondamentales. Si la formation économique, politique et sociale de l'adulte a pour point de départ la compréhension de sa propre situation, il est évident que l'adulte ne se borne pas à l'étude contemplative des problèmes sociaux; il les étudie en vue d'améliorer sa propre vie matérielle et morale".

Pour sa part, (Giordan op.cit. : 162) présente la synthèse des principes andragogiques qui sont liés à la science et à la pratique de l'éducation des adultes dans la formule suivante « l'émergence de nouveaux savoirs n'est possible que si l'apprenant saisit ce qu'il peut en faire (intentionnalité), s'il parvient à modifier sa structure mentale... et si ces nouveaux savoirs lui apportent un « plus » dont il peut prendre conscience (métacognition). » La modification de connaissances ou de comportements nécessite souvent un apport extérieur d'information, de connaissances nouvelles ou d'exemples différents ou contradictoires.

(Afsata op. cit. 209), dans ses réflexions nous relate que la philosophie de l'éducation des adultes de Nyerere va dans le sens du concept de conscientisation de Paulo Freire. Nyerere estime en effet que la première fonction de l'éducation des adultes est de susciter tant le désir de changement que l'intériorisation de l'idée que le changement est possible. Il s'agit de combattre la mentalité fataliste, et pour cela, il faut impliquer les apprenants adultes dans leur propre éducation.

Dans le sens de ces propos, (Ntseane 2007 : 131) propose une idée pour une « indigénisation de la pratique de l'éducation des adultes aujourd'hui » essentiellement fondée sur une approche participative, pragmatique et critique. Il met l'accent sur une

approche participative (« participatory instruction ». Aussi, relève-t-il la similarité entre l'approche traditionnelle et le « mentoring », situation de relation personnalisée dans laquelle l'apprenant est soutenu par un pair plus expérimenté. Cette pratique, tout comme l'éducation traditionnelle, met l'accent sur l'apprentissage pratique sous la forme d'une guidance active par quelqu'un qui a de l'expertise, de la sagesse, de l'autorité.

De toute cette panoplie d'explications susmentionnées, celle de Ntseane nous intéresse plus dans la mesure où, lors du déroulement de la formation professionnelle au sein des réseaux sociaux des femmes handicapées, nous observons une franche et active collaboration entre ces dernières. Concrètement, ces femmes se partagent l'expérience professionnelle dans le sens où, les unes apprennent aux autres les métiers qu'elles maîtrisent parfaitement, et vice et versa. Quant à celles qui n'ont appris aucun métier, elles se laissent guider par les autres qui leur donnent une formation artistique.

Avant de mettre un terme à ce point, nous aimerions préciser que toutes les activités éducatives organisées en dehors des écoles et orientées vers les femmes handicapées dans le cadre de notre recherche ne se déroulent pas dans un espace vide. Plutôt, elles se réalisent dans des endroits et cadres précis organisés que nous dénommons « réseaux sociaux des femmes handicapées ».

2.2. Approches théoriques de conception et de substitution du handicap

Dans ce paragraphe, nous décrivons les différentes approches de conception du handicap et des théories explicatives relatives à notre recherche sur les réseaux des femmes handicapées. Mais avant d'y arriver, nous délimitons les contours sémantiques de ces deux concepts, à savoir : approche et théorie. Le premier traduit une manière soit d'envisager, soit d'aborder une question ou un problème de recherche. Tandis que le second est une connaissance fondée, un ensemble de lois servant de base à une science et rendant compte de certains faits sur lesquels on s'appuie pour des réalisations d'ordre pratique. Mais en quoi nous sont-elles utiles dans l'élaboration de notre étude ? En fait, elles constituent pour nous un soubassement sur lequel nous nous appuyons pour rédiger notre thèse et en discuter les résultats et les faits.

Comme l'écrivent (Boutillier et al. 2015 : 132), « la théorie éclaire les faits, lesquels deviennent plus intelligibles et susceptibles d'être expliqués ». Faisant référence au propos de ces derniers, toutes les théories que nous décrivons ci-dessous nous aident à expliquer et

interpréter nos résultats. Néanmoins, considérant le caractère interdisciplinaire de la présente étude nous porte à mettre à contribution plusieurs approches et théories susceptibles de rendre intelligibles nos résultats.

Ces théories s'inscrivent dans les deux schémas proposés par Hamonet dans le cadre de ce qu'il appelle « handicapologie », un néologisme désignant l'ensemble des connaissances sur le handicap, incluant les aspects corporels, fonctionnels (capacités) et situationnels. Ces schémas qui reflètent un cadre théorique quadridimensionnel (la personne et sa subjectivité, les modifications de son corps dues au handicap, les limitations et les situations de vie qu'elles rencontrent) sont représentés par les deux figures ci-dessous.

Figure 2. Schémas de la handicapologie de Hamonet

Schéma a. La handicapologie

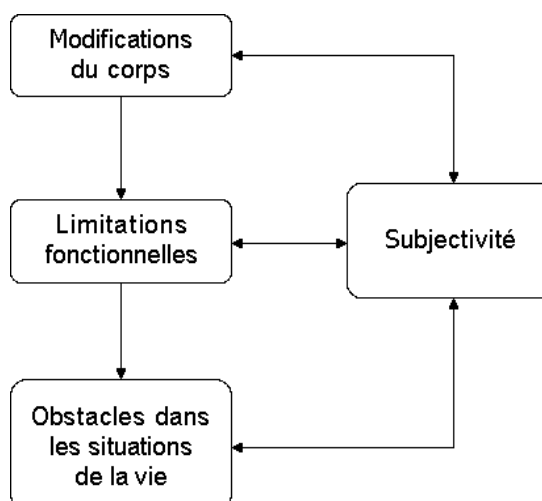
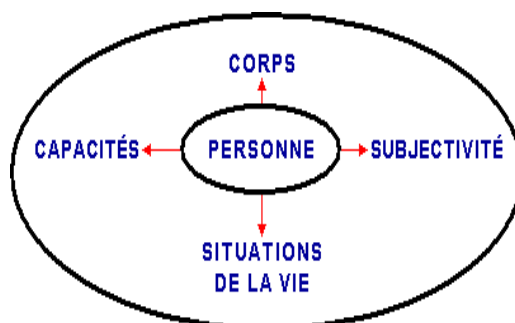


Schéma b. La handicapologie



Ces schémas décrivent la réalité fonctionnelle des personnes portant des malformations d'origine diverse lesquelles entraînent une perception négative et limitée de

leurs capacités. Elles sont confrontées aux réalités de leur environnement physique, social et culturel ayant trait au mariage et à la vie sexuelle, aux loisirs, à l'éducation (alphabétisation, formation professionnelle), aux liens de solidarité, à la mobilité, au travail, à l'église et aux activités lucratives. Partant de ce qui précède, les femmes handicapées développent plusieurs attitudes face à la perception d'un sentiment de culpabilité, à la prise de conscience du caractère définitif de leur propre état, à la sensation d'être différentes (infirmes, souillées, impures, déshonorées), à la perception de leur état fonctionnel et de leurs capacités, à la sensation d'être diminuées, faibles... Tous ces éléments subjectifs incluant leur histoire personnelle sur leur état de santé et leur statut social compromettent d'une manière ou d'une autre leur intégration sociale.

2.2.1. Approches explicatives

2.2.1.1. Approche de l'identité sociale de la personne handicapée

(Kanga Matondo 2011 : 103) affirme « qu'un individu acquiert une identité sociale à partir de la place qu'il occupe dans la société. C'est ce sentiment d'appartenance qui fonde l'identité. Tout individu va tendre vers la quête d'une image sociale positive. On a le souci d'avoir une image sociale favorable. On la tient du groupe auquel on appartient ».

Par ailleurs, pour mieux expliciter les réalités de l'identité sociale de la personne vivant avec handicap, nous évoquons les propos de (Murphy 1987), anthropologue américain frappé d'une maladie évolutive qui l'amène peu à peu à la tétraplégie, ce dernier observe avec peine les effets que sa présence suscite auprès de ses collègues.

« Pendant le semestre qui suivit mon retour à l'université, je participai à quelques déjeuners au club de la faculté et constatai que l'atmosphère était tendue. Les personnes que je connaissais évitaient de me regarder; celles avec lesquelles mes relations se bornaient en général à un simple bonjour ne me saluaient pas et, elles aussi, regardaient avec insistance dans une autre direction. D'autres passaient au large de mon fauteuil roulant, comme s'il avait été nimbé d'un halo qui risquait de les contaminer. Bref, l'ambiance n'était pas des plus agréables ».

Murphy poursuit en relatant qu'une forte ambivalence caractérise les relations que nouent les sociétés occidentales avec l'homme frappé d'un handicap. Ambivalence que ce dernier vit au quotidien, puisque le discours social lui affirme qu'il est un homme normal,

membre à part entière de la communauté, que sa dignité et sa valeur personnelle ne sont en rien entamées par son état physique ou ses dispositions sensorielles, mais en même temps, il est marginalisé, tenu plus ou moins hors du monde du travail, mis à l'écart de la vie collective du fait de ses difficultés.

"L'homme handicapé est un homme au statut intermédiaire, un homme de l'entre deux. Le malaise qu'il engendre tient également à ce manque de clarté qui entoure sa définition sociale. Il n'est ni malade, ni en bonne santé, ni mort, ni pleinement vivant, ni en dehors de la société, ni à l'intérieur.

Et pourtant l'humanité de la personne handicapée ne fait pas de doute. L'ambivalence de la société à son égard est donc une sorte de réplique à l'ambiguïté de sa situation et à son caractère insaisissable.

D'après (Le breton 1995) : "De tout temps, la représentation sociale du handicap confère à la personne atteinte d'un déficit, un statut particulier, où la relation à l'autre s'accompagne de regards mêlés de curiosité, de compassion, de gêne ou de méfiance". Ainsi, plus le handicap est visible et surprenant (un corps déformé, tétraplégique, un visage défiguré par exemple), plus il suscite socialement une attention indiscrete allant de l'horreur à l'étonnement et plus la mise à l'écart est nette dans les relations sociales.

La définition du "handicap" renvoie à une relation sociale, au fait que pour la collectivité, il existe sans équivoque des individus affligés de cet attribut. La personne handicapée entre ainsi dans une classification qui lui confère un statut particulier. Les sociétés fondées sur le travail, l'efficacité, vouent un culte au corps performant, jeune, séduisant, tout puissant et font de la fragilité de la condition humaine un principe central de la modernité, n'accordant aux individus affectés d'un "handicap" qu'une place secondaire.

Toutes ces approches psychosociales conçues et développées dans les sociétés occidentales n'ont aucun caractère universel ; cependant, elles peuvent constituer pour un chercheur d'une culture différente (africaine en l'occurrence) de solides bases d'appui pour des investigations dans des domaines et des conditions de terrain à peu près similaires.

Les femmes handicapées conscientes de la position infériorisante, de l'image sociale négative qu'elles occupent au sein de la société congolaise, s'insèrent dans les réseaux sociaux qu'elles utilisent comme tremplin pour changer leur statut social. Pour y arriver,

elles se comparent à certaines catégories de personnes considérées comme modèles dans la société, ayant déjà une image positive. Elles identifient les éléments qui les différentient et s'organisent en imitant ce que font les autres et mettent sur pied des structures de socialisation susceptibles de leur doter une image sociale de plus grande valeur.

2.2.1.2. Approche de l'empowerment des femmes

Nous voulons rappeler d'emblée que le concept d'empowerment prend ses racines dans les années 60 et au sein des mouvements féministes du sud, notamment dans le travail communautaire développé par Paolo Freire au Brésil. En se référant à son œuvre « La pédagogie des opprimés », (Freire op.cit. : 47) fait appel à une discussion centrale sur comment « la transformation des consciences », fondement indispensable dans la compréhension de la libération des opprimés de l'époque, limite leur participation sociale, intellectuelle et politique.

Freire considère l'éducation comme « la pratique de la liberté » et a apporté des éléments théoriques et méthodologiques importants sur la manière dont les consciences peuvent se libérer et devenir ainsi des moteurs de changements. L'un des postulats de fond de l'approche de Paolo Freire est que l'être humain est capable de réflexion et d'action pour transformer sa situation afin de se libérer.

Cette capacité s'avère libératrice dans la mesure où l'action et la réflexion se nourrissent mutuellement pour amener l'individu à passer d'une conscience non réflexive au stade de la conscience critique. A ce titre, l'individu est amené à prendre des décisions en vue de sa propre libération envers ses oppresseurs.

Au passage, signalons que c'est au début des années 80, comme l'indique (Ramechfar Lydia 2008), que les mouvements féministes d'Amérique latine et les organisations de femmes vont revendiquer l'empowerment dans le domaine du développement en mettant l'accent sur le pouvoir que les femmes peuvent acquérir dans les différentes institutions privées ou publiques et sur le renforcement de la confiance en soi. L'empowerment sous-entend que le sujet se transforme en un agent actif et en un moteur de changement.

La littérature s'accorde également sur le fait que l'empowerment n'est pas un état statique, mais plutôt un processus de changement comme le confirment (Malhotra, Schuler and Boender 2002). C'est un processus de changement qui mène ceux qui n'ont pas ou peu

de pouvoir à en avoir et à développer l'habileté de faire des choix qui changeraient leur vie : « It's a process of change by which individuals or groups with little or no power gain the power and ability to make choices that affect their lives ».

Dans le même registre, (Nelson et al. 2001, p. 375) disent que « l'empowerment est un concept davantage basé sur l'individu comme une force qui permet aux femmes de s'aventurer au-delà des barrières traditionnelles, d'acquérir de nouvelles compétences, de décider et d'agir » ; l'empowerment comme étant une notion de participation active de l'individu dans les décisions et les processus nécessaires à la gestion de sa vie personnelle.

Au plan individuel, comme le fait montrer (Eisen 1994), l'empowerment, constitue une manière dont l'individu accroît ses habiletés favorisant l'estime de soi, la confiance en soi, l'initiative et le contrôle. (Gibson 1991) le qualifie de processus social de reconnaissance, de promotion et d'habilitation des personnes dans leur capacité à satisfaire leurs besoins, à régler leurs problèmes et à mobiliser les ressources nécessaires pour se sentir en contrôle de leur propre vie.

A voir de près, les auteurs cités ci-dessus ont donné, chacun, des significations intéressantes et correctes au mot « empowerment ». Mais dans notre étude, nous nous intéressons plus au contenu sémantique donné par (Nelson et al. op.cit.) dans le sens où, le regard porté sur les femmes handicapées qui sont au centre de notre recherche a beaucoup de préjugés et par conséquent, plusieurs barrières traditionnelles s'érigent en leur défaveur qui devrait normalement les maintenir dans un état de parasite et/ou de dépendance.

L'implication de l'empowerment dans cette recherche se manifeste quand ces femmes porteuses du handicap, se décident de transcender ces obstacles en s'insérant dans des structures de socialisation que nous appelons « réseaux sociaux » pour acquérir des compétences professionnelles en vue de leur valorisation et de leur autonomisation. A ce niveau, elles usent de leur pouvoir pour prendre de décision d'exercer certaines activités lucratives, de se soutenir mutuellement par le biais des liens de solidarité monétaire, non monétaire et matériels en dépit des réalités socio-culturelles qui sont toujours à leur défaveur. Ces dernières croient fermement à leurs initiatives et deviennent les premières responsables du changement de leurs conditions de vie.

2.2.1.3. Approche de capacité

Cette approche tient compte de la « capacité », c'est-à-dire de la liberté effective, réelle pour les individus de choisir différents modes de vie. (Nussbaum 2011), dans ses réflexions, il parle de la notion de dignité humaine, qui implique celle d'égalité de valeur, pour se livrer à une application transculturelle de l'approche fondée sur les capacités à la question d'égalité. Elle insiste sur le fait que, les êtres humains sont pleinement capables d'être et de faire, et propose une liste des capacités humaines fonctionnelles susceptibles d'orienter la réflexion politique. En définitive, il faudra faire une distinction entre la capacité et les lois : le droit théorique pour un individu de faire telle chose ne correspond pas toujours à la possibilité réelle pour lui de faire cette chose.

Comme on le voit, les femmes handicapées de la Ville de Kinshasa ont choisi un mode de vie, c'est celui de se regrouper autour des réseaux sociaux pour poursuivre certains objectifs en leur faveur. Concrètement, elles s'adonnent à l'apprentissage et à l'exercice de quelques métiers qui se conforment aux capacités qu'elles possèdent en tant que porteuses d'un handicap. Les fruits obtenus à travers la vente de biens qu'elles produisent renforcent leur dignité humaine et les mettent au même pied d'égalité que les autres personnes considérées « valides ». En somme, les limitations des capacités dues aux modifications pathologiques de leurs corps ne les empêchent pas d'acquérir les compétences nécessaires pour leur épanouissement.

2.2.1.4. Approche des moyens de subsistance

L'approche des moyens de subsistance, selon (Sergers 2005), est une façon d'améliorer les conditions des moyens de subsistance des populations pauvres. Elle s'intéresse aux influences réciproques des membres d'un réseau qui créent un moyen de subsistance pour eux-mêmes ainsi que pour leurs familles. Ces moyens connotent les activités, les droits et actifs par lesquels les individus gagnent leur vie. Une autre manière de comprendre les systèmes de subsistance est d'analyser l'adaptation et les stratégies adaptatives poursuivies par les gens et les communautés comme une réponse aux chocs externes et stress (guerre, misère, pauvreté,...).

Malgré leurs incapacités et les réalités socio-culturelles rencontrées, les femmes handicapées, au travers de leurs réseaux sociaux, apprennent divers métiers professionnels

qui les permettent d'exercer des activités lucratives. Les revenus gagnés sont susceptibles de subvenir aux besoins essentiels.

2.2.2. Théories explicatives

2.2.2.1. Théorie de l'acteur-réseau

La théorie de l'acteur-réseau, aussi connue sous l'abréviation ANT (Actor-Network Theory) ou sociologie de la traduction, se distingue des théories sociologiques classiques parce qu'elle prend en compte dans son analyse, au-delà des humains, les objets « non-humain » et les discours. Ces derniers sont également considérés comme des « acteurs » ou des « actants » (Latour 2007). Les théoriciens de cette théorie rejettent les approches qui séparent l'« humain » du « non-humains », et conséquemment, celles qui séparent politique et sciences (et technologies) ou plus largement nature et société.

Ce qui fait le social, c'est l'« association », la formation de « collectifs » et l'ensemble des relations et les médiations qui les font tenir ensemble. Il faut souligner que ces relations s'établissent par une opération de « traduction » ou des chaînes de traductions (transformations successives) par lesquelles les acteurs (individuels ou collectifs) se posent en porte-parole et traduisent la volonté de collectifs, tentant également d'enrôler de nouveaux acteurs.

Toute action impliquant l'ensemble du réseau a une incidence sur les composantes du réseau. Dès lors, l'action n'a pas de source précise, elle engage toujours une série d'entités et mobilise la force collective que celles-ci représentent. La stabilité relative d'un acteur-réseau peut à tout moment s'effondrer si certains actants sont retirés du réseau. Dans le contexte de notre recherche, si le premier responsable et quelques membres se retirent du réseau social des femmes handicapées, on pourrait certes observer une déstabilisation du réseau social.

Quand les clients viennent acheter les articles vendus par les femmes handicapées au sein de leurs réseaux, la prise en compte de cette hétérogénéité consiste à nous intéresser tant aux clients qu'aux vendeurs, à l'endroit où les produits à vendre sont exposés, à l'accueil réservé aux acheteurs, aux interrelations qui s'établissent entre vendeuses et acheteurs..., nous allons loin, en prenant en considération, par exemple, les vêtements portés par les

clients ainsi que par les vendeuses qui peuvent les influencer mutuellement. Nous établissons également les liens des activités hétérogènes des réseaux sociaux.

Nous voyons comment les femmes handicapées et les autres acteurs liés aux réseaux sociaux de ces femmes expliquent, traduisent leurs positions. Cela étant, nous accordons une importance égale aux sujets (humains : femmes handicapées, clients, membres de familles...) et aux objets (non-humains : les locaux, les instruments d'apprentissage, le marché...), nous analysons leurs intérêts, leurs enjeux ainsi que leur degré de convergence.

Chaque fois que nous sommes en face de différents acteurs de réseaux sociaux, notamment les femmes handicapées, nous observons directement un corps physique, mais au-delà de celui-ci, il existe en elles d'autres corps (psychique, social...) et d'autres aspects qui sont cachés à la vue des autres acteurs en présence qui constituent un tout avec le corps physique que nous sommes censé saisir.

Nous estimons que dans leur for intérieur, ces femmes se sentent valorisées par le fait que des personnes valides viennent acheter des produits fabriqués par elles, discutent, marchandent sur le prix, avant de conclure sur l'échange du produit contre l'argent et vice-versa.

2.2.2.2. Théories socio-cognitives ou socio-constructivistes

Les théories de l'apprentissage s'intéressent aux processus par lesquels les gens apprennent. Comment apprennent-ils les choses ? De quelle façon, de quelle manière ils apprennent ? En d'autres termes, comment la connaissance est-elle constituée au niveau du sujet ? Comment l'information est prélevée, transmise, mémorisée, emmagasinée, utilisée dans les interactions ou rendue dans des situations précises ? La question de la façon dont l'individu apprend interroge également sur les raisons pour lesquelles il le fait : le sens de l'apprentissage.

Pourquoi apprendre et quoi apprendre ? La réponse à ces questions fait appel aux facteurs personnels, mais aussi aux facteurs sociaux de l'apprentissage. En effet, chaque société détermine ce qu'il faut apprendre, ce qui est utile de connaître, ce qu'il est possible d'apprendre, etc. pour chaque niveau d'âge, chaque sexe, chaque groupe.

Il existe, en psychologie, une panoplie de théories sociocognitives de l'apprentissage. Notre étude s'est intéressée à la théorie socioculturelle de Vigotsky et à la théorie de

l'apprentissage de Bandura. La théorie socioculturelle de Vigotsky (1896-1934) est une approche sociocognitive de l'apprentissage qui accorde une importance à l'interaction sociale, à la relation d'aide dans l'apprentissage. Dans le même sens, Vygotsky cité par M.F LEGENDRE (2005, p. 354) considère l'apprenant d'abord et avant tout comme un être social. Son développement cognitif peut être accéléré grâce à la médiation, c'est-à-dire l'ensemble des interventions éducatives qui le guident dans son processus de développement et grâce auxquelles, des apprentissages non directement accessibles le deviennent grâce à l'aide efficace d'un adulte ou d'un pair exerçant le rôle d'expert. Cette théorie montre l'importance de la médiation sociale dans l'apprentissage des individus.

Bandura (1980), comme Vigotsky, montre l'importance des sources d'interactions et comment elles influencent les apprentissages et le développement individuel. « Les individus apprennent beaucoup de choses des personnes de leur entourage, avec ou sans renforcements, grâce à des mécanismes de l'apprentissage, autres que les conditionnements classiques ou opérants. La principale forme de l'apprentissage sociale est l'apprentissage par observation » (Westen 2000 :288).

Dans la théorie d'apprentissage social de Bandura (1980), trois notions sont capitales pour apprendre, il s'agit de :

- a) **L'apprentissage imitatif ou vicariant** : l'imitation est essentielle dans l'apprentissage. Les individus apprennent par imitation des autres, en les observant poser des actes, prendre des décisions, adopter des attitudes ou alors en les observant subir les conséquences sociales de leurs attitudes et comportements.
- b) **La facilitation sociale** : la présence d'autrui influence le rendement individuel. Qu'il s'agisse d'une présence active ou passive, la présence d'autres individus dans le champ de l'apprentissage améliore les apprentissages des sujets.
- c) **L'anticipation cognitive** : l'anticipation cognitive découle de la loi de la signification de l'apprentissage, c'est-à-dire quand un individu exécute une tâche ou réalise une activité donnée, il faut que l'information issue de l'activité puisse être mise en relation avec l'information existante ; en d'autres termes, il faut qu'elle ait une signification. L'individu qui apprend tire des conclusions (explicites ou implicites) pour la réalisation de tâches ou d'activités ultérieures similaires. On parle d'habiletés d'approche de la tâche. A la fin de la résolution d'une situation, l'individu tire des standards de résolution, de pensée, de

conduites qui sont enregistrées en mémoire, et qui sont simplement réactivées dans le traitement de situations similaires (transfert ou généralisation de l'apprentissage). C'est ce qui explique qu'il est plus facile ou plus rapide de refaire un apprentissage similaire à un premier apprentissage que d'apprendre pour la première fois.

En définitive, retenons que dans les approches sociocognitives, la connaissance se construit. Elle se construit dans l'interaction entre l'individu, l'autrui et l'environnement. L'importance ici est accordée à la médiation par autrui et au rôle de la culture. Dans notre étude, ces approches ont un apport considérable parce que les femmes handicapées des réseaux pour être socialisées doivent acquérir certaines aptitudes professionnelles. Ces apprentissages sont possibles grâce aux diverses influences exercées sur ces dernières, c'est-à-dire sur les handicapées qui apprennent par leur entourage constitué des femmes handicapées et des autres acteurs des réseaux sociaux qui connaissent déjà quelques métiers.

Les femmes handicapées observent et reproduisent ce que les autres font. Cela se fait par essai et erreur sous la supervision des formateurs. A notre avis, cette façon de procéder facilite l'acquisition et la mise en pratique des compétences professionnelles. Par ailleurs, cette femme ayant des capacités limitées à cause de son handicap et de son âge a la possibilité d'échanger sans restriction avec ses congénères en proposant, par exemple, certaines procédures méthodologiques, quelques apprentissages à acquérir qui sont en corrélation avec ses prés acquis (informations existantes). Cette collaboration influence énormément et positivement la maîtrise des connaissances apprises et la réalisation des tâches futures.

2.2.2.3. Théorie du capital humain

Le concept de « capital humain » est fréquemment utilisé en économie depuis une trentaine d'années au moins (Schultz, 1971 ; Becker, 1993) ; certains le font remonter aux travaux d'Adam Smith au XVIIIe siècle. Dans leurs écrits, ils reconnaissent la valeur de ce concept capital humain et rejettent les critiques qui considèrent que cette terminologie dévalorise la dignité humaine en assimilant les individus à des ensembles de connaissances et de compétences peu différentes des composantes d'une machine. Au contraire, le concept insiste fortement sur l'importance du facteur humain dans les économies fondées

sur les connaissances et les compétences : « les connaissances, qualifications, compétences et autres qualités possédées par un individu et intéressant l'activité économique ».

En éducation, comme l'affirme (Musa op.cit. : 57), « l'intérêt porté à la fonction productive de l'éducation tire ses racines des travaux sur la théorie du capital humain, laquelle considère l'éducation comme un investissement susceptible de produire un rendement privé ou social, monétaire ou non-monétaire ». Le même auteur estime que cette notion appliquée à l'éducation n'est pas limitée aux seules compétences et connaissances acquises dans les établissements d'enseignement, mais doit également couvrir ce que l'on apprend en dehors des structures de formation institutionnalisée, sur le lieu de travail ou dans les associations. C'est dire qu'il s'agit d'une notion large qui ne doit pas être réductible aux seuls acquis formels, mais s'applique aussi aux savoirs et savoir-faire acquis dans le secteur d'éducation non formelle.

Pour sa part, (Hamel op.cit. : 19) définit le capital humain comme « un ensemble des ressources et des pouvoirs dont sont dotés les individus, ou qu'ils acquièrent, qui sont d'ordre économique, culturel, scolaire, politique, linguistique, etc. ». Quant à nous, en termes simples, nous définissons le capital humain comme l'ensemble des connaissances, des qualifications, des compétences et autres qualités dont dispose un individu pour exercer un emploi et réaliser des revenus économiques.

Fort de toutes ces considérations, l'apport de la théorie de capital humain dans cette étude est de démontrer l'impact positif des connaissances théoriques et compétences professionnelles accumulées par ces femmes handicapées en comparant les qualités de leur niveau de revenu et de leur statut socio-économique avant leur adhésion dans les réseaux sociaux et après leur socialisation au sein de ces derniers. Au-delà du rendement pécuniaire, cette théorie explique également l'importance de la formation reçue sur le savoir-être et le bien-être en général de ces handicapées dans plusieurs domaines de la vie à savoir : mariage et sexualité ; solidarité non-monétaire, monétaire et matérielle ; éthique et moral.

2.3. Etat des lieux

Dans cette rubrique, nous présentons les résultats de quelques travaux scientifiques antérieurs et des instruments nationaux et internationaux se rapportant aux personnes vivant avec handicap.

2.3.1. Etat des lieux des études sur les personnes vivant avec handicap

Le domaine de handicap en République Démocratique du Congo n'est pas encore assez exploité par des chercheurs. C'est ce qui explique la carence de publications scientifiques sur le handicap au niveau national. Il faut avouer que, certains chercheurs congolais, depuis un temps relativement court, s'intéressent aux recherches sur les personnes vivant avec handicap mais ces derniers sont à compter au bout du doigt. Pour ainsi dire, beaucoup d'efforts restent encore à déployer.

Néanmoins, nous rapportons ci-après, les résultats de quelques travaux réalisés en République Démocratique du Congo et ceux qui ont été effectués ailleurs.

2.3.1.1. Etudes sur les personnes vivant avec handicap en RD. Congo

Les études existantes portent plus sur la protection des enfants vivant avec handicap ou sur l'inclusion scolaire de ceux-ci. Ci-dessous, les résultats de l'étude menée par (Mayele Deborah 2015) sur la protection des personnes vivant avec handicap, cas des femmes handicapées. L'auteure fait un constat selon lequel le code de la famille fait l'objet d'une réforme en cours visant notamment à supprimer les inégalités entre l'homme et la femme dans les rapports matrimoniaux. De ce fait, le projet de loi portant réforme du code de la famille supprime l'alinéa 2 de l'article 215 du code de famille et reformule comme suit l'article 448 : « Les époux doivent s'accorder pour tous les actes juridiques dans lesquels ils s'obligent à une prestation qu'ils doivent effectuer ».

A cet effet, étant donné que la réforme du code de la famille n'a pas encore abouti, il ressort qu'en l'état actuel du droit congolais, la femme mariée se trouve dans une situation très embarrassante pour son épanouissement suite à une certaine réalité sociojuridique qui l'entoure. En ce sens que, déjà en tant que femme mariée, elle est victime d'une certaine incapacité du fait de la loi, et à cela s'ajoute un quelconque handicap. Elle a évoqué par la suite la notion de « *la double limitation de la capacité* » qui s'explique par la limitation de sa capacité en tant que femme mariée et en tant que personne vivant avec handicap.

Il se dégage de sa recherche que les femmes handicapées mariées en RDC sont victimes de discrimination, y compris des violences physiques, psychologiques, sociales, économiques,... de la part de leurs maris, leurs belles-familles, la société. Leur condition est déplorable. La lecture des textes légaux en général et la constitution en particulier de la République Démocratique du Congo révèlent un déficit d'un cadre législatif solide assurant la promotion et la protection de la personne vivant avec handicap en général et de la femme mariée en particulier. Nous avons observé une insuffisance des mesures et des actions concrètes pour leur participation dans les espaces de prises des décisions sociopolitiques, dans la vie communautaire et dans le monde de l'emploi. Il manque une mise en œuvre effective des instruments juridiques.

Enfin, elle a suggéré au gouvernement congolais de prendre des mesures efficaces pour supprimer la stigmatisation des femmes vivant avec handicap par la société dans la mesure du possible en favorisant leur épanouissement. Il devra faciliter la réadaptation et la réinsertion de ces femmes et améliorer leur condition de vie dans la société et dans leur ménage, adopter le projet de loi relatif à la promotion et à la protection des droits des personnes handicapées et les différents projets de réforme concernant la révision du code de la famille.

2.3.1.2. Etudes menées à l'étranger

Parmi les études menées à l'étranger nous citons celle réalisée par (Mbele Jean-Pierre 2008) sur *La représentation des situations de handicaps au Congo-Brazzaville : une approche psychologique et socio-culturelle* dans laquelle il affirme que les concepts de « représentation » et de « handicap » sont à la fois complexes et difficiles à circonscrire ; car ils sont polysémiques et étudiés par plusieurs champs disciplinaires tels que la philosophie, le droit, la biologie, l'économie, la sociologie, l'anthropologie et la psychologie.

Evoquer le problème du handicap et de sa représentation sociale, c'est poser d'emblée la question du regard porté sur la déficience et surtout sur la personne porteuse de cette déficience. Le concept de « représentation » en rapport avec les handicaps est abordé ici, suivant deux approches : psycho-cognitive et psychosociale.

Sa recherche porte donc sur les représentations du handicap, élaborées par différents entourages des Apersonnes handicapées (parents, amis et professionnels) et par des personnes non directement concernées par le handicap, ni impliquées dans des interactions

directes avec les personnes handicapées. Cette distinction binaire ne fait pas oublier la place centrale qu'occupe la personne handicapée elle-même dans le processus d'analyse.

Il s'agit de mettre à jour la place spécifique qu'offre de fait la société congolaise à la personne handicapée, en référence au handicap physique, à la déficience sensorielle ou mentale, tout en prenant en compte la situation de son insertion professionnelle et les considérations socioculturelles traditionnelles qui ont toujours caractérisé cette société. Les données de cette étude ont été récoltées au Congo-Brazzaville, suite aux observations et enquêtes, par questionnaires et par entretiens, menées à Brazzaville.

Trois hypothèses de travail sont formulées : la première postule une différence des modes de représentations des handicapés entre les acteurs en contact permanent avec les personnes handicapées et les acteurs sans interactions directes avec les mêmes personnes. La deuxième suppose qu'il existe une forte influence des variables « profession » et « niveau d'études » sur les modalités des représentations des handicapés. La troisième préconise l'idée d'une modification de la perception sociale du phénomène de handicap, sous l'influence des changements économiques, sociaux, politiques et culturels.

L'analyse des données par la technique d'analyse de variance infirme la première et la troisième hypothèse. Par contre, la même technique d'analyse conforte la deuxième hypothèse, confirmant ainsi l'influence très significative des variables « profession » et « niveau d'études » au détriment des critères « âge » et « sexe » moins influents. La question de l'identité de la personne handicapée reste centrale, si l'on considère que le vécu des personnes handicapées est déterminé par les représentations du handicap au sein de la société.

Au Congo, il n'y a pas une représentation du handicap, il existe des représentations qui varient en fonction des types de handicaps, de l'expérience des acteurs sociaux, des relations ou non avec les personnes en situations de handicap. Le handicap physique ou moteur occupe une position centrale par rapport aux autres types de handicaps. Le handicap physique est donc l'élément le plus symbolique et le plus handicapant de la condition handicapée. Cette centralité du handicap physique s'explique par le taux élevé des handicapés moteurs à Brazzaville, où les deux tiers des handicapés le sont au niveau des membres inférieurs.

La réalité des relations avec les personnes handicapées ne constitue pas le référent unique dans les élaborations subjectives des représentations des personnes concernées par le handicap ; celles-ci étant soumises à d'autres facteurs d'ordre personnel, social et culturel. Enfin, on note une survalorisation des attitudes et des capacités des personnes handicapées par elles-mêmes qui s'expliqueraient par un fort sentiment d'estime de soi, ou par une bonne connaissance de leurs propres capacités, marquée par un mécanisme de défense pour s'auto-affirmer.

En conclusion, un ensemble de propositions en vue d'aider et d'améliorer l'accompagnement des personnes handicapées est présentée avec détails sur les plans de : l'information, la formation, la législation, la santé, l'emploi, l'économie, la culture, le sport et les loisirs.

La deuxième étude a été menée par (Plos Ornella 2011) sur l'innovation des technologies pour l'autonomie dans le domaine du handicap dans un contexte de marché de niche. L'auteure défend l'idée d'une adaptation des produits basée sur les besoins directs des personnes en situation de handicap. En effet, elle affirme que l'analyse du marché des technologies pour l'autonomie montre qu'il existe un réel champ d'action pour une démarche d'innovation centrée sur les besoins des PSH afin de pallier les manques existants. Pouvoir définir les caractéristiques et les besoins de ces utilisateurs cibles, nécessite alors de comprendre et de caractériser ce qui crée une situation de handicap.

Enfin, certains besoins spécifiques des PSH ont déjà donné lieu à des inventions et des progrès technologiques dont la majorité de la population dispose aujourd'hui (e.g. la télécommande, les robinets mitigeurs, la reconnaissance vocale, etc.). Elle a donc essayé de montrer au travers d'expérimentations menées en partenariat avec l'Association Française contre les Myopathies que la connaissance des besoins de ces utilisateurs cibles peut donc être considérée comme une source potentielle d'innovation pour tous.

Sa méthodologie d'innovation a reposé sur une démarche de conception de produits adaptée à la mise en place d'une stratégie de niche marketing grâce à l'intégration des utilisateurs (donc des clients de niche) aux activités de conception mais également à l'utilisation de méthodes et d'outils permettant l'extension de l'acceptabilité fonctionnelle et sociale d'un produit. L'application au domaine du handicap a permis à la chercheuse d'apporter des connaissances sur cette clientèle cible, d'adapter les méthodes et outils de

conception existants à leurs spécificités et de développer une méthodologie d'expression des besoins.

Enfin, elle a émis le vœu que ses apports méthodologiques soient réutilisés pour d'autres marchés de niche à partir de la définition des besoins des utilisateurs cibles grâce au modèle systémique du fonctionnement humain basé sur les facteurs personnels, les facteurs environnementaux et les habitudes de vie.

2.4. Bref aperçu des instruments légaux sur la protection des personnes vivant avec handicap

Plusieurs textes légaux sous forme des conventions, des lois et des déclarations ont été élaborés en faveur des personnes vivant avec handicap. Nous reprenons dans les lignes qui suivent quelques uns d'entre eux selon leur portée internationale, sous-régionale et nationale.

2.4.1. Convention relative aux droits des personnes handicapées et Protocole facultatif

Article 5 : Egalité et non-discrimination.

1. Les Etats Parties reconnaissent que toutes les personnes sont égales devant la loi et en vertu de celle-ci ont droit sans discrimination à l'égale protection et à l'égal bénéfice de la loi.
2. Les Etats Parties interdisent toutes les discriminations fondées sur le handicap et garantissent aux personnes handicapées une égale et effective protection juridique contre toute discrimination, quel qu'en soit le fondement.
3. Afin de promouvoir l'égalité et d'éliminer la discrimination, les Etats Parties prennent toutes les mesures appropriées pour faire en sorte que des aménagements raisonnables soient apportés.
4. Les mesures spécifiques qui sont nécessaires pour accélérer ou assurer l'égalité de facto des personnes handicapées ne constituent pas une discrimination au sens de la présente convention.

Article 6 Femmes handicapées

1. Les États Parties reconnaissent que les femmes et les filles handicapées sont exposées à de multiples discriminations, et ils prennent les mesures voulues pour leur permettre de

jouer pleinement et dans des conditions d'égalité de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales.

2. Les États Parties prennent toutes mesures appropriées pour assurer le plein épanouissement, la promotion et l'autonomisation des femmes, afin de leur garantir l'exercice et la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales énoncés dans la présente Convention.

Article 9 : Accessibilité.

1. Afin de permettre aux personnes handicapées de vivre de façon indépendante et de participer pleinement à tous les aspects de la vie, les États Parties prennent des mesures appropriées pour leur assurer, sur la base de l'égalité avec les autres, l'accès à l'environnement physique, aux transports, à l'information et à la communication, y compris aux systèmes et technologies de l'information et de la communication, et aux autres équipements et services ouverts ou fournis au public, tant dans les zones urbaines que rurales. Ces mesures, parmi lesquelles figurent l'identification et l'élimination des obstacles et barrières à l'accessibilité, s'appliquent, entre autres : Aux bâtiments, à la voirie, aux transports et autres équipements intérieurs ou extérieurs, y compris les écoles, les logements, les installations médicales et les lieux de travail.

Article 20 : Mobilité personnelle.

Les États Parties prennent des mesures efficaces pour assurer la mobilité personnelle des personnes handicapées, dans la plus grande autonomie possible, y compris en :

- a) Facilitant la mobilité personnelle des personnes handicapées selon les modalités et au moment que celles-ci choisissent, et à un coût abordable ;
- b) Facilitant l'accès des personnes handicapées à des aides à la mobilité, appareils et accessoires, technologies d'assistance, formes d'aide humaine ou animale et médiateurs de qualité, notamment en faisant en sorte que leur coût soit abordable ;
- c) Dispensant aux personnes handicapées et aux personnels spécialisés qui travaillent avec elles une formation aux techniques de mobilité ;
- d) Encourageant les organismes qui produisent des aides à la mobilité, des appareils et accessoires et des technologies d'assistance à prendre en compte tous les aspects de la mobilité des personnes handicapées.

Article 24 : Education.

1. Les Etats Parties reconnaissent le droit des personnes handicapées à l'éducation. En vue d'assurer l'exercice de ce droit sans discrimination et sur base de l'égalité des chances, les Etats Parties font en sorte que le système éducatif pourvoie à l'insertion scolaire à tous les niveaux et offre, tout au long de la vie, des possibilités d'éducation qui visent :
 - a) Le plein épanouissement du potentiel humain et du sentiment de dignité et d'estime de soi, ainsi que le renforcement du respect des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de la diversité humaine ;
 - b) L'épanouissement de la personnalité des personnes handicapées, de leurs talents et de leur créativité ainsi que de leurs aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de leurs potentialités ;
 - c) La participation effective des personnes handicapées à une société libre.
2. Aux fins de l'exercice de ce droit, les Etats Parties veillent à ce que :
 - a) Les personnes handicapées ne soient pas exclues, sur le fondement de leur handicap, du système d'enseignement général et à ce que les enfants handicapés ne soient pas exclus, sur le fondement de leur handicap, de l'enseignement primaire gratuit et obligatoire ou de l'enseignement secondaire ;
 - b) Les personnes handicapées puissent, sur la base de l'égalité avec les autres, avoir accès, dans les communautés où elles vivent, à un enseignement primaire inclusif, de qualité et gratuit, et à l'enseignement secondaire ;
 - c) Il soit procédé à des aménagements raisonnables en fonction des besoins de chacun ;
 - d) Les personnes handicapées bénéficient, au sein du système d'enseignement général, de l'accompagnement nécessaire pour faciliter leur éducation effective ;
 - e) Des mesures d'accompagnement individualisé efficaces soient prises dans des environnements qui optimisent le progrès scolaire et la socialisation, conformément à l'objectif de pleine intégration.
3. Les Etats Parties donnent aux personnes handicapées **la possibilité d'acquérir les compétences pratiques et sociales nécessaires** de façon à faciliter leur pleine et égale

participation au système d'enseignement et à la vie de la communauté. A cette fin, les Etats Parties prennent des mesures appropriées, et notamment ;

5. Les Etats Parties veillent à ce que les personnes handicapées puissent avoir accès, sans discrimination et sur la base de l'égalité avec les autres, à l'enseignement tertiaire général, à la formation professionnelle, à l'enseignement pour adultes et à la formation continue. A cette fin, ils veillent à ce que des aménagements raisonnables soient apportés en faveur des personnes handicapées.

Article 27 : Travail et emploi.

1. Les États Parties reconnaissent aux personnes handicapées, sur la base de l'égalité avec les autres, le droit au travail, notamment à la possibilité de gagner leur vie en accomplissant un travail librement choisi ou accepté sur un marché du travail et dans un milieu de travail ouverts, favorisant l'inclusion et accessibles aux personnes handicapées. Ils garantissent et favorisent l'exercice du droit au travail, y compris pour ceux qui ont acquis un handicap en cours d'emploi, en prenant des mesures appropriées, y compris des mesures législatives, pour notamment :
 - a) Permettre aux personnes handicapées d'avoir effectivement accès aux programmes d'orientation technique et professionnelle, aux services de placement et aux services de formation professionnelle et continue offerts à la population en général ;
 - b) Promouvoir les possibilités d'exercice d'une activité indépendante, l'esprit d'entreprise, l'organisation de coopératives et la création d'entreprise ;
 - c) Favoriser l'acquisition par les personnes handicapées d'une expérience professionnelle sur le marché du travail général.

2.4.2. Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples

Il est à noter que cette Charte a été ratifiée par la République démocratique du Congo le 20 juillet 1987 par l'Ordonnance-loi n° 87-027 du 20 juillet 1987. Elle a été publiée dans le Journal Officiel dans un numéro spécial de septembre 1987.

Article 18:

1. La famille est l'élément naturel et la base de la société. Elle doit être protégée par l'Etat qui doit veiller à sa santé physique et morale.

2. L'Etat a l'obligation d'assister la famille dans sa mission de gardienne de la morale et des valeurs traditionnelles reconnues par la Communauté.
3. L'Etat a le devoir de veiller à l'élimination de toute discrimination contre la femme et d'assurer la protection des droits de la femme et de l'enfant tels que stipulés dans les déclarations et conventions internationales.
4. Les personnes âgées ou handicapées ont également droit à des mesures spécifiques de protection en rapport avec leurs besoins physiques ou moraux.

2.4.3. Les Instruments au niveau sous – régional

2.4.3.1. Aires constituant le niveau sous – régional

Le niveau sous – régional correspond ici à des aires économiques regroupant quelques Etats.

La RD. Congo est membre de quelques Communautés Economiques Régionales, CER en sigle :

- La CEEAC : Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale.
- La CEPGL : Communauté Economique des Pays des Grands Lacs.
- La SADC : Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC = Southern African Development Community).

1. Les cas de la SADC pour la RD. Congo

Pour ne prendre que le cas de la SADC, il existe une Charte des Droits sociaux fondamentaux dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe. Elle a été signée par les Etats membres (14 au total) à Dar-es-Salaam le 26 août 2003. L'article 9 de cette Charte est consacré aux personnes atteintes d'infirmités. Il dispose que :

Alinéa 1

Les Etats membres créeront un environnement propice afin que toutes les personnes atteintes d'infirmités, quelles qu'en soient l'origine et la nature, aient le droit de bénéficier de mesures concrètes supplémentaires visant à favoriser leur insertion sociale et professionnelle.

Alinéa 2

Selon les capacités de leurs bénéficiaires, ces mesures porteront principalement sur la formation professionnelle, l'accessibilité et la mobilité, les moyens de transport, le logement et l'organisation appropriée du travail et du lieu de travail de sorte à couvrir leurs besoins.

2. La Constitution de la République Démocratique du Congo telle modifiée par la Loi n°6 11/002 du 20 janvier 2011.

Article 49 :

La personne du troisième âge et la personne avec handicap ont droit à des mesures spécifiques de protection en rapport avec leurs besoins physiques, intellectuels et moraux.

L'Etat a le devoir de promouvoir la présence de la personne avec handicap au sein des institutions nationales, provinciales et locales.

Une loi organique fixe les modalités d'application de ce droit.

Nous appuyant sur l'approche anthropologique du handicap telle que décrite par (Ingstad et Whyte 1995) qui veut qu'on puisse relever les différences existantes entre l'expérience vécue et les discours.

A ce propos, toutes les dispositions légales consignées dans les instruments internationaux, nationaux et sous-régionaux élaborés en faveur des personnes vivant avec handicap tels que décrits ci-dessus ne sont toujours pas mis en application dans les réseaux sociaux des femmes handicapées. Cette même réalité s'observe également au niveau de grandes structures telles que la Fédération Nationale des Associations des Personnes Vivant avec Handicap au Congo (FENAPHACO) et la Fédération congolaise des personnes handicapées (FECOPEHA).

A titre illustratif, l'article 49 de la Constitution de la RD Congo stipule que les personnes handicapées ont droit à des mesures spécifiques de protection en rapport avec leurs besoins physiques ou moraux. Si nous devons considérer cette loi comme un discours, d'emblée, nous affirmons qu'il est resté lettre morte parce que les femmes de ces réseaux sociaux ne bénéficient d'aucune mesure particulière de la part du gouvernement pour leur bien-être. C'est la raison pour laquelle elles se regroupent au sein de ces structures pour se faire socialiser à travers divers apprentissages. Leur mobilité, leur travail ainsi que leur éducation continuent à poser problème en dépit de cette panoplie des lois.

Chapitre 3. Représentations du handicap et attitudes envers les personnes vivant avec handicap en RDC

Au chapitre précédent, nous avons circonscrit les concepts de base de ce travail, notamment : handicap, réseau social, socialisation, intégration sociale et éducation non formelle. Nous avons aussi défini sommairement les approches et théories de référence par rapport à la thématique traitée.

Dans le présent chapitre, il est question de présenter succinctement les représentations et les attitudes des sujets valides envers les personnes vivant avec handicap, en particulier les femmes, pour ressortir les faits majeurs qui, en Afrique et en RDC, les caractérisent. Pour ce, nous commençons par présenter la situation des PVH en Afrique, avant d'aborder la réalité congolaise sur la question.

3.1. La situation des PVH en Afrique

La situation socio-économique des personnes vivant avec handicap en Afrique reste préoccupante, voire désastreuse ; elle est marquée par l'absence de politique promotionnelle et des objectifs clairs assortis de programmes d'actions efficaces pouvant permettre aux hommes et aux femmes vivant avec handicap de bénéficier de la réinsertion socio-économique en vue de leur autonomisation.

Aujourd'hui, les conséquences des différentes guerres en Afrique ont fait de nouvelles victimes qui ont augmenté le taux des personnes handicapées qui était déjà élevé. Ainsi qu'on peut le dire, comme d'ailleurs le souligne le Rapport de la (FENAPHACO 2014), les personnes vivant avec handicap font partie des populations non négligeables dans des communautés africaines et surtout en Afrique subsaharienne : de 10 à 20% de ces populations souffrant des infirmités définitives ainsi que des troubles chroniques invalidants sont toujours rejetées, marginalisées, négligées, voire exterminées dans certaines communautés africaines comme c'est le cas pour les albinos.

La situation de la personne handicapée en Afrique n'échappe pas par ailleurs à celle des autres personnes qui y habitent : les maux et les problèmes dont souffre le continent africain sont pléthoriques et constituent un secret de polichinelle ; ils renforcent la précarité chez les personnes vivant avec handicap.

Malgré le manque de statistiques fiables, on sait également que le nombre de personnes handicapées est en constante augmentation en Afrique. Du fait des difficultés économiques, des guerres incessantes comme nous l'avons déjà indiqué et de la disparition progressive (surtout en milieu urbain) de la "solidarité africaine" qui cède la place au fur et à mesure à l'individualisme et à l'esprit partisan, les personnes handicapées sont de plus en plus exclues et marginalisées au sein des sociétés africaines.

Selon (Kwenda 2010), la plupart des obstacles auxquels font face les personnes handicapées en Afrique concernent l'accès aux infrastructures publiques, à l'éducation et à l'information. Il le démontre à travers le récit de Masimba Kuchera, aveugle de naissance mais, à force de détermination et d'efforts, a pu poursuivre ses études jusqu'à l'université et devenir un spécialiste de l'information. Il travaille désormais pour le Students' Solidarity Trust, une organisation non gouvernementale qui a pour objet de protéger les droits des étudiants handicapés au Zimbabwe. « Il est très difficile d'accéder aux transports publics, aux édifices publics et aux réunions publiques. Les infrastructures n'étant pas conçues pour la commodité d'utilisation. Je ne peux pas, dit-il, utiliser un ascenseur tout seul et il n'existe pas de guides en braille. C'est encore pire pour les utilisateurs de fauteuils roulants, car les rampes n'existent pas dans cette région du monde ».

Comme on le constate, les personnes handicapées semblent également faire face à une société indifférente à leur sort. Le sentiment général est que leur place est dans la rue ou devant une église pour mendier. La situation est pire dans certaines régions rurales d'Afrique où les enfants handicapés sont généralement confinés à la maison, en raison d'anciennes croyances traditionnelles qui les considèrent comme une malédiction divine, voire comme des bois morts encombrants, sans aucun rôle à jouer.

Pour parer à cette situation, l'organisation continentale, entendez l'Union africaine (UA), a mis au point un Plan d'action en faveur des personnes handicapées, lequel reconnaît, entre autres, la nécessité d'intégrer les personnes handicapées dans la société, les autonomiser et les faire participer à la formulation et à l'application des politiques de développement économique et social. Ledit plan demande aux États membres d'allouer des crédits suffisants aux ministères et aux administrations qui s'occupent des personnes handicapées, de mettre sur pied des comités nationaux afin de coordonner l'action sur ces questions et d'inclure les personnes handicapées dans leurs programmes nationaux.

Malgré la prise d'une telle option, certains gouvernements ne cessent d'évoquer les contraintes budgétaires comme obstacles à la promotion des droits des personnes handicapées. Néanmoins, certains succès et certaines améliorations, si minimes soient-elles, ont été obtenues au Burkina Faso, au *Sénégal* et au Togo. L'absence de la volonté politique dans la plupart des autres pays africains, en dépit de l'existence d'une convention internationale, en faveur d'une Journée internationale des personnes handicapées le 3 décembre de chaque année fait que ces derniers soient victimes de la discrimination et ne reçoivent qu'un faible soutien.

Dans le même ordre d'idées, (Mbele 2008) donne les principales causes de l'augmentation constante des personnes handicapées en Afrique :

- ☞ l'absence ou l'insuffisance de services sociaux, sanitaires, éducatifs ou de formation professionnelle, ou d'institutions spécialement consacrés au traitement des problèmes spécifiques des personnes handicapées ;
- ☞ la mauvaise utilisation de médicaments et d'autres produits thérapeutiques, tout comme l'usage illicite de la drogue et des stimulants entraînant la paralysie ;
- ☞ les programmes inadaptés et insuffisants en soins de santé primaires dus au manque de ressources, à l'enclavement de certaines régions ou contrées, et à des barrières physiques et sociales qui sont autant de blocages qui empêchent de nombreuses personnes de bénéficier du peu des services disponibles ;
- ☞ les accidents de la circulation, les catastrophes naturelles (tremblements de terre, sécheresse) et la pollution de l'environnement physique ;
- ☞ les incessantes guerres civiles entraînant toutes les formes de violences et de destructions, la pauvreté, la faim, les épidémies, les déplacements massifs des populations, la promiscuité et les conditions de vie malsaines ;
- ☞ le taux élevé des analphabètes souvent mal informés des services disponibles en matière sociale, sanitaire et scolaire, avec pour conséquence une connaissance approximative des causes handicapantes, de leur prévention et de leur traitement, voire des préjugés sur ces handicaps et des maladies que l'on peut prévenir dans bien des cas ;
- ☞ Enfin, sur un plan technique, le fait de confier ou de transférer aux services hautement spécialisés des ressources et des décisions qui ne tiennent pas souvent

compte des besoins et des réalités sur le terrain des nécessiteux et le peu d'intérêt accordé à la promotion de l'égalisation des chances.

Par ailleurs, il existe en Afrique un grand nombre d'associations et d'organisations travaillant sur la situation des personnes handicapées au niveau de chaque Etat, et au plan sous régional ou continental. Les Etats membres de l'Unité Africaine (U.A.), principale et plus grande organisation du continent, travaillent en collaboration avec les Organisations Non Gouvernementales et les Associations des personnes handicapées pour élaborer, financer et conduire les politiques sociales en faveur des personnes handicapées.

En outre, l'Afrique participe aux réunions (Congrès, Assemblées, Séminaires) de l'Organisation Mondiale des Personnes Handicapées (O.M.P.H.) par l'intermédiaire de la Panafricaine des Personnes Handicapées (PANAPH). Cette dernière, organisme de l'Union Africaine, coordonne les programmes conduits par les organisations chargées des activités en faveur des personnes handicapées sur le continent. A cet effet, le continent a été divisé en cinq grandes Régions placées sous la responsabilité des organisations régionales suivantes : 1. La Fédération des Personnes Handicapées de l'Afrique Australe (FPHAA) 2. La Fédération des Personnes Handicapées de l'Afrique Centrale (FPHAC) à laquelle se sont affiliées certaines Organisations des Personnes Handicapées (OPV) de la RD-Congo 3. La Fédération des Personnes Handicapées de l'Afrique de l'Est (FPHAE) 4. La Fédération des Personnes Handicapées de l'Afrique du Nord (FPHAN) 5. La Fédération des Personnes Handicapées de l'Afrique de l'Ouest (FPHAO).

Ces Fédérations conduisent et exécutent le programme des activités de la PANAPH dans chacune des régions, en tenant compte des exigences et des spécificités locales. Elles rendent compte à la PANAPH qui assure le suivi des activités à l'échelon continental. Les activités programmées tendent à réduire les nombreuses difficultés auxquelles sont confrontées les personnes handicapées sur le continent, conformément aux dispositions des règles des Nations Unies et du Programme d'Action Mondiale (PAM) concernant les personnes handicapées.

3.2. La situation des PVH en République démocratique du Congo

3.2.1. Réalisations de l'Etat congolais en faveur des personnes vivant avec handicap

Les différentes guerres et autres conflits armés qu'a connus la République Démocratique du Congo ont eu des conséquences néfastes sur la santé mentale, psychologique, sociale et environnementale des populations, et ont aggravé la situation déjà précaire des personnes vivant avec handicap, tout en augmentant leur nombre.

La situation générale du pays est caractérisée par un délabrement des services sociaux, particulièrement des structures d'encadrement, de reclassement, de récupération et de réadaptation des personnes vivant avec handicap. Elle l'est également par la détérioration des infrastructures sociales de base, ainsi que l'absence des mécanismes d'enregistrement continu et d'une enquête nationale sur la situation des personnes vivant avec handicap.

Le rapport conjoint de l'Organisation mondiale de la santé et de la Banque mondiale de 2012 situe l'ampleur du handicap à 15 % de la population mondiale dont environ 9,1 millions de personnes souffrant de cas d'invalidité pour la seule République Démocratique du Congo. Cette situation est aggravée par la recrudescence des conflits armés et la résurgence des maladies invalidantes.

A cet effet, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo a mis en place des mécanismes durables pour la protection et la promotion des groupes vulnérables et des personnes nécessiteuses, y compris les personnes handicapées. Dans cette perspective, il a adopté en décembre 2012, le Plan Stratégique et Financier 2012-2016 du Fonds National de Promotion et de Service Social (FNPSS), dans lequel sont compris, entre autres projets, ceux visant la promotion et la protection des personnes handicapées ainsi que l'organisation des états généraux sur leur situation. Cet engagement s'est concrétisé par les actions ci-après :

- la promulgation par le Chef de l'Etat de la loi n°13/024 du 7 juillet 2013 autorisant l'adhésion de la République Démocratique du Congo à la Convention relative aux droits des personnes handicapées et à son protocole facultatif,
- la participation à la formulation de la proposition de la loi organique sur la protection et la promotion des personnes handicapées initiée par l'Assemblée Nationale, pour se conformer à l'article 49 de la Constitution dont nous avons déjà parlé ;

- la mise en place du Comité de Pilotage du Processus d'organisation des états généraux sur la situation des personnes vivant avec handicap en RDC par l'Arrêté ministériel CAB/MIN/AFF.S.AH.SN/169/2013 du 23 septembre 2013, publié au Journal Officiel n°2, 55ème année, col.50 du 15 janvier 2014 ;

Dans cette même logique, le Gouvernement congolais tend à matérialiser la participation effective des personnes en situation de handicap aux niveaux des instances décisionnelles. Ce qui justifie la participation active et visible des personnes en situation de handicap aux Concertations nationales organisées au mois de septembre 2013 mettant autour d'une table toutes les couches de la population pour réfléchir sur la situation générale du pays. Nous pouvons aussi signaler la prise en compte le 17 mai 2013, des personnes vivant avec handicap dans le Conseil Consultatif national aux droits de l'Homme.

Ces différentes actions, si louables soient-elles, demeurent insuffisantes par rapport à l'étendue du problème cela, par manque des statistiques fiables et d'une documentation appropriée qui ne permettent pas aux décideurs de prendre suffisamment conscience de la situation et arrêter des mesures adéquates dont la tenue des états généraux en tant que cadre participatif approprié pour appréhender les contours de la problématique posée par la situation de la personne vivant avec handicap et proposer les solutions efficaces et durables.

Car, comme dit plus haut, en dépit des efforts déployés, de nombreux Congolais avec handicap continuent d'être discriminés, stigmatisés et maltraités à cause de leur état physique et/ou mental. Mais aussi, toutes les dispositions légales prises par le Gouvernement de la République Démocratique du Congo sont restées quasiment lettre morte.

Les bénéficiaires potentiels que sont les personnes vivant avec handicap interrogés à ce sujet, nous ont fait comprendre, dans leur grande majorité, qu'ils sont choqués, désemparés à la suite de cette panoplie des lois signées par le Gouvernement de la République en leur faveur, lesquelles n'ont jamais été appliquées. Ils estiment qu'il s'agit là d'une manière déguisée que l'Etat congolais emploie pour les humilier afin de les affaiblir davantage, nous ont-ils dit. Ils ont ajouté : « Sur le terrain, rien de concret ne se fait. Notre situation en tant que personne vivant avec handicap ne cesse de se détériorer jour après jour ».

3.2.2. Perceptions du concept de « handicap » et de la personne vivant avec handicap dans le contexte de la République démocratique du Congo

Avant de passer à toute autre chose, nous nous proposons de décortiquer les sens des concepts de handicap et des personnes vivant avec handicap tels qu'ils sont appréhendés en milieux congolais, dans le langage des Kinois et celui des autres populations congolaises de l'arrière-pays. Il existe, plusieurs dénominations, en grande partie péjoratives, qui sont collées au handicap tant à Kinshasa qu'à l'intérieur du pays. Nous exposons ci-dessous quelques-unes partant des contenus sémantiques qu'ils renferment.

Selon (Vacka Gudala 2004), dans la Ville de Kinshasa, la conception populaire du mot « handicapé » est bien limitée car le contenu donné à ce terme est très restrictif. Le terme handicapé chez le commun des mortels est souvent utilisé pour désigner les personnes amputées d'un membre, ou aux personnes paralysées suite à la poliomyélite. Manifestement, il ne fait pas allusion aux handicaps mentaux, ni aux autres handicaps moins visibles ou moins connus tels que la surdité ou la cécité.

D'après nos observations et analyses, à Kinshasa, dans l'imaginaire collectif, parler de handicap, c'est se référer aux déficiences motrices. Dans la plupart de temps, quand les Congolais parlent de handicap, il s'agit, en général, des handicaps visibles dont les expressions et les conséquences sont très variables. Ici, le système de référence de handicap semble être symbolisé par une personne en fauteuil roulant, marchant à quatre pattes, tenant une canne ou s'appuyant sur un bâton pour marcher.

Dans cette même optique, (Mvuezolo op.cit. : 42), définissant les personnes handicapées dans le contexte de la RDC, affirme que, « Sont considérées personnes vivant avec handicap les personnes dont le système locomoteur est affecté totalement ou partiellement par une maladie physique ou une cause accidentelle, les débiles mentaux, les aveugles, les sourds-muets et les handicapés sociaux ». (Mbadu Khonde 2016) signale qu'en RD Congo, l'emploi de l'expression française 'personnes handicapées' est entrée officiellement dans le langage des Congolais en 1981 suite au discours du 15 octobre 1981 du Président de la République de l'époque, prononcé lors de la célébration, de l'Année Internationale des Personnes Handicapées (Mobutu 1988, 572-74).

Mais dans le langage courant les personnes handicapées sont souvent désignées par diverses expressions suivantes : « mwela », « vadio », « ebosono » et « faux-tête³ ». Il faut dire que, tous ces concepts ont une connotation négative et pourraient être traduits en français comme : « inutile », « incapable », « vaurien », « incompétent », « paralytique », « parasite ». A voir les choses de plus près, ces termes montrent, ou mieux soulignent l'insuffisance sinon carrément l'absence de mouvement, d'autonomisation et de valorisation des personnes vivant avec handicap. Somme toute, ces mots ne sont rien d'autre que des clichés et/ou stéréotypes employés par les populations dans le but de rabaisser, de déprécier, de caricaturer, de contrefaire et de falsifier l'image et les capacités de millions des Congolaises et Congolais vivant avec un handicap.

A cet effet, illustrons nos propos par le récit de madame Mooto Ngoya Bertha : (une femme handicapée ayant accepté qu'on mentionne son nom)

*« J'ai toujours eu du mal à prendre place à bord d'un bus pour me rendre au réseau social où nous apprenons quelques métiers professionnels. En effet, les chauffeurs de ces véhicules refusent dans la plupart des cas de nous embarquer puisqu'ils estiment, en tant que personne handicapée, que je n'ai pas de l'argent pour payer le billet. Ce qui est encore anomal, triste et inacceptable c'est le fait que, nos compatriotes avec qui nous nous trouvions souvent dans les arrêts de bus, au lieu de venir à notre rescousse, bien au contraire, à l'arrivée d'un bus ils nous bousculent, nous piétinent, font sortir des propos insolents à notre égard, comme: 'Biso bato ya solo, tozali kokende misala po nakotonga mboka nanu tozui mutuka te po emema biso, olingi totikela bino nzela ? Po bino banani? Olingi kokende kotambola pamba pamba po na kosenga misolo, mosala ya pasi bozua'. **En français, cela veut tout simplement dire** : « Nous les vrais hommes (valides), nous sommes en train d'aller au travail pour construire le pays, nous n'avons pas encore trouvé un bus qui doit nous transporter. Vous voulez que nous vous laissions la voie ? Qui êtes-vous ? Vous voulez vous balader inutilement pour quémander de l'argent, un boulot difficile' ».*

Il se dégage de ce récit de vie que, ni les chauffeurs des taxis-bus, ni la population, personne n'a de la sympathie à l'égard de cette femme handicapée. A ce stade de réflexion, doit-on se poser la question de savoir le pourquoi de cet agissement vis-à-vis de cette catégorie de personnes ? A propos de cela, et puisqu'on en parle, deux phénomènes

³ Terme désignant les catégories des personnes qui ne payent pas le frais de billet de transport, elles bénéficient d'une exonération. Il s'agit des militaires et policiers, des secouristes, des personnes ayant un handicap visible et sévère.

peuvent expliquer ce genre d'attitudes, à savoir : primo, le niveau d'instruction des populations. A cet effet, la République Démocratique du Congo regorge d'un taux important d'analphabètes et d'illettrés, dans cette dernière catégorie, nous y mettons ceux qui vont à l'école mais qui n'apprennent pas et ceux qui ont appris à lire et à écrire mais qui n'ont pas eu le temps de s'exercer et qui sont redevenus analphabètes (Analphabétisme de retour)

Toutes ces personnes ne se conduisent pas conformément aux lois édictées par la morale ; elles posent des actes inciviques à l'égard de toutes les couches de la population, surtout les plus démunis qui dans le cas d'espèce les handicapés. Cela, parce que ces derniers ne sont pas informés sur les droits de l'homme, ils méconnaissent toutes les lois édictées par le gouvernement en faveur des personnes handicapées. Et même s'ils en savaient quelque chose, ils afficheraient les mêmes attitudes d'indifférence.

(Kant 1980), cité par (Nieme 2006 : 215), faisant des réflexions sur l'éducation a écrit : « C'est au fond de l'éducation que gît le grand secret de la perfection de la nature humaine ». Pour cet auteur, l'éducation complète doit consister en la transmission à l'individu des connaissances théoriques ou des expériences ainsi que la formation et le développement des qualités morales. L'homme ne vient pas à l'existence avec les valeurs morales ; il les apprend dans la société. D'où l'importance de l'éducation morale afin d'apprendre qu'une conduite morale est indispensable pour réaliser son idéal.

La République Démocratique du Congo devrait créer des mécanismes solides qui puissent éradiquer le dépérissement des valeurs dont toute société a besoin pour vivre dans la dignité. En substance, nous appuyons le propos de (Ngoma Binda 2011: 27) selon lequel « la personne handicapée n'est pas seulement et uniquement là où on croit la trouver, mais elle est en nous, en chacun de nous. Tout homme est un handicapé par ce simple fait que toute sa vie bute, de manière permanente, sur les obstacles que, dans une lutte sans trêve, il est appelé à surmonter ». Voilà, une raison de plus pour ceux qui n'ont pas de respect, de sympathie, ni de considération à l'égard des personnes handicapées de comprendre qu'ils sont concernés et doivent se préparer mentalement qu'un jour eux aussi pourront se retrouver dans cet état.

Secundo, la crise économique et sociale durable qui pousse les Kinois à réinventer les moyens de leur survie au quotidien en exerçant quelques activités économiques. Ceci est confirmé par (Ayimpam 2014 : 13) : « Avec les années, la ' débrouille ' est devenue à Kinshasa

un état d'esprit général, une 'manière d'être' partagée, un marqueur de l'identité citadine qui traverse tout espace social kinois. On peut l'appréhender à partir de différentes perspectives et sous divers angles, et on le fera ici à partir du champ de l'économie informelle». L'auteur fait référence aux petites activités économiques, à la multitude de petits métiers, aux formes d'auto-emploi, très hétérogènes que les gens développent avec peu de ressources, et qui font vivre la plupart des familles à Kinshasa.

Cet état d'esprit les amène à ne voir que leurs propres intérêts, à se désintéresser de la vie des autres. En ce moment-là, pitié, compassion même vis-à-vis des personnes vulnérables ne sont pas pris en considération. Enfin, dans le Kongo Central, une province frontalière de la Ville de Kinshasa et qui influence énormément cette dernière sur le plan culturel, la personne vivant avec handicap est appelée parfois 'Kikata', un terme qui est tantôt utilisé par la population pour dénigrer, insulter, déshumaniser quelqu'un.

En ce qui nous concerne, nous ne partageons pas l'avis selon lequel toute personne handicapée soit considérée comme un être incomplet qui ne peut pas mériter respect et considération. Bien au contraire, l'Etat doit réveiller les consciences des Congolais en faisant proscrire l'usage de ces termes aussi discriminatoires que réducteurs, afin de mettre en valeur ou de prendre en compte l'ensemble des potentialités souvent inexplorées des personnes en situation de handicaps. Car, comme le souligne (Aumônier 2004 : 187), « La reconnaissance de la dignité du handicapé a des effets sur la dignité de tout homme. C'est à chacun de nous que s'adresse la question du handicap, non pas comme une question qui sépare le handicapé du non-handicapé, mais qui, au contraire, réunit ces deux modes d'être au sein même de l'identité de chacun ».

De plus, nous devons avoir toujours présent en tête que, la question éthique fondamentale relève de la reconnaissance de la dignité absolue de tout être humain, quelles que soient ses particularités. Or, l'appartenance des « handicapés » à l'humanité n'a longtemps pas été pleinement reconnue. Souvent dans l'histoire, les handicapés étaient considérés comme une sorte d'intermédiaire entre l'humanité et l'animalité ; ils avaient une condition infrahumaine. Mais aujourd'hui, comme l'affirme (De Reidmatten 2001 : 23) « cette condition d'humanité est pleinement reconnue aux personnes handicapées ».

Pour autant, il s'agit de savoir si, au plan social, et non plus à celui de l'humanité, les personnes « infirmes » que nous nommons **handicapées** bénéficient d'une reconnaissance

et d'un statut commun, plein, sans ambiguïté. En réponse, il nous semble que ce n'est pas encore le cas, puisque maintes organisations internationales et congolaises dénoncent le sous-statut qui est fait aux personnes handicapées.

3.2.3. Causes de handicap en République Démocratique du Congo

De prime abord, nous signalons qu'un handicap est lié à bon nombre de facteurs, dont les causes héréditaires, congéniales, acquises et les déficiences d'ordre sensoriel, physique, mental ou social plus ou moins profondes. A cet effet, ces déficiences placent l'individu dans une situation de dépendance morale, physique, sociale ou économique.

Pour notre étude, nous décrivons dans les lignes qui suivent les causes de handicap considérées comme majeures en République démocratique, selon les informations recueillies sur le terrain. Nous présentons successivement les causes naturelles et/ou visibles de handicap et les causes afférentes aux phénomènes de handicap-sorcellerie que les Kinois qualifient d'invisibles.

3.2.3.1. Causes naturelles et/ou visibles de handicap

Naturellement, plusieurs causes sont à l'origine de handicap. Lors de nos enquêtes sur le terrain, beaucoup de sujets nous ont parlé de ces causes visibles, naturelles comme ils les ont dénommées. En voici, quelques-unes :

1. L'insécurité routière.

Les accidents de route constituent une cause déterminante de handicap en RDC. Ces accidents sont favorisés par deux facteurs : l'état de délabrement très avancé des routes et la non application des règles de conduite des véhicules et motos par les conducteurs (excès de vitesse, alcoolisme au volant). A cet effet, il convient d'indiquer que dans certains coins du pays les routes sont pratiquement inexistantes. En dépit de cela, les chauffeurs ne cessent de prendre le risque de les emprunter, voies qui malheureusement occasionnent mort d'hommes et rendent de milliers de personnes handicapées.

En outre, depuis quelques années, Kinshasa est enrichi par un autre moyen de transport en commun, le phénomène 'TAXI-MOTO' communément appelé 'wewa'⁴. Malheureusement, selon les informations en notre possession, les taxi-motos sont les premiers moyens de transport qui commettent trop d'accidents à Kinshasa. Chaque jour au moins, un cas de décès est enregistré provoqué par le 'wewa' et par le même moyen, plusieurs victimes attrapent le handicap du fait d'avoir perdu une jambe, des bras ou de se faire casser la colonne vertébrale, etc.

Au-delà du manque de respect du code de la route, l'absence d'un meilleur apprentissage de la conduite des motos par les taxi-motards fait que ces bévues soient commises quotidiennement. La majorité des jeunes kinois qui n'ont pas du travail se transforment du jour au lendemain, sans apprentissage adéquat, en motocyclistes, causant ainsi des accidents sur la route.

Dans le même sens, (Kaka 2014) nous apprend que, depuis son entrée timide dans la Ville de Kinshasa en 2007, ce mode de transport, surnommé « wewa » par les Kinois, est ancré dans les habitudes et connaît actuellement un essor croissant dans tous les coins et recoins de la capitale congolaise. Le même auteur a proposé au gouvernement de la RD

⁴ Ce concept est d'origine luba qui se traduit en français « Toi ou tu », pronom personnel indiquant la deuxième personne du singulier. Le terme est en vogue à Kinshasa et s'applique à tous les conducteurs de taxi-motos. Mukendi Luamuele O. écrit : « Depuis la fin de l'année 2007, ces compatriotes ont innové dans le domaine du transport urbain. Ils combinent leurs talents et leurs forces physiques pour rendre service à la population kinoise. Les « Wewa » se recrutent parmi les universitaires, les diplômés d'Etat ainsi que des pères de familles. Le phénomène « Wewa » est une marque des compatriotes venus de l'est et du centre du pays. Car à Goma, Bukavu, Mbuji-Mayi, Kananga, Kisangani, le transport en commun est assuré par les taxi-motos. Il n'y a pas de bus en grand nombre ou presque pas. A Mbandaka et à Bandundu-ville, c'est le vélo qui est utilisé comme moyen de transport en commun. Les transporteurs du vélo sont appelés « les tolekistes ». Les taxi-motos ont pris de l'importance lorsque le transport en commun a été paralysé le lundi 21 mai 2007 à Kinshasa. A cette date-là, en signe de protestation contre les contrôles des véhicules intensifiés par la police, les transporteurs privés avaient observé une grève. La ville avait ressemblé à une ville morte. » <https://transurbainkinshasa.wordpress.com/category/wewa-entre-en-action/>, En ligne, consulté le 11 mars 2017.

Congo de procéder à l'identification à la fois de tous les motos-taximen qui opèrent dans la Ville de Kinshasa pour constituer une base des données et la mise en place des mesures incitant les motocyclistes à l'immatriculation et à la souscription de la police d'assurance de leurs motocyclettes, au port du casque de protection, à la détention du permis de conduire et à l'observance du code de la route en vue de prévenir les accidents de circulation routière et de sécuriser les motocyclistes ainsi que leurs clients.

2. Les catastrophes naturelles

La République Démocratique du Congo est souvent exposée aux catastrophes naturelles de diverses sortes : inondations, glissement de terrain, éruption volcanique et feux de brousse, etc. Celles-ci représentent aussi une cause très importante d'invalidité dont l'incidence quantitative n'est pas connue. Car ceux qui sont frappés d'une invalidité à la suite d'un tremblement de terre, d'une inondation ou d'une autre catastrophe, ne sont pas identifiés comme tels.

3. Konzo

Le Konzo est une nouvelle maladie invalidante qui produit une paralysie permanente des membres inférieurs ou qui crée un handicap physique irréversible. Dans les cas sévères, cette maladie attaque également les membres supérieurs et les muscles buccaux (une altération de la parole). Il est désigné suivant une appellation parmi les premières populations affectées au Zaïre (RDC), de la même façon que le Kwashiorkor et le Bérubéri. En République démocratique du Congo, des cas de cette épidémie ont été observés au sud de la Province de Bandundu et continu a y sévir jusqu'à ce jour.

La cause de cette maladie qui perdure toute la vie a comme origine les composés cyanogénétiques contenus dans le manioc amer cultivé en RDC. Ce même manioc, amer ou non, est aussi la cause du kwashiorkor et du diabète pancréatique tropical. Toutes les personnes affectées par cette maladie sont pour la plupart des femmes et des enfants, lesquelles ont eu une haute exposition alimentaire au cyanure à partir du manioc, associée à une déficience en protéines. Ceux qui en sont atteints ne savent pratiquement pas marcher et s'ils y parviennent, c'est à tout-petits pas, surtout sur la pointe des pieds et d'une manière toujours saccadée.

4. La poliomyélite

La poliomyélite, appelée Buka-Buka en lingala, est causée par un virus très contagieux. La contamination par le virus peut entraîner une paralysie progressive, et parfois même conduire au décès. La maladie se transmet principalement par voie féco-orale (contact entre les matières fécales humaines et la bouche). Bien que de très importants progrès aient été enregistrés depuis 1988 vers une éradication de la maladie au niveau mondial, le virus de la poliomyélite circule toujours dans quelques pays d'Afrique, ainsi que dans certaines zones d'Asie, essentiellement en Inde.

Depuis un certain nombre d'années, en RDC, le vaccin contre la poliomyélite est obligatoire. C'est pourquoi, aujourd'hui, nous pouvons affirmer que la fréquence de la poliomyélite a sensiblement diminué grâce à la politique de vaccination mise sur pied par le gouvernement de la République appuyé bien entendu par l'OMS.

3.2.3.2 Causes rattachées au phénomène handicap-sorcellerie en République Démocratique du Congo

Avant de décrire les différentes causes afférentes au handicap-sorcellerie que les Kinois dénomment souvent par des causes invisibles, nous voulons préciser d'une part, ce que c'est la sorcellerie sur le plan global et d'autre part, le contenu sémantique que les Congolais donnent à ce concept. A cet égard, (Hebga 1979) affirme que la sorcellerie est un ensemble d'activités mauvaises du sorcier qui s'inscrit dans la sphère du mal. On y range imprécations, malédictions, envoûtements, jets de sorts, combats invisibles, cannibalisme mystique, métamorphose d'hommes en animaux. Le sorcier est une personne habitée, même à son insu, par un pouvoir maléfique qui la pousse à nuire, à détruire, à tuer.

De son côté, (Casterman 2009 : 3) considère la sorcellerie comme l'ensemble des pratiques magiques qui visent à jeter des sorts et à nuire par jalousie, ou par soif de domination, ou de vengeance, ou par appât du gain. Les sorciers sont des agents des forces du mal. Les grands sorciers le deviennent par des pactes avec des « divinités », qui sont en réalité des forces démoniaques.

Par ailleurs, lors de ses recherches sur le terrain en République Démocratique du Congo sur l'économie de la débrouille à Kinshasa, (Ayimpam op.cit. : 267) décrit, à partir des

récits qui lui ont été racontés par les Kinois sur la « sorcellerie », 'kindoki'⁵ en lingala, que ce phénomène apparaît comme la croyance à une persécution dont l'auteur est invisible et qui engendre l'infortune et le malheur de la victime visée.

Pour cette auteure la sorcellerie est une intelligence et un pouvoir d'une autre nature, qui dépasse l'intelligence et le pouvoir des humains ordinaires, qui permet de dominer et de nuire à la vie et aux biens des autres ; aussi bien que de protéger ou de réaliser certains désirs, tel celui d'acquérir des richesses ou d'affirmer sa personnalité. Enfin, elle souligne qu'à Kinshasa, la prévalence de la figure du sorcier, omniprésente dans tous les milieux sociaux, s'observe notamment à travers les formes délirantes et obsessionnelles des discours relatifs à la sorcellerie qui est désignée comme la principale source de l'infortune des gens.

Dans les différents points de vue exprimés par les auteurs précités sur la sorcellerie, nous affirmons que toutes ces définitions rejoignent la conception que les Congolais ont de la sorcellerie. En général, selon les informations que nous avons recueillies, les Congolais estiment que la sorcellerie concerne toute chose dont la cause est inconnue et se manifestant en dehors de sa réalité, jouant le rôle de la tromperie et de la supercherie. Bref, la sorcellerie, c'est changer le bien en mal, la santé en maladie.

A ce sujet, dans son article intitulé : « Significations et dimensions psychologiques du rituel gémellaire chez les Hema-Banyamboga », (Mbadu Khonde 1988 : 58) suggère que face à des croyances ou phénomènes qui demeurent inexplicables scientifiquement, il est prudent de soutenir, à l'instar de Hebga, que lesdits phénomènes « sont sous la mouvance d'un pouvoir spécial et ne peuvent être guéris ou compris qu'à l'intérieur de cette sphère également spéciale ».

⁵ Qui a pour correspondance en français "sorcellerie". Kindoki est un ensemble des phénomènes occultes possédant des pouvoirs surnaturels qu'elle peut utiliser à des fins bénéfiques ou maléfiques. Kindoki: plus subtil, c'est une science sacrée des Kongo.

1. Causes d'ordre familial

En RDC et singulièrement à Kinshasa, l'arrivée au monde d'un enfant handicapé est considérée dans plusieurs familles comme une malédiction, un sort jeté par un ndoki⁶ pour déstabiliser les membres de famille et créer des conflits surtout entre les enfants valides et ceux qui ont le handicap. De ce fait, (Scelles 1997), dans son ouvrage sur la fraternité et le handicap, démontre que, les parents perçoivent parfois le handicap comme un danger pour leurs enfants non atteints ou, au contraire, estiment que ces derniers pourraient faire du mal à leurs pairs déficients. En plus, Régine Scelles a expliqué que les frères et sœurs arquent que leurs frères handicapés se servent de leur déficience pour provoquer des réactions d'indulgence chez les autres, se faire servir, s'économiser des efforts.

En effet, certains parents congolais s'arrangent pour enfermer les enfants handicapés dans les chambres afin qu'ils ne soient pas vus par des visiteurs, parce qu'ils pensent que le fait d'avoir un enfant handicapé constitue un sujet de moquerie et cela diminue la valeur et la réputation de la famille, c'est pour cette raison qu'ils n'aiment pas les exposer au vu et au su de tout le monde. D'ailleurs, certains parents extrémistes et mal intentionnés privent le repas et persécutent leurs enfants handicapés, ils veulent carrément se débarrasser d'eux, parce qu'ils les soupçonnent d'être des sorciers.

C'est pratiquement la même réaction observée du côté de certains enfants qui refusent que leurs amis soient informés de l'existence de leurs frères handicapés. En substance, nous sommes d'avis avec (Aumônier et al. op.cit. :183) qui affirment que les personnes handicapées ne sont pas des surhumains, comme dans certaines sociétés qui leur attribuent un rôle sacré, ni des sous-hommes, comme à Sparte où l'on n'hésite pas à les supprimer. Les handicapés sont des personnes humaines. Il ne s'agit donc ni de les surprotéger ni de les dévaloriser.

⁶ Mot désignant un "sorcier" en lingala, une des langues nationales en RDC. Le ndoki « sorcier »: celui qui a développé des facultés éthériques de la science qui explique la création et l'organisation du monde, du Nza, pour comprendre le cosmos.

2. Causes d'ordre socio-économique

A la suite de la crise socio-économique qui gangrène la société congolaise, les accusations de sorcellerie se multiplient chaque jour. La population, poussée par la misère, la faim, ulcérée par le chômage et le manque d'emplois, les gens ne savent plus s'en sortir et voient des « sorciers » malfaisants partout. Dans ce cas de figure, ce sont les personnes vulnérables comme les personnes vivant avec handicap qui sont les premières victimes de ces accusations.

A ce sujet, nous nous sommes entretenu avec Musikoti Marthe, une femme handicapée qui est membre du « Centre de Promotion Maman Efinole des Femmes Handicapées », en sigle CEPROMEFA, qui est l'un de réseaux sociaux dans lequel nous avons réalisé nos enquêtes. Elle nous a fait un récit de vie qui corrobore les réalités de la crise socio-économique sur handicap-sorcellerie dans la Ville de Kinshasa :

« Dans mon enfance, j'ai connu beaucoup de problèmes au sein de ma famille restreinte, j'ai constaté que mes parents, y compris mes frères, ne me portaient pas dans leur cœur à cause de mon handicap. Pour preuve, quand les activités commerciales de mon père connaissaient une baisse, j'étais directement incriminée dans le sens que, j'avais en moi de mauvais esprits qui ont un soubassement de la sorcellerie et qui freinent l'évolution positive des activités lucratives de mes parents. Comme la gestion de ces activités n'était pas saine, après quelques années elles sont toutes tombées en faillite. De là, mes parents ont fait venir un charlatan pour qu'il vienne chasser l'esprit de sorcellerie qui était en moi, qui paralysait, selon eux, leurs activités. Malgré toutes ces cérémonies, les activités de mes parents ne se sont plus relevées. Finalement, ils avaient pris la décision de me faire partir de la maison. C'est la raison pour laquelle aujourd'hui, je me retrouve ici. Bien qu'ayant quitté la maison, mes parents n'ont plus de ressources financières. En dépit de tout ce qui s'est passé, mes parents ainsi que mes frères me rendent quand même visite et sont contents du métier que j'ai appris qui m'a rendu autonome et qui m'a valorisé ».

Dans cette narration, Marthe révèle les calvaires qu'elle a endurés en tant que personne vivant avec handicap dans sa propre famille. Certes, cette situation a été vécue et continue à l'être par les personnes handicapées au sein de leurs familles en R.D. Congo et en Afrique, surtout, subsaharienne.

3. Causes d'ordre religieux

Ayimpam (op.cit. : 86) écrit qu'avec la crise et l'effondrement du monde du travail, les Eglises charismatiques et particulièrement le pentecôtisme se développèrent à Kinshasa de manière fulgurante et/ou éclatante. Ces courants religieux sont au cœur de la production urbaine des accusations de sorcellerie qui divisent tant de familles à travers, entre autres, le phénomène des enfants-sorciers analysé par (De Boeck et Al. 2000,2005) et (Bukaka 2013).

Cette prolifération de sectes religieuses à Kinshasa est, en effet, à la base de plusieurs bévues commises par les personnes faibles comme les handicapés. Au fait, plusieurs Congolais naïfs, sans foi ferme, se laissent prendre dans les pièges de certains gourous ou prophètes qui leur donnent des promesses fallacieuses de faire disparaître grâce aux jeûnes et prières toutes les sortes de handicaps dont sont victimes leurs proches.

Ces soi-disant serviteurs du Seigneur affirment que le handicap ne vient pas de Dieu, car celui-ci a créé l'homme à son image et dans l'image de Dieu il n'y a rien de handicap. Ainsi, pour le service de délivrance, ils demandent des biens de plusieurs natures et des sommes d'argent colossales aux pauvres citoyens. Pour bien attirer les gens, ces prédateurs prononcent des paroles fallacieuses aux handicapés et aux membres de leur entourage :

« Le handicap serait le fruit d'une faute, d'un crime commis, soit par vous-même, soit par vos parents, soit par vos ancêtres. Et si rien n'est fait sur le plan spirituel, cette malédiction va perdurer dans vos familles ».

Ces paroles effrayent les concernés qui n'hésitent pas à exécuter tout ce qu'on leur demande de faire à ce sujet.

En outre, Patrice Ngoy Musoko, personne vivant avec handicap, président de l'Association de musiciens chrétiens de la RDC, dans l'une de ses chansons, a interpellé les hommes de Dieu qui se moquent des personnes handicapées en ces termes :

« Je connais les pratiques que vous faites, vous vous arrangez à faire venir de faux aveugles, de faux paralytiques lors de vos 'croisades d'évangélisation miracles' comme vous les dénommez souvent. Vous faites passer un ou deux aveugles de naissance devant, après une courte prière vous leur demandez s'ils vous voient, ces derniers répondent par l'affirmative. Vous leur demandez encore de dire la couleur de votre costume, ils répondent couleur rouge. Est-ce possible pour une personne qui n'a jamais vu depuis sa naissance de reconnaître et de distinguer les couleurs à l'instant où elle recouvre la vue ? C'est de la démagogie pure et simple. Les soi-disant handicapés physiques que vous faites marcher, je sais en réalité que ces gens se

déguisent en personnes vivant avec handicap, vous leur donnez de l'argent pour qu'ils participent à vos scénarios. Je vous mets en garde, celui qui osera le faire, je le dénoncerai ».

Le récit de cet artiste musicien chrétien démontre à suffisance la façon dont certains faux pasteurs ou prophètes se jouent de Congolais et de personnes handicapées au travers de leurs spectacles mafieux. Qu'à cela ne tienne, la population congolaise devient de plus en plus mature et ne se laisse plus facilement duper par ces faux serviteurs de Dieu.

3.3. Eglise Congolaise face au handicap et à la personne en situation de handicap

La manière dont les personnes handicapées sont perçues dans la société congolaise pose de sérieuses difficultés d'intégration à la vie religieuse, à la communauté religieuse qui est habituée à les discriminer, à les marginaliser et à les rejeter. Cette attitude se traduit par leur inaccessibilité dans les lieux de culte et d'adoration, lesquels ne sont pour la plupart pas aménagés pour accueillir les personnes handicapées.

L'absence de la Bible en braille dans les églises congolaises prive aux personnes handicapées aveugles le droit d'accès à la Parole écrite. A cela, il faudra ajouter que l'absence des personnes censées interpréter le langage des sourds-muets renforce cette discrimination, puisque les sourds-muets au sein des églises sont privés ainsi d'accès aux enseignements bibliques et aux prédications.

Néanmoins, à Kinshasa, nous pouvons retenir que l'Eglise catholique pose des actions visibles à l'égard des personnes vivant avec handicap. Pour illustrer nos propos, évoquons l'exemple de l'ONG Caritas Charité de la Paroisse Sainte-Thérèse de Ndjili qui organise annuellement une journée au cours de laquelle, les bénévoles de la Caritas vont chercher à leurs domiciles, les personnes vivant avec handicap qui n'ont pas le moyens de se déplacer et les ramènent à l'église en voiture, à moto, au dos pour venir assister à la messe et recevoir de petits cadeaux.

C'est encore elle (Eglise catholique) qui s'investit dans l'éducation des personnes handicapées. Pour preuve, elle compte plus d'une vingtaine de centres de formation à Kinshasa qu'elle dénomme « villages Bondeko⁷ », dans ceux-ci, nous retrouvons des écoles

⁷ Bondeko c'est un concept lingala qui exprime soit un lien de solidarité et de proximité qui lie les Congolais et/ou Kinois qui reconnaissent appartenir à une même entité, soit un rapprochement entre des personnes participant à une action commune.

spéciales bien équipées, des centres de formation professionnelle et des services de réadaptation et orthopédiques bien équipés. Mais, c'est qui est malheureux, c'est le fait que les frais coûtent chers et ce ne sont que les enfants des parents aisés qui y prennent part, les autres sont abandonnés à leur triste sort bien qu'ils soient majoritaires.

Malgré cet acte de générosité, l'Eglise catholique de la RDC ne recrute pas sinon très rarement des aspirants (prêtres) et aspirantes (sœurs religieuses) qui ont un handicap d'une quelconque nature. Les témoignages des femmes handicapées, sujets de la présente étude, démontrent qu'aucune d'entre elles n'a déjà été sollicitée par les chefs ecclésiastiques de l'Eglise catholique pour être envoyée au noviciat en dépit de leurs compétences intellectuelles et de leurs dons spirituels.

A ce stade de réflexion, nous nous posons la question suivante : si l'Eglise catholique qui est habituée à poser des actions de charité à l'égard des personnes handicapées ne les envoie pas en formation afin que ces dernières deviennent des servantes de Dieu au sein de l'église, a fortiori quelles autres confessions religieuses qui ne visent, pour la plupart, que le profit matériel, pourraient le faire ?

Aussi, faut-il s'interroger pourquoi l'Eglise catholique qui est considérée comme l'Eglise mère en RDC n'embauche-t-elle pas de candidats prêtres, religieux porteurs de handicap ? Est-ce que ? Pour justifier son attitude, se réfère-t-elle à la Bible qui dit dans (Lévitique 21 :16-23) :

« Yahvé parla à Moïse et lui dit : Voici ce que tu diras à Aaron : aucun de tes descendants, maintenant comme dans l'avenir, n'approchera pour offrir le pain de ton Dieu, s'il a une infirmité corporelle. Voici ceux qui ont une difformité corporelle ; l'aveugle, le boiteux, celui qui a été mutilé ou qui a une excroissance de chair, l'homme qui a eu le pied ou la main fracturée, le bossu et le nain, celui qui a une tache à l'œil, celui qui a la gale, une plaque ou les testicules écrasés. Aucun de ceux-là n'approchera. Aucun descendant d'Aaron ayant une infirmité corporelle ne s'approchera pour offrir à Yahvé les holocaustes. Celui qui a une infirmité ne peut pas offrir le pain de son Dieu. Il pourra manger le pain de son Dieu, manger des choses saintes, mais il n'ira pas vers le rideau de la demeure ; il ne s'approchera pas de l'autel, à cause de son infirmité corporelle. Ce serait profaner mon sanctuaire, et moi je suis Yahvé qui les sanctifie » ?

Ces versets bibliques démontrent clairement que, tout individu qui a un défaut corporel ne peut devenir pasteur au risque de souiller le temple. Il s'agit là de la vision

hébraïque ou juive du handicap. A ce propos, lors de nos enquêtes, nous avons eu l'opportunité de nous entretenir avec un religieux de l'Eglise catholique qui, curieusement a un handicap. Ce dernier nous a affirmé qu'il a attrapé ce handicap pendant qu'il exerçait déjà sa profession au sein de l'Eglise catholique.

Par la suite, nous avons essayé de lui demander s'il a été déchargé de certaines tâches après qu'il ait connu cet accident. Dommage, celui-ci n'a pas voulu nous fixer à ce sujet. Mais, un membre de sa famille et quelques fidèles de sa paroisse nous ont confirmé qu'effectivement, juste après son accident, ce dernier ne dit plus la messe, il s'occupe d'autres affaires de l'Eglise.

Par ailleurs, face aux injustices que les Pvh subissent au niveau de différentes confessions religieuses en RDC, suite à leur non responsabilisation aux activités ecclésiastiques, certains parmi eux prennent l'initiative d'ouvrir leurs propres Eglises au sein desquelles ils ont la liberté de s'exprimer et d'étaler tous les dons spirituels qu'ils possèdent sans être empêchés par des tiers. A cet égard, nous avons eu le privilège d'être reçu à l'Eglise Mont des oliviers située sur l'avenue des Forces Armées 39 dans la Commune de la Gombe, en diagonale de l'Ecole Nationale des Finances, où nous avons pris part au culte dominical.

Cette Assemblée de Dieu, qui est une église de reveil, a été fondée et est dirigée par le pasteur Paulin Ntangu Yika, un homme avec un handicap physique sévère. Il ne peut pas se tenir debout seul, et ne se déplace que sur un fauteuil roulant. Aussi, il faut le souligner, celui-ci est marié à madame Alphonsine Kiala, une femme frappée également un handicap physique. Avant de continuer, ouvrons une parenthèse pour signaler que ce couple n'a jamais eu d'enfants depuis qu'ils se sont mariés. A cet effet, ils conseillent les personnes handicapées d'avoir toujours un partenaire valide et de ne pas suivre leur exemple.

« Nous sommes tous deux handicapés et par rapport à cette réalité, nous sommes incapables d'exécuter les tâches qui demandent certaines mobilités et forces. Cet état de choses déstabilise le bon déroulement de notre foyer. C'est bien après notre mariage que nous avons réalisé de la grosse erreur et/ou de la bêtise que nous avons commise de nous unir entre nous personnes vivant avec handicap. Comme le malheur ne vient pas seul, dit-on, jusqu'à présent nous n'avons pas d'enfants, et pourtant si nous les avions, ils nous aideraient avec toute affection. Oui, nous le regrettons, mais cela ne peut pas nous amener à divorcer, puisqu'à la lumière de la Parole de Dieu, rien ne peut séparer ceux que Dieu a unis dans le mariage, sauf la mort, nous avait-il déclaré ».

Ce récit indique que le pasteur Paulin, en dépit de son handicap et de toutes les vicissitudes qu'il endure dans son foyer, reste attaché aux prescrits bibliques et tient à les respecter jusqu'au bout. C'est une manière pour lui (handicapé) d'être un modèle vis-à-vis de ces pasteurs soi-disant valides qui divorcent en accusant leurs épouses de divers maux, et se remarient par la suite souvent avec les fidèles, qu'ils appellent 'sœurs' de leurs Eglises. Ces genres de cas sont légion à Kinshasa.

De plus, la majorité des membres de cette Eglise est constituée des Pvh, et nous étions émerveillé de voir des choristes, des pasteurs, diacres, protocoles, tous, personnes vivant avec handicap assumant parfaitement leurs fonctions comme le font toutes les autres personnes ailleurs. Nos constats rejoignent ce qu'ont dit (Renier et Rossignol 2010 : 71) « C'est pourquoi, même avec leurs handicaps, les personnes concernées ne sont pas automatiquement des « handicapés », comme si c'était leur caractéristique principale. Il y a de nombreux handicaps et variés, et qu'on peut décrire, mais le « handicapé » se bat d'abord pour être une personne ».

A notre avis, connaissant bien l'organisation des autres Eglises, nous n'avons pas vu en quoi l'Eglise de Pasteur Paulin serait moins considérée, parce qu'il faut le dire, les pasteurs prêchent très bien, les chorales exécutent très bien les cantiques dépassant parfois même quelques Eglises supervisées par les valides.

Fort de tout ce qui précède, notre point de vue est que pour vivre en communion aujourd'hui, l'Eglise congolaise ne peut plus considérer les personnes handicapées comme des sous-hommes, comme des personnes faibles qui auraient continuellement besoin qu'on s'occupe d'elles. Elle se doit de les accueillir chacune dans leur originalité d'être, susceptibles d'apporter à la communauté, au nom de leurs différences, les dons spéciaux qui sont les leurs. D'autant que cette prise de conscience peut inviter chacun à regarder ses propres handicaps et à accepter de ne pas être totalement aux normes.

En outre, il faut souligner que, nous ne sommes pas, ni ne serons une communauté complètement réalisée, si nous ne parvenons pas tous à vivre ensemble. Une communauté qui mettrait aux frontières, voire à l'extérieur une partie de ses membres sous prétexte de leur handicap, ne serait pas une communauté réellement chrétienne. Par rapport à cette réalité, (Renier et Rossignol op.cit.: 170-75) estiment que « Dieu aime le monde, il ne fait pas les différences que nous faisons et les handicapés ne font pas plus de conneries que les

autres » : « chacun a sa place et son rôle ». Ne nous trompons pas d'Eglise, la vraie, celle qui dit l'Evangile de Jésus-Christ est bien celle qui se bat pour les plus pauvres et celle qui ouvre aux marginaux la porte d'un vivre-ensemble.

3.4. Vécu psychosocial de la personne vivant avec handicap

3.4.1. Perception du handicap en RDC

Pour toutes les sociétés en général, et *la société congolaise en particulier, le handicap n'est ni le bienvenu, ni le bien vu*. Ces sociétés répriment ou acceptent difficilement le handicap, qu'il soit héréditaire ou même accidentel.

Les sociétés traditionnelles avaient comme objectif de veiller plus à la vie d'un nouveau-né aux allures normales qu'à celui qui présentait des tares et des déficiences. Ainsi, les sages-femmes en finissaient avec la vie de l'enfant dès les premiers instants de la naissance pour ne pas introduire dans le clan ou la société un être indésirable, un porte-malheur.

Selon (Mvuezolo et Kinkani 2011) les perceptions du handicap en RD Congo varient selon les familles, les ethnies et les tribus. Mais dans l'ensemble, il se dégage une constante qui laisse voir que le handicap n'est pas perçu positivement en RD Congo. Ce qui est frappant, c'est le fait qu'il constitue un motif d'éloignement, d'enfermement et d'intolérance. En la personne vivant avec handicap, on ne voit pas fondamentalement un homme mais un sous-homme. D'où la déshumanisation, le non-respect de la différence, l'atteinte à l'autonomie et l'exclusion dont elle est victime.

Bien que la conception ait évolué dans nos sociétés dites modernes, le radicalisme négatif vis-à-vis des personnes vivant avec handicap est toujours affiché par des exemples comme le confirme (UNESCO 2010: 194-95) à travers ces propos :

« Certes, les attitudes à l'égard des personnes handicapées se sont améliorées avec le temps. Jusqu'à une date encore récente, c'est le modèle médical qui dominait et on pensait que la condition des handicapés les plaçait à l'écart de la société. Une attitude qui a été source de discrimination, d'isolement et de stigmatisation. Aujourd'hui, on reconnaît de plus en plus qu'il existe des degrés et des formes variables de handicap, mais ce sont surtout les barrières d'ordre social et institutionnel ainsi que des attitudes discriminatoires qui freinent la pleine intégration des personnes handicapées ».

Nombre de sociétés rejettent les personnes handicapées en raison des peurs ancestrales et des croyances culturelles et religieuses profondes. Par exemple, un handicap peut être assimilé à un châtiment divin. Des attitudes négatives et un comportement discriminatoire envers les personnes handicapées sont la règle plutôt que l'exception.

Il est aussi important de savoir qu'en RDC, la perception du handicap est parfois contradictoire au travers des réactions émises par les populations. Cette ambivalence se manifeste lorsque d'une part, le handicap est perçu comme une punition d'une personne autre que le handicapé lui-même. Cette perception déculpabilise en quelque sorte le handicapé ; celui-ci fait pénitence pour une faute qu'il n'a pas lui-même commise, A la limite, il n'est même pas concerné, il en est victime. D'où, une étonnante tolérance dans les sociétés traditionnelles africaines envers la personne handicapée.

Et d'autre part, divers mauvais traitements infligés aux personnes vivant avec handicap susceptibles d'entraîner la mort ou l'absence de toute aide à un handicapé considéré comme "coupable" afin de lui donner l'occasion d'expier jusqu'au bout ses fautes. Cela, afin de ne pas s'attirer la foudre des forces maléfiques suite à une intervention en faveur de celui-ci. Parfois, le meurtre de bébés nés handicapés est considéré comme simple stratégie pour préserver l'homme et la survie du groupe familial.

3.4.2. L'auto-perception du handicap par les personnes en situation de handicap

Les personnes handicapées sont donc confrontées à des situations qui sont d'ordre moral ou physique. Il arrive très souvent qu'elles soient blessées par des propos décourageants formulés à leur égard. Ceux-ci vont jusqu'à leur faire douter de leur propre existence en tant qu'êtres humains. A force d'accumuler régulièrement ces paroles deshumanisantes, ces derniers développent une crise affective se sentant mal aimés, discriminés, marginalisés, stigmatisés, rejetés et abandonnés par la société dont ils sont en principe membres.

A la lumière de ce qui vient d'être dit, certains handicapés, pour la plupart des hommes victimes du complexe d'infériorité et de désespoir, estiment en définitive que, tout va mal et que rien ne va s'arranger dans leur vie en tant que personnes porteuses de handicap. En réponse à cela, elles affichent des comportements antisociaux vis-à-vis de cette même communauté en posant des actes de vandalisme qui consistent, par exemple à pratiquer la mendicité forcée sur la place publique. Après cela, ils peuvent obtenir quelque

chose pour survivre en famille. Et pourtant, cette démarche nécessite une certaine force physique mais ils y parviennent quand même.

Il est important de souligner qu'au regard de nos réalités culturelles, la pratique de la mendicité n'est pas courante chez des femmes qui portent un handicap. Pour justifier leur non-participation à cette sale besogne, ces dernières avancent comme raison, qu'elles ont d'autres sources de revenu, notamment des aides financières et matérielles qui proviennent de leurs concubins. Dans les relations que ces femmes entretiennent, elles se font souvent rendre enceintes ; raison pour laquelle l'on observe à travers la Ville de Kinshasa, plusieurs femmes handicapées ayant des enfants en dehors de mariage.

Il est intéressant de noter que la mendicité des personnes handicapées s'effectue sous plusieurs formes : elles font payer aux commerçants détenteurs des magasins les taxes de leur corporation qui, malheureusement n'a pas un statut officiel ; elles exercent des pressions aux directeurs et chefs d'entreprises, aux autorités politiques afin d'obtenir les appuis matériels et financiers.

Pour ce faire, ces hommes handicapés barricadent les voies d'entrées dans les lieux de travail de ces autorités, et ces dernières, avant d'y accéder, sont obligés d'engager des pourparlers qui se soldent souvent au paiement d'une caution ; des fois, ils se placent dans un endroit public où ils déposent un panier dans lequel les passants animés de bonne foi, versent quelques billets de banque. Quant aux aveugles, ils sont accompagnés par leurs guides qui sont souvent leurs enfants, dans la rue pour quémander de l'argent aux tierces personnes.

En réalité, ce comportement de mendicité s'est intensifié par le fait du gouvernement congolais qui ne l'a jamais interdit ou sanctionné, probablement parce qu'il serait conscient de son incapacité à disposer des mécanismes de prise en charge réelle en faveur de ces derniers qui vivent dans une pauvreté excessive et qui n'ont pas d'autres choix, sinon de quémander pour survivre.

Pourtant, cette mendicité freine l'épanouissement de ces hommes handicapés qui n'arrivent pas à s'organiser à travers les réseaux sociaux, comme les femmes handicapées, pour apprendre des métiers qui peuvent leur générer des revenus et favoriser ainsi leur autonomisation et leur valorisation.

A ce propos, les personnes handicapées (hommes et femmes) nous ont fait quelques confidences lors de nos enquêtes sur le terrain à propos de leur handicap :

- elles nous ont affirmé à l'unanimité qu'elles sont différentes de ceux qui sont valides par le simple fait que le handicap réduit leurs capacités à pouvoir exercer certaines activités importantes pour la vie. A titre d'exemple, à Kinshasa, ils ne savent pas effectuer un commerce ambulatoire comme font les personnes valides qui ont une mobilité facile, qui se baladent à travers la ville pour vendre leurs biens, et pour chercher les clients pour la manucure, la cordonnerie..., « voyez-vous que ces derniers ont plus d'avantages par rapport à nous ? », ont-elles dit ;
- quelques hommes handicapés nous ont fait savoir qu'ils se considèrent constamment comme femmes parce qu'ils ne sont pas associés lorsqu'il y a des travaux qualifiés d'hommes à exécuter dans leurs milieux de vie ;
- leur handicap, déclarent-ils, est un accident, une erreur de la nature, mais aussi un destin, une volonté divine que la personne portera jusqu'à sa mort. A voir de plus près, ils sont convaincus que leur état ne changera pas et qu'ils l'acceptent comme tel et sont tenus à vivre avec, malgré eux ;
- Ceux qui exercent déjà les métiers professionnels et qui se prennent en charge estiment que leur handicap est compensé. Aussi, ne se sentent-ils plus exclus parce que leur entourage ne les considère plus comme des individus porteurs de handicap. A cet égard, sont-ils convaincus que si les personnes handicapées sont socialisées dans de bonnes structures qui leur offrent l'opportunité d'apprendre un métier, il se sentirait plus épanoui ?;
- une minorité des Pvh, nous ont confirmé que leur handicap fait souvent l'objet de la honte et diminue sensiblement leur personnalité vis - à -vis de leurs familles et de la société ;
- en fin de compte, en dépit de leur handicap, les handicapés sont des personnes à part entière comme les autres Congolais valides. Ainsi, aucune différence ne s'impose, nous ont-ils dit.

Pour nous résumer, reprenons les propos de Michel Renier et al (op.cit., p. 130) qui affirment que les personnes très pauvres (dans notre cas, les personnes handicapées) vivent l'expérience fondamentale d'une différence qui leur est renvoyée par le regard de l'autre, de

celui qui est en situation de vie « normale ». Elles se sentent reléguées dans un autre « monde », celui des gens de rien par opposition à celui des gens de bien. C'est pourquoi la pauvreté se parle en termes de souffrance. Cet auteur, confirme nos constats faits durant les enquêtes.

Bien que les personnes vivant avec handicap, perçoivent leur handicap comme un écueil qui les assombrit dans la pauvreté, ils estiment en même temps que leur souffrance, leur malheur et leur pauvreté seraient atténués s'ils bénéficiaient des mesures spécifiques de protection en rapport avec leurs besoins physiques, intellectuels et moraux de la part du gouvernement comme le stipule l'alinéa 1 de l'article 49 de la Constitution.

A ce moment-là, nombreux parmi eux feraient des études primaires, secondaires et universitaires dans le cadre de l'éducation inclusive qui leur permettent d'une part, à acquérir des connaissances et des compétences dans divers domaines scientifiques et, d'autre part, à avoir du travail qui va leur octroyer des revenus qui ont pour corollaires la valorisation, la diminution de la souffrance, l'auto-prise en charge des personnes vivant avec handicap en RDC.

3.5. Mobilité des personnes vivant avec handicap en République Démocratique du Congo

3.5.1. Dispositions légales de la mobilité des personnes handicapées

La Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées stipule à son article 20, qu'il incombe aux États de prendre des mesures efficaces pour assurer la mobilité personnelle des personnes handicapées, dans la plus grande autonomie possible, et que ceux-ci sont par conséquent tenus de promouvoir et de garantir la disponibilité et l'accessibilité d'aides à la mobilité, de dispositifs et de technologies d'assistance (ONU 2006).

Dans le même ordre d'idées, plusieurs publications telles que Réadaptation à base communautaire : Guide de RBC (OMS 2010a), le Guide pour les services de fauteuils roulants, manuels dans les régions à faibles revenus (OMS 2008a), Prosthetics and orthoticsproject and programme guides (Landmine Survivors Network 2006a et 2006b) ou le Guide pour la formation du personnel des services de prothèses et d'orthèses dans les pays en développement (OMS 2005b) formulent à l'attention des États des recommandations et des conseils concrets en matière de technologies d'assistance.

Tout compte fait, selon les références susnommées, aujourd'hui, malgré les efforts des acteurs concernés aux niveaux international, national, régional et local, les besoins de mobilité des personnes handicapées ne sont toujours pas satisfaits.

3.5.2. Fourniture ou fabrication des dispositifs d'aide à la mobilité à Kinshasa (en RDC)

Les dispositifs de la mobilité des personnes vivant avec handicap font partie de la technologie d'assistance qui est définie par (OMS 2011) comme « tout matériel ou produit obtenu dans le commerce, modifié ou personnalisé, et utilisé pour accroître, maintenir ou améliorer les aptitudes fonctionnelles des personnes handicapées ». Ces équipements d'aide à la mobilité sont conçus pour faciliter ou améliorer la mobilité personnelle de leurs utilisateurs ; en d'autres termes, leur aptitude à changer de position, maintenir une position, marcher et se déplacer d'un point à un autre comme le souligne l'Organisation Mondiale de la Santé (2001).

Parmi les exemples courants de matériels d'aide à la mobilité figurent notamment les béquilles, les déambulateurs fixes ou avec roues, les fauteuils roulants (manuels ou électriques), les tricycles, les scooters, les orthèses de divers types, y compris les attelles, et les prothèses (jambes artificielles, par exemple). Certains équipements tels que les cannes blanches sont également considérés comme des dispositifs d'aide à la mobilité, car ils aident les personnes atteintes de déficiences visuelles à se déplacer de façon autonome à l'intérieur de leur domicile et dans leurs quartiers.

En République Démocratique du Congo, les services du Ministère des Affaires Sociales, de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale, en particulier la Direction de coordination des activités des personnes handicapées, ne disposent pas de fonds alloués pour assurer la prise en charge des problèmes de mobilité des personnes handicapées. Le Centre national pour personnes handicapées et infirmes (CENAPHI), créé en 1969 par le gouvernement congolais, est le seul du genre à avoir organisé un tel service au profit des élèves en formation en son sein entre 1985 et 1990.

Suite à la vétusté des équipements de son atelier mécanique et du manque de subsides de la part de l'État, ce service n'est plus opérationnel, c'est pour dire qu'aucune institution de l'Etat congolais n'en fabrique pour le moment. (OMS op.cit., 2011) propose que, lorsque les ressources et les capacités du secteur public sont limitées, d'autres acteurs, notamment des organisations internationales, telles que le Comité International de la Croix-

Rouge (CICR), peuvent jouer un rôle plus important dans le domaine de la fourniture des dispositifs d'aide à la mobilité.

Elle rassure que l'accès des personnes handicapées aux dispositifs d'aide à la mobilité peut s'effectuer via différentes structures, surtout les hôpitaux, les centres de réadaptation, les installations mobiles/de proximité et les programmes à base communautaire, mais également auprès de prestataires privés et d'organismes d'éducation spécialisée. Divers professionnels de santé interviennent dans la fourniture des dispositifs d'aide à la mobilité notamment dans le cadre de la réadaptation : thérapeutes (ergothérapeutes et kinésithérapeutes, par exemple), personnel médical (médecins et infirmières, par exemple), orthésistes et prothésistes, et travailleurs sociaux (professionnels de la réadaptation et de la santé intervenant au niveau communautaire, par exemple).

Ainsi, pour faire face aux besoins réels, quelques hôpitaux, ONG et l'Eglise catholique, souvent confrontés aux réalités du terrain, sont entrés dans la danse. En premier, c'est l'Eglise catholique qui, dans le cadre de ses œuvres caritatives, a mis en place des services de réadaptation pour les personnes handicapées, plus précisément les enfants.

L'Archidiocèse de Kinshasa a créé, en 1980, plus de quinze « Villages Bondeko », dans différentes communes de la capitale où il participe non seulement à l'éducation et/ou à la formation professionnelle, mais aussi à l'appareillage orthopédique et à l'octroi d'équipements de mobilité comme les chaises roulantes et les cannes canadiennes aux enfants nécessiteux. Fort de sa longue et riche expérience dans ce domaine, l'Eglise Catholique travaille en étroite collaboration avec les partenaires de l'intérieur comme ceux de l'extérieur du pays.

Par ailleurs, l'Association Congolaise d'Assistance Orthopédique aux Jeunes Handicapés en sigle (ACAOJH), créée par un citoyen américain, a des centres qui sont implantés à Kinshasa, à Lubumbashi et à Goma. Chacun d'eux dispose des ateliers modernes et assure gratuitement la prise en charge des frais de réadaptation et d'appareillage aux personnes handicapées. Pour les enfants, cette assistance couvre aussi les frais d'études aux niveaux primaire et secondaire.

Dans cette optique, la Fédération Congolaise des Personnes Handicapées (FECOPEHA) a signé un contrat de partenariat avec la Fondation Mboyo. Cette organisation dispose d'ateliers modernes et bien équipés à Kinshasa, dans lesquels sont fabriqués, localement et

sur commande, des tricycles et des béquilles, en bois ou en métal. En même temps qu'il fait l'importation de tout autre dispositif nécessaire.

3.5.3. Avantages et obstacles de l'utilisation des matériels d'aide à la mobilité chez les handicapés à Kinshasa

Les appareils d'aide à la mobilité offrent beaucoup d'avantages aux personnes ayant des difficultés à se déplacer occasionnées par une affection ou de troubles telles qu'une amputation, l'arthrite, une infirmité motrice cérébrale, la poliomyélite, une dystrophie musculaire, une lésion de la moelle épinière, un accident vasculaire cérébral (AVC) ou une déficience visuelle.

A ce sujet, plusieurs études à l'exemple de (OMS 2011) ont montré que les technologies d'assistance, dès lors qu'elles sont adaptées à l'utilisateur et au contexte d'utilisation, se traduisent par une amélioration significative du degré d'autonomie et de participation sociale pour les personnes handicapées. De plus, (Allen et al. 2006), mentionnent que l'utilisation de ces technologies réduit la demande à l'égard des services d'assistance institutionnels ainsi que la charge de travail du personnel de santé.

Dans le même registre, l'utilisation des matériels d'aide à la mobilité crée notamment des opportunités éducatives et professionnelles et contribue à améliorer la santé et la qualité de vie des utilisateurs comme l'affirment (May-Teerink 1999; Shore 2008). Les dispositifs d'aide à la mobilité peuvent également contribuer à éviter les chutes et les traumatismes, l'aggravation des handicaps et un décès prématuré. (Siat 2005) signale que l'investissement dans la fourniture de dispositifs d'aide à la mobilité peut contribuer à réduire les dépenses de santé et la vulnérabilité économique, tout en améliorant la productivité et la qualité de vie.

En effet, nous sommes tout à fait d'accord avec les points de vue présentés ci-dessus par différents auteurs par rapport aux atouts générés par l'emploi des matériels d'aide à la mobilité chez les personnes vivant avec handicap. Cependant, pour le cas de la RD Congo, ces avantages ne sont pas perceptibles, palpables chez les bénéficiaires potentiels que sont les handicapés et cela pour plusieurs raisons dont notamment celle liée au coût élevé.

Dans les différents centres de réadaptation de Kinshasa, le coût de ces matériels n'est pas à la portée de tout le monde. La chaise roulante manuelle, par exemple, coûte entre 180 et 350 dollars, celle de type électrique vaut actuellement 1500 dollars. Les cannes

canadiennes ainsi que les déambulateurs valent 60 dollars, les béquilles à 65 dollars, le tricycle 450 dollars. Certaines autres aides à la mobilité comme les prothèses se négocient aux prix de 400 à 850 dollars la pièce, en tenant compte de la qualité et des mesures spécifiques de chacun.

Les appareils orthopédiques tournent autour de 250 à 400 dollars dans les ateliers de fabrication de la capitale. Le prix de la canne blanche (ordinaire ou de marque indienne) est de 15 à 20 dollars. Hormis le tricycle et les béquilles, qui sont fabriqués localement, tous les autres équipements proviennent de l'étranger, spécialement de l'Europe. Ils parviennent au pays par diverses voies, notamment les hôpitaux, les centres médicaux spécialisés, la diaspora congolaise ; mais aussi et surtout grâce au réseau de solidarité entre les ONG occidentales et leurs partenaires du Sud.

Selon les données que nous possédons, plusieurs personnes handicapées sont incapables de se doter d'une chaise roulante sans l'appui d'une ONG internationale, d'une association locale ou d'un « parrain ». Celles qui parviennent à honorer leurs factures dans les hôpitaux et les centres privés sont des patients pris en charge par les entreprises, ou ceux dont la famille dispose des moyens financiers suffisants.

Ainsi, en vue d'apporter une solution au coût élevé des matériels qui n'est pas proportionnel à la bourse des Pvh, l'Association des techniciens orthopédistes et orthoprothésistes du Congo (ATOC) propose au gouvernement de mettre sur pied, dans chaque province du pays, un centre (ou dépôt) destiné à la fabrication de matériels et équipements d'appareillages orthopédiques ainsi que des prothèses. A travers ce centre, les techniciens ainsi que toutes les autres personnes intéressées pourront s'approvisionner en matériels à des coûts réduits.

Par ailleurs, l'absence d'infrastructures routières adéquates et de politique d'aménagement pour rendre accessibles aux édifices publics et privés constituent des écueils aux personnes handicapées, même pour celles qui disposent des matériels de mobilité de se mouvoir. A Kinshasa, par exemple, il y a des endroits qui ne sont inaccessibles ni en voiture, ni à vélo, ni en tricycle, ni en fauteuils roulants, à cause soit de l'absence carrément des routes, soit du mauvais état de celles-ci.

Cette condition montre combien l'urbanisation de Kinshasa ne répond pas aux conditions requises d'une ville : les communes ayant des routes asphaltées répondent aux

normes d'urbanisation, avec les trottoirs aménagés, sont à compter sur le bout de doigt. De cette catégorie, nous citerons en exemple : les communes de Matete, de la Gombe, de Limete et une bonne partie de la Commune de Ngaliema.

Et pourtant, la majorité de handicapés ne résident pas dans ces communes précitées, ils vivent dans des communes périphériques où sévit la pauvreté dans le vrai sens du terme. Certains, bien que possédant soit un tricycle, soit un fauteuil roulant ont besoin de guides qui devront les accompagner pour pousser leurs engins. Malheureusement, ces derniers exigent auprès de ces handicapés une motivation en termes d'un paiement que ceux-ci ne sont pas capables de déboursier pour donner à leurs accompagnateurs.

Dans le contexte de crise économique et de pauvreté, il est difficile de trouver un guide qui accepterait de faire le bénévolat, fût-il un membre de la famille. A moins qu'il soit enfant biologique du Pvh. Voilà une des raisons qui pousse surtout les femmes handicapées à avoir un enfant, de préférence un fils qui l'aidera avec amour sans exiger quoi que ce soit. Car disent-elles :

« Muana na yo moko oboti akeseni na mwana ya ndeko. Bana na biso moko bango nde makolo na biso. En français, cela veut dire : Votre propre enfant, biologique est différent de celui d'un membre de famille, de votre frère ou de votre sœur, soit-il. Nos enfants ce sont ceux-là nos pieds qui nous aident à nous mouvoir, nous déplacer »

Autre fait, les personnes handicapées ne payent pas le billet dans les transports en commun. Cette pratique s'est installée dans le pays, sans être appuyée par un texte légal. En effet, il n'existe aucune disposition de lois autorisant les personnes vivant avec handicap à voyager gratuitement à bord de transport en commun. Certes, les handicapés ont pris à maintes reprises langue avec les autorités politiques du pays afin que celles-ci s'impliquent activement dans la résolution de différents problèmes qu'elles rencontrent au quotidien, notamment celui lié à leur locomotion.

Nonobstant cela, le gouvernement de la République Démocratique du Congo n'a jamais réagi favorablement à leur requête. Partant des intentions des autorités du pays et comme on dit en droit « les faits précèdent le droit », les personnes vivant avec handicap se sont décidées de se prendre en charge en ne payant plus le billet de transport en commun

malgré la résistance de quelques conducteurs et res⁸ (receveurs) de taxi-bus qui les dénomment par « faux-tête », et attribuent toute la responsabilité de leurs actes à l'Etat congolais.

Concernant les réseaux sociaux traités dans le présent travail, nous avons constaté que plusieurs femmes handicapées arrivent souvent en retard dans leurs établissements. Elles le justifient par le fait que le matin, les arrêts des bus, les taxi-bus et taxis sont bourrés de gens. Diminuées par leur handicap, elles ne sont pas en mesure de se bousculer avec les valides pour prendre place à bord d'un bus. C'est pourquoi elles attendent jusqu'à ce que les arrêts de bus soient désengorgés pour chercher un moyen de transport en toute quiétude.

Les dispositifs de mobilité ne sont pas l'apanage des personnes handicapées. Ils concernent également toute personne confrontée à une diminution de ses capacités de mouvement dans l'espace public d'une manière temporaire, suite à une raison quelconque. C'est ainsi que les personnes du troisième âge, les femmes enceintes, les accidentés et les malades dans les hôpitaux emploient aussi ces instruments pour se mouvoir en toute sécurité.

3.5.4. Mariage et vie sexuelle des femmes handicapées

La Convention relative aux droits des personnes vivant avec handicap, dans son article 6, alinéa 1, stipule que les États Parties reconnaissent que les femmes et les filles handicapées sont exposées à de multiples discriminations, et les États parties prennent les mesures voulues pour leur permettre de jouir pleinement, et dans des conditions d'égalité, de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales. Ainsi, le mariage et la sexualité font partie des composantes de l'espèce humaine et de ce fait, tout homme a le droit d'en bénéficier et de s'en réjouir. Les femmes handicapées faisant partie entière de cette espèce sont d'office concernées en dépit des idées préconçues (stéréotype) dont elles sont régulièrement victimes de la part des autres, c'est-à-dire des personnes valides.

A cet effet, dans les paragraphes qui suivent nous allons successivement décrire le phénomène mariage chez les femmes handicapées à Kinshasa ; expliquer les représentations

⁸ Dans le contexte kinois, c'est une abréviation du mot "receveur". La personne qui réceptionne les frais de transport des clients dans un bus et, a la charge de signaler au chauffeur de s'arrêter à n'importe quel endroit pour déposer ou embarquer un client.

socioculturelles et les réalités pratiques de leur vie sexuelle ; analyser en détail les causes et les corollaires de manque de partenaires stables dans leur vie amoureuse et, enfin, nous parlons de la qualité de l'éducation sexuelle dont elles bénéficient au sein de leurs institutions de socialisation.

3.5.4.1. Mariage chez les femmes handicapées

Certes, plusieurs auteurs ont parlé du contenu sémantique du terme mariage dont (Ferréol 2009 : 102) qui en donne une explication plus large en considérant le mariage tout à la fois comme une cérémonie (coutumière, civile ou religieuse), un acte symbolique et une institution sociale. Il représente aussi la légalisation de l'union entre deux personnes de sexe opposé soumis à des obligations réciproques et à la reconnaissance de droits spécifiques.

Dans le même ordre d'idées, signalons que pour les familles africaines, le mariage est une alliance non pas seulement entre deux personnes qui s'aiment mais aussi entre deux lignages, familles ou deux clans. Le chef du clan qui joue un rôle important dans la perception de la dot, est désigné parmi les hommes les plus âgés de la plus ancienne génération. Dans la *matrilinéarité*, par exemple, c'est l'*oncle maternel* qui assume la responsabilité du guide du clan. Il exerce son autorité sur les enfants de sa sœur, aussi sur les enfants des filles de sa sœur, et éventuellement sur les enfants des filles de ces filles.

Dans plusieurs pays africains comme en République Démocratique du Congo, la dot est une compensation en biens ou en services versée par le futur époux à la famille de la future épouse. «La dot, selon la coutume, a la valeur d'un signe: la chose signifiée étant l'accord des parties à sa remise et à son acceptation». Bien que chaque ethnie ait sa façon de concevoir le mariage.

Concernant spécifiquement la dynamique de mariage chez les femmes handicapées à Kinshasa, il convient de distinguer deux types d'union comme l'indique (Pype 2008 : 303) : « le système de mariage à Kinshasa a deux formes d'union notamment le "mariage formel" (Libala,Makwela) où l'homme et la femme sont unis par le lien de mariage coutumier et le "mariage libre" vivre en concubinage (yaka tofanda, c'est-à-dire « vient et vivons ensemble »). Parmi ces deux types, c'est l'union libre qui caractérise la vie de couple des femmes handicapées. Quelques résultats de notre enquête l'ont démontré.

Sur les 141 femmes handicapées de réseaux sociaux que nous avons interviewées, 7 seulement, soit 5 %, vivent dans une union formelle (makwela), où la femme a été épousée officiellement par le versement de la dot par la famille de l'époux ; 28 femmes, soit 19,9 %, cohabitent avec leurs concubins (hommes) en union libre. Ici, les deux amoureux se décident, à l'insu de tous, donc de leurs familles, droits de l'homme obligent, de vivre ensemble sans n'en avertir personne. Du concubinage coupable, on passe aux unions libres qui ne respectent aucune norme : c'est la « *liberté* ». En plus, parmi ces femmes, 87, soit 61 %, sont célibataires, c'est-à-dire qui ne sont pas en couple, mais restent chez elles quand bien même certaines parmi elles ont des enfants. Enfin, 8, soit 5,7 %, sont séparées après avoir vécu en union libre pendant quelques années et 11, soit 7,8 %, sont veuves parmi elles une seule était mariée officiellement.

Partant de la quantification des faits ci-dessus, nous affirmons que le mariage, voire l'union libre, reste un fait social rare chez les femmes handicapées. La plupart d'entre elles mènent une vie de célibat. A ce stade de raisonnement, il serait intéressant de savoir ce qui peut expliquer le fait que les femmes handicapées ne soient pas vraiment sollicitées pour être épousées légalement par les hommes ou encore pourquoi les hommes qui vivent en union libre avec les femmes handicapées ne se donnent pas la peine d'officialiser leur relation en versant la dot à la famille de la femme.

Les réponses à ces interrogations proviennent des réactions de nos enquêtés avec qui nous avons eu des échanges objectifs, de face à face. Ainsi, les hommes ayant été en relation intime et ceux qui le sont encore avec ces femmes nous ont relaté qu'il est difficile dans le contexte de la pauvreté et du sous-développement de la RDC d'engager une relation amoureuse sérieuse avec une femme handicapée pour aboutir au mariage, c'est-à-dire jusqu'à verser la dot à sa famille. D'après l'expérience vécue, vivre avec une femme handicapée, c'est un calvaire surtout si celle-ci a un handicap sévère, le mari risque de prendre soin d'elle chaque jour, y compris les enfants.

En outre, il est vrai qu'on se marie pour le meilleur et pour le pire. Mais, en réalité, aucun couple ne souhaite le pire au sein de son foyer. Si cela peut arriver, il faudra que cela soit à une faible proportion. Pourtant, cela n'est pas le cas à Kinshasa avec les femmes handicapées. Pour la plupart des cas, il y a 'plus le pire que le meilleur'. Généralement ces femmes sont prises en charge à cent pour cent par leurs conjoints. Ces derniers ne voient

pas souvent l'apport de ces femmes qui sont régulièrement cloîtrées à la maison et assises sur leurs chaises roulantes sans produire. Or, depuis quelques années, les Congolais se fixent les critères du choix de la future épouse en fonction de la crise financière qui sévit en RD Congo. C'est pourquoi, la majorité tient à épouser une femme qui doit être en mesure de travailler, de chercher de l'argent pour une complémentarité des revenus du couple, permettant ainsi de bien lutter contre cette crise.

Nombreux sont ceux-là, qui se sont débarrassés des femmes handicapées à cause de leur improductivité, les considérant comme des fardeaux. Ils ont enfin jugé bon de leur tourner le dos et de s'engager ailleurs où ils ont trouvé profit. Compte tenu de toutes ces réalités, les hommes, quel que soit le degré d'amour qu'ils ont vis-à-vis de ces handicapées, ne versent pas la dot en vue de célébrer le mariage coutumier, parce qu'ils savent qu'en Afrique et singulièrement au Congo ce mariage permet de rapprocher les jeunes mariés de leurs familles, dans la mesure où, c'est une famille qui épouse une autre. Ce qui permet alors la bonne intégration de la femme dans sa nouvelle famille et l'assure de conserver son mariage face aux tentatives de divorce.

Après un mariage coutumier, aucun partenaire n'a le droit de faire ce qu'il veut, il a sa famille sur le dos. Celle-ci garde toujours une influence sur la vie du couple. S'il y a un problème, elle intervient rapidement pour le résoudre. C'est bien là le rôle du conseil familial dirigé par le plus sage de la famille. En substance, pour les hommes qui vivent en union libre avec les femmes handicapées, leur engagement n'a jamais été sérieux. Pour preuve, il y en a qui nient carrément leurs relations, ils sont avec elles pour la plupart parce que n'ayant pas encore trouvé mieux ailleurs. Mais dès qu'ils ont l'opportunité, ils n'hésitent pas de partir.

A observer de près, la petite poignée d'hommes qui versent la dot pour se marier avec la femme handicapée le font lorsque la femme a des possibilités financières plus que l'homme ou si elle est issue d'une famille économiquement stable. C'est dire que les femmes handicapées qui sont honorées sont celles-là qui ont étudié, qui travaillent, qui mènent déjà une bonne vie et qui sont autonomes. Pour cette raison, la RD Congo a tout intérêt à encourager l'éducation des jeunes filles handicapées afin de leur donner l'occasion de se valoriser en devenant économiquement autonomes et en augmentant leur chance de mariage.

3.5.4.2. La vie sexuelle des femmes handicapées

Entamons ce point en évoquant les propos de (Bounang Mfoungué 2012 : 79) qui affirment que « aborder le thème de la sexualité est une entreprise plutôt délicate, car dans de nombreuses sociétés, le sexe reste encore quelque chose de tabou, de caché, cantonné dans la sphère intime. Malgré cette difficulté les quelques enquêtes qui ont été réalisées autour de ce thème montrent qu'un changement s'est opéré dans la vision et la pratique de la sexualité chez les populations ».

Dans le même sens, (Kalambayi Banza 2007) mentionne, dans son étude intitulée : « Sexualité des jeunes et comportements sexuels à risque à Kinshasa, la difficulté qu'il y a à traiter de la sexualité dans des études scientifiques. Car, selon lui, elle fait partie des phénomènes de société ou des sujets dits sensibles. Cependant, en dépit de tous ces obstacles, nous soutenons à sa juste valeur le point de vue avancé par (Bozon 1998 : 1193) considérant que « Ce n'est pas parce que la sexualité est le domaine le plus privé de la vie privée qu'on ne peut pas l'évoquer, y compris devant un inconnu ».

Par ailleurs, la représentation, comme l'indique (Abric 2011), n'est pas un simple reflet de la réalité, mais une organisation signifiante. Elle fonctionne comme un système d'interprétation de la réalité qui régit les relations des individus à leur environnement physique et social, elle va déterminer leurs comportements ou leurs pratiques. Pour cela, la représentation est un guide pour l'action, elle oriente les actions et les relations sociales. Elle est un système de pré-décodage de la réalité, car elle détermine un ensemble d'anticipations et d'attentes. Pour (Fischer 1987 : 118), « La représentation sociale est un processus, un statut cognitif, permettant d'appréhender les aspects de la vie ordinaire par un recadrage de nos propres conduites à l'intérieur des interactions sociales ».

Cependant, on peut noter que la représentation sociale est une connaissance qui est socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourante à la construction d'une réalité commune à un ensemble social. Également désignée comme « savoir de sens commun » ou encore « savoir naïf », « naturel ». Sûrement, c'est de cette façon que les Kinois à longueur de journées, ne cessent de construire diverses connaissances auxquelles ils se servent pour interpréter et produire des significations sur la vie sexuelle des femmes vivant avec handicap.

De ce fait, on se représente toujours quelque chose qu'on a vu, entendu et appris. Il n'y a pas de représentation qui vient du néant. Le fait d'observer les corps physiques incomplets de ces femmes et en ayant connaissance des difficultés d'ordre social et économique auxquelles elles sont confrontées, les Kinois, et singulièrement les hommes n'ayant pas vécu en concubinage avec ces femmes handicapées, chuchotent, murmurent, émettent divers on-dit, font des racontars, ils se font des a priori, des idées préconçues sur leur sexualité et ils les expriment par des mots qui constituent pour eux une réalité qu'ils s'approprient.

Dans cette optique, (De Boeck et Plissart 2005 : 50) affirment que « l'espace urbain kinois est fortement structuré par le poids de la rumeur ; c'est donc une ville où la parole fluide semble toujours l'emporter sur la matière construite. Cette parole, souvent la seule arme des faibles, sort des marges pour entrer en scène et s'emparer de toute la surface, transfusant ses mots comme du sang dans les veines et les artères de ce corps urbain géant ».

De leur côté, partant de l'identité sociale, (Deschamps et Moliner 2008 : 17) estiment qu'elle renvoie au fait que l'individu se perçoit comme semblable aux autres de même appartenance, le « Nous ». Mais renvoie-t-elle aussi à une différence, à une spécificité de ce « Nous » par rapport aux membres d'autres groupes ou catégories, le « Eux ». Ils soulignent en disant que c'est donc à travers son appartenance à différents groupes que l'individu acquiert une identité sociale qui définit la place particulière qu'il occupe dans la société.

Ces mêmes auteurs estiment que l'appartenance à un groupe donné ne contribue à l'élaboration d'une identité sociale positive que si les caractéristiques de ce groupe peuvent être comparées favorablement à celles d'autres groupes, que si une différence d'appréciation existe en faveur du groupe d'appartenance : un groupe social préservera la contribution qu'il apporte aux aspects de l'identité sociale de l'individu, positivement évalués par cet individu, seulement si ce groupe peut garder ces évaluations positives distinctes des autres groupes.

Dans le même sens, (Kanga Matondo op.cit. :139-140), parlant du sentiment d'identité culturelle nous apprend que, « le sentiment d'identité culturelle n'est pas une donnée inscrite dans la structure génotypique des individus. C'est une notion en constante élaboration et tributaire des matrices socioculturelles et des vécus individuels. L'identité

culturelle se construit au travers des réseaux de relations interindividuelles, des axes et grilles d'orientation et de lecture que la culture et le groupe offrent à l'individu ».

En rapport avec les auteurs précités, nous pouvons affirmer qu'à travers leurs réseaux, ces femmes handicapées s'identifient les unes aux autres comme « oiseaux de même plumage », par le fait d'être toutes porteuses de handicap, bénéficient du soutien positif de ces dernières leur permettant d'être en interrelation entre paires, de faire des échanges d'expériences, mais également en leur offrant des enseignements riches ayant trait globalement à leurs droits en tant que personnes vivant avec handicap et particulièrement à leur vie sexuelle. Profitant de tous ces appuis, ces femmes construisent sans cesse leur identité sexuelle au sein d'un groupe qui les valorise socialement.

A ce sujet, lors de nos enquêtes prolongées au sein des réseaux sociaux des femmes handicapées, nous avons échangé avec celles-ci autour des aspects ayant trait à leur vie sexuelle. En même temps, nous avons également jugé opportun de recueillir les représentations des relations amoureuses de femmes handicapées chez trois catégories de personnes à savoir : les hommes qui n'ont jamais eu des rapports sexuels avec ces femmes ; ceux qui ont eu des rapports sexuels avec elles et enfin ceux qui continuent à vivre en relation amoureuse avec ces handicapées.

Il est intéressant de noter de prime abord que la majorité des femmes handicapées que nous rencontrons çà et là dans les rues de Kinshasa ont des enfants en dépit de tout ce qui se raconte autour de leur vie sexuelle.

Et pourtant, l'enfant, comme nous le savons tous, ne peut provenir que de l'union sexuelle entre un homme et une femme, cette affirmation va dans le même sens que ce qu'a dit (Kalambayi 2007 : 9) : « La sexualité est, on le sait, le fondement de la procréation de la reproduction de l'espèce humaine ». C'est dire donc que ces femmes handicapées ont effectivement eu les rapports sexuels avec des hommes sinon elles ne seraient pas tombées enceintes pour accoucher des enfants.

Dans la même optique, (Nuss 2008 : 45) affirme que la sexualité, composante de l'espèce humaine, est la vie. L'enfant naît parfois de cette union des corps. Mais, qu'il y ait ou non procréation, les mains, les yeux, les bouches, les peaux qui se touchent, caressent, enveloppent et se mêlent dans une même danse insufflent cet élan vital. Comme nous le

constatons, les écrits de cet auteur corroborent l'opinion émise par Kalambayi quant au rôle de la sexualité sur l'engendrement de la vie.

En effet, les hommes interrogés qui n'ont jamais eu de rapports sexuels avec les femmes handicapées estiment que la sexualité de ces dernières pose problème. A ce sujet, ils nous ont dit qu'en matière d'intimité, les deux partenaires, c'est-à-dire l'homme et la femme, ont chacun leur part de responsabilité. Mais, dans le cas d'espèce, ces femmes diminuées par leur handicap sont dépourvues de forces nécessaires pour donner du plaisir à l'homme. En plus, les uns ont affirmé que leurs organes génitaux ne fonctionnent pas bien, tandis que d'autres vont même au-delà pour douter de l'existence de sexe chez ces femmes.

Malgré ces préjugés, certains hommes voulaient bien découvrir la manière dont les femmes handicapées mènent leur vie sexuelle, mais ils ne l'ont pas fait suite à la surprotection de ces dernières par leurs familles qui ne les laissent jamais se balader. Elles sont pour la plupart cantonnées au sein de leurs familles. Alors, nous ont-ils dit, trouvez-vous normal d'aimer une personne qui ne sait pas répondre aux rendez-vous ? Etes-vous sûr qu'une femme adulte, de surcroît handicapée qui, depuis sa naissance, n'a jamais eu des rapports sexuels puisse avoir un sexe normal qui peut plaire à l'homme ? Comme le handicap est une malédiction, un sort jeté, une malformation irréversible qui, même s'il atteint une partie du corps comme la jambe, le bras mais les répercussions sont aussi visibles sur toutes les autres parties du corps, y compris l'organe sexuel.

A voir de plus près, certains de ces hommes sous-estiment la sexualité de ces femmes handicapées ; d'autres, étant extrémistes, vont jusqu'à nier la présence du sexe chez celles-ci. En effet, les représentations, les pensées de cette catégorie des Kinois sont appuyées par les propos de (Nuss op.cit. : 49) qui affirme que « la sexualité a été niée pour les personnes handicapées pour plusieurs raisons : à cause de l'appauvrissement, de la stigmatisation sociale qu'elles subissent, et des traitements cruels, inhumains ou dégradants que les personnes handicapées ont vécu et vivent encore, y compris dans les pays riches ».

Par contre, les hommes qui ont vécu ou qui vivent jusqu'à ce jour en relation amoureuse avec les femmes handicapées ont une autre lecture de la réalité. Ils affirment qu'au début, c'était plus une question de curiosité qui les avait poussés à aimer ces femmes handicapées. Concrètement, ils voulaient bien expérimenter la sexualité de ces dernières en la comparant à celle des femmes valides. Ces hommes ont en effet affirmé que les femmes

handicapées ont effectivement un organe sexuel qui n'a aucun handicap et qui fonctionne très bien contrairement à l'opinion négative émise à ce propos.

Cependant, ils reconnaissent chez ces femmes une certaine faiblesse dans la mise en pratique de certaines positions qui sont censées procurer plus du plaisir lors du coït proprement dit. Malgré cet écueil, nombreux parmi eux estiment qu'il y a plus d'avantages sur le plan psychologique et physiologique de vivre en relation amoureuse avec une femme handicapée dans le contexte actuel de la République Démocratique du Congo. Par rapport à cela, voici le récit de Monsieur Y qui a eu l'opportunité de vivre en union libre successivement avec deux femmes handicapées avec lesquelles il a eu des enfants.

« J'ai eu l'occasion de vivre en relation amoureuse avec plusieurs femmes valides et deux femmes handicapées. Je dois vous avouer que, sur le plan du plaisir sexuel, des caresses tactile et orales, de la séduction, il n'y a aucune différence et en plus leurs organes génitaux (sexes) sont identiques. Sauf, je dois relever que les femmes valides ont en plus l'avantage d'appliquer plusieurs positions pendant les rapports sexuels, les autres sont limitées par leur handicap. En dépit de cet avantage, chez les femmes valides et faisant référence à mon expérience personnelle, je me sens très à l'aise de vivre la vie sexuelle de la femme handicapée pour les raisons suivantes : celles-ci ne sont pas trop mobiles, ne sont pas sollicitées fréquemment par les hommes et par conséquent leurs sexes sont moins exploités ».

Cette narration nie la différence de sexe entre les femmes valides et handicapées ; c'est pour dire que les femmes handicapées ont réellement un sexe contrairement à la perception de certains Kinois qui les prennent pour des anges. A ce sujet, (Tremblay 1997 : 72) affirme que « La plupart des gens non handicapés percevaient les personnes handicapées comme des anges ; il n'était donc pas « normal » pour nous d'éprouver des désirs, puisque les anges ne possédaient pas de sexe ».

En outre, les raisons avancées par cet homme pour justifier son penchant vers la sexualité des femmes handicapées sont, à notre avis, motivées par la crise économique qui gangrène le pays et qui pousse les filles et/ou les femmes à trouver les meilleures stratégies de séduction pour avoir plusieurs partenaires afin de trouver les fonds nécessaires pour bien vivre. Ce phénomène de société, disons-le, est présent plus chez les femmes valides qu'handicapées, car ces dernières n'ont pas la possibilité matérielle de se promener çà et là pour séduire les hommes et d'ailleurs, dans la plupart des cas elles sont en famille, surprotégées par les leurs.

Par rapport à cette réalité, la majorité des Kinois qui sont en relation amoureuse avec les femmes handicapées estiment que leurs partenaires ne sont pas sollicités régulièrement par les hommes. De ce fait, ils sont rassurés d'avoir des femmes qui ne sont pas utilisées par d'autres malgré la mauvaise conjoncture économique du pays.

Quant aux femmes handicapées, elles affirment qu'elles ressentent le sentiment sexuel comme toutes les autres catégories des femmes. Elles poursuivent en indiquant bien sûr que, la finalité des rapports sexuels chez tout être humain, c'est d'abord le plaisir, la satisfaction d'un besoin naturel. Mais au-delà de cela, ces dernières voient aussi dans la sexualité la procréation. En d'autres mots, tout en trouvant du plaisir dans le rapport sexuel elles visent aussi « **avoir les enfants** ». De ce fait, les données chiffrées recueillies sur le terrain confirment les propos de celles-ci, car sur les 141 femmes handicapées ayant pris part à notre enquête 111, soit 78,7 %, ont déjà mis au monde, elles ont donc des enfants.

Pour plus de détails, sachons que dans cet effectif global de 141, nous retrouvons 87 femmes célibataires, dont 63, soit 72,4 %, ont des enfants et 24, soit 27,6 %, n'ont pas d'enfants. Ces résultats montrent clairement que les femmes handicapées bien que célibataires tiennent à tout prix à avoir une progéniture. Lors de nos interviews, certaines nous ont fait savoir qu'elles trompaient leurs partenaires en vue de tomber enceintes. Concrètement, elles ne donnaient pas les vraies dates de leurs cycles menstruels.

A cet effet, elles s'arrangeaient de passer les rapports pendant la période d'ovulation pour maximiser la chance de fécondation. En plus, d'autres, plus imaginatives, trouaient les préservatifs (condoms) de leurs concubins, ce qui permettait la pénétration des spermatozoïdes dans l'organe génital de la femme après l'éjaculation de l'homme pendant le coït.

La réalité décrite ci-dessus justifie en grande partie l'attitude de la plupart d'hommes qui refusent les enfants qu'ils ont eu avec ces femmes. Ils disent :

« Ces enfants ne nous appartiennent pas puisqu'avant d'avoir les rapports sexuels nous prenons le temps de contrôler les cycles menstruels de nos partenaires. Nous ne prenons jamais le risque de faire le coït pendant qu'elles se trouvent dans la période d'ovulation. D'ailleurs pour mieux se protéger, quand bien même elles se trouveraient en dehors de la période de l'ovulation, nous nous arrangeons de porter de temps à autre les préservatifs. Alors, nous ne pouvons pas accepter qu'elles tombent enceintes puisque nous nous protégeons bien. ».

L'analyse de ce récit de vie nous montre que les hommes ne savent pas qu'ils se font tromper par ces femmes handicapées. Ils ont confiance aux renseignements qui leur sont fournis par ces dernières quant à leurs périodes menstruelles. Alors, à ce stade de réflexion, il est intéressant de savoir pourquoi ces femmes handicapées ne disent pas la vérité à leurs partenaires. A cette interrogation, plusieurs réponses ont été avancées :

- les femmes handicapées savent très bien que beaucoup d'hommes les sollicitent pour satisfaire tout simplement leur curiosité ;
- ces hommes n'ont jamais été d'accord d'avoir des enfants avec des femmes handicapées. Pour preuve, ils n'aiment pas que les gens soient au courant de leurs relations ; ils se cachent, ils font tout pour ne pas être perçus sur les places publiques. Ces femmes constatent que leurs chéris prennent beaucoup de dispositions afin qu'elles ne tombent pas enceintes. Il arrive des moments où, ces hommes disent carrément à ces femmes « notre relation se limite seulement au niveau de rapports sexuels, pas au-delà, c'est-à-dire pas jusqu'au niveau de faire des enfants ou de se marier » ;
- compte tenu de comportements affichés par ces hommes et par rapport à l'envie de la maternité manifestée par ces femmes handicapées, celles-ci n'ont pas un autre choix sinon tromper les hommes qui vont avec elles. Les enfants, comme nous l'avons dit dans les lignes précédentes, constituent pour ces dernières, leurs pieds, leur assurance-vie car dans le contexte de la pauvreté de la RD Congo où la mobilité des personnes vivant avec handicap pose problème, l'enfant et/ou les enfants des personnes handicapées n'accepteront pas que leurs parents puissent rester immobiles par manque de gens qui doivent les accompagner ;
- pour ces femmes handicapées, la féminité se confirme quand on a des enfants. Aussi, une manière pour elles de se valoriser par rapport à d'autres femmes valides qui souffrent du complexe de supériorité, mais qui n'ont même pas d'enfants.

En effet, la maternité pour les femmes handicapées de la RDC est fondamentale dans leur reconstruction. Pour elles, la sexualité est plus liée à la maternité qu'au simple plaisir. Certainement, le corps de la femme handicapée prend plaisir mais il en donne aussi et à travers lui la vie parfois peut naître. Ce qui corrobore l'analyse de (Nuss op.cit. : 79) : « Le désir de la sexualité des femmes handicapées est souvent lié au désir de la maternité. La

procréation est perçue comme l'accomplissement d'une vie sexuelle équilibrée et restaure la femme handicapée dans sa capacité d'enfanter au même titre que les femmes valides ».

Les femmes handicapées sont normales et sentent le désir sexuel comme toutes les autres femmes. D'ailleurs, dans certaines circonstances, leur handicap constitue un plus inattendu dans leur relation intime. A ce sujet, (Dupras 2000) affirme que des personnes handicapées refusent l'état angélique qui les avilit ; elles s'opposent à un monde qui les exclut dans leur identité sexuelle. L'idée d'associer la personne handicapée sans sexe avec l'ange peut paraître dérisoire et même choquante : certains y verront une moquerie à l'égard de la religion ou de la personne handicapée. Pourtant, la représentation sociale de la personne handicapée comme un être angélique reflète bien le destin réservé à sa sexualité.

En substance, les personnes handicapées ne sont pas des anges, privés de sexe. Assurément non. Bien sûr qu'elles constituent une population très hétérogène dans la mesure où les incapacités physiques affectent différemment leur vie sexuelle. A ce sujet (Dupras 2012) mentionne que : la sexualité des personnes handicapées physiques n'est pas nécessairement problématique. De nombreuses personnes vivent une sexualité satisfaisante malgré leurs incapacités physiques. Toutefois, certaines d'entre elles se plaignent d'une vie sexuelle misérable.

Les propos de cet auteur rejoignent la réalité de la vie sexuelle des femmes handicapées de Kinshasa qui pour certaines vivent une intimité sexuelle harmonieuse, tandis que d'autres expérimentent une misère sexuelle sans précédente due aux différentes répressions, au manque de partenaires, à la surprotection dont elles sont victimes de la part généralement de membres proches de leurs familles les empêchant de sortir afin de rencontrer les partenaires, de la mobilité réduite favorisée par le manque d'instruments appropriés de locomotion et des routes bien faites à Kinshasa.

Est-ce que vivre sa sexualité est un droit humain ? Aucun doute sur le fait que toute personne doit pouvoir vivre une sexualité pleine et satisfaisante. Les femmes handicapées peuvent-elles dire qu'elles choisissent comment, quand et avec qui vivre leur sexualité. Nous disons oui, elles ont le droit d'aimer, de faire le choix de leurs partenaires en toute liberté. A cet égard, (Wilkerson 2011) indique que l'autonomie sexuelle devrait être vue comme un droit fondamental de la personne et son déni joue un rôle clé dans l'oppression des femmes handicapées.

En définitive, les femmes handicapées congolaises doivent fournir encore beaucoup d'efforts pour conquérir une féminité qui ne leur est pas attribuée d'emblée.

TROISIEME PARTIE : RESEAUX SOCIAUX, ESPACES DE
SOCIALISATION ET D'INTEGRATION SOCIALE

Chapitre 4. Activités lucratives exercées et liens sociaux spécifiques des acteurs des réseaux sociaux des femmes handicapées

Dans le présent chapitre, il est d'abord question de faire une sorte d'état des lieux des activités lucratives exercées par les femmes handicapées, d'explicitier les stratégies de gestion des produits en perles en tant que niche de marché, d'expliquer les faits qui attestent l'autonomisation de ces personnes handicapées.

Ensuite, nous examinons clairement les relations qui se tissent de manière effective et progressive entre ces femmes et les autres acteurs des réseaux sociaux. Il s'agit notamment des liens de fraternité non-monétaire, et des liens de solidarité monétaire et matérielle. Enfin, nous analyserons les sources de conflits entre femmes handicapées, les réseaux sociaux comme lieux de divertissement et des commerces ambulants, les apports des femmes handicapées émigrées, la collaboration entre femmes handicapées et femmes valides de ces réseaux.

4.1. Activités lucratives

Ces femmes réalisent des œuvres d'art pendant qu'elles se trouvent aux réseaux sociaux, c'est-à-dire durant les heures de service et tout ce qu'elles font en termes des réalisations professionnelles entre dans le compte de la structure. C'est celle-ci qui se charge de leur vente et de la distribution des revenus issus de ventes aux acteurs ayant pris part à leur réalisation.

En dehors des réseaux sociaux, la majorité de ces femmes s'organisent à domicile pour exécuter certains métiers qui leur offrent des produits, des objets, des œuvres d'arts en termes des marchandises à vendre en vue d'avoir des revenus qui peuvent suppléer tant soit peu au maigre salaire qu'elles touchent à la fin de chaque mois dans les réseaux. Car il faut le dire, rien qu'avec cette rémunération, elles ne sont pas en mesure de se prendre en charge.

Toutes les actions et opérations de fabrication et de vente d'objets et/ou de produits réalisés par ces femmes rentrent dans le domaine de l'économie informelle. Qu'est-ce qu'une économie informelle ? Dans la littérature spécialisée, bien des auteurs assimilent ce concept à « la stratégie de survie » à l'instar de (Lampland 2002 : 38) qui affirme que « l'économie informelle en tant que stratégie de survie, a la tendance à 'arranger les choses'

en échappant au secteur public. » De leur part, (Giordano et Kostova 2002; Bejakovic 2009) cités par (Cortado 2014 : 222) renseignent que « l'économie informelle actuelle vue sous l'angle de 'stratégie de survie' est connue des ethnologues et des anthropologues socioculturels comme 'génératrice de méfiance sociale' à l'égard des institutions et de l'État même. »

Par ailleurs, (Cortado op.cit. : 196) qualifie « l'économie informelle » de « souterraine » et/ou de « clandestine ». Il estime en clarifiant que toutes ces appellations sont des créations relativement récentes, les pratiques auxquelles elles se réfèrent sont connues depuis longtemps : la littérature scientifique et romanesque du dix-neuvième siècle était peuplée de « classes dangereuses » s'adonnant à des activités que la loi et les mœurs réprouvaient.

Fort de toutes ces considérations conceptuelles ci-dessus, (Cortado op.cit.) affirme qu'en dépit de maintes tentatives pour sophistiquer les critères définissant le secteur informel, celui-ci devenait synonyme de tout ce qui est petit et illégal : on mettait sur un même plan le petit commerce, le service à la personne et l'emploi industriel non déclaré. Et voilà que les femmes handicapées exercent de petits métiers professionnels dedans et en dehors de leurs réseaux sociaux qui échappent au contrôle de l'Etat et en plus, elles pratiquent le petit commerce, les petites activités économiques en vendant des objets, des produits fabriqués par elles-mêmes en vue de générer les revenus pour la survie.

Comme on peut s'en rendre compte, les réalisations de ces femmes handicapées sont corrélatives à la conception de l'économie informelle telle que décrite par (Ayimpam op.cit. : 25): « Par 'économie informelle', nous faisons référence aux petites activités économiques, à la multitude de petits métiers, aux formes d'auto-emploi, très hétérogènes que les gens développent avec peu de ressources, et qui font vivre la plupart des familles dans les villes du Sud. ».

4.1.1. Activités lucratives organisées

Les femmes handicapées des réseaux sociaux exercent diverses activités rémunératrices, c'est-à-dire celles qui leur apportent de l'argent pour faire face aux vicissitudes de la vie. Comme nous l'avons souligné dans les lignes précédentes, la majorité de la population congolaise a une perception négative de la personne handicapée qu'elle qualifie souvent d'incapable, de parasite, des personnes ayant des déficiences héréditaires

qui ne leur permettent pas d'acquérir certaines aptitudes afin d'exercer une activité professionnelle.

En dépit de ce stéréotype, beaucoup de ces femmes handicapées ont pu être socialisées au travers de leurs réseaux sociaux en apprenant des métiers professionnels. De ce fait, pour bien appréhender toutes ces différentes activités informelles, nous avons préféré utiliser l'approche anthropologique de l'économie informelle qui est différente de celles pratiquées par d'autres disciplines, notamment les sciences économiques.

De ce qui précède, (Cortado op.cit. : 206) parlant de l'approche anthropologique fait remarquer que « si certaines sources utilisent des données quantitatives souvent collectées par d'autres qu'eux, les anthropologues préfèrent observer directement sur le terrain la façon dont les choses se passent, ce qui est un atout indéniable lorsqu'il s'agit d'enquêter sur des pratiques qui, par définition, échappent aux statistiques ». Nous avons fait nôtres les propos de cet auteur parce que de façon générale nous nous sommes préoccupé assez peu de mesurer quantitativement ces activités commerciales, bien au contraire nous nous sommes attardé trop à saisir les relations sociales qui les structurent.

Les femmes handicapées des réseaux sociaux apprennent plusieurs métiers professionnels et elles en exercent aussi nombreux dans leurs réseaux ainsi qu'à l'extérieur de ceux-ci. Parmi ces activités professionnelles constituant un moyen de subsistance nous citons : le tricotage, le crochetage, la coupe et couture, la peinture, la transformation des denrées alimentaires (mayonnaise, vin de riz, vin de canne à sucre, vin de gingembre, yaourt), la fabrication de plusieurs œuvres d'arts sur base de perles et fils à nylon comme la broderie, les nappes, les poches de téléphone, les porte-clés, les colliers.

Toutes ces activités ne sont pas exercées de la même façon, l'on préfère plutôt les unes au détriment des autres. Plusieurs faits peuvent expliquer ce phénomène, à savoir : depuis quelques années, la plupart des villes de la RDC, Kinshasa y compris, connaissent des changements dans le domaine de l'alimentation : par exemple, nous trouvons dans plusieurs quartiers même les plus reculés de la capitale congolaise de supermarchés bien fournis par leurs propriétaires qui sont en majorité des expatriés notamment les Indiens et les Chinois.

Dans ces marchés, nous trouvons, par exemple, beaucoup de produits manufacturés tels des vins de toutes sortes, des mayonnaises préparées sur base d'ingrédients divers, des yaourts de haute qualité. Tous ces produits alimentaires sont faits sur base des technologies

appropriées. Ils sont bien emballés et certains sont bien conservés dans les réfrigérateurs. En plus, ils coûtent bon marché. Par rapport à la coupe et couture, nous affirmons que ce métier est devenu populaire à telle enseigne qu'il est difficile d'avoir des clients qui passent des commandes qui peuvent générer des revenus. C'est pratiquement sur chaque coin des rues que nous trouvons un atelier de couture, ce phénomène est dû à la crise économique que le pays traverse jusqu'aujourd'hui.

Quant à la peinture, il est utile de noter que ce métier n'a pas été assimilé par la quasi-totalité de toutes les femmes handicapées. Celles qui ont acquis des aptitudes et/ou des compétences sont rares et sont démotivées à la pratiquer pour la simple et unique raison de manque de culture de la peinture chez un bon nombre de Kinois en particulier et des Congolais en général. A ce propos, voici ce qu'a dit madame Sophie :

« A quoi sert de dépenser ses énergies pour concevoir et ensuite réaliser des œuvres artistiques qui ne sont pas achetées ? Nos frères et sœurs congolais ne s'intéressent pas à ce que nous faisons. Pour les vendre, nous nous déplaçons dans des lieux fréquentés souvent par les étrangers (surtout les Occidentaux). Ce métier n'est pas rentable, c'est pourquoi depuis un moment nous préférons faire autre chose. Et, cela a pour conséquence l'oubli de certaines techniques de peinture. C'est tout à fait juste car à force de ne pas exercer pendant longtemps un métier même pour lequel les clients vous considéraient expert, croyez-moi que vous perdriez des automatismes et c'est ce que nous vivons ».

De ce récit de vie, nous relevons que la peinture n'est pas préférée par les Kinois, c'est la raison pour laquelle ils ne s'en procurent pas. De notre point de vue, les affirmations de cette narration sont en contradiction avec les résultats de nos enquêtes qui ont démontré que les Kinois en général ont le goût de l'art, ils aiment bien, à partir de diverses peintures, orner leurs maisons, mais ils sont buttés au problème de leurs revenus indécents qui ne leur permettent pas de satisfaire tous leurs besoins. A cet effet, ils préfèrent résoudre quelques besoins prioritaires de base tels que la nourriture, le loyer, le paiement des frais scolaires des enfants, les frais des soins de santé,....

En plus, lors de nos observations participantes, il arrivait que nous fassions une, deux voire trois semaines sans qu'un autre métier ne soit pratiqué dans les réseaux en dehors des perles. Face à cette étrangeté, il est tout à fait normal que nous puissions comprendre et expliciter pourquoi les œuvres en perles constituent si pas l'unique, mais l'activité lucrative principale des réseaux sociaux. Nous chercherons également à répondre à certaines

interrogations notamment : Quelle est l'origine de ces perles, d'où viennent-elles ? Quelles sont les stratégies utilisées par ces acteurs des réseaux pour s'en procurer ? Les œuvres artistiques produites et vendues symbolisent-elles quelques aspects culturels congolais ? Est-ce que ces œuvres en perles, hormis les revenus en termes d'argent qu'elles procurent à ces femmes handicapées, offrent-elles d'autres opportunités ? La commercialisation des produits faite sur les perles constitue-t-elle une niche de marché particulier ? Si tel est le cas cela se déroule de quelle façon ?

4.1.2. Perles : activité lucrative principale des réseaux sociaux

Nous venons de le souligner dans les lignes précédentes que les perles ou « mayaka⁹ » restent la préoccupation majeure des acteurs des réseaux sociaux des femmes handicapées. Ainsi, nous apportons quelques éléments des réponses aux interrogations que nous nous sommes posées ci-dessus. Mais avant cela, il est important que nous puissions définir le concept de « perles ». A cet effet, Nourisson nous renseigne que dans son acception la plus large, le terme « perle » désigne tout objet de petite taille, percé et susceptible d'être enfilé. Une perle se définit par le matériau qui la constitue, ses dimensions, sa forme, sa couleur, son décor..., autant de variables qui peuvent se combiner à l'infini. Chaque perle est l'expression d'une de ces innombrables combinaisons.

4.1.2.1. Les origines et l'achat des perles

Avant de développer certains aspects de ce point, il importe de souligner, comme l'affirment (De Coster, Metho et Devlieger 2016 : 4), « qu'en Afrique, il y a beaucoup d'écrits qui parlent de l'importation des masses de perles au niveau du commerce européen et de la production des perles dans plusieurs pays africains, notamment le Nigéria, le Cameroun et le Kenya » : En plus, les mêmes auteurs renseignent que les perles étaient souvent fabriquées à partir de matériaux naturels (par exemple, graines, coquillages, bois, terre cuite, verre et cuivre), des perles en plastique sont aujourd'hui courantes sur les marchés et sont utilisées dans les processus de fabrication de divers produits.

En effet, les perles en plastique qui sont utilisées dans ces réseaux ne sont pas produites en République Démocratique du Congo mais plutôt ailleurs. A ce propos, c'est

⁹ Perle de fabrication locale qu'on utilise pour mettre soit au cou, soit à l'avant-bras, soit même autour des reins (hanche).

suite à l'arrivée progressive et massive à Kinshasa des ressortissants ouest-africains appelés communément par les habitants de la RDC « Ndingari¹⁰ » que les Kinois ont commencé à découvrir et à admirer les différentes œuvres confectionnées sur base des perles multicolores que portaient souvent ces Ouest-africains.

Suite à cet enchantement, les Ndingari avec leur statut de commerçant en ont profité pour acheter les œuvres en perles produites dans leurs pays d'origine pour les revendre aux Congolais qui les aimaient tant au début. Après quelques années, constatant que les prix de ces produits devenaient trop chers, les Kinois, en grande majorité les femmes vivant avec handicap, commençaient à apprendre par elles-mêmes à les reproduire en procédant par essai et erreur.

Lorsque les femmes handicapées avaient compris que les Ndingaris vendaient les perles à des prix très exorbitants à telle enseigne que ces dernières, à leur tour, étaient obligées d'augmenter les prix de leurs œuvres en vue d'augmenter leur marge bénéficiaire, sinon à quoi servirait-il de travailler à perte ? Mais cela avait pour conséquence la diminution de la clientèle qui estimait le coût d'achat trop élevé. Ainsi, pour pallier à cette situation qui était considérée comme un frein à leurs activités, ces femmes ont dû multiplier des stratégies pouvant leur permettre d'acquérir des perles à des prix hors concurrence.

Les ressortissants ouest-africains, pour mieux s'intégrer en République Démocratique du Congo qui est leur pays d'accueil, certains avaient pris la résolution soit de se marier, soit de vivre en concubinage avec des femmes congolaises afin de bénéficier de certains avantages qui pouvaient leur échapper. Dès que les femmes handicapées avaient été au courant de ces relations « amoureuses » qui liaient leurs compatriotes aux Ndingari, elles en ont profité pour passer des commandes à ces dernières afin que leurs conjoints et/ou concubins leur achètent les perles à des prix raisonnables. C'était pour les femmes handicapées une occasion en or.

A ce sujet, les trois premières années les choses semblaient bien évoluer, c'est-à-dire les femmes congolaises vivant en union amoureuse avec ces expatriés ouest-africains passaient les commandes en lieu et place de leurs compatriotes handicapées. Au-delà de ces premières années d'enthousiasme, ces dames qui, jadis aidaient les femmes handicapées, ne voulaient plus les aider à commander les perles en leur faveur.

¹⁰ Terme employé à Kinshasa pour désigner les commerçants Ouest-Africains.

A cet effet, elles avançaient comme raison que *« nos partenaires ne veulent plus que nous puissions faire des commandes pour vous parce que vous leur avez ravi le marché des perles, ils en souffrent, leur chiffre d'affaires a baissé et c'est un grand manque à gagner pour eux. Ils nous ont demandé de vous dire que désormais, débrouillez-vous autrement sans passer par nous »*, avaient-elles dit aux femmes handicapées. Mais certaines sources avaient indiqué que ces femmes étaient quelque peu jalouses de l'évolution des affaires des femmes handicapées.

Par ailleurs, les femmes handicapées ont pris de nouveau l'initiative de créer des connexions avec les Congolais vivant dans les pays où les perles sont produites, elles envoyaient de l'argent au niveau des agences de transfert d'argent et eux, après l'avoir réceptionné, effectuaient les achats pour elles. Les achats effectués, des colis étaient envoyés par des agences de messagerie à ces femmes handicapées. C'est un très bon circuit que certaines femmes PVH utilisent et qui s'avère prospère jusqu'à ce jour.

L'autre voie que ces femmes handicapées utilisent et qu'elles considèrent la plus bénéfique, c'est l'Eglise de Maman Olangi. Plusieurs de ses fidèles habitant Kinshasa appelés communément « missionnaires » vont dans plusieurs pays pour prêcher la Bonne Nouvelle du Christ et ceux qui vont dans les pays où les perles sont produites, durant leur séjour, ils s'arrangent pour acheter des stocks de perles de différentes couleurs qu'ils viennent distribuer aux femmes PVH, à leur retour au pays, sans leur exiger aucun sou.

Pour ces missionnaires, ce sont des actes de charité qu'ils posent à la lumière de ce que la Bible dit. Ils ont renchéri en disant que *« Notre Eglise a aussi pour mission d'avoir la compassion vis-à-vis des personnes démunies et celles porteuses de handicap, autrement nous ne serons plus fidèles à notre Dieu. »*

A cet effet, voici le récit d'une femme handicapée X qui bénéficie régulièrement du don des perles auprès des missionnaires de la Fondation Olangi Wosho¹¹ :

« Je suis joyeuse puisque depuis un moment je n'achète plus les perles, elles me sont données gratuitement par les serviteurs de Dieu de la Fondation Olangi Wosho qui effectuent des missions ecclésiastiques dans les pays d'Afrique de l'ouest où les perles coûtent bon marché. Comme nous n'achetons plus cette matière première, grâce à la faveur nous faite par cette

¹¹ Est un ministère chrétien de combat spirituel, il faut dire en passant que cette église de réveil, est parmi les plus grandes de la RDC, mais aussi la plus rependue et la plus active dans le monde entier.

fondation, nous avons à notre tour diminué les prix des articles fabriqués sur base de ces perles à la plus grande satisfaction de nos clients. Le seul souci c'est qu'on ne sait pas toujours le moment que ces serviteurs doivent aller en mission, d'ailleurs eux-mêmes ne le savent pas aussi car il n'y a pas un calendrier bien précis pour cela ».

A voir de plus près, les femmes handicapées ne cessent d'imaginer les moyens les plus adéquats qui devront leur permettre l'acquisition des perles à moindre coût afin de vendre leurs œuvres artistiques aux prix qui soient adaptés au pouvoir d'achat de Kinois.

Par ailleurs, dès qu'elles sont en possession des perles, la première démarche qu'elles effectuent c'est de faire l'étude du marché en faisant le sondage auprès de Kinois sur leurs préférences d'art à fabriquer. Après avoir recueilli toutes ces informations, elles décident du choix d'objets à fabriquer. Il faut également préciser qu'en dehors de la sélection qui est faite, il y a toujours une gamme d'objets d'art que ces femmes fabriquent pour les touristes, particulièrement occidentaux qui constituent pour elles une clientèle potentielle et sûre.

Généralement, les femmes handicapées utilisent les perles pour la fabrication de plusieurs œuvres d'art. A titre d'exemple, sur leurs étalages et dans les dépôts où sont conservés ces objets en perles, on y retrouve des porte-clés, des cravates, des sacs à main,... décorés aux couleurs des drapeaux de différentes nations. Pour elles, il est toujours intéressant que les touristes qui viennent au Congo trouvent des objets qui portent les couleurs et les emblèmes de leurs pays, c'est une façon de leur transmettre un message d'amour et leur faire savoir indirectement que nous connaissons bien vos pays respectifs et que vous êtes toujours les bienvenus chez nous.

Lors des cérémonies d'expositions organisées par le ministère de la culture et arts, les organisations non gouvernementales nationales tout comme internationales, les réseaux des femmes handicapées ne sont jamais oubliés. Les organisateurs les invitent toujours à y participer en mettant à leur disposition des moyens matériels nécessaires comme les véhicules pour assurer leur déplacement et celui de leurs œuvres d'art à exposer.

L'invitation et la présence des réseaux des femmes handicapées à ces foires d'exposition peuvent se justifier de plusieurs façons : faire passer le message au public de l'importance et des services que les femmes handicapées peuvent rendre à la nation, notamment dans le cadre culturel ; valoriser l'image des femmes handicapées qui sont victimes de la marginalisation dans notre société, en exposant leurs œuvres que beaucoup

de personnes valides ne peuvent peut-être pas réaliser ; confectionner des objets d'art de qualité à vendre à leurs clients pour assurer leur survie et autonomisation ; permettre à ces femmes de faire connaissance avec plusieurs hautes personnalités du monde politique, économique et culturel du pays tout comme d'ailleurs.

Pour mieux fixer les idées, voici les propos de madame Eugénie, mieux connue sous le sobriquet de mama Munde¹², c'est-à-dire une femme blanche, une métisse.

« Toujours dans le cadre de notre métier et comme nous nous approchons de la date de la commémoration du 50^{ème} anniversaire de l'indépendance de notre pays, j'avais pris l'initiative de réunir quelques membres de notre réseau (Coreph) en ma qualité de présidente et je leur avais proposé de créer une œuvre d'art sur base des perles que nous allons offrir aux autorités lors de cette manifestation.

Après que j'aie fini mon propos, l'idée a été appréciée et soutenue à l'unanimité par tous les membres qui avaient pris part à la réunion. Comme nous étions toutes d'accord, l'étape suivante de nos échanges était focalisée sur le choix de l'œuvre d'art à confectionner et là aussi le débat n'avait pas pris du temps, car nous avons opté à fabriquer, avec les perles bien sûr, un tableau qui devait contenir deux drapeaux, l'un de la Belgique et l'autre de la République Démocratique du Congo et autres écrits qui devaient symboliser les liens historiques et amicaux qui caractérisent ces deux nations et c'est ce qui fut fait.

Ne sachant pas comment rencontrer le Chef de l'Etat pour lui remettre son précieux cadeau, j'avais contacté monsieur Lushima Ndjate, journaliste à la RTNC qui anime les tranches matinales à la Télévision. Heureusement pour nous, monsieur Ndjate avait apprécié notre initiative et nous a priées de passer dans son émission pour présenter cette œuvre aux téléspectateurs. Le jour j, nous nous sommes présentées à trois, mes deux collaboratrices et moi à la station de la RTNC. Delà, monsieur Lushima nous a fait entrer dans le studio et nous avons commencé l'émission qui devrait durer deux heures. Pendant qu'elle s'est déroulée, nous étions surprises par l'arrivée de l'épouse du Chef de l'Etat, madame Olive Lembe Kabila dans le studio. Après s'être installée, la première dame nous a dit qu'elle était en train de suivre l'émission chez elle et qu'elle était touchée par la beauté de cette œuvre d'art. C'est la raison pour laquelle, elle a interrompu les tâches qu'elle accomplissait et a pris la décision de venir nous rejoindre, récupérer ce beau cadeau auprès de nous et l'apporter à son cher époux, notre Chef de l'Etat.

¹² Dans la langue locale parlée à Kinshasa qui est le lingala, Mundele signifie l'homme blanc.

Dans la soirée du 30 juin 2010, lors du dîner de gala, le Chef de l'Etat a offert à son hôte de marque le Roi Albert II, de Belgique, quelques cadeaux symboliques et le premier à lui être offert fut le nôtre. Cet évènement nous a beaucoup marquées, nous étions une fois de plus honorées, valorisées, réconfortées et fières de nous-mêmes par rapport à cette production. Nous pensions que c'était fini et que le couple présidentiel nous aurait oubliées. Cependant un certain jour nous recevions un coup de fil qui nous annonçait que Maman Olive Lembe, la femme du Chef de l'Etat, nous a offert des maisons bien équipées à moi et à mes deux accompagnatrices, dans le lotissement de la Commune de la Nsele. Voilà comment ce travail de perles a apporté le bonheur dans nos vies ».

De ce récit de vie, nous retenons que ces femmes handicapées à travers cette œuvre, expriment au public qu'elles sont dotées de diverses potentialités et qualités qui font d'elles des femmes de valeurs qui méritent respect et considération. Par ailleurs, Il sied de noter que la plupart d'œuvres d'art en perles confectionnées dans ces réseaux sont décorés aux couleurs du drapeau national, à savoir, le rouge qui symbolise le sang des martyrs de l'indépendance et de tous ceux qui continuent à se sacrifier pour le pays, le jaune qui signifie les richesses du pays tant du sol que du sous-sol et enfin, le bleu symbolisant le fleuve Congo qui traverse le pays et qui est considéré comme la colonne vertébrale de cette nation qui unit tout le pays. Ce n'est pas tout, elles y mettent les armoiries du pays que sont : la tête de léopard, la défense d'éléphant, une lance, un rocher..., mais aussi beaucoup d'écrits comme la devise du pays : justice-paix-travail.

A la suite de ce qui précède, nous nous permettons d'affirmer que les œuvres en perles, dans le contexte actuel de la RDC, constituent l'un de canaux de transmission des messages culturels à la population, elles apportent une contribution énorme dans la valorisation de la culture congolaise. Le port des cravates et des sacs en perles par les hommes et les femmes constitue une nouveauté, un enrichissement de la mode d'habillement congolaise.

En définitive, à Kinshasa les perles sont devenues une identité des femmes handicapées, par le fait que ce sont leurs réseaux sociaux qui fournissent en très grande quantité ces œuvres de haute qualité. Elles ont réussi à créer des niches de marchés spécifiques de ces produits. Ainsi, si quiconque veut se procurer de ces produits, c'est vers les réseaux sociaux des femmes handicapées qu'il doit s'orienter.

4.1.3. Œuvres artistiques en perles : produits de marché de niche dans les réseaux sociaux des femmes handicapées physiques

Dans la littérature scientifique, plusieurs auteurs définissent le concept de niche de marché. A cet effet, (Dalgic et Leeuw 1994), évoquant la notion du marketing de niche encore appelé marketing ciblé ou micro-marketing, définissent la notion de « niche » comme « un petit marché qui n'est pas desservi par des produits concurrents ». De son côté, (Parrish 2003 : 152) nous renseigne « qu'une niche est composée d'un petit groupe de clients ayant des caractéristiques et/ou des besoins similaires ».

Dans le même ordre d'idées, (Dalgic et Leeuw op.cit) décrivent le marché de niche comme un segment étroit correspondant à une clientèle précise, peu exploitée et associée à un service ou un produit très spécialisé. Les auteurs précités affirment qu'un marché de niche doit avoir les caractéristiques suivantes : les clients sont prêts à payer le prix pour satisfaire leurs besoins, les clients de ce segment ont des besoins spécifiques et distincts, le marché de niche a un potentiel de croissance, il y a peu de concurrence.

Partant de toutes ces considérations conceptuelles, nous considérons une niche de marché comme un petit secteur et/ou une partie de marché en termes de clientèle ou de produits. Dans le cas d'espèce, le nombre d'acteurs du côté de l'offre y est restreint mais la niche est considérée comme rentable, de par la structure peu concurrentielle de son marché. Ainsi, pour maintenir cette rentabilité, la demande doit être, dans ce cas, suffisante.

Comme nous l'avons indiqué dans les pages précédentes, les activités commerciales des réseaux des femmes handicapées dépendent des produits fabriqués ou confectionnés au sein de ces structures. En d'autres termes, les marchandises vendues par ces femmes, pour avoir des revenus pour leur survie, proviennent de leurs propres productions artistiques. Mais de tous ces produits, seules les œuvres artistiques en perles sont quotidiennement fabriquées et commercialisées.

Les œuvres d'art et autres articles produits par les femmes handicapées sont exposés et vendus au sein même des réseaux sociaux. Nous pouvons ainsi confirmer que les réseaux sociaux sont des lieux d'échange et de rencontre où se déroulent diverses activités : ils servent aux femmes handicapées d'acquérir des aptitudes et/ou compétences qui se transforment en œuvres d'art dans des ateliers de production. Mais, ils se substituent aussi

en marché. La plupart d'échanges commerciaux se font sur place, c'est-à-dire les réseaux sociaux sont ouverts à toutes les catégories des personnes pendant les heures de service.

Des hommes et des femmes affluent vers ces marchés de niche qui, soit par curiosité pour apprécier les œuvres produites par les femmes handicapées, soit en profitent pour les acheter et/ou passer des commandes d'œuvres artistiques de leur choix. D'autres, par contre, conscients de la mobilité réduite de ces femmes, viennent dans ces lieux proposer plusieurs marchandises de bonne qualité à vendre à ces femmes. Il arrive des fois que certains commerçants troquent leurs marchandises (pagnes, assiettes,...) contre des œuvres artistiques en perles telsque sac à main, porte-clés, pochette de téléphone,...

Cette présence permanente des commerçants dans les réseaux sociaux redynamise les actions de ces femmes. D'ailleurs, nous tenons à signaler que plusieurs réseaux sociaux sont surnommés « Lufu¹³ » par des tiers et par les actants de ces réseaux. Les réseaux sociaux sont comparés à ce grand marché dénommé Lufu pour la simple raison que dans ce dernier, on observe une présence régulière et continue des vendeurs des produits cosmétiques, des denrées alimentaires, des vêtements et d'autres biens de tout genre. C'est pareil avec Lufu qui est considéré comme un marché four tout. Pour nous, ceux qui qualifient les réseaux sociaux de cette manière n'ont pas tort parce que les femmes handicapées vendent ce qu'elles produisent à tous ceux qui se présentent dans leurs structures et en même temps elles achètent auprès des commerçants les biens qui les intéressent.

En rapport avec le marché de niche et pour rendre leurs activités lucratives rentables, les femmes handicapées des réseaux sociaux mettent sur pied des stratégies de niche qu'elles considèrent comme une alternative efficace. De ce fait, la première des stratégies qu'elles peaufinent, c'est de décomposer leur marché de masse en micro-segments, c'est-à-dire les responsables de ces différents réseaux prennent soin de séparer les endroits de vente de leurs produits, créer des points de vente spécifiques pour chaque produit.

Pour les réseaux qui ont de grands espaces, les responsables s'arrangent pour placer çà et là des kiosques sous forme de petits édifices, des pavillons ayant approximativement la

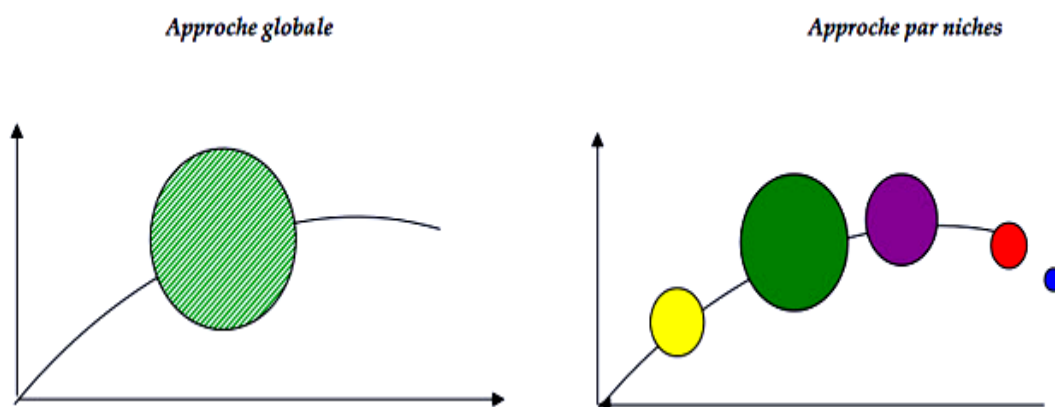
¹³ Lufu est un marché qui est organisé pratiquement tous les jours à la frontière entre la RD Congo et l'Angola. Dans ce marché, il s'effectue des échanges commerciaux entre les angolais et les congolais. A ce sujet, certaines langues affirment qu'actuellement c'est le plus grand marché de l'Afrique Centrale de part le nombre des personnes qui y prennent part mais aussi par la diversité de produits qui sont vendus.

forme d'un cercle destiné à la vente. Dans chaque kiosque, ils y mettent une gamme des produits et/ou des articles de même nature ayant chacun une spécificité ou une caractéristique propre.

Dans cette optique, il sied de relever qu'auparavant, les articles produits dans les différents ateliers étaient tous vendus à un seul endroit. Donc, il n'y avait pas de kiosques où l'on ne trouvait rien que les produits d'une même gamme. Pour l'instant, ces lieux qui servaient de marché pour vendre toutes les œuvres artistiques des réseaux sociaux étaient segmentés en fonction des gammes des produits, c'est-à-dire des articles de même nature. C'est la raison pour laquelle nous avons au sein de ces réseaux plusieurs petits édifices, de petits pavillons ouverts vendant chacun des produits spécifiques notamment les peintures, les œuvres artistiques en perles, les denrées alimentaires,...

De notre point de vue, nous constatons une évolution qui se justifie par un passage d'une approche globale de marché consistant à mettre en commun toutes les marchandises à une approche par niche où les produits considérés comme matières de transaction commerciale sont divisés en petits segments (marchés). La figure ci-dessous schématise ces deux approches.

Figure 3. Approche globale et approche par niches



De l'analyse de ce croquis, il ressort que le passage de l'approche globale de marché à l'approche des niches de marché permet aux réseaux sociaux d'avoir une vision beaucoup plus large et plus efficace de leurs activités lucratives. En d'autres mots, cette approche offre l'occasion aux leaders des réseaux d'identifier les activités commerciales les plus-values, les plus rentables ou au contraire les moins-values ou les plus pénalisantes.

Ces segments sont représentés dans les réseaux sociaux par de petits pavillons ouverts, des étalages des plusieurs gammes de produits notamment de peintures, de perles, de denrées alimentaires et d'habits cousus dans leurs propres ateliers de coupe et couture. Le service chargé de la commercialisation a mis sur pied une stratégie de gestion qui consiste à placer dans chaque segment une équipe chargée de la vente et de marketing composée généralement de trois membres, à savoir : deux personnes chargées de marketing qui sont dans la plupart de cas des femmes valides et d'une caissière.

A la fin de la journée, les caissières de différents pavillons rendent compte de leurs ventes au responsable du service commercial, qui à son tour, fait un rapport hebdomadaire qu'il envoie au Conseil d'Administration du réseau social. Dans son rapport, il indique l'évolution de vente des gammes des produits de chaque segment du marché, il mentionne ceux qui attirent plus les clients et les causes de cet attrait, il donne les recettes générées par chacun d'eux et enfin, il fait une description large des besoins exprimés par les acheteurs et les suggestions et/ou propositions ayant trait à la qualité de produits mis sur le marché.

Partant de tout ce qui précède, nous tenons à préciser que la gamme des produits en perles est la plus prisée par les acheteurs et c'est elle qui renfloue les caisses des réseaux sociaux contrairement aux gammes des produits de peinture, des denrées alimentaires et de la coupe et couture et autres. A notre avis, ces dernières gammes n'attirent pas assez des clients pour plusieurs raisons, à savoir : la Ville de Kinshasa est inondée par des ateliers des peintures, de coupe et couture et d'autres petites unités de production des denrées alimentaires.

Mais, fort malheureusement, en dépit de leur qualité, les Congolais en général et les Kinois en particulier ne les achètent pas souvent parce qu'ils n'ont pas la culture du beau et n'ont pas le goût de l'art. Par ailleurs, certains y ont de l'attrait et veulent bien s'en procurer mais sont incapables de le faire par manque de moyens. Bien au contraire, ils préfèrent satisfaire tout d'abord leurs besoins les plus élémentaires en vue de survivre. Sinon, faire le contraire serait un gaspillage pur et simple.

Les aliments transformés dans les réseaux sociaux, comme le vin de canne à sucre, la mayonnaise, le yaourt, le vin de riz, le vin de gingembre, sont des gammes de produits les moins achetés par les clients car, soumis à une forte concurrence. Comme nous l'avons souligné plus loin, à Kinshasa, il y a prolifération des supermarchés qui vendent des denrées

alimentaires et des articles divers de consommation courante à des prix qui sont adaptés au pouvoir d'achat des Congolais.

Ce phénomène de société fait que les Kinois préfèrent acheter, par exemple, le yaourt, la mayonnaise, vendus dans les supermarchés que ceux de réseaux sociaux. Cette attitude de la part des clients est normale et se justifie par le fait que tous ces aliments ne sont pas bien conservés, la plupart des réseaux sociaux n'ont pas de réfrigérateurs et même ceux qui en ont ne fonctionnent pas régulièrement à cause de coupures intempestives de l'électricité.

Les femmes handicapées ont encore beaucoup à faire pour atteindre la perfection dans tout ce qu'elles font. Elles sont encore au stade d'amateurisme. Elles produisent pour un besoin spécifique de survie et de valorisation de leur état. Le jugement à leur égard doit être indulgent pour ne pas les comparer aux professionnels des domaines dans lesquels ces femmes cherchent à se réaliser. Elles doivent être au contraire encouragées pour les efforts qu'elles fournissent pour pouvoir se socialiser et s'intégrer dans la société congolaise pour être considérées comme des personnes dignes et valables. Ce qui les mettrait en confiance contre la discrimination, la marginalisation et l'injustice. Si les clients fréquentent les ateliers de ces réseaux pour acheter leurs produits, souvent c'est pour les aider à s'en sortir, c'est par pitié ou encouragement. Le récit de cette dame qui s'est intéressée au secteur de la couture est éloquent.

En effet, le segment de niche de marché d'habits confectionnés dans les ateliers des réseaux sociaux n'attire que peu l'attention des clients qui préfèrent passer leurs commandes et acheter les habits dans les différentes maisons de couture disséminées dans la Ville de Kinshasa où l'on retrouve des modélistes talentueux. Malgré cela, quelques habits sont quand-même vendus bien que certains clients les achètent par pitié. Voici le récit d'une cliente à propos des habits cousus dans ces ateliers :

« Je suis venue visiter pour la première fois un réseau social des femmes handicapées, je suis contente de rencontrer plusieurs d'entre elles qui ont appris à lire, écrire et compter grâce aux enseignements qui leur ont été dispensés dans cette structure de socialisation. Par la même occasion, je suis passée dans les différents ateliers de production en vue de découvrir les œuvres qu'elles produisent. Comme je m'intéresse plus à la mode vestimentaire, voilà pourquoi j'ai pris tout mon temps à apprécier les habits cousus par ces dames. A ce propos, je dois affirmer que dans l'ensemble mes impressions ne sont pas bonnes parce que je constate que les vêtements confectionnés dans ce réseau social ne sont pas meilleurs, pas très

attirants que ceux réalisés ailleurs, c'est-à-dire dans différentes maisons de couture éparpillées dans la Ville de Kinshasa. Ces femmes handicapées font un travail d'amateur, elles doivent encore beaucoup travailler en concevant et en élaborant les goûts vestimentaires du moment, car elles doivent savoir qu'il y a une forte concurrence sur le terrain. Pour les encourager, j'ai dû acheter une blouse que je ne mettrai même pas,... ».

Le récit de cette cliente démontre qu'effectivement les femmes handicapées de réseau social ne produisent pas encore d'habits qui puissent concurrencer ceux confectionnés par les modélistes travaillant dans des ateliers de couture de Kinshasa. C'est-à-dire que la formation en coupe et couture doit être renforcée dans les réseaux sociaux afin que leurs vêtements soient appréciés positivement et surtout achetés pour avoir des revenus nécessaires pour leur survie. Leurs œuvres sont achetées par charité, par encouragement parce qu'elles ont été faites par des personnes handicapées comme nous l'a fait savoir la cliente dans sa narration.

Dans les réseaux sociaux, plusieurs articles en perles sont confectionnés comme en témoignent les images ci-dessous.

Figures 4. Les articles fabriqués sur base des perles

Un sac à mains



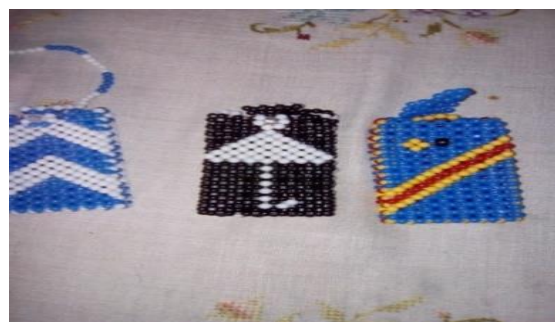
Une nappe



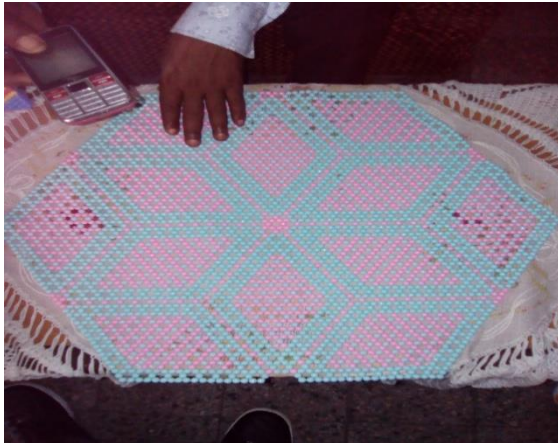
Deux portes-clés: l'une avec les couleurs du drapeau de la Rdc et l'autre avec celles de la Belgique.



Trois pochettes de téléphones avec des couleurs différentes.



Une nappe à table.



Une nappe confectionnée à l'honneur de l'ancien gouverneur de la banque centrale porteur d'un handicap.



Ces divers produits en perles au travers de leur beauté et qualité intéressent énormément une grande partie des clients qui visitent les réseaux sociaux. Au début, ce segment de marché n'attirait pas autant de monde comme il en est le cas aujourd'hui. Et cela est arrivé à la suite des stratégies de marketing mises sur pied par les responsables qui consistent d'abord à découvrir les œuvres artistiques en perles recherchées par les gens qui soient en mesure de répondre aux besoins d'une clientèle particulière.

Pour ce faire, les femmes valides et handicapées qui sont chargées du marketing des articles questionnent régulièrement le public composé des acheteurs, des vendeurs ambulants, des membres de famille, des amis, des chercheurs, des journalistes qui passent dans leurs réseaux sur la qualité de leurs produits. De plus, elles demandent à ce public de faire des propositions par rapport au design, aux nouvelles formes d'œuvres à produire en vue de mieux les satisfaire.

Cette manière de procéder permet au service de marketing de recueillir les informations pertinentes qui leur donnent la possibilité d'une part, de bien connaître les desiderata des clients et, d'autre part, d'adapter la production de biens et services en vue de satisfaire les besoins spécifiques des consommateurs. Concrètement, les personnes chargées de vente et de marketing posaient les trois questions suivantes aux clients et visiteurs qui passent dans les réseaux, notamment : Comment appréciez-vous, d'une manière générale, la qualité de nos articles et notre service de vente ? Est-ce que les types d'articles que nous produisons répondent à vos besoins ? Comment jugez-vous l'utilisation des couleurs des perles dans les différentes œuvres artistiques produites ?

Les réactions du public par rapport à leurs interrogations étaient diverses et variées. Globalement, la majorité des personnes interrogées ont évalué positivement les œuvres produites tout en demandant d'apporter des améliorations par rapport à la qualité et au finissage. Quant au service de vente, elles ont relevé certaines failles en ce qui concerne notamment les explications à fournir clairement aux acheteurs sur la provenance des perles et sur leur durabilité, c'est-à-dire le temps de leur validité ou d'utilisation avant leur dégradation.

Concernant la deuxième question relative aux types d'articles d'art en perles à produire, la majorité des clients et visiteurs ont suggéré que la production de ces articles soit diversifiée en y fabriquant d'autres œuvres telles que des bracelets, des colliers qui doivent être ornés aux couleurs de différents grands clubs de football de la Ville de Kinshasa, dont Daring Club Motema Pembe, Vita-Club, Renaissance du Congo et Bilima.

La proposition de fabriquer des bracelets et des colliers aux couleurs des grands clubs de Kinshasa est une piste à exploiter. A travers le monde et dans tous les stades, les fanatiques de différents clubs de football sont habillés aux couleurs de leurs équipes le jour où celles-ci jouent. Les réseaux sociaux feraient fortune en se conformant à cette idée. Déjà, nous voyons les fanatiques de la jeune équipe de Renaissance du Congo s'habiller et porter, le jour où leur équipe joue, des T-Shirt, chapeaux, colliers, écharpes, bracelets...décorés aux couleurs de l'équipe. Cela est courant aussi chez les fanatiques des autres clubs de football de Kinshasa et du Congo.

Tenant compte des propositions faites par les clients, un jour, le responsable du marketing avait convoqué une réunion à laquelle ont pris part toutes les femmes qui produisent les articles en perles et les personnes chargées de marketing. A cet effet, il a demandé à ces femmes si elles pouvaient confectionner des bracelets, des colliers qui seraient décorés par les différentes couleurs de quatre grands clubs de football de la Ville de Kinshasa.

L'idée a été approuvée à l'unanimité par tous les participants à la réunion qui ont dit en substance :

« C'est une bonne suggestion, cela va permettre que nous ayons une grande clientèle et en retour réaliser des recettes qui puissent aider le réseau social à évoluer. Par ailleurs, les colliers

et les bracelets que ces admirateurs passionnés mettent sont faits par les tissus de coton et se détériorent si vite, tandis que les nôtres seront en perles et dureront plus longtemps».

Sans beaucoup tarder, la semaine qui suivait une quarantaine des colliers et bracelets en perles étaient déjà produits. Toujours est-il que, le CEPROMEFHA est situé à plus ou moins trois kilomètres du Stade Tata Raphaël et de plus ou moins un kilomètre du Stade des Martyrs. A cet effet, nous avons proposé en tant que chercheur, faisant partie des membres effectifs de constituer deux groupes dans lesquels nous retrouvons dans un premier temps rien que des femmes et des hommes valides qui étaient chargés chacun dans son groupe de mener une action qui consistait dans le cas d'espèce à se placer lors des rencontres sportives devant les stades pour faire connaître auprès des supporters des clubs les articles faits en perles et arborés aux couleurs de différentes équipes dans le but de les inciter à les acheter.

Faisant partie de ces groupes, nous avons répété cette expérience plusieurs fois et à chaque nouvelle descente sur le terrain nos produits subissaient de légères améliorations dues aux suggestions des consommateurs. A titre illustratif, certains fans souhaitaient acheter les colliers et les bracelets plus larges, moyens, petits d'autres par contre étaient exigeants à l'utilisation des couleurs : les supporters de Renaissance souhaitent la prédominance de la couleur orange, les fanatiques de Vita-Club la couleur verte, ceux de Daring Club Motema Pembe la couleur blanche et enfin ceux de Bilima la couleur rouge.

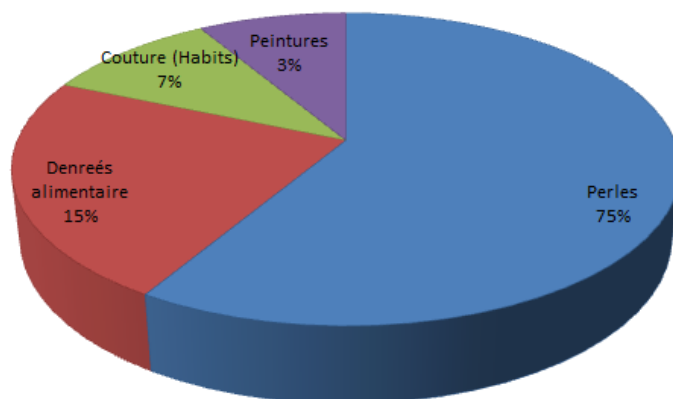
Les efforts ont été fournis pour satisfaire les supporters de tous ces grands clubs qui achetaient régulièrement nos articles. Comme nous n'étions pas en mesure d'être en permanence lors de tous les jours de match, les responsables ont proposé que certains produits soient vendus en gros aux clients qui vont à leur tour les revendre en détail et d'autres soient donnés aux femmes et hommes de confiance qui les vendent et viennent verser l'argent au trésorier en rétrocédant 20 pour cent du montant déposé à ces derniers.

En dehors de ces ventes, de nombreux fanatiques descendent dans les réseaux sociaux pour acheter à la source et poser diverses questions et cela consolide la fidélité des clients par rapport aux œuvres produites. Par ailleurs, nous tenons à indiquer que toutes les stratégies de marketing utilisées, bien sûr visaient au premier plan à vulgariser le produit au public et assurer sa vente. Mais au-delà, à promouvoir les réseaux sociaux.

A présent, découvrons les évaluations chiffrées des recettes financières générées par les différents segments de marché ainsi que le taux d'apprentissage des femmes

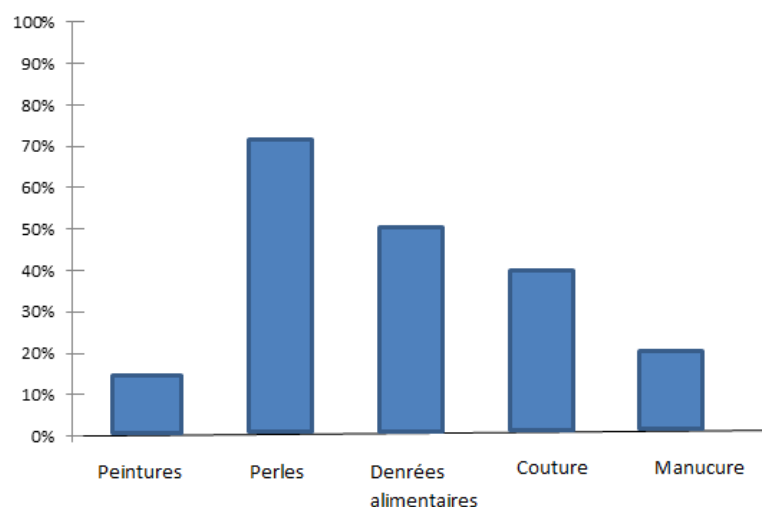
handicapées au niveau de chaque métier professionnel. Ces estimations sont faites à partir des données quantitatives rassemblées çà et là dans les réseaux sociaux de manière fortuite.

Figure 5. Graphique illustrant une approximation des recettes au niveau de chaque segment du marché



Comme l'indique ce graphique, sur quatre segments de marché qui génèrent des recettes aux réseaux sociaux, le segment du marché des perles à lui seul rapporte plus d'argent dans la caisse dans une proportion de 75 %. Tous les trois autres restants ne génèrent que le $\frac{1}{4}$, soit 25 % du total de recettes réalisées dans les réseaux : le segment du marché des denrées alimentaires produit 15 % de recette, celui des habits 7 % et enfin la peinture 3 %. Plusieurs raisons mentionnées dans les précédentes lignes justifient pourquoi le segment du marché en perles occupe la première place en termes de rendement, mais la raison essentielle c'est le fait qu'il soit devenu un marché de niche avec tous les avantages que ce type de marché possède.

Figure 6. Histogramme représentant une estimation au niveau de chaque type de métier professionnel du nombre des femmes handicapées l'ayant appris



Nous tenons à préciser que, généralement cinq types de formation aux métiers professionnels sont donnés dans les réseaux sociaux des femmes handicapées. Chaque apprenante est libre de choisir les métiers qu'elle voudrait apprendre, c'est ce qui explique qu'il y ait des femmes handicapées qui exercent deux, trois, quatre voire cinq métiers. De l'analyse du graphique ci-dessus, il ressort que deux métiers n'attirent pas beaucoup de femmes handicapées des réseaux sociaux, il s'agit de la peinture et de la manucure.

Comme les chiffres l'indiquent, Il n'y a que 15 % des femmes qui ont appris la peinture et 20 % seulement la manucure. D'après nos observations, ce faible taux est dû au fait que l'apprentissage de la peinture est a priori aperçu difficile par ces femmes, c'est pourquoi lors des séances d'apprentissages elles sont généralement démotivées et n'apprennent qu'en partie. Cette attitude fait qu'elles éprouvent d'énormes lacunes à pouvoir réaliser des peintures attirantes, celles qu'elles produisent et vendent n'attirent pas des clients et par conséquent d'autres femmes n'osent pas emboîter leurs pas.

Par ailleurs, la manucure s'apprend facilement, le seul grand obstacle se situe au niveau de la clientèle parce que durant notre séjour dans ces réseaux sociaux nous n'avons pas vu un seul jour un client venir solliciter ces femmes pour les soins esthétiques des mains et des pieds. Ce manque des clients se justifie par la présence permanente et massive des

« **bana vernis**¹⁴ » dans toutes les rues de Kinshasa qui offrent des services de qualité à des prix dérisoires à tous ceux qui les sollicitent pour la manucure-pédicure. C'est pourquoi, dans le graphique représentant les recettes des différents segments de marché, la manucure n'est pas présente parce qu'elle ne génère aucun revenu.

La moitié, soit 50 % de ces femmes handicapées, ont appris à préparer plusieurs denrées alimentaires bien que celles-ci n'apportent que 15 % de revenu au sein des réseaux. Ce métier les motive parce qu'il leur permet de préparer des aliments succulents à partir de leurs domiciles mais aussi dans certaines manifestations comme le mariage, le baptême, la collation des grades académiques,...

Selon les informations recueillies, les recettes réalisées par ces femmes handicapées sont généralement appréciées par les consommateurs et cela constitue un motif de leur valorisation. La couture a été apprise par 40 % des femmes malgré qu'elle ne génère que 7 % des recettes. Ici, nous aimerions souligner que, d'après ces femmes, l'objectif principal de l'apprentissage de la coupe et couture n'est pas pécuniaire mais plutôt pour confectionner, réparer leurs propres habits et ceux des membres de leurs familles et connaissances.

Enfin, 75 % des membres des réseaux ont appris à confectionner les arts en perles ; aujourd'hui les réseaux sociaux des femmes handicapées sont connus et respectés par le public grâce aux œuvres en perles qui ne s'abîment pas facilement même si elles restent invendues pendant plusieurs mois contrairement aux denrées alimentaires qui occasionnent régulièrement des pertes.

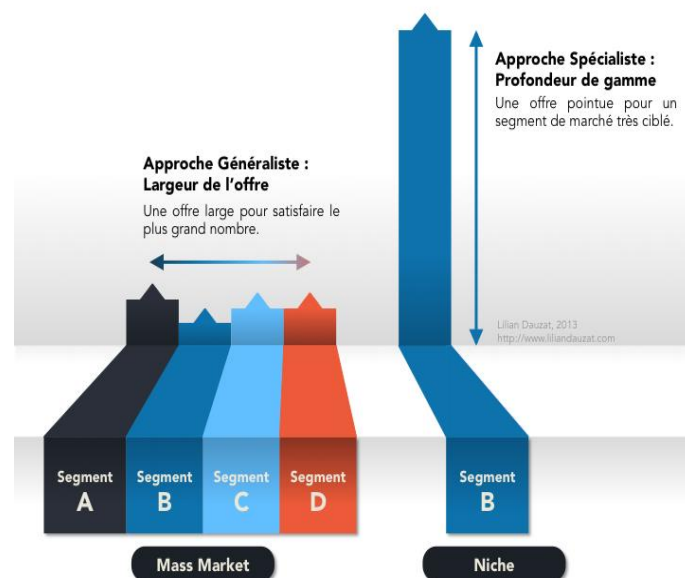
4.1.4. Stratégies de la gestion de la niche de marché des activités lucratives

A leur début, les réseaux sociaux ne se référaient qu'à une approche généraliste comme stratégie de gestion de la niche de marché des activités lucratives. Celle-ci consistait à offrir une large gamme des produits en vue de satisfaire les besoins du public, mais avec pour chaque segment une gamme peu étendue. Actuellement, il y a apparition d'une approche spécialisée qui met sur pied une niche de marché ciblée avec une gamme de produits spécifiques.

¹⁴ Bana, terme lingala signifiant "enfants" en français. Et "bana vernis" sont justement les enfants qui se promènent le long des avenues avec leur boîtes de verni et autres objets pour embellir, rendre propre les ongles généralement des jeunes filles au moyen de quelques billets de banque. Très souvent, ce sont des enfants démunis sortant des familles pauvres. Ils font ça pour leur survie.

La figure ci-dessous représente les deux approches où nous constatons que dans l'approche généraliste quatre segments de marchés sont mis ensemble à savoir : le segment A représentant la couture, le segment B représentant les perles, le segment C représentant la peinture et le segment D représentant les denrées alimentaires. Tous ces segments constituent un marché de masse où l'on propose plusieurs gammes des produits dans l'objectif de satisfaire un plus grand nombre. Au niveau de l'approche spécialiste nous observons que le segment B s'est détaché des autres en proposant des gammes de produits en perles uniquement.

Figure 7. Approche généraliste et Approche spécialiste



Pour la promotion de leurs activités lucratives, les réseaux sociaux ont mis sur pied des stratégies de marketing de niche de marché qui ont consisté à recueillir les points de vue des Kinosis par rapport à la qualité de leurs produits et à la distribution de ces derniers. Les diverses informations récoltées, mentionnées dans les paragraphes précédents ont poussé les réseaux sociaux à déployer des efforts pour développer une gamme de produits en perles qui réponde tant soit peu aux besoins spécifiques de leurs clients.

A cet effet, ils ont extrait de leur marché de masse existant, la gamme des produits en perles qu'ils ont spécialisées en fabriquant plusieurs types d'articles en conformité avec les avis exprimés par les consommateurs. Ces produits constituent un événement public nouveau et sensationnel occupant une partie importante du marché de masse des réseaux sociaux. Les prix de leurs produits sont plus élevés que ceux des produits des autres

segments de marché. Cette situation fait que cette niche ait des marges bénéficiaires considérables et qu'elle renfloue à la hauteur de 75 % les caisses des réseaux sociaux comme l'indique la figure ci-dessus.

Les stratégies de marketing de niche utilisées dans les réseaux se conforment aux deux approches des courants du marketing, à savoir : l'approche dite «top-down» où la segmentation permet de diviser un vaste marché en plus petits segments et l'approche dite « bottom-up » qui part des besoins d'un petit groupe de clients pour s'étendre vers une clientèle plus large, à long terme (Dalgic et Leeuw 1994 ; Parrish 2003 ; Chalasani et Shani 1992).

Dans le même ordre d'idées, (Stanton et Etzel 1991 ; Dalgic 2006) affirment que le marketing de niche permet de répondre aux besoins d'une clientèle particulière grâce à l'adaptation de biens et services pour les petits marchés. Son atout principal est une meilleure connaissance du client grâce notamment à la petite taille du segment. Le client est donc censé être plus satisfait et en retour être plus fidèle.

Les stratégies commerciales employées par cette niche ont eu des répercussions positives sur les produits mais également sur les réseaux sociaux. Aujourd'hui à Kinshasa, les articles en perles sont très bien appréciés et achetés par la population et cela fait le bonheur des réseaux sociaux qui les produisent. Au travers de tous ces produits, les acteurs principaux de ces réseaux que sont les femmes handicapées sont valorisées et respectées par le public qui, dans un passé relativement proche, ne pouvait pas penser que ces dernières étaient capables de réaliser de tels exploits.

Enfin, (Copulsky et Wolf 1990) estiment que le marketing de niche est avant tout un marketing relationnel dans lequel la recherche de satisfaction du client sur le long terme reste un objectif majeur. Partant des propos de ces auteurs, les réseaux sociaux des femmes handicapées sont appelés à peaufiner leurs stratégies de production et de promotion afin de maintenir leur clientèle. Car, à la suite de nos observations sur le terrain, il a été constaté un relâchement dans le chef des femmes handicapées ayant la responsabilité d'évaluer les besoins et les intentions des consommateurs. Celles-ci croient avoir conquis le terrain du marché des perles comme l'affirmait une dame :

« Nous n'allons plus consentir tant d'efforts de conception des techniques permettant d'apprécier les opinions de nos clients quant à la qualité et à la promotion de nos produits.

Pour l'instant, nous sommes leaders sur le terrain, notre gamme est diversifiée et spécifique. Certes, quelques individus essayent de nous imiter mais la qualité de leurs œuvres est sensiblement inférieure à la nôtre. Alors pourquoi devons-nous continuer à chercher des stratégies commerciales sachant que nos concurrents sont très faibles ? ».

Le récit de cette dame montre clairement qu'il y a une négligence, un laisser-aller qui s'installe progressivement dans la consolidation de la production de leurs produits en se basant sur les avis de leurs clients fidèles. Ces femmes chargées de marketing oublient que le marché kinois est, d'une part, dynamique et, d'autre part, imprévisible suite à la crise politique et économique qui sévit en République Démocratique du Congo, face à laquelle, celles-ci sont obligées de réinventer continuellement des techniques de production et de marketing appropriées susceptibles de contourner ce manque de constance et/ou d'équilibre politique et économique.

Les propos ci-dessus sont corrélatifs à ceux de (Bouchard 2002) qui, après avoir réalisé une étude sur les activités de micro-commerce ou de subsistance effectuées par les commerçantes de Kinshasa, a affirmé que la RDC se trouve dans un contexte marqué, entre autres, par de fortes fluctuations et des soubresauts économiques et politiques qui incitent les commerçantes de Kinshasa à renouveler sans cesse leurs stratégies commerciales.

4.2. Autonomie

La Convention relative aux droits des personnes handicapées et le protocole facultatif, dans son sixième article, recommande aux Etats Parties de reconnaître que les femmes et les filles handicapées sont exposées à de multiples discriminations, et que ces derniers prennent les mesures voulues pour leur permettre de jouir pleinement et dans des conditions d'égalité de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales. Dans l'alinéa 2 de cet article, la Convention exhorte les pays membres de prendre toutes mesures appropriées pour assurer le plein épanouissement, la promotion et l'autonomisation des femmes handicapées, afin de leur garantir l'exercice et la jouissance des droits de l'homme et des libertés.

De ce fait, les femmes handicapées de Kinshasa qui se sont insérées dans les réseaux sociaux bénéficient, d'un côté, du processus de socialisation et, de l'autre côté, de l'apprentissage des métiers professionnels dans le cadre de l'éducation non formelle. A l'issue de ces processus, on voit émerger des femmes handicapées qui sont à la fois

transformées, épanouies et autonomes. C'est ainsi que dans les lignes qui suivent, nous allons décrire les faits qui attestent l'autonomie de ces femmes handicapées, mais également, nous allons démontrer comment elles deviennent des femmes de valeur en dehors de leur autonomisation.

4.2.1. Les faits qui attestent l'autonomie chez les femmes handicapées

Il est utile de souligner que les faits d'autonomisation des femmes handicapées ne sont pas seulement perceptibles dans les réseaux sociaux mais également ailleurs, notamment, à la maison, à l'église, au marché, dans les agences de transfert d'argent,...

En effet, suite aux observations directes et participantes que nous avons effectuées sur le terrain, aux différentes interviews réalisées auprès de femmes handicapées, de leurs membres de famille ainsi qu'auprès de leurs amis et connaissances, nous avons pu identifier plusieurs actes ou actions posées en toute liberté avec indépendance par ces dernières.

Dans l'ensemble, les femmes handicapées qui évoluent dans les réseaux sociaux savent aujourd'hui lire, écrire et compter. Elles savent écrire leurs noms, elles rédigent de petites lettres et envoient des messages à partir de leurs téléphones, elles comptent et écrivent des chiffres jusqu'au-delà de dizaine des milliers.

A ce propos, voici le récit du fils aîné d'une femme handicapée.

« Il y a 5 ans, dit-il, ma mère ne savait pas tenir un stylo à bille pour écrire soit son nom, soit un message dans son téléphone. Je me rappelle un jour, notre oncle qui vit à Luanda en Angola avait envoyé une somme d'argent à notre maman par le canal d'une agence de transfert d'argent. Le jour de retrait, la maman s'est présentée à la réception de cette agence et la personne qui l'avait reçue a demandé à notre maman d'écrire son identité dans leur cahier registre tel que cela se trouve dans sa carte d'électeur (le nom de la carte d'identité utilisée par les Congolais) qu'elle détenait, mais aussi d'inscrire les noms de la personne qui a envoyé l'argent, son lieu de résidence et le montant envoyé. Ma mère était incapable de faire ce qu'on lui demandait. C'était une mission impossible pour elle. Heureusement je l'avais accompagnée et c'est bien moi qui avais effectué toutes les opérations à sa place. Au moment où je vous parle, la réalité est toute autre chez notre maman qui, suite aux différentes formations bénéficiées dans leurs réseaux sociaux, elle accomplit plusieurs tâches seule sans que nous intervenions. A titre d'exemple, elle écrit ses noms ainsi que ceux des autres personnes, elle rédige des lettres en lingala et envoie des messages à partir de son téléphone. Elle sait calculer les chiffres en utilisant les quatre opérations d'arithmétique, à savoir :

l'addition, la soustraction, la multiplication et la division. Cela lui permet de passer les commandes, d'effectuer les achats divers et de bien gérer ses activités de subsistance ».

Ce récit de vie montre, d'une part, l'impact du mécanisme de socialisation des réseaux sur cette femme handicapée à travers l'éducation non formelle ou l'alphabétisation et, d'autre part, la jouissance de la part de cette dernière de liberté d'actions et de pensée.

Par ailleurs, plusieurs femmes handicapées exercent les métiers professionnels appris au niveau des réseaux sociaux à domicile. Par rapport à cette réalité, lors de nos interviews, nous avons rencontré une vingtaine de femmes qui organisent de petits ateliers de production à domicile. Certaines produisent les articles en perles tout en bénéficiant de l'aide logistique des membres de leurs familles qui en profitent aussi pour apprendre. D'autres, par contre, fabriquent souvent le vin de gingembre, le vin de canne à sucre, le vin d'ananas qu'elles vendent à leurs clients fidèles qu'elles dénomment « nos abonnés » qui se déplacent vers leurs résidences pour les acheter et/ou les consommer sur place.

Ces activités de production génèrent des revenus qui permettent à ces femmes de s'acheter des pagnes, de se faire soigner, de scolariser leurs enfants, d'apporter de l'aide financière aux membres de leurs familles et à leurs amis...D'autres parviennent même à prendre des maisons en location pour se détacher totalement de la famille. Toutes ces actions sont faites de manière libre et indépendante par ces femmes grâce à leur socialisation dans les réseaux sociaux.

Voici un autre fait saillant que nous avons relevé, lors d'un culte organisé au sein d'un réseau social par l'organisation ecclésiastique appelée 'Campus pour Christ'. Avant le début proprement dit du culte, le pasteur responsable de ce regroupement religieux avait pris soin de distribuer un exemplaire de la Bible à toutes les femmes handicapées ainsi qu'à toutes les autres personnes qui étaient présentes sur place. Pendant le déroulement du culte, beaucoup de femmes handicapées surtout celles qui avaient mis du temps dans les réseaux parvenaient elles-mêmes à chercher les versets bibliques dans la Bible, elles notaient les explications et les versets à lire à domicile relevés par le pasteur.

A la grande surprise de tout le monde, une femme handicapée avait répondu à la demande du pasteur en lisant à haute voix et correctement dans sa Bible les deux versets indiqués. Cet acte de bravoure a été salué par un responsable du réseau qui n'avait pas hésité de placer un mot en ces termes : « *J'ai vu l'arrivée de cette femme dans notre structure,*

elle ne savait ni lire, ni écrire, elle était totalement analphabète. Aujourd'hui, je me réjouis du fait qu'elle lit correctement les textes et prend ses propres notes ».

4.2.2. Comment elles deviennent des femmes de valeur en dehors de leur autonomie

Au-delà de revenus et de biens matériels possédés par les femmes handicapées qui les rendent autonomes et les valorisent, d'autres faits font d'elles des femmes de valeur. A Kinshasa, toutes les femmes handicapées ayant été socialisées dans les réseaux ne pratiquent plus la mendicité forcée, elles ne tendent plus les mains sur la place publique pour quémander l'aumône, pour que la manne leur tombe du ciel ; au contraire, elles produisent des œuvres artistiques de haute valeur qui suscitent l'admiration des consommateurs et prisées par le public. Car, elles savent que c'est au prix de la sueur de leur front que se trouve le salut pour leur survie.

Ces femmes ne croisent plus les bras, ne sont plus immobiles comme auparavant, elles ont à faire quotidiennement. Les jours ouvrables, elles se rendent dans leurs réseaux sociaux pour travailler dans les ateliers de production et apprendre d'autres métiers professionnels. Elles n'assument plus la fonction de gardienne de maisons. Ces femmes effectuent les mêmes mouvements que les femmes valides, c'est-à-dire, elles quittent leurs maisons le matin et elles y retournent le soir. Avant de sortir, elles soignent leurs corps en prenant bain chaque matin, en mettant le maquillage et en portant des habits propres et chics comme tout Kinois.

En plus, elles parlent de leur sexe, de leur handicap et des métiers qu'elles exercent dont l'un est considéré comme un métier masculin notamment la peinture. Les Kinois admirent les efforts qu'elles consentent pour acquérir des aptitudes professionnelles si complexes, de transformer leur handicap en compétence en dépit de leurs corps diminués par le handicap (sans bras, sans jambes...). Bref, la population les identifie au travail qu'elles exercent et à la qualité des gammes des produits qu'elles déversent sur le marché. Ces atouts supplémentaires font qu'elles soient appréciées, valorisées par le public en dehors de leur autonomisation

4.3. Des relations qui se réalisent de manière effective et progressive

Dans ce point, nous allons décrire les différentes formes de relations qui se tissent entre les femmes handicapées au sein de leurs réseaux sociaux, à savoir : les liens de

fraternité non-monétaire, les liens de fraternité monétaire et matérielle, la caisse sociale, la ristourne ou tontine et les contributions ponctuelles.

4.3.1. Liens de fraternité non-monétaire

Les liens de fraternité non-monétaire existant dans les réseaux sociaux de femmes handicapées se manifestent à travers des aides mutuelles motivées par un sentiment de solidarité posées entre les femmes handicapées. Ces secours ou soutiens ne font pas intervenir de l'argent. Ils se réalisent autrement et prennent diverses formes que nous décrivons ci-dessous.

La plupart des liens de solidarité non-monétaire sont marqués par la transmission d'informations de bouche à l'oreille. Les femmes handicapées appartenant aux réseaux sociaux prennent beaucoup de temps avec le « masolo », « la causerie », à la pause et même pendant qu'elles apprennent et travaillent. Ces conversations informelles se substituent à des discours sans règles imposées où tous les sujets, voire ceux considérés comme tabous sont abordés et transmettent des informations pertinentes aux unes et aux autres.

Un jour, pendant la pause, deux collègues nous donnaient l'information selon laquelle, la paroisse catholique Sainte Thérèse organisait des sessions de formation gratuites sur les droits de l'homme et sur l'hygiène corporelle aux personnes vulnérables qui n'ont pas fait les études secondaires et universitaires. A la suite de son insistance, nous avons à cet effet pris la décision d'y participer. A l'issue de cette formation, nous avons fait bénéficier à celles qui étaient absentes de l'essentiel de connaissances acquises.

Dans cette optique, pendant nos conversations une dame avait fait remarquer qu'il y avait six femmes handicapées qui ne se faisaient plus voir. Séance tenante, un petit comité de suivi constitué des volontaires avait été mis sur pied, comité auquel je prenais part. Celui-ci avait pour mission principale de visiter chacune d'elles, de déceler les motifs de leur irrégularité et de les encourager à revenir dans les réseaux sociaux. A la fin de cette mission, cinq femmes sont retournées pour poursuivre leurs apprentissages professionnels. Elles ont été contentes de cet acte de solidarité posé à leur égard, car elles avaient avoué que si cela n'était pas fait elles n'auraient plus regagné le réseau.

Cette fraternité se manifeste également pendant les apprentissages. Il arrive souvent d'observer les femmes handicapées ayant bien maîtrisé l'alphabétisation et les

apprentissages des métiers professionnels se souciaient de celles qui ne les sont pas encore. A cet effet, certaines se mettent à répéter avec leurs collègues les leçons d'écriture, de lecture et de calcul. D'autres, par contre, les amènent dans les ateliers pour fabriquer certains produits ensemble. Pour celles qui maîtrisaient les apprentissages, leurs actions visaient à ramener à leur niveau les collègues qui présentaient encore des lacunes.

Par ailleurs, beaucoup de femmes handicapées sont maltraitées dans leurs familles, elles sont nomades, sans domicile fixe et avec de constants déplacements. Certaines d'entre elles bénéficient de la grandeur d'âme d'autres femmes handicapées qui s'insurgent contre cette situation de précarité et prennent la décision de les loger chez elles. A cet effet, voici le récit d'une femme handicapée sous logée.

« Il y a deux années écoulées, je n'avais pas une habitation fixe, je me retrouvais tantôt chez mes sœurs, tantôt chez mes tantes paternelles et maternelles. Et, partout où je passais, je n'étais pas la bienvenue, pour preuve, je ne restais pas longtemps dans un endroit, les familles d'accueil trouvaient toujours des faux-fuyants, des échappatoires pour me faire partir. J'étais devenue instable et j'avais perdu complètement le goût de la vie. Mais, par la générosité de ma copine X qui m'a logé chez elle, aujourd'hui ma situation a changé et je me prépare de la quitter parce que j'ai déjà reconstitué ma garantie locative à partir des revenus gagnés au réseau social ».

4.3.2. Liens de fraternité monétaire et matérielle

De notre point de vue, nous appréhendons la fraternité monétaire et matérielle comme toute aide mutuelle qui fait intervenir l'argent et divers biens matériels. Dans le cadre de notre étude, les femmes handicapées des réseaux sociaux s'entraident financièrement et matériellement. Cela s'appelle solidarité. (Bouchard 2002 : 46) définit la solidarité monétaire comme « toute action posée par A envers B impliquant une aide financière, il s'agit d'une aide souvent sous forme de marchandise à crédit mais aussi en argent ».

En raison de la crise socio-économique qui sévit en République Démocratique du Congo et compte tenu du pouvoir d'achat de la population, il s'avère difficile pour les femmes handicapées, avec leurs maigres revenus, de nouer les deux bouts du mois. Pour pallier à cette situation, elles ont mis en œuvre des dispositifs de solidarité matérielle et monétaire pouvant leur permettre d'alléger et de soulager tant soit peu leurs difficultés.

Dans les réseaux sociaux étudiés, cette fraternité ou plutôt cette solidarité se manifeste principalement au travers de deux dispositifs, à savoir : la caisse sociale et la tontine (likelemba¹⁵).

4.3.2.1. Caisse sociale et/ou mutuelle

L'adhésion à la caisse mutuelle a un caractère obligatoire pour tous les membres effectifs. Au début de chaque mois, toutes les femmes versent chacune un montant équivalent à dix dollars américains à la trésorière principale de la caisse sociale qui les réceptionne et délivre à chaque contribuable un reçu attestant le dépôt effectif de la somme d'argent.

Quant à l'utilisation de ce fonds, la priorité est accordée à toute personne qui tombe malade et qui manque de possibilité pour se faire soigner. La caisse sociale intervient jusqu'à un plafond de 50 dollars. Tous les cas de maladie nécessitant des frais exorbitants sont à la charge de l'intéressée ou de sa famille biologique. L'argent de la caisse est prêté aux membres effectifs et à quelques personnes de confiance ne faisant pas partie du réseau. Ces deux catégories d'individus remboursent la somme empruntée à la fin de chaque mois en y ajoutant l'intérêt de 20 %.

A titre d'exemple, si une femme handicapée prend 40 dollars à la caisse, au début du mois prochain elle devra restituer les 40 dollars et payer 8 dollars d'intérêt. S'il arrivait qu'à la date convenue la somme empruntée et les intérêts ne sont pas payés. La somme initiale continuera à produire 20 % d'intérêts chaque mois jusqu'à ce que cet argent et les intérêts soient complètement payés. En cas d'abus de confiance, la personne concernée ne recevra plus jamais de l'aide de la caisse sociale.

Quelques femmes handicapées ambitieuses élaborent de petits projets qu'elles introduisent aux gestionnaires de la caisse en vue d'obtenir des financements pour la réalisation de leurs actions. Tous ces projets sont examinés par un groupe des personnes dénommé « comité d'experts » qui sélectionne ceux qu'il juge réalisables et fixe le montant à allouer à chacun d'eux. Dès que la somme du projet est versée aux demandeurs, ces derniers signent un document où ils s'engagent à rembourser la somme reçue selon les modalités fixées par le comité d'experts. A ce sujet, une femme a révélé ce qui suit :

¹⁵ Une forme de ristourne.

« Un matin, une fille qui m’a posé la question si nous vendions de l’eau mise dans les petits sachets aux détaillants. J’ai répondu non. La demoiselle s’exclamant en me disant ‘na bino pe bozali na courant ya kitoko boye ? Cela veut dire tout simplement ‘ malgré votre bon courant, stable vous ne vendez pas d’eau ? Cette phrase m’a profondément touchée et je m’étais mis à réfléchir comment je pourrais débiter cette activité sans pourtant posséder un réfrigérateur. Le lendemain, j’ai partagé mes pensées avec un responsable de la caisse mutuelle qui m’avait demandé d’introduire un petit projet dans lequel je devrais mentionner en détail ce que je compte réaliser comme activités, c’est ce qui fut fait. Deux semaines après, une somme d’argent importante a été décaissée en ma faveur pour commencer mon projet. A cet effet, j’ai dû payer un frigo de bilokos (un frigo de seconde main, qui provient d’Europe) dans lequel je mettais les petits sachets d’eau que je vendais en gros aux détaillants. Au moment où je vous parle, j’ai déjà restitué l’argent de la caisse sociale et mon projet évolue très bien. Pour preuve, je venais d’acquérir un deuxième frigo... ».

De plus, lors des festivités de chaque fin d’année, des sommes d’argent importantes sont défalquées de la caisse mutuelle. Cet argent est remis à la commission qui a pour mission d’acheter différents aliments (du riz, les poissons salés, l’huile végétale, la farine de maïs, du sucre, du lait, etc.) à distribuer aux membres qui sont en ordre de cotisation. Ces denrées alimentaires permettent d’une part, aux femmes handicapées de bien passer les fêtes de nativité et de nouvel an et, d’autre part, aux membres de leurs familles et à leurs amis de goûter au fruit de leur travail.

« Nous n’avons jamais eu de problème de nourriture pendant la période de fêtes de fin d’année. La quantité d’aliments reçue arrive à satisfaire tant soit peu nos besoins ainsi que ceux de quelques membres de nos familles et amis à qui nous donnons à tel 2 kilos du riz, à l’autre deux poissons salés ainsi de suite. Bref, nous ne dépendons de personne, bien au contraire, nous prenons en charge certaines personnes durant ces festivités. Cet acte nous valorise énormément auprès de notre entourage constitué des personnes valides ».

A la reprise des activités, juste après le congé de dix jours accordés pour les festivités, les membres du comité de gestion organisent généralement à la première quinzaine du mois de janvier une journée spéciale d’échanges des vœux entre les membres du réseau social. Y sont également conviés, les membres de soutien et les membres d’honneur. Le budget alloué à cette manifestation est pris en charge à 70 % par la caisse sociale.

4.3.2.2. La ristourne ou Tontine

En vue de constituer une bonne somme d'argent pour, soit démarrer une activité lucrative, soit payer l'équipement de la maison, les femmes handicapées font recours à la ristourne que (Bouchard op.cit. : 48) définit comme « une association qui regroupe des gens qui conviennent de verser ensemble un montant fixe d'argent par personne dans une cagnotte, selon un calendrier établi d'avance. La somme réunie est ensuite versée intégralement à chaque membre à tour de rôle ».

Pour sa part, (Ayimpam op.cit. : 231) nous renseigne que « la tontine, likilemba » fonctionne selon une règle générale assez simple : les personnes associées versent, selon une périodicité fixée (le jour, la semaine, le mois, etc.), une même cotisation dans une caisse commune dont la somme, « la cagnotte », est attribuée à chacun des contributeurs à tour de rôle, selon un ordre de rotation convenu. Lorsque chacun des contributeurs a bénéficié de la cagnotte, un cycle peut se clore et un autre commence. ».

Ces deux auteures, dans leurs recherches menées à Kinshasa, l'une sur des actions entreprises par des femmes commerçantes dans leur vie de tous les jours et l'autre sur l'économie de la débrouille à Kinshasa, ont analysé le phénomène 'likelemba'. Les contenus sémantiques qu'elles ont donnés au concept de 'ristourne' ressemblent à la manière dont ces femmes handicapées font fonctionner leur tontine dans leurs réseaux sociaux.

Dans ces structures, l'adhésion au likelemba n'est pas obligatoire, il n'existe aucune contrainte à cet effet. La moyenne des femmes handicapées qui y prennent part s'élève à 30 %.

Quant au nombre des groupes de ristourne, il n'est pas identique dans tous les réseaux : on retrouve dans certains 2, 3 dans d'autres. Et, chaque groupe est constitué de 10 à 20 membres. Ces derniers versent auprès de la trésorière un montant en franc congolais équivalent à 15 dollars américains avant le dixième jour de chaque mois. Le total de la somme encaissée est accordé par mois et tour à tour à un contributeur dans certains groupes, et dans d'autres à deux, à trois membres selon les effectifs des participants. Si dans un likelemba on retrouve plus de 12 personnes, le montant perçu ne pourra être alloué à un contributeur pour la simple et unique raison que la durée de l'exercice de la ristourne est fixée à douze mois. C'est pourquoi, pendant cette période, chaque contribuable perçoit la

cagnotte réservée à cet effet avant de recommencer un nouveau cycle. Ci-dessous, le récit de madame Ntamba :

« Avec mon revenu mensuel, je n'arrivais pas à équiper en meubles mon petit salon qui est resté pendant longtemps, durant plusieurs années vide comme un boulevard. J'ai maintes fois essayé d'épargner un cinq, un dix dollars chaque mois, peine perdue, je finissais à les consommer pour satisfaire d'autres besoins. Mais quand j'ai pris l'option de m'adhérer dans une ristourne, six mois après, quand mon tour fut arrivé, j'ai dû toucher une somme d'argent consistante qui m'a permis d'acheter trois petits fauteuils et une table à manger pour mon salon. Je reconnais que cet exercice est difficile à réaliser parce que, défalquer 15 dollars dans mon petit revenu mensuellement n'est pas chose facile, mais j'ai compris, dans la vie rien ne peut se faire sans sacrifice. Voilà pourquoi j'y suis et j'y resterai en vue de matérialiser d'autres ambitions ».

Par ailleurs, à Kinshasa comme l'a affirmé (Bouchard op.cit. : 50), « Souvent, le likelemba s'accompagne d'un muziki¹⁶, où les membres mangent et prennent une bière ensemble. Les membres se cotisent pour participer aux dépenses encourues, lors de leurs réunions ». Par rapport à cette affirmation, la réalité est tout autre dans les réseaux sociaux des femmes handicapées. Ici, leurs actions se limitent à la ristourne, elles n'organisent pas des rencontres qui nécessitent des cotisations supplémentaires pour des jouissances qu'elles trouvent superfétatoires. A ce propos, madame Marthe raconte :

« Pourquoi nous devons organiser le muziki ? C'est du gaspillage, chacune peut s'acheter une boisson, un repas selon son goût et mettre la musique de son choix à partir de chez elle. Ceux qui le font ont diverses et bonnes ressources financières qui les incitent à effectuer des dépenses inutiles. Autres raisons : le muziki se déroule souvent le soir et se termine généralement tard dans la nuit, à cette heure-là il est difficile aux personnes handicapées dépourvues de moyens de transport adéquats de se déplacer. Aussi, vous devez savoir que lors de ce muziki, il se passe des pratiques obscènes qui ne peuvent être admirées par des personnes sérieuses et bien éduquées. Pour moi, il contribue à la dépravation des mœurs, c'est une pratique à proscrire ».

Depuis quelques années, le muziki n'a plus d'ampleur chez les Kinois compte tenu de dégâts qu'il ne cesse d'occasionner. D'après nos informateurs, plusieurs mariages, fiançailles se sont disloqués à cause de ce phénomène. Quand ils boivent, dansent, ils perdent souvent

¹⁶ Une structure où différentes femmes se réunissent des temps en temps pour se détendre, jouer de leur vie...

le contrôle et ne savent pas se contenir pour ne pas poser des actes immoraux comme : l'exhibition des danses obscènes, ordurières, dans des positions ridicules, l'excès de table, prononcer des propos contraires à la raison ou au bon sens, tapages nocturnes,... Partant de ces constats, en vue de préserver leur dignité, les femmes handicapées membres de likelema se réservent de ne jamais organiser le muziki.

4.3.3. Contributions ponctuelles

Plusieurs circonstances heureuses ou malheureuses surviennent d'une manière inopinée au sein de réseaux sociaux et dans les familles des membres qui nécessitent des actions d'entraide posées par certains acteurs effectifs de réseaux vis-à-vis des autres qui sont concernés par les faits. En général, quatre événements obligent les femmes handicapées de réseaux de manifester leur solidarité, à savoir : l'hospitalisation, le mariage, la naissance et le deuil.

Parmi toutes les circonstances susmentionnées, en RDC et particulièrement à Kinshasa, la mort reste l'évènement qui attire la sympathie de tout le monde. Dans ce cas, (Bouchard op.cit. : 53) affirme que « la mort revêt, en République Démocratique du Congo comme ailleurs en Afrique, une importance primordiale ». Dans les réseaux des femmes handicapées, dès que survient le décès d'un membre effectif, les responsables convoquent dans l'immédiat une assemblée générale pour fixer le montant de la contribution que doit verser chaque membre pour venir en aide à la personne éplorée. A ce propos, les responsables communément appelés « chefs », déboursent une somme d'argent plus importante que les autres membres dénommés « membres simples », n'assumant pas de postes de responsabilité. Ces derniers payent, dans la plupart des cas, la moitié du montant versé par les chefs.

Le deuil ne dure que quelques jours, la contribution de tout un chacun est à verser au plus tard le troisième jour, à partir du moment de l'annonce du décès. Toute personne qui ne s'est pas mise en ordre, c'est-à-dire qui n'a pas pu verser la somme exigée pendant le délai qui a été fixé, est obligée d'emprunter à la caisse mutuelle. L'enveloppe réalisée est répartie habituellement de la manière suivante : le 1/3 de la somme est versé à la famille du défunt pour résoudre certains problèmes, le reste de la somme sert à acheter le cercueil et les habits qu'on mettra sur le corps de la personne décédée, aussi louer un ou deux véhicules qui doivent amener les membres au cimetière pour participer à l'inhumation de

leur collègue. Au retour du cimetière, un peu d'argent est réservé pour acheter et partager un verre de bière en guise de bain de consolation qui marque la fin du deuil.

Lors de la veillée mortuaire, les femmes handicapées se mettent en avant plan, elles entourent le cercueil et entonnent des chansons de leur choix. Elles scandent des mots, des phrases que la défunte prononçait souvent. Ce sont elles les vedettes de l'évènement, elles s'imposent en fixant, par exemple, l'heure de la sortie du corps de la morgue et de la levée du corps pour le cimetière. Les membres de la famille de la personne décédée établissent le programme des obsèques en tenant compte de desiderata et/ou des désirs exprimés par les membres du réseau social. En cas d'entêtement de la famille à ne pas vouloir suivre leurs propositions, ces derniers revendiquent en posant des actes qui contraignent la famille à concéder.

Par le fait d'avoir participé à deux cérémonies des funérailles des femmes handicapées, nous avons constaté que, les actions menées et/ou posées par ces femmes ne visent qu'à transmettre indirectement le message ci-dessous à tous ceux qui viennent prendre part à ladite cérémonie :

« Nous avons des aptitudes physiques, intellectuelles et sociales requises pour prendre totalement en charge les obsèques de nos consœurs. Les réseaux sociaux dans lesquels nous appartenons sont bien structurés et bien organisés. Ils facilitent notre intégration sociale en nous apprenant la lecture, l'écriture, le calcul et divers métiers professionnels. Aujourd'hui, nous méritons d'être respectées et valorisées ».

A voir de près, pour ces handicapées, les funérailles, en dépit de leurs aspects douloureux et consternants qu'elles entraînent, constituent un lieu, un espace propice pour communiquer leurs pensées, manifester leurs sentiments mais également démontrer aux 'personnes valides' qu'elles ont des capacités, des atouts nécessaires pour s'assumer convenablement dans la société congolaise malgré leur handicap. De plus, il sied de relever que, pendant les obsèques, de nombreuses personnes s'étonnaient de l'organisation de ces femmes handicapées et appréciaient positivement les actes posés par ces dernières. A ce sujet, Gilbert, ami au grand-frère de la défunte, nous a raconté :

« Je suis ravi de la manière dont ces femmes handicapées se sont impliquées pour enterrer leur consœur. Maintenant, j'ai une perception positive de ces personnes que jadis, je considérais comme des parasites, des analphabètes, des dépendantes. Bref, presque des gens inutiles ».

dans la société, mais aujourd'hui, elles viennent de nous démontrer qu'elles possèdent des aptitudes nécessaires qui leur permettent d'agir seules et avec efficience. Elles ont été formidables sur toutes les lignes. Mon ami, le grand-frère biologique de la défunte, m'a affirmé qu'elles ont remis à la famille une enveloppe consistante qui a permis à celle-ci de faire face à certaines dépenses. »

Par ailleurs, lors de décès de l'enfant biologique d'un membre effectif du réseau, ici, également tous les agents sont obligés de contribuer à la hauteur de leurs moyens et la présence de tout un chacun est obligatoire. Concernant la mort d'autres membres comme les parents, les frères, les oncles, cousins..., le règlement d'ordre intérieur ne prévoit rien à propos. Malgré cela, les femmes qui ont des affinités vis-à-vis de la personne éprouvée assistent aux obsèques et s'efforcent de donner une petite contribution à leur congénère. Dans cette optique, profitant des funérailles du père de madame Souzane, auxquelles nous avons pris part, il a été constaté une participation faible des membres de réseau social dans lequel Souzane fait partie. A cet effet, une de ses collègues nous a dit ce qui suit :

« Notre réseau contient plus de 200 membres. Dans ces funérailles il n'y a à peine que 12 membres qui sont venus consoler Suzanne. Si vous posez la question à chacune de nous pour savoir la raison qui nous a poussées à participer aux obsèques de notre collègue, les unes vous diront que nous sommes originaires de la même province, nous parlons le même dialecte ; les autres, par contre, diront : Nous avons commencé les activités dans le réseau social le même jour, nous habitons le même quartier, nous prenons le transport ensemble, nos maris et/ou concubins se connaissent. »

Le récit de cette femme handicapée démontre qu'il existe certaines circonstances heureuses ou malheureuses où le règlement d'ordre intérieur régissant le fonctionnement du réseau social n'exige pas la participation obligatoire des membres. Ceux qui y assistent entretiennent des liens particuliers avec la personne éprouvée. De ce qui précède, nous affirmons que les liens étroits de sympathie entretenus par les femmes handicapées des réseaux sociaux ne sont pas uniformes, ils sont influencés par plusieurs facteurs, à savoir : le dialecte, la province d'origine, la tribu, le lieu d'habitation..., rapprochent certains membres au détriment des autres.

Partant de nos observations, nous avons constaté que, les femmes parlant le même dialecte sont plus attachées, ont des liens très forts, s'assistent mutuellement que celles par exemple habitant le même quartier ou celles qui ont commencé la formation au même

moment. A titre d'illustration, dans les réseaux sociaux, les femmes handicapées qui parlent le kikongo ya l'Etat sont plus nombreuses que d'autres. Cette supériorité se justifie par le fait qu'elles proviennent de deux provinces de Bandundu et du Bas-Congo qui entourent la Ville de Kinshasa.

A cet effet, lors des cérémonies de mariage, de naissance, voire en cas d'hospitalisation d'une femme handicapée du réseau parlant le kikongo de l'Etat¹⁷ ou d'un membre de sa famille, tous les membres qui s'expriment dans ce dialecte se mobilisent pour chercher à secourir, à assister la personne concernée. Ils ne ménagent aucun effort pour le faire, ils le font d'une manière spontanée parce qu'elles ont en commun le même dialecte.

Pour revenir au cas de Suzanne, lors des obsèques de son père, douze membres seulement étaient présents parmi lesquels neuf parlaient le swahili comme Suzanne. Si, elle parlait le kikongo de l'Etat, elle aurait été assistée par plusieurs femmes parlant ce dialecte. Cet exemple démontre à suffisance l'influence du dialecte dans la communication et la collaboration entre les femmes handicapées au sein des réseaux sociaux.

4.4. Conflit

(Touraine 1973) définit le conflit comme une relation antagonique inhérente à la coopération et aux relations sociales, générée par l'inégalité des parties en relation. Au sein des réseaux sociaux des femmes handicapées, les relations entre les acteurs ne sont pas toujours excellentes. A ce propos, lors de notre séjour prolongé dans ces structures, nous observons par moments des menaces de rupture d'équilibre entre les femmes handicapées due à de vives oppositions d'idées et d'intérêts, à la concurrence déloyale ; le non-respect des principes régissant le fonctionnement de certaines structures notamment la caisse sociale, la ristourne... qui se soldaient souvent par des mésententes, des disputes et des bagarres.

Il sied de relever que le phénomène « songi songi¹⁸, « commérages », en français » est plus à la base de conflits observés. Pendant les moments de repos, habituellement ces femmes se retrouvent dans de petits groupes selon leurs affinités, les sujets abordés lors de

¹⁷ Le Kikongo est l'une des langues nationales de la RDC. Il est en principe parlé dans la Province du Kongo central avec plusieurs variantes: Kiyombe, kintandu, Kimanianga... Mais le Kikongo simple parlé dans la Province de Bandundu et peu à Kinshasa est appelé "Kikongo ya l'Etat"/"Kikongo de l'Etat".

¹⁸ Le colportage.

leurs échanges portent souvent sur celles des autres groupes. Au cours de leurs conversations, elles s'arrangent à hausser le ton, à parler à haute voix, quand il s'agit de lancer de petits mots, de petites phrases qui peuvent faire mal aux personnes d'autres groupes. A ce sujet, les exemples sont légion, mais ici nous exposons un cas que nous avons vécu sur le terrain et qui a occasionné plusieurs bagarres parmi les femmes handicapées.

Dans l'un des réseaux visités, monsieur X, homme handicapé travaillant au niveau de l'administration du réseau, était marié officiellement à une femme handicapée qui était également membre effectif de ce même réseau social. Deux années après son arrivée dans le réseau, le monsieur est tombé amoureux d'une autre femme handicapée du même réseau avec qui il commençait à vivre en concubinage. Peu après, l'information s'était répandue chez la majorité de membres qui, certains soutenaient la femme légitime en s'opposant énergétiquement à la rivale et à ses partisans. D'autres, par contre, ne trouvaient rien de mal et apportaient leur soutien à la rivale en disant, par exemple, « *Na Kinshasa, mobali ya moto azalaka te. Kaka nde mwasi ya bato azali* », en français « *A Kinshasa, le mari d'autrui n'existe pas ; il n'y a que la femme d'autrui qui existe* ». C'est une phrase qui revient souvent sur les lèvres de Kinois.

En clair, elles veulent tout simplement dire que l'homme, même s'il est marié est autorisé de vivre avec d'autres femmes, il appartient à tout le monde mais cela n'est pas le cas pour une femme mariée, celle-ci appartient exclusivement à son époux et ne peut aller ailleurs. Cette situation a occasionné l'apparition de deux camps où les membres se disputaient à chaque moment, faisaient sortir des paroles exprimant des désaccords bruyants sur le sujet et finalement quelques cas de bagarre étaient enregistrés.

Dans la même optique, il faut signaler que plusieurs cas de conflits parmi les femmes handicapées trouvent leur racine dans le non-respect du mari et du concubin d'autrui. D'une manière générale, les femmes handicapées n'aiment pas voir une de leurs collègues vivre avec un homme qui s'assume, c'est-à-dire qui s'occupe correctement d'elle sur le plan matériel et financier. Elles finissent par peaufiner des stratégies de séduction en vue de le détourner de sa compagne. Ce qui est vrai, certaines tentatives réussissent et d'autres échouent mais dans tous les deux cas le conflit apparaît et souvent perdure.

Une autre source des conflits provient du non-respect du statut par les dirigeants des réseaux. A titre d'exemple, tous les statuts prévoient que l'adhésion de nouveaux membres,

leur révocation et toutes les autres grandes décisions devraient obtenir l'approbation de l'Assemblée générale qui est l'organe suprême du réseau. Malheureusement, dans la plupart des cas, les femmes handicapées sont prises au dépourvu sans possibilité de réagir.

Cette attitude des leaders crée des tensions au sein de la structure parce que la quasi-totalité de ces dames ne supportent pas d'apprendre l'exclusion de leurs camarades sans qu'elles ne soient informées au préalable des griefs qui leur sont reprochés. Pour elles, les autorités ne les considèrent pas parce qu'elles prennent des décisions contrairement aux dispositions légales régissant l'organisation de leurs réseaux sociaux. Par conséquent, il règne un climat d'antagonisme permanent mais latent entre celles qui s'opposent aux autorités qu'elles qualifient des mauvais gestionnaires et celles qui applaudissent les actions que celles-ci posent.

En effet, ces faits corroborent les propos de (March et Herbert 1958) qui affirment que le conflit est un antagonisme entre individus ou groupes dans la société (ou entre sociétés). Il survient « quand une décision ne peut être prise par les procédures habituelles ». Communément admise, cette définition provient de la sociologie des organisations qui montre que les conflits dépendent des modèles organisationnels et des relations de pouvoir.

De plus, dans ces réseaux, il survient souvent des cas de conflits entre deux femmes handicapées qui ne se parlent que si une troisième s'interpose. Cette réalité se conforme à la théorie élaborée par (Burt 1992) qu'il a dénommée « les trous structuraux », dans laquelle il démontre une situation où se trouvent deux acteurs qui ne peuvent communiquer entre eux que par l'intermédiaire d'un troisième acteur, qui occupe ainsi une position avantageuse.

De ce qui précède, notre point de vue s'appuie sur les théories du conflit développées par (Huard 1998) qui considère ainsi que dissensions et rapports conflictuels sont constitutifs de l'ordre social. Toute société est faite d'intérêts antagonistes, de divisions et de tensions qui ne se soldent pas nécessairement par des luttes déclarées. C'est normal qu'au sein des réseaux sociaux des femmes handicapées qu'il y ait des tensions, des sentiments d'animosité, d'hostilité parmi les acteurs. Ils vivent en communauté et chacun est différent de l'autre, ils n'ont pas la même grille de lecture des événements de par leur niveau intellectuel et de par l'éducation reçue en famille.

Les femmes handicapées cultivées et ayant un niveau appréciable d'instruction, savent gérer des problèmes qui peuvent favoriser les conflits au sein du groupe. Pour cela, elles concèdent certaines choses pourvu qu'il y ait du calme. Par contre, celles dépourvues d'un soubassement intellectuel agissent dans l'aveuglement sans pour autant faire intervenir la raison.

Elles sont prêtes à s'affronter, à se bagarrer. En vue de faire régner la paix sociale, les réseaux sociaux ont mis en place un comité constitué des personnes intelligentes et sages qui ont pour mission principale de régler les conflits en auditionnant les parties antagonistes et ensuite les réconcilier. Jusqu'au moment où nous terminions nos enquêtes, les membres de ce comité ont toujours réussi à résoudre les conflits qui surgissaient dans leurs structures pour un meilleur fonctionnement de leurs réseaux.

4.5. Réseaux sociaux : lieux de divertissement et de commerce ambulant

Pour passer de temps agréables dans leurs réseaux sociaux, ces femmes se divertissent à tout moment, pendant les séances de formation et durant les moments de repos. Elles se racontent des histoires agréables liées à leurs handicaps et à leur vie en général. A ce propos, voici le récit que madame Arlette Nzomono nous avait relaté un jour :

« J'ai un compte Facebook actif dans lequel j'ai mis plusieurs de mes photos. A chaque fois quand je suis connectée, beaucoup d'hommes m'envoient des messages de félicitation, apprécient ma beauté au travers de mes photos. Alors, il est arrivé que l'un parmi mes amis est tombé amoureux de moi. J'ai donné mon accord et ensuite on s'était fixé rendez-vous. Le jour j, je me suis présentée à l'endroit de rencontre, ni lui ni moi personne n'avait déjà vu l'autre physiquement. Pour le localiser, je l'ai appelé par le numéro de son Gsm et je lui ai indiqué là où j'étais assise. Dès qu'il est arrivé, il m'a dit bonjour et je lui ai répondu aussi. Pendant notre conversation, j'ai pris le courage de lui dire que j'étais une femme handicapée, il n'a pas cru, il s'est exclamé 'yo mwasi kitoko boye ?' 'Une jolie dame comme toi ?'. Du coup, je m'étais mise debout et quand il a vu mon état, j'ai directement lu sur son visage une déception bien qu'il voulait faire semblant comme si de rien n'était. Après notre séparation de ce jour-là, il n'a plus appelé et l'aventure s'était arrêtée. »

Juste après cette narration, certaines de ses collègues l'applaudissaient, d'autres par contre, la taquinaient en disant par exemple : *« bino basi ya ba vadio kaka boye, bilinga linga. Mobali nioso akolinga yo olingi kaka yo pe olinga ye, okutani ya mbala oyo », « Vous, les femmes handicapées, vous avez une sale habitude d'aimer n'importe qui, ce n'est pas parce que ce monsieur*

t'a admirée, a apprécié ta beauté que tu étais en droit de l'aimer. Cette fois-ci tu en as eu pour ton compte ».

Dans leurs divertissements, elles s'efforcent d'interpréter les chansons des grandes vedettes congolaises en y ajoutant certaines mélodies et paroles qui font rire à gorge déployée ceux qui les écoutent. Elles créent des danses qu'elles exhibent chacune à sa manière. Enthousiasmées par cette ambiance, ces femmes mettent de côté leur handicap et oublient les moments pénibles endurés dans leur vie.

Par ailleurs, elles se taquinent sans cesse en dramatisant le handicap de l'un ou de l'autre. Par exemple : une handicapée qui se déplace avec une canne va dire à celle qui utilise un tricycle *« j'ai pitié de toi. Franchement, même pour aller au petit coin, tu dois toujours te faire accompagner par un guide. Eh là, tu souffres plus que moi. Regardes-moi, je vais seule... »* ; Une autre femme qui dira à maman, Rose : *« Toi-là, tu n'as pas de bras, comment fais-tu pour manger ? Est-ce que tu peux décrocher les appels dans ton téléphone ? Dites-moi, quand tu vas derrière, c'est-à-dire à la toilette, comment ça se passe ? ».*

Face à toutes ces interrogations, maman Rose ne se fâche pas, elle n'est ni triste ni en colère. Au contraire, elle sourit et sur-le-champ, démontre comment elle procède pour répondre au téléphone. D'après notre constat, ces genres de plaisanteries passaient sans problème entre les femmes handicapées. Le problème se posait seulement, quand une personne valide osait critiquer, même en blaguant le handicap d'une femme, à ce moment-là, elles se mettaient toutes en colère et considéraient ces propos comme des injures. Pour elles, seule la personne handicapée a le droit de critiquer le handicapé et de plaisanter autour de son infirmité.

Les réseaux de ces femmes constituent également des lieux de commerce. A cet effet, pendant les moments de pause et à la fin des activités fixées à 15 heures, plusieurs commerçants ambulants envahissent les lieux pour vendre des denrées alimentaires, des produits cosmétiques et autres articles notamment : les pains, les patates, les arachides, les maniocs, les safous, les avocats, les poissons salés, les laits de beauté, les savons de toilettes, les babouches, les pagnes, les robes, les sacs à main, les assiettes, les bassins, les gobelets,.... Conscients de la mobilité réduite de ces femmes handicapées, les commerçants en profitent pour créer une sorte de mini-marché qui échappe aux taxes de l'Etat.

Pour fidéliser leur clientèle, ces marchands fournissent régulièrement des efforts en proposant aux femmes handicapées des produits de bonne qualité qui coûtent moins cher. Connaissant bien le pouvoir d'achat de leurs clientes, ils accordent des crédits à celles qui n'ont pas la possibilité de payer cash. Ce petit marché surnommé « Lufu » attire également les voisins, c'est-à-dire les habitants des alentours des réseaux sociaux qui achètent les divers articles qu'ils apprécient par la qualité et le prix.

4.6. Apports des femmes handicapées émigrées dans les réseaux sociaux

Près de 60 % des femmes handicapées des réseaux sociaux viennent de différentes provinces de la RDC. Nombreuses d'entre elles étaient déjà au courant du fonctionnement des associations des femmes handicapées au niveau de Kinshasa, et elles voulaient bien s'y adhérer afin de se faire socialiser. Profitant de l'exode rural, plusieurs d'entre elles se sont retrouvées à Kinshasa et se sont présentées dans différents réseaux pour solliciter leur inscription en tant que membres effectifs en vue de réaliser leurs rêves.

Dès leur arrivée dans ces réseaux, la différence se faisait directement remarquer avec celles qui sont nées à Kinshasa, communément appelées « Kinois ». En effet, au travers de leurs attitudes marquées principalement par la politesse et l'obéissance, elles influencent les comportements des Kinois de plusieurs manières : elles arrivent toujours avant l'heure du début des activités des réseaux et pendant le déroulement de la formation, elles sont très actives et s'efforcent d'être présentes dans toutes les séances. Dans l'exécution des tâches leur confiées ayant trait à la formation professionnelle, elles se montrent plus consciencieuses et plus ingénieuses par rapport à leurs collègues kinois qui les avaient pourtant précédées.

A cet effet, ces émigrées sont souvent appréciées publiquement par leurs formateurs qui se moquent tantôt des handicapées kinois qui, en dépit de leur ancienneté, se font d'abord rattraper et ensuite se font dépasser par celles qui viennent récemment des milieux ruraux. A force d'écouter régulièrement les éloges prononcés par les formateurs à l'égard des femmes émigrées, petit à petit les Kinois prenaient conscience et imitaient les manières de se comporter des femmes handicapées venues des milieux ruraux. Pour cela, elles commençaient à arriver avant l'ouverture des réseaux, faire correctement tous les travaux pratiques leur exigés et les déposer à la date indiquée par les formateurs. A ce sujet, voici le récit de Marthe, une femme handicapée, née et grandie à Kinshasa :

« Je suis consciente de l'apport considérable de nos collègues venues des provinces, elles sont à la base de l'émulation qui pousse les unes et les autres à déployer des efforts afin de donner le meilleur d'elles-mêmes. Au début, nous les critiquions parce qu'elles ne savaient pas bien se maquiller et portaient des habits indécents. Après quelques mois, nous commençons à constater qu'elles étaient physiquement plus dynamiques que nous et faisaient rapidement et correctement les tâches professionnelles. C'est vrai, au départ, nous faisons semblant de ne pas reconnaître leurs prouesses. Mais, quand elles commençaient à expliquer certaines techniques appropriées à nos formateurs, par exemple comment faire le tricotage et les nappes des perles rapidement sans se faire piquer par l'aiguille, les ingrédients à ajouter afin que le vin de la canne à sucre ou de gingembre soit plus succulent. A cet instant, on s'était finalement rendu compte que nous devrions profiter de leur expertise. Elles méritaient d'être félicitées et encouragées. Ces femmes sont venues dans les réseaux avec beaucoup de compétences accumulées dans les milieux ruraux dans lesquels elles ont vécu... »

A notre avis, les femmes émigrées sont restées longtemps dans des lieux où les mœurs africaines étaient jusque-là respectées, aussi dans leurs villages il n'y a pas assez de distractions, tout le monde est préoccupé par le travail. Tôt le matin, les uns vont aux champs, à la chasse, à la pêche, les autres comme les personnes vivant avec handicap restent au village faisant quelque chose comme la fabrication des paniers de pêche, le tissage de filets servant à la capture d'oiseaux. Bref, elles étaient habituées à travailler durement pendant de longues heures.

Par contre, les femmes handicapées kinoises sont nées et grandies dans un environnement où plusieurs maux sont tolérés et restent impunis. Par exemple, injurier une personne, le non-respect de l'heure et de rendez-vous sont généralement sans condamnation. Elles sont nées dans les bruits de la musique, dans la sapologie¹⁹ les enfants de papa Wemba, la règle d'or pour elles c'est de s'habiller correctement avant de faire autre chose. Ce sont ces raisons qui font que les femmes émigrées soient plus efficaces et consciencieuses que les kinoises.

¹⁹ Terme désignant, à Kinshasa, une science qui se préoccupe à promouvoir les vêtements et/ou un groupe de personnes qui s'habillent de manière extravagante et qui se préoccupent de promouvoir la mode vestimentaire.

4.7. Collaboration entre les femmes handicapées et les autres personnes valides des réseaux sociaux

Les réseaux sociaux uniquement constitués des femmes handicapées ne peuvent pas fonctionner sans la présence des valides pour plusieurs raisons : ce sont les femmes non handicapées qui, chaque jour avant le début des activités aménagent les lieux de travail en y installant des chaises, des tables, des étagères,... et qui, à la clôture de la journée, les remettent à leurs endroits habituels.

Elles s'occupent également des achats de matières premières et matériels à utiliser lors des apprentissages professionnels. Pendant les foires d'exposition et de vente, c'est toujours elles qui assurent le déplacement des femmes handicapées et de leurs produits, elles vont sur la chaussée, négocient le prix de location du véhicule, elles chargent et déchargent les marchandises des véhicules.

Comme on peut le constater, les femmes handicapées ne disposent pas d'aptitudes physiques qui puissent leur permettre d'accomplir toutes les tâches ci-dessus énumérées. La présence à leurs côtés des personnes valides est indispensable. Par ailleurs, il est important de relever qu'en dehors du travail effectué par ces personnes valides, ces dernières bénéficient de l'expertise de femmes handicapées qui les initient à certains métiers comme celui des perles.

En plus, leur collaboration ne se limite pas seulement au sein des réseaux sociaux, elle se poursuit même à domicile. A ce sujet, les deux catégories de personnes se côtoient souvent le week-end selon leurs affinités. Ce sont les valides qui vont plus chez les handicapées pour leur apporter de l'aide notamment : puiser de l'eau, faire la lessive, repasser les habits, acheter la provision au marché.

Pour clore cette partie, il est utile de souligner que la socialisation des femmes handicapées au sein de leurs réseaux sociaux s'est faite, entre autres, à travers l'exercice des activités lucratives qui ont abouti au développement des niches de marchés spécifiques. Pour rendre ces niches efficaces, elles ont réussi à concevoir des stratégies de marketing de gestion qui ont donné des résultats positifs par le fait de gagner des clients fidèles qui payent régulièrement leurs produits.

En outre, les liens de solidarité non-monétaire, monétaire et matérielle entretenus par ces femmes tels que décrits dans les précédentes lignes renforcent leur présence et/ou leur

visibilité au sein de la société congolaise. Dans plusieurs circonstances (deuil, mariage, naissance, maladie), les femmes handicapées se soutiennent solidement et attirent l'admiration de leur entourage. Elles s'organisent bien et posent des actes de fraternité qui étonnent l'entendement de commun des mortels. En dépit de leur handicap, de leur pauvreté et de la discrimination dont elles font l'objet, elles arrivent à se faire une place au sein de la société congolaise.

QUATRIEME PARTIE : RESEAUX SOCIAUX, ESPACES D'EDUCATION
NON FORMELLE

Chapitre 5. Apprentissages non formels au sein des réseaux sociaux des femmes handicapées

Ce chapitre présente l'organisation et le fonctionnement des réseaux sociaux, la nature et les mécanismes d'apprentissage qui s'y opèrent, les profils des animateurs, ainsi que les formes d'évaluation utilisées pour contrôler et apprécier les compétences.

5.1. Organisation des réseaux sociaux des femmes handicapées

5.1.1. Raisons de création

Les raisons à la base de la création des associations de personnes vivant avec handicap en République Démocratique du Congo sont multiples, dont principalement la volonté de se regrouper pour défendre leurs droits.

Selon (Kashindi 2006), la première association congolaise des personnes handicapées a été créée à Kinshasa en 1981, par un groupe de personnes ayant des incapacités physiques. Cela, dans le but de stimuler les pouvoirs publics et la société congolaise à assurer la promotion et la participation sociale desdites personnes en tant que citoyennes à part entière.

Les actions de cette association ont porté essentiellement sur l'aide directe, notamment : la prise en charge des frais d'études des élèves et étudiants handicapés, l'achat d'appareils orthopédiques (prothèses, orthèses et fauteuils roulants), l'assistance alimentaire, les soins de santé, etc. Cependant, l'insuffisance de moyens disponibles n'a pas permis à cette association de poursuivre ses actions et atteindre des objectifs qu'elle s'était assignés. Néanmoins, elle a servi d'un modèle à plusieurs personnes, en les inspirant à créer des structures en faveur des personnes handicapées.

L'expansion de ces structures s'est renforcée à la démocratisation du pays, suite au discours prononcé par le Président Mobutu Sese Seko le 24 avril 1990, au cours duquel il annonça l'ouverture au multipartisme, au pluralisme syndical, à la liberté des cultes et d'associations.

En conséquence de cette ouverture, plusieurs partis politiques ont été créés, à travers lesquels, les adhérents ont la latitude d'exprimer publiquement leurs opinions sur les questions socio-politiques et économiques du pays. Plusieurs organisations non

gouvernementales et associations furent également créées, notamment celles des personnes vivant avec handicap.

Conscientes de leur pauvreté, de l'isolement et de l'exclusion sociale dont elles font l'objet, les personnes vivant avec handicap ont initié des rencontres entre pairs en vue de se regrouper en réseaux, pour parler des problèmes spécifiques favorables à leur émancipation, à d'autres associations.

Dans ce cadre, Barei, cité par (Kondani 2010 : 19), insiste sur la nécessité de l'effort commun, pour faire face aux défis de l'existence. Ainsi, affirme-t-il, face à « l'Etat fatigué » ou « mort », face aux injustices sociales causées par « des dirigeants nuisibles, irresponsables et sans idéal ni projet de société, les individus défavorisés ou laissés pour compte doivent se décider de s'unir en association pour réfléchir sur les voies et moyens de sortir de leur situation.

A ce sujet, la fondatrice X d'un réseau social rencontrée lors de nos enquêtes sur le terrain nous a dit ce qui suit:

« Nous avons constaté après le discours prononcé par le Président Mobutu en 1990 une prolifération des partis politiques, des organisations non gouvernementales et plusieurs autres associations œuvrant dans différents domaines. Ceux-ci s'assignaient des objectifs nobles qu'ils devraient atteindre pour leur épanouissement. Faisant référence à ce qui précède et en tenant compte des réalités que nous, personnes vivant avec handicap, vivons dans un pays où, malgré les textes des lois nationales et internationale promulgués en faveur des handicapés ayant trait à leur défense, promotion et protection, rien de palpable (de concret) ne se fait sentir. Suite à cela, nous avons alors pris la décision de sensibiliser nos collègues en les persuadant de l'utilité de nous regrouper dans les associations pour parler de nos problèmes, en emboîtant les pas à d'autres qui le font déjà. Au début, certains handicapés étaient pessimistes, mais à force d'insister, nous les avons convaincus et nous avons commencé à créer nos associations »

De l'analyse de ce récit, il ressort que la création des réseaux sociaux des personnes vivant avec handicap était motivée par la présence, mieux l'existence d'autres associations. Contrairement à l'opinion véhiculée par certains, le simple souci de vivre ensemble en tant que handicapé n'a pas été, au départ, la raison principale de la création de leurs associations.

5.1.2. Objectifs des réseaux sociaux

Il nous semble utile, avant de décrire les objectifs que ces réseaux sociaux se sont assignés, de préciser que plusieurs associations des personnes vivant avec handicap, particulièrement celles réunissant les femmes, avaient éprouvé le besoin de se regrouper en réseaux sociaux afin de rendre leurs actions plus efficaces. Ci-dessous quelques-uns de ces réseaux :

- Action pour la promotion de la personne handicapée « APEPH » ;
- Club des amis du fauteuil roulant « CAFAR » ;
- Femme Handicapée Dynamique et Développement « FDD » ;
- Solidarité S.O.S Secours « S.S.S » ;
- Collectif pour la Réinsertion des Personnes vivant avec handicap « COREPH » ;
- Centre de promotion Maman Efinole des femmes handicapées (CEPROMEFHA) ;
- Centre professionnel d'assistance et de promotion pour personnes vivant avec handicap « CEPAPHA ».

L'idée de départ a été de créer des plates-formes qui fonctionneraient comme des cadres de concertation avec d'autres associations, institutions publiques ou privées, nationales ou étrangères, ou avec des autorités civiles, politiques et militaires susceptibles de répondre aux besoins des personnes handicapées, notamment leur réintégration sociale. En effet, le caractère social et humanitaire des actions à entreprendre constitue la condition majeure à l'agrément de ces structures par le Ministère des Affaires Sociales, Action Humanitaire et Solidarité Nationale.

A titre d'objectifs, ces réseaux sociaux s'assignent de :

- défendre les personnes handicapées dans leurs droits civiques, politiques, et économiques ;
- matérialiser la participation pleine et sans discrimination des personnes handicapées aux activités à caractère communautaire en vue d'améliorer leur image entâchée ;
- promouvoir les personnes handicapées en leur dotant de capacités nécessaires au travers des apprentissages socio-professionnels en vue de leur auto prise en charge ;
- favoriser la coopération entre les personnes vivant avec handicap ;

- sensibiliser et conscientiser la population valide et non valide sur les maux qui gangrènent les handicapés en RD Congo et proposer ensuite les voies de sortie.

En somme, ces réseaux sociaux luttent pour l'amélioration des conditions sociales et d'existence des personnes vivant avec handicap en leur assurant diverses formations techniques et professionnelles en vue de leur valorisation et autonomisation. Leurs objectifs tournent autour de la trilogie : protection, défense et promotion des droits des personnes vivant avec handicap.

5.1.3. Types des réseaux sociaux

Les réseaux des femmes handicapées de la ville de Kinshasa se présentent sous diverses formes. Certains fonctionnent comme des ONG, des ASBL, des regroupements féminins ; d'autres, par contre, se structurent comme des plates-formes réunissant plusieurs associations des femmes handicapées poursuivant les mêmes objectifs. Chaque réseau social se singularise par les programmes organisés, les types d'actions menées sur le terrain, les formes de relations entretenues entre acteurs, les fonctions assumées, les classes d'âges des personnes en faisant partie.

Ces paramètres corroborent les postulats de (Lemieux et Ouimet 2004) et celui de (Berthelot 1990), qui affirment, respectivement que les acteurs sociaux se caractérisent par leurs relations, et par leurs attributs (sexe, l'âge, la classe sociale, etc.), sans négliger le sens qu'ils donnent au monde qui les entoure ni aux mouvements historiques dans lesquels ils sont pris.

5.2. Fonctionnement des réseaux sociaux

5.2.1. Les organes

Les réseaux sociaux comprennent habituellement les trois organes ci-dessous : l'Assemblée Générale Consultative, le Conseil d'Administration et/ou Collège des Administrateurs Fondateurs et le Comité de Contrôle et/ou Comité de Gestion.

a. Assemblée Générale Consultative

L'Assemblée Générale Consultative est l'organe suprême du réseau. Elle est composée des membres fondateurs, des membres effectifs, des membres adhérents et des membres d'honneur. Seuls les membres effectifs y participent avec une voix délibérative. Ils sont

électeurs et éligibles. Les membres adhérents et d'honneur participent en qualité d'observateurs et ne sont ni électeurs ni éligibles.

L'Assemblée générale oriente, recommande et délibère des décisions importantes des réseaux sociaux. Elle est présidée par un bureau mis en place au début de chaque session tant ordinaire qu'extraordinaire et son mandat prend fin après l'épuisement de l'ordre du jour. Lors du déroulement de celle-ci, un membre peut se faire représenter par un autre membre moyennant une procuration écrite, étant entendu qu'un membre ne peut représenter qu'un seul électeur absent.

L'assemblée consultative se réunit en session ordinaire deux fois l'an, durant le premier et le dernier trimestre de chaque année, sur convocation du Président du Conseil d'Administration. Toutefois, elle se réunit en session extraordinaire, chaque fois que les circonstances l'exigent, sur convocation du Président du Conseil d'Administration ou sur demande de trois quarts des membres effectifs en ordre, sur base d'une pétition ou à la demande du Comité de gestion ou de contrôle.

Pendant les séances de l'assemblée générale, les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents et votants. Concernant les décisions relatives aux électeurs, à la révocation ou à l'exclusion d'un membre, à la dissolution du réseau social, à la démission du Conseil d'Administration ou du Comité de gestion, elles sont prises à la majorité absolue des membres effectifs en ordre.

En outre, l'ordre du jour de l'Assemblée générale est toujours fixé par le Conseil d'Administration, sauf pour le cas des Assemblées Extraordinaires. Le quorum requis pour la tenue de l'Assemblée Générale est de la moitié des membres effectifs en ordre. S'il s'avère que celui-ci n'est pas atteint, l'Assemblée est reportée de 8 jours avec des nouvelles invitations. A la date fixée, l'Assemblée se tient quel que soit le nombre des participants.

Pour clore ce point, il convient de noter que l'Assemblée Générale joue plusieurs rôles, à savoir : examiner et décider sur toutes les questions de l'ordre du jour ; entendre et approuver le rapport d'activités présenté par le Conseil d'Administration et le Comité de contrôle ; fixer le régime des cotisations ; le cas échéant, créer des commissions spéciales pour étudier des questions spécifiques qui intéressent le réseau social; voter le budget, approuver ou désapprouver les comptes annuels ; élire ou révoquer les membres du Conseil d'Administration et ceux du Comité de gestion ; élire séance tenante son bureau de vote en

cas d'une Assemblée Elective; approuver ou désapprouver les demandes d'adhésion et se prononcer sur les cas litigieux des membres effectifs et, enfin, fixer la date de l'Assemblée générale prochaine.

b. Conseil d'Administration et/ou Collège des Administrateurs Fondateurs

Il est l'organe dirigeant des réseaux sociaux. De ce fait, il coordonne et évalue les actions du réseau. Il est investi des pouvoirs plus étendus pour agir au nom du réseau dans le cadre de l'exécution des orientations formulées et acceptées par l'Assemblée Générale. Il est souvent composé des fondateurs et des autres membres choisis parmi les membres effectifs, en ordre de cotisations, occupant les fonctions ci-après : Président (fondateur), Vice-Président, Secrétaire Rapporteur, Secrétaire Rapporteur-Adjoint, Trésorier, Trésorier-Adjoint, Conseillers.

Le mandat du Conseil d'Administration est de cinq ans renouvelable une fois, il se réunit quatre fois l'an en session ordinaire et, en session extraordinaire, chaque fois que les circonstances l'exigent. Ses réunions sont convoquées par son Président ou son délégué en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier. Les décisions de cet organe sont valablement prises au cas où le quorum est atteint à la majorité simple des administrateurs. En cas d'égalité de voix, celle du Président est prépondérante.

Par ailleurs, il a comme rôles : de coordonner et superviser le fonctionnement et la gestion courante des activités de réseau social ; de préparer l'ordre du jour et les documents à présenter aux assemblées générales ; d'organiser le Secrétariat Exécutif ou la Coordination et ses services, d'assurer l'évaluation des activités du réseau. Les fonctions des membres du Conseil d'administration sont bénévoles, leurs rémunérations font l'objet souvent des jetons de présence aux réunions au cas où il y a de la liquidité.

c. Comité de contrôle et/ou Comité de Gestion

Cet organe est chargé du suivi et de contrôle des activités du réseau social au niveau interne. Il renferme généralement trois auditeurs dont un Président, un Secrétaire Rapporteur et un Conseiller. Ces derniers rendent compte à l'Assemblée Générale en collaboration avec le Conseil d'Administration. Le mandat de ces contrôleurs est de deux ans renouvelable une fois.

Aussi, retenons que ce comité veille sur la gestion du patrimoine et des ressources matérielles, humaines et financières du réseau social. Il fait également appel à un audit externe en cas de nécessité en collaboration avec le Conseil d'Administration à la demande de l'Assemblée Générale Extraordinaire. Les fonctions des membres de cet organe sont bénévoles et font l'objet des jetons de présence aux réunions, au cas où il y a l'argent disponible dans la caisse à cet effet.

En effet, alors que la répartition des responsabilités est bien claire dans les statuts organisant ces réseaux, la réalité de leur fonctionnement présente quelques contrastes qui violent l'application des dispositions réglementaires. L'assemblée générale qui est l'organe suprême du réseau social, n'offre pas la possibilité à tous ses membres de participer à la prise de décisions importantes de leur regroupement. A titre illustratif, les membres effectifs en ordre de cotisation qui sont électeurs et éligibles ne sont presque pas associés quand il s'agit de voter le budget, d'approuver ou de désapprouver les demandes d'adhésion. Ils sont généralement pris au dépourvu.

A maintes reprises, les femmes handicapées ainsi que d'autres personnes valides faisant partie du réseau social sont surpris tant de l'arrivée des nouveaux membres qui affirment avoir rempli les conditions requises d'adhésion, que de l'annonce du budget voté par des inconnus, lesquels en réalité n'existent que de nom. Impuissants devant ces faits, ils sont sans possibilité de réagir, pour plusieurs raisons ci-dessous :

- La majorité de ces personnes est constituée d'analphabètes, d'illettrés ne sachant pas lire ni écrire pour, les unes, et ne sachant pas bien lire et bien écrire, pour les autres. Comme on peut l'imaginer, avec un pareil niveau, elles ne sont pas en mesure de produire un raisonnement cohérent qui puisse leur permettre d'engager des échanges fructueux avec les fondateurs de réseaux sociaux en vue de les persuader de leur mauvaise gestion. Bref, elles manquent d'arguments suite à leur bas niveau intellectuel;
- La peur d'être mise en quarantaine bien que faisant partie du réseau social, car les personnes qui cherchent à contrôler ou à tout savoir sont considérées comme dangereuses et peuvent subir des injustices masquées. Pour cette raison, plusieurs d'entre elles préfèrent se taire.

A ce stade, posons-nous la question de savoir pourquoi une telle attitude chez les dirigeants de la plupart de ces réseaux ? En réponse, ces derniers se laissent influencer par la conduite des leaders des structures privées et publiques, dans lesquelles l'opinion des travailleurs, n'est pas toujours prise en compte. Dans la plupart de cas, les chefs s'imposent et préfèrent faire semblant de n'avoir pas entendu les propositions de leurs subalternes pour n'être pas obligés d'intervenir en cas de problème.

Cette manière d'agir est devenue monnaie courante dans plusieurs établissements, Il revient à l'Etat de prendre ses responsabilités de régulation, en vue d'un fonctionnement équilibré des ASBL, des ONG, des entreprises, des organisations étatiques, non étatiques et privées. Car, si une telle cacophonie administrative persiste, les leaders des réseaux sociaux continueront à abuser de leur pouvoir à la tête de ces structures. Surtout qu'ils ont affaire à un public faible, suite à leur handicap et à leur bas niveau de savoirs.

5.2.2. Les directions

Dans leur fonctionnement, les réseaux sociaux sont organisés en plusieurs directions notamment :

a) La direction d'éducation, d'alphabétisation et de formation technique et professionnelle

Cette direction se charge spécifiquement de gérer le corps enseignant (formateurs) qui a pour mission de dispenser des enseignements ayant trait à l'éducation sanitaire, éducation à la vie, éducation morale, l'éthique et la déontologie professionnelle, l'alphabétisation, la formation technique et professionnelle. Elle s'occupe également de l'évolution des apprenants dans différentes disciplines, et du contrôle des contenus des matières leur transmises.

De plus, elle prend contact en cas de nécessité avec les experts de la direction de l'éducation non formelle du Ministère des Affaires Sociales et Humanitaires, pour l'organisation de quelques sessions de recyclage d'enseignants, en vue d'une remise à niveau. Bref, elle s'occupe de l'organisation de tous les aspects pédagogiques au sein des réseaux sociaux.

b) La direction de production et d'approvisionnements

Cette direction se focalise particulièrement sur deux aspects. Primo, l'appréciation de la qualité et de la quantité des produits fabriqués par les réseaux sociaux et leur commercialisation. Ainsi, Pour atteindre cet objectif, elle crée des stratégies de marketing pour attirer la clientèle. Secundo, le ravitaillement en fournitures nécessaires pour le bon fonctionnement de l'administration des réseaux ; de même que l'achat des matières premières (perles, fils, huile, farine, canne à sucre, riz, levures...) pour les ateliers des technologies appropriées.

c) La direction de santé publique et d'assistance sociale

Cette direction met en place des dispositions adéquates en vue d'assurer un système de protection visant à améliorer la santé des membres actifs des réseaux sociaux. Concrètement, elle donne des billets d'envoi aux membres qui sont malades pour se faire soigner au centre de santé du réseau. A cet égard, Il faudra noter que tous les réseaux disposent des dispensaires ; ceux qui en manquent sont à compter sur le bout de doigts. On y administre généralement des soins primaires.

Par ailleurs, elle est chargée également d'enregistrer les personnes du réseau qui ont des problèmes sociaux sérieux, tels que maladies graves, accouchement, décès, accident, qui nécessitent une intervention urgente du réseau social.

d) La direction des technologies appropriées

Elle fait un suivi permanent des ateliers dans lesquels des savoirs, des procédés et des outils mettent en œuvre les découvertes et applications scientifiques les plus récentes surtout dans les domaines des perles, maroquinerie, tricotage, crochetage et de la transformation alimentaire.

e) La direction de budget et finances

Ce service s'occupe de la trésorerie, c'est-à- dire qu'il effectue tous les mouvements d'argent. Elle élabore les programmes prévisionnels des recettes et des dépenses au sein du réseau. Elle est aussi chargée d'encaissement et de décaissement des fonds et fait rapport à la hiérarchie.

f) La direction des sports, cultures et arts

La direction ci-dessus a, dans ses attributions, la charge d'organiser différentes activités sportives et culturelles adaptées à l'état physique des femmes handicapées des réseaux sociaux. Par exemple : les faire participer aux émissions radio-télévisées, aux films, aux pièces de théâtre, aux musées, aux cinémas, et aux services touristiques.

En effet, les tâches de cette direction se conforment à l'article trentième de la convention relative aux droits des personnes handicapées et au protocole facultatif qui reconnaissent le droit des personnes handicapées de participer à la vie culturelle, sur la base de l'égalité avec les autres, à encourager et promouvoir la participation, dans toute la mesure du possible, de personnes handicapées aux activités sportives ordinaires à tous les niveaux et de faire en sorte que, les personnes handicapées aient la possibilité d'organiser et de mettre au point des activités sportives et récréatives qui leur soient spécifiques et d'y participer.

g) La direction d'investissement des projets et partenariat

La direction d'investissement des projets et de partenariat a pour mission principale de concevoir et de rédiger des projets bancables qui devront être soumis aux institutions, aux organisations non gouvernementales, aux entreprises, aux personnalités ayant des intérêts communs ou en vue d'une action commune. A titre illustratif, notons quelques projets élaborés par les réseaux sociaux étudiés :

- projet ayant trait à la construction de 500 maisons sociales pour les membres des réseaux sociaux ;
- projet de construction d'un centre polyvalent dans un quartier périphérique de Kinshasa ;
- projet d'acquisition d'équipements et matériels médicaux ainsi que l'outil de travail pour les ateliers et le centre médical ;
- projet de réhabilitation ainsi que la construction des nouveaux bâtiments au centre médical ;
- projet de construction et de réhabilitation des bureaux administratifs et du centre d'hébergement ;
- projet d'acquisition d'une chaîne de Télévision et Radio ;
- projet de création d'un Institut Supérieur et Technique des Métiers pour vulnérables.

h) La direction Administrative du personnel et de réintégration

C'est la direction qui s'occupe d'une part, de la gestion de tous membres faisant partie du réseau social et d'autre part, de la réintégration des membres qui avaient quitté ou ont été exclus. Elle est parmi les directions les plus importantes des réseaux sociaux.

Concernant la gestion et le fonctionnement des différentes directions, nous avons remarqué un sérieux problème d'infrastructure dans l'ensemble des structures visitées. L'on a vu, par exemple, que les directions fonctionnent dans trois locaux soit un espace mesurant 25 mètres de longueur et 15 mètres de largeur. Ce qui est fort insuffisant.

Cette réalité s'observe également dans plusieurs autres institutions, comme par exemples, les universités privées qui prétendent faire fonctionner autant de facultés dans un seul petit bâtiment. De même, certaines formations médicales ne disposant que de deux locaux qu'elles font voir au public, au travers de leurs annonces publicitaires, qu'elles offrent tous les services nécessaires: chirurgie, laboratoire, pédiatrie, gynécologie, médecine interne, etc. Ce qui, du point de vue de la norme de fonctionnement des établissements médicaux, paraît irréaliste.

Autres faits saillants à relever est que dans la gestion de budget et finance, production et approvisionnement, administration et réintégration sont exclusivement assurés par le fondateur ou les membres de la famille restreinte (époux, épouse, enfants biologiques). Occasionnellement, on peut trouver dans la gestion de budget et finance une personne qui n'est pas de la famille ; celle-là est généralement un beau-fils, une belle-sœur ou un membre de confiance communément appelé dans le jargon kinois « bureau », c'est dire une personne de confiance avec qui l'on partage des secrets.

En plus, dans certains réseaux, les attributions de chaque direction ne sont pas bien définies et vulgarisées auprès des gestionnaires. C'est pour cela qu'elles sont méconnues, tant par certains responsables que par certains membres effectifs. En conséquence, on trouve certains services pilotés par des profanes, qui les dirigent sans compétences, par essai et erreur. Cet état des choses affaiblit l'efficacité des réseaux par rapport à l'atteinte des objectifs assignés.

5.2.3. Adhésion, sortie, exclusion du réseau social et perte de qualité de membre

Dans la plupart des réseaux sociaux, l'adhésion se fait par une demande écrite adressée généralement au Conseil d'Administration. Elle devient effective qu'après l'examen du dossier et l'approbation par l'assemblée générale. Mais, dans l'entre-temps, le postulant est pris en qualité de membre adhérent ou sympathisant, avant l'expiration de sa période probatoire. L'adhésion au sein du réseau exige au candidat de pouvoir répondre aux conditions ci-après :

- être membre de droit, de bonne moralité ;
- adresser une demande écrite au Président du Conseil d'Administration ;
- joindre le curriculum vitae pour les personnes physiques, et le statut, le règlement et le dernier rapport d'activités pour les personnes morales ;
- être parrainé par deux membres effectifs lors de l'Assemblée ;
- payer un droit d'adhésion ;
- acheter une carte de membre pour les personnes physiques et un certificat d'adhésion pour les personnes morales.

S'agissant de la sortie et de l'exclusion des membres, tout membre a le droit de quitter volontairement le réseau social, en adressant une lettre de démission au Conseil d'Administration qui doit en prendre connaissance et statuer. A ce sujet, l'Assemblée Générale par le biais du Conseil d'Administration, notifiera l'intéressé du refus ou de l'acceptation de sa démission. Au cas où l'organe chargé de statuer sur le cas donne son accord, en ce moment-là le membre démissionnaire restitue les biens et autres patrimoines de réseaux social.

Par ailleurs, tout membre dont le comportement est indigne et de nature à porter préjudice au bon fonctionnement, à l'honneur et à la crédibilité du réseau peut être frappé d'exclusion sur décision de l'Assemblée Générale, à la majorité simple des votants présents.

La perte de la qualité de membre est prononcée par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration, selon l'un des cas ci-après : démission volontaire, non-paiement de cotisations ou non-assistance aux réunions pendant deux ans consécutifs ; désertion ; décès, exclusion par l'Assemblée Générale pour comportement contraire à l'esprit des objectifs du réseau.

Partant de la description ci-dessus, nous constatons que les conditions d'adhésion exigées au candidat ne sont pas toutes respectées. Plusieurs réseaux sociaux, surtout ceux dont les membres reçoivent une petite rémunération mensuellement payée par le gouvernement par le biais du Ministère des Affaires Sociales et Actions Humanitaires, cherchent à recruter plus des femmes handicapées afin d'accroître le volume des finances de leurs structures. Car, avec l'augmentation des effectifs, la part d'argent provenant des cotisations mensuelles des membres du réseau va également augmenter.

5.3. Alphabétisation et formation professionnelle

La loi-Cadre n°14/004 du 11 Février 2014 de l'Enseignement National, dans ses articles 112 et 113, stipule que l'éducation non formelle comporte des activités ci-après : le rattrapage scolaire, l'alphabétisation, l'apprentissage, la formation professionnelle ainsi que l'éducation professionnelle et permanente.

L'éducation non formelle est assurée dans les établissements spéciaux, incorporée dans les écoles aux niveaux primaire, secondaire, professionnel, supérieur et universitaire ainsi que dans des centres de formation. Elle prépare les apprenants à la vie, développe leurs aptitudes physiques, intellectuelles, morales et professionnelles. Elle favorise leur insertion sociale et leur intégration ou réintégration dans la vie sociale et professionnelle.

Au sein des réseaux sociaux, il existe deux principales orientations d'enseignement à savoir : l'alphabétisation et la formation professionnelle. Ces deux branches n'ont pas les mêmes objectifs pédagogiques et ne recourent pas aux mêmes stratégies didactiques, comme nous les démontrons dans la suite.

Hormis ces deux disciplines, d'autres informations complémentaires sont données aux femmes handicapées en vue de rendre plus solide leur formation, notamment l'éducation à la vie, l'éducation sexuelle, la morale. Nous avons fait, dans les lignes qui suivent une brève description quant à leur importance dans la formation de ces handicapées.

5.3.1. Alphabétisation

La Loi-Cadre précitée, dispose, dans ses articles 117, 118 et 119, une subdivision en deux catégories d'alphabétisation: alphabétisation scolarisante (pour les jeunes) et alphabétisation fonctionnelle (pour les adultes). La première a pour but de faire acquérir à l'apprenant les compétences en lecture, en calcul, en écriture et en éducation

environnementale en vue de l'amener à l'apprentissage d'un métier de son choix. Elle est organisée en un niveau de trois cycles de 9 mois, chacun sanctionné par un certificat.

Par contre, la seconde a pour but de faire acquérir à l'apprenant, outre les compétences traditionnelles en lecture, calcul et écriture, des notions relatives au métier qu'il exerce pour le rendre plus performant en vue d'une meilleure auto-prise en charge et une active participation au développement de son environnement socio-économique. Elle est organisée en un cycle unique, ne dépassant pas 12 mois, sanctionné par un certificat.

La présente étude est intéressée par ce second type d'alphabétisation parce que les sujets concernés sont des femmes adultes, dont les compétences acquises contribuent à leur autonomisation et valorisation.

5.3.1.1. Objectifs poursuivis dans les réseaux

Selon (Kondani 2010 : 118), « l'adulte alphabétisé devient, au plan socioculturel, le moteur du changement social en vue de l'amélioration de ses conditions de vie et du milieu ambiant dans lequel il évolue ». A cet égard, les réseaux sociaux des femmes handicapées, en offrant l'alphabétisation se fixent nombre d'objectifs, notamment :

- faire acquérir et développer les compétences de base en lecture, en orthographe et en calcul aux femmes handicapées analphabètes, en vue de leur permettre d'aborder avec succès la formation professionnelle;
- combattre l'illettrisme chez celles qui avaient été scolarisées, mais qui affichent un déficit des compétences de base en écriture, en lecture et en calcul ;
- développer le sens de l'identité de soi de ces personnes handicapées, en leur dotant de capacités qui les caractérisent ;
- favoriser la liberté d'expression qui va leur donner l'occasion de réaliser (d'effectuer) certaines actions au bénéfice de leur environnement.

5.3.1.2. Déroulement de la formation

A l'ouverture d'une nouvelle session d'alphabétisation, les réseaux sociaux organisent un test de niveau qui consiste à jauger le niveau des apprenantes. C'est-à-dire leur degré de maîtrise de lecture, de l'orthographe et du calcul. Ces valeurs indicatives permettent aux formateurs de placer chacune dans le niveau qui lui convient. Cependant, compte tenu des

différences interindividuelles constatées chez ces handicapées quant à la maîtrise intellectuelle des fondamentaux d’alphabétisation, trois niveaux sont organisés, à savoir :

- dans le premier niveau appelé Zéro, on place les femmes handicapées qui ne savent ni lire ni écrire;
- le deuxième niveau concerne les apprenantes qui savent lire et écrire la majorité des lettres de l’alphabet français ; mais ne savent pas formuler des phrases entières ;
- le troisième niveau quant à lui, reçoit les femmes handicapées qui lisent et écrivent déjà.

Dans ces niveaux, les épreuves se déroulent en deux langues : le lingala²⁰ et le français (la langue officielle d’enseignement en République Démocratique du Congo).

La formation étalée en alphabétisation dure 6 mois. Deux séances de formation en français sont organisées deux fois par semaine (pendant les jours pairs) et trois séances par semaine sont organisées en lingala durant les jours impairs. Notons que chaque séance dure deux heures et comprend quatre parties : la conscientisation par la causerie, la lecture et l’écriture, le calcul et les applications.

Au stade actuel, il n’est pas vain de nous poser quelques questions notamment : Quels sont les profils des formateurs qui assurent les enseignements d’alphabétisation dans les réseaux sociaux ? D’où proviennent les programmes et les manuels qu’ils utilisent ? Sont-ils adaptés au contexte congolais ? La langue ou les langues utilisées lors des enseignements favorisent-elles l’assimilation des enseignements chez ces femmes ? Les motivent-elles, les stimulent-elles à poursuivre leur formation jusqu’au bout ? Et enfin, comment se fait l’évaluation des apprentissages ? Les réponses à toutes ces interrogations permettent de clarifier le processus enseignement-apprentissage appliqué dans ces réseaux sociaux.

De ce qui précède, nous relevons qu’aucun, parmi les enseignants qui ont la charge d’assurer l’alphabétisation chez les femmes handicapées dans les réseaux sociaux, personne n’a ni reçu une formation en éducation des adultes et/ou en andragogie ni obtenu un diplôme universitaire. La majorité a au plus un diplôme d’études secondaires en pédagogie. Muni de ce titre, ils bénéficient, dès le départ, de quelques modules de formation en Alphabétisation, animés par les experts en andragogie provenant de la direction de

²⁰ La langue locale parlée à Kinshasa

l'éducation non formelle du Ministère des Affaires Sociales, Action Humanitaire et Solidarité Nationale.

Signalons également qu'hormis ceux qui ont suivi ces modules, d'autres ont appris à enseigner l'alphabétisation sur le tas. C'est dire, qu'à force d'observer et de participer aux séances (d'alphabétisation) animées par leurs collègues, eux aussi ont commencé à s'exercer jusqu'à devenir formateurs. Tous sont recyclés ponctuellement par les experts du Ministère des Affaires Sociales qui se déplacent au sein de leurs réseaux sociaux (dans les locaux des réseaux). Enfin, la plupart de formateurs de réseaux sont des femmes.

On peut se demander pourquoi cette prépondérance d'enseignants féminins dans les réseaux sociaux contrairement à la tendance générale observée en RDC où, dans la quasi-totalité d'établissements d'enseignement et de formation, le corps enseignant est constitué majoritairement d'hommes. D'après les résultats de nos enquêtes, ce paradoxe est dû au fait que, ces femmes handicapées se voient diminuées, faibles physiquement, discréditées par certaines couches sociales.

Ainsi, elles préfèrent avoir comme formateurs, des personnes avec lesquelles elles partagent le même sexe, estimant que ces dernières, par rapport à la complexité des tâches didactiques à exécuter, doivent posséder « un grand cœur » c'est-à-dire, être capables de supporter leurs caprices, leur analphabétisme, en dépit de leur âge, leur lenteur et des retards causés par le handicap que chacune d'elles possède.

En outre, en dehors de leur tâche de formation (l'alphabétisation), ces formatrices apportent plusieurs aides aux femmes handicapées notamment : les conseils ayant trait à leurs soins intimes, à leur manière de séduire et de soigner les hommes dans une situation amoureuse malgré leur handicap, à la gestion de leur revenu mensuel... Ces différents soutiens, constituent des atouts qui incitent les femmes handicapées à avoir de l'inclination, de l'affection et de l'attirance vers les dames plutôt que vers hommes qu'elles jugent agressifs et indiscrets. Voilà autant d'éléments qui justifient une présence remarquable des femmes parmi le corps enseignant des réseaux sociaux.

Concernant le contenu des matières et les manuels appropriés pour la formation des formateurs en éducation des adultes, ces derniers sont conçus et élaborés par les experts de la direction générale d'études non formelles du Ministère des Affaires Sociales. D'après nos constats, les femmes expertes n'ont fait que copier les contenus des programmes et des

manuels utilisés en Occident sans pourtant procéder aux adaptations profondes qui devraient normalement tenir compte des réalités socio-économiques et culturelles de la RDC.

Quand les enseignants des réseaux sociaux se mettent à alphabétiser les femmes handicapées, ils se réfèrent aux programmes et manuels qui leur ont été proposés par leurs inspirateurs qu'ils considèrent comme étant les meilleurs spécialistes en andragogie en RDC et sont incapables d'apporter des innovations sur terrain, quand bien même, ils sont conscients de l'inefficacité de leurs actions didactiques. Pareilles attitudes tiennent à deux paramètres majeurs:

- le manque de connaissances approfondies dans le domaine de l'alphabétisation. Le peu de savoir approprié qu'ils possèdent en matière d'éducation des adultes leur a été inculqué par des tiers à la va-vite, autrement dit de façon rapide et sans rigueur. A cet effet, ils se contentent des connaissances de seconde main, acquises par procuration;
- la crainte liée au respect du « maître » qui ne peut être contredit. C'est pour cela qu'ils appliquent à la lettre, sans esprit critique, tout ce qui leur avait été appris par leurs formateurs.

(Fordham 1997 ; Youngman 2000) cités par (Afsale op.cit. : 43) affirment « qu'en Afrique, la plupart des manuels utilisés dans le cadre de la formation des formateurs d'adultes sont conçus dans d'autres contextes, donc essentiellement bâtis autour d'un contenu et de référents socioculturels non adaptés au contexte africain. » Or, au-delà des principes universels, chaque contexte a ses particularités qui influencent l'apprentissage.

Dans le même ordre d'idées, ces chercheurs renseignent que, dans une perspective africaine de l'éducation des adultes, l'on peut, partir de trois constats ci-après :

1. les approches actuelles de l'éducation des adultes sont trop centrées sur le monde occidental en termes de modes d'observation, de productions d'informations et de résultats de recherche ;
2. il y a en Afrique une rareté manifeste de documents se rapportant à l'éducation des adultes, à l'andragogie;

3. la formation des éducateurs d'adultes africains se fait en général sur la base d'informations et d'outils essentiellement conçus et publiés par des chercheurs appartenant à des contextes culturels différents de celui de l'Afrique.

Comme on peut s'en apercevoir, les résultats de recherches des auteurs précités corroborent les constats que nous avons faits au sein des réseaux sociaux.

Concernant la langue d'enseignement utilisée, en République Démocratique du Congo, outre le français, langue officielle d'enseignement, quatre langues sont parlées à l'échelle nationale : le lingala, le swahili, le kikongo et le tshiluba. Sont-elles utilisées dans les programmes d'alphabétisation. Considérant qu'il y a deux sessions d'alphabétisation, une en français et une autre en lingala, nous avons relevé plusieurs difficultés qui entravent la maîtrise de l'alphabétisation chez les femmes handicapées, difficultés causées en partie par la langue d'apprentissage.

Certes, les apprenantes qui étudient en lingala, se montrent plus actives et assimilent rapidement les apprentissages malgré les imperfections dues aux contenus des programmes, aux manuels, aux méthodes et aux techniques d'enseignement employées par les formateurs. Il arrive toutefois que les formateurs ne soient pas en mesure de traduire fidèlement certaines leçons prévues au programme de français en lingala. Cette gymnastique est difficile à réaliser compte tenu de leur niveau d'études. Cela les porte quelquefois à le faire en français, ce qui, malheureusement, complique la tâche des apprenantes.

Quant aux femmes handicapées qui apprennent en français, les difficultés d'apprentissage sont beaucoup plus énormes. Les tests organisés au début de chaque session d'alphabétisation n'indiquent pas le vrai niveau de connaissance de la langue française chez ces apprenantes. Pour preuve, il y a toujours un taux élevé de déperdition dans les classes où les enseignements se donnent en français ; nombreuses les quittent au profit de la formation en lingala.

Cela n'est pas étonnant, car le français comme langue d'enseignement et d'apprentissage, continue à poser problème même chez les plus jeunes qui, par rapport à leur âge, sont censés l'assimiler et le manier avec facilité. Cette difficulté linguistique est par ailleurs considérée comme l'une des causes majeures des échecs scolaires en République Démocratique du Congo.

A ce propos, (Kondani op.cit. :101) affirme que « il est plus rapide et moins difficile pour un analphabète adulte d'apprendre dans sa langue maternelle. L'emploi d'une langue nationale crée de l'intérêt dans l'apprentissage et inspire de la fierté ».

A travers ses écrits, cet auteur fait le même constat que nous, par rapport à l'utilisation du français chez les femmes handicapées analphabètes. Sa suggestion vaut son présent d'or ; car, il faut le reconnaître, la majorité de ces femmes handicapées qui ont émigrés dans les réseaux ne sont pas nées à Kinshasa. Elles présentent une mentalité particulière qui les différencie de leurs collègues nées à Kinshasa.

En effet, provenant des milieux ruraux, ces dames s'accrochent, pour la plupart, à leurs cultures traditionnelles qu'elles tiennent à valoriser et à pérenniser sans oublier qu'elles se trouvent dans un autre contexte. Elles jugent inappropriées que les leçons d'alphabétisation leur soient données en français, « monoko ya ba paya, ya ba mindele », qui veut tout simplement dire, « la langue des étrangers, des blancs ». Voici le récit de madame X :

« Biso batu tokoli boye, tozali lisusu bana mike te, mitu na biso esi ekembi. Banda to botama tolobaka kaka minoko ya ba mboka na biso. Lelo oyo toye na Kinshasa bolingi botangisa biso na français munoko ya ba paya pe ya pasi bongo. Batika biso, po ata toyekoli yango, elobite ete toko kende kosala kuna na mputu, na ba nzoto na biso ya ebosono nani ako mema biso kuna? En français: Nous avons pris de l'âge, nous ne sommes plus de petits enfants, nos cerveaux sont fatigués. Depuis que nous sommes nées, nous ne parlons que les langues de nos villages. Aujourd'hui, nous sommes à Kinshasa, vous voulez nous faire étudier en français la langue des étrangers, si difficile ? Qu'on nous laisse, puisque même si nous l'apprenons, cela ne voudrait pas dire que nous irons travailler en occident, surtout avec nos corps invalides, qui nous amènera là-bas ? »

De l'analyse de cette narration, il ressort une certaine résistance au changement, un conservatisme de l'identité culturelle de la part des femmes handicapées provenant de l'intérieur de la RDC, qui estiment que la langue nationale reste un élément culturel primordial. Pour cette raison, elles sont plus motivées quand les enseignements se donnent en lingala, bien qu'officiellement cette langue est parlée plus à Kinshasa et à l'Equateur.

En effet, depuis une vingtaine d'années le lingala est parlé pratiquement sur toute l'étendue de la République. Ce phénomène a été rendu possible, suite à la présence massive et permanente des commerçants kinois éparpillés dans toutes les provinces du pays, à la

vente des biens divers et à la recherche des marchandises à revendre à Kinshasa. Lors de leurs opérations, la seule langue utilisée pour communiquer est le lingala. En plus, le lingala est la langue de l'armée depuis la force publique.

Un autre son de cloche provient d'une grande partie des femmes handicapées qui se disent Kinois et un petit poignet de celles qui ont émigrées. Ces dernières soutiennent que, les apprentissages se fassent en français et en lingala. Ne pas avoir des notions de base en français qui est une langue internationale, c'est une aberration ; surtout qu'on est dans une ère de la mondialisation s'exclament-elles.

A voir de plus près, cette deuxième catégorie est souple et estime qu'il ne faut pas vivre en vase clos ; au contraire, il est bon de s'ouvrir au monde en parlant et en écoutant les langues des autres nations, sans pour autant mettre de côté ses propres langues et cultures. De cette façon, en tant que femme vivant avec handicap, elles pourraient se valoriser en se mettant au même pied d'égalité avec celles qui les diminuent par le fait qu'elles s'expriment en français.

5.3.1.3. Evaluation des acquisitions

Selon (Pepel 2005 : 216), l'évaluation apparaît comme une pratique fondamentale dans tout système d'enseignement et de formation ; il affirme qu'évaluer, au sens le plus général du terme, c'est attribuer une valeur à un objet.

En d'autres mots, évaluer exprime le fait d'examiner le degré d'adéquation entre un ensemble d'informations et un ensemble de critères adéquats à l'objectif fixé, en vue de prendre une décision : sanctionner la réussite ou l'échec en fin d'année ou d'une formation quelconque ; faire des bilans partiels ; attribuer une mention ; diagnostiquer. Dans le domaine de la formation, ce sont les productions des apprenants que sont les femmes handicapées qui sont évaluées dans différentes sous-disciplines d'alphabetisation à savoir : la lecture, l'écriture et le calcul.

Dans cette optique, au sein des réseaux sociaux, l'évaluation des enseignements d'alphabetisation s'avère très importante, elle s'effectue de deux manières. Premièrement, les formateurs mettent sur pieds quelques moyens pour contrôler des acquisitions chez leurs apprenantes. Concrètement, avant d'aborder une nouvelle matière, ils donnent quelques exercices de contrôle en vue de connaître le niveau déjà atteint, de se rendre

compte de l'assimilation ou non de la matière vue précédemment. Au cours et à la fin de la leçon, ils donnent quelques exercices d'écriture, de lecture et de calcul.

Toutes ces stratégies permettent aux formateurs de dresser un état d'avancement, les difficultés et de les aider à les surmonter. Cette évaluation ne se traduit pas en notes, encore moins en scores. Il s'agit d'une information en retour (*feedback*) pour la femme handicapée et pour l'enseignant ».

L'analyse réalisée par les enseignants à partir des résultats observés chez les apprenantes leur fournissent des indications sur les éléments de leurs enseignements perçus ou non, qui les aident à orienter ou réorienter la suite des leçons. Il peut par exemple, reprendre certaines leçons, expliquer à nouveau à certaines femmes qui accusent d'énormes difficultés, donner des exercices supplémentaires, proposer des travaux de groupes hétérogènes, apporter des aides spécifiques, etc.

Cette façon d'évaluer les apprenants telle qu'appliquée dans les réseaux sociaux se conforme à ce que (Pelpel op.cit. : 216) qualifie de l'évaluation formative, laquelle, se pratique au cours des apprentissages : « elle a pour but de renseigner l'élève le plus complètement et le plus précisément possible sur la distance qui le sépare de l'objectif et sur les difficultés qu'il rencontre ; mais aussi d'informer le professeur sur la manière dont son enseignement est reçu par les élèves, lui permettant ainsi de le réguler ». Ainsi, elle fait partie intégrante de l'apprentissage, aussi bien pour celui qui est en position de *learner* que pour celui qui est en position de *teacher*.

En outre, au sein de ces réseaux sociaux, les enseignants appliquent un autre type d'évaluation, c'est celle qui consiste à organiser des interrogations orales et écrites, des compositions, des examens périodiques dits « partiels », des examens semestriels, des jurys sanctionnant la fin de la formation en alphabétisation. Ces épreuves interviennent toujours après un ensemble de tâches d'apprentissage, après une formation, constituant un tout, correspondant, par exemple, à un chapitre de cours, à l'ensemble des cours d'un trimestre, d'un semestre et d'une année.

Par cette forme d'appréciation, le formateur se propose, d'établir un bilan fiable des acquisitions effectives de leurs apprenantes. Selon eux, la femme adulte préparée à ce mode de contrôle doit montrer ce qu'elle a appris, ce qui se pratique au terme d'un apprentissage et qui a pour but de vérifier si les objectifs ont été atteints par telle ou telle femme.

Ce second processus d'évaluation suivi dans les réseaux, coïncide au concept d'évaluation sommative dont parle (Pepel op.cit. : 216); il la définit comme « une évaluation qui se pratique au terme d'un apprentissage et qui a pour but de vérifier si les objectifs ont été atteints par tel ou tel individu ; elle peut intervenir à la fin d'une partie d'un cours, à la fin d'une période scolaire, ou à la fin d'un cycle d'études elle prend en ce moment-là la forme de l'examen ».

Nous tenons à préciser que, depuis quelques années, les femmes handicapées qui parviennent à atteindre le dernier niveau d'alphabétisation participent aux épreuves organisées et notées par des jurys indépendants mis sur pieds par la direction de l'alphabétisation de la division urbaine du Ministère des Affaires Sociales et Humanitaires en vue d'obtention d'un brevet sanctionnant la fin de leur formation en alphabétisation. La cérémonie de la remise des brevets aux lauréates a toujours lieu le 8 Septembre, la journée internationale d'alphabétisation. Ci-dessous, l'image du certificat d'aptitude professionnelle octroyé par le Ministère des Affaires Sociales après avoir réussi au jury.

Figure 8. Certificat sanctionnant la fin de la formation en alphabétisation



En observant cette attestation, nous découvrons que le jury est constitué d'un président et de membres. Le récipiendaire suit une formation en alphabétisation pendant trois ans subdivisée en trois niveaux qui dure chacun un an. Pendant la dernière année, la femme handicapée doit passer un stage professionnel probatoire de trois mois comme cela est indiqué dans le document. Le jury porte sur quatre matières notamment : l'écriture, la lecture, la phraséologie et le calcul.

Ici, nous notons quelques anomalies contenues dans ce certificat, premièrement, ce sont des femmes qui sont alphabétisées pour qu'elles sachent lire, écrire et compter comme préalables à remplir avant de suivre une formation professionnelle, et donc il ne s'agit

nullement d'une profession. Deuxièmement, le stage professionnel probatoire de trois mois dont il est question se déroule où ? Comme on le sait, le stage est une période pendant laquelle une personne travaille dans une structure quelconque pour accroître ses connaissances professionnelles.

De ce fait, nous tenons à rappeler comme nous l'avions souligné dans le chapitre précédent qu'il se pose un sérieux problème de mobilité chez les personnes vivant avec handicap à Kinshasa surtout chez les femmes. Par rapport à ce fait, il est difficile de demander à ces femmes de faire un stage de trois mois quelque part. Par ailleurs, le Ministère des affaires sociales doit concevoir un autre certificat qui soit adapté à ce que ces femmes font réellement.

Partant des descriptions ci-dessus, nous considérons que l'alphabétisation est, et reste un outil incontournable à la préparation adéquate des femmes handicapées congolaises au marché de l'emploi et à la promotion de chacune en tant que citoyenne. Elle est capitale dans la création de conditions favorables à une économie florissante et à un sain exercice de la démocratie. Il est donc primordial de lutter contre l'illettrisme en faisant bénéficier à ces femmes handicapées et âgées d'une solide formation d'alphabétisation assurée par des andragogues bien formés et bien outillés.

Pour ainsi dire, les formateurs devront utiliser des méthodes appropriées en vue de les mettre au même niveau que d'autres femmes qui savent déjà lire, écrire et calculer. Dans le cas contraire, cela va engendrer une perte de capital humain inadmissible pour notre société congolaise. Pour ces femmes, l'alphabétisation constitue une source de liberté, mais aussi de bénédiction.

Par exemple, toutes les femmes handicapées alphabétisées n'ont plus besoin de recourir à une tierce personne pour écrire leurs noms et ceux d'autres personnes, elles comptent et effectuent elles-mêmes des petits calculs qui leur permettent, par exemple, de mesurer et de noter la taille d'une nappe en perles à confectionner.

Dans le contexte congolais, l'alphabétisation est un droit pour l'épanouissement de ces femmes handicapées. Il est donc nécessaire que ces programmes soient intensifiés, afin d'obtenir les meilleurs résultats. Toutefois, le processus d'évaluation des connaissances en alphabétisation de ces femmes handicapées au sein des réseaux sociaux continue à poser problème.

A cet effet, (Kondani op.cit. : 100) affirme que l'évaluation est une des activités essentielles des projets d'alphabétisation. Ses résultats offrent des indications précieuses sur le déroulement des opérations, les difficultés rencontrées, le degré d'atteinte des objectifs fixés et les possibilités d'amélioration des méthodes d'intervention. Malheureusement, ce processus n'a pas encore acquis droit de cité dans la plupart des systèmes d'alphabétisation et d'éducation des adultes en Afrique francophone.

5.3.2. Formation professionnelle

5.3.2.1. Objectifs

La Loi-Cadre n°14/004 du 11 Février 2014 qui régit l'organisation et le fonctionnement de l'enseignement national en République Démocratique du Congo, dans ses articles 120 et 122, stipule que l'apprentissage professionnel a pour objectif de faire acquérir à l'apprenant des compétences professionnelles dans un métier donné sur base des référentiels et des modules appropriés. Sa durée varie entre un et trois ans selon l'option choisie. Cet apprentissage est sanctionné par un certificat d'aptitude professionnelle.

De plus, l'article 123 de cette loi spécifie que la formation professionnelle a pour objectif de former l'ouvrier qualifié et les praticiens à travailler dans le secteur tant public que privé ou pour leur propre compte. La durée de la formation professionnelle est de 1 à 4 ans. Les réseaux sociaux quant eux, assurent aussi les apprentissages professionnels dans divers domaines, notamment : la coupe et couture, le tricotage, le crochetage, la peinture, la broderie à base des perles, la transformation alimentaire (mayonnaise, vin de riz, vin de canne à sucre, vin de gingembre, yaourt).

Il est intéressant de vérifier si les objectifs que s'assignent ces réseaux se conforment à ceux promulgués par la loi précitée, concernant notamment l'efficacité interne et externe de la formation professionnelle dont ont bénéficié les femmes handicapées.

5.3.2.2. Préparation et mise en œuvre de la formation

Dans l'organisation de l'apprentissage des métiers professionnels, les gestionnaires des réseaux sociaux, du moins ceux qui ont dans leurs attributions l'alphabétisation et la formation technique et professionnelle, ne fournissent pas suffisamment d'efforts pour fixer les métiers appropriés qu'il faut apprendre à ces femmes qui sont des adultes handicapées qui devraient en principe répondre au contexte socioculturel et professionnel de la République Démocratique du Congo.

Généralement, ils font fonctionner les mêmes filières de formation qui sont organisées dans d'autres établissements, c'est-à-dire, ils se limitent à copier sans se renseigner sur les besoins réels du marché d'emploi et sur les œuvres artistiques prisées par la population de la RDC. Et pourtant, si ce travail était fait préalablement les types des métiers à apprendre seraient adaptés aux réalités socioculturelles et professionnelles du pays.

D'après nos enquêtes, il existe des métiers propres, c'est-à-dire adéquats et considérés comme typiques aux personnes vivant avec handicap. Les dirigeants sont bien au courant de cette réalité mais ne prennent pas des initiatives conséquentes. Ils sont probablement trahis, pour les uns par leur faible niveau intellectuel qui n'occasionne pas une analyse approfondie de la question ; et, pour les autres, bien qu'ayant un bon niveau des connaissances refusent de faire cette gymnastique intellectuelle qui consisterait, par exemple, à étudier les besoins de la société congolaise afin d'orienter et d'adapter les types des métiers à apprendre.

Certes, les réalités vécues dans les réseaux sociaux quant à la préparation et la mise en œuvre de la formation, telles que décrites ci-dessus vont à l'encontre de la conception de (Afsata et al op.cit. : 196) qui affirment « qu'en situation de formation d'adultes, les caractéristiques socioculturelles et professionnelles du public cible constituent une donnée importante à considérer pour la préparation et la mise en œuvre de la formation ».

5.3.2.3. Modalités d'apprentissage

Au sein des réseaux sociaux, sont organisées plusieurs filières de formation professionnelle subdivisées en deux secteurs, à savoir :

1. le secteur de la réadaptation technique : ce dernier fait fonctionner divers ateliers de formation en maroquinerie, tricotage, crochetage, broderie à base des perles, coupe et couture.
2. le secteur de technologies appropriées : y sont organisés, d'une part, les apprentissages de fabrication des nappes et poches à base de perles et fils, des poches de téléphones à base de perles et de fils à nylon ; et, d'autre part, des ateliers de transformation et production alimentaire : mayonnaise, vin de riz, vin de canne à sucre, vin de gingembre, yaourt...

Dans le déroulement de la formation proprement dite, nous avons remarqué l'usage de deux types de modèles didactiques. Le premier où le formateur (enseignant) est le maître du savoir, il prend toutes les initiatives possibles pour transmettre des aptitudes professionnelles aux femmes handicapées. Le second, les femmes en situation d'apprentissage collaborent entre elles pour une meilleure acquisition des compétences professionnelles.

Ces modèles se conforment à ceux qui ont été décrits par (Afsata et al op.cit.) dans le cadre de la formation des adultes, à savoir : le modèle vertical dit descendant ou dissymétrique, qui consiste une mise en interaction d'un individu avec un autre. Le plus souvent, le premier est un expert. Ensuite, le modèle horizontal, latéral ou symétrique. Ce dernier fait appel à la coopération entre pairs qui a un impact dans l'apprentissage individuel.

Lors des apprentissages au sein des réseaux sociaux, nous avons constaté que les femmes handicapées qui possédaient des prérequis nécessaires dans une des filières de formation apprenaient vite les métiers. A cet égard, les formateurs en profitaient, pour demander à ces dernières d'expliquer à leurs condisciples les stratégies qu'elles ont appliquées pour un apprentissage si prompt. Il y a là, une mise en pratique de mode mutuel qui consiste, comme l'affirme (Peeters 2007) aux apprenants de s'instruire les uns les autres, sous la direction de l'enseignant.

Pendant nos observations participantes au sein des ateliers où nous apprenions avec ces femmes handicapées quelques métiers professionnels, nous avons constaté que la majorité de ces dernières était plus motivée à voir leurs collègues assurées les tâches de leurs formatrices. Ce mode d'apprentissage a fait en sorte que celles qui accusaient un retard d'apprentissage acquièrent plus rapidement des compétences professionnelles grâce à la convivialité et la collaboration de leurs condisciples. Le récit ci-après va dans le sens de ce qui vient d'être dit :

« Un jeudi à partir de 10 heures 30, il était prévu que les formatrices viennent nous apprendre à confectionner les sacs à main avec les perles. Malheureusement, toutes les deux enseignantes ne s'étaient pas présentées bien que nous les attendions impatiemment. Comme l'activité à réaliser intéressée tout le monde, trois femmes se sont annoncées en affirmant qu'elles pouvaient bien assumer l'intérim des formatrices. Cette bonne nouvelle a mis tout le monde

dans l'allégresse et une femme handicapée a même pris la parole pour dire ' bazo komimona ba nani, ba kanisi ko zanga na bango nde tokoyekola te ? Na yango esengeli tosala makasi mingi po ete biso na biso tozala na mayele ya kosala oyo bazali ko sala' 'Elles se prennent pour qui ? Elles croient que leur absence fera qu'on n'apprenne pas. C'est pourquoi nous devons fournir beaucoup d'efforts afin que nous ayons l'intelligence de faire ce qu'elles font'. La déclaration de cette femme nous a tous encouragée et a créée une ambiance favorable de travail. Aussitôt, les trois femmes qui s'étaient portées garantes commençaient chacune à s'occuper d'un petit groupe en donnant des explications, en démontrant par des exemples comment tenir la perle afin qu'elle ne glisse pour éviter de se faire piquer par l'aiguille. Ces femmes handicapées prenaient tout leur temps, elles s'intéressaient à tout le monde et tenaient à remonter le niveau même de celles qui étaient très faibles en les encourageant avec de belles paroles. Dommage, de telles stratégies ne sont pas toujours appliquées par les formatrices. Après deux heures d'apprentissage, tout le monde était satisfait et nous poussions des cris de joie accompagnés de petites danses en l'honneur de nos formateurs du jour 'bo wumela' signifie 'vivez longtemps ».

Par ailleurs, il sied de souligner que les femmes handicapées de réseaux souffrent de « complexe d'infériorité »; celui-ci, bien que latent, se manifeste tout de même dans certaines circonstances. Par exemple, lors des apprentissages, surtout si ces derniers sont assurés par des hommes et des femmes valides. Elles sont souvent frustrées, par le fait de leur handicap qu'elles qualifient d'obstacle qui ne leur a pas permis d'apprendre les métiers au moment opportun.

Cet état d'esprit les amène parfois à présenter quelques réactions d'agressivité vis-à-vis de leurs enseignants qui s'exprime à travers la haine, l'hostilité, la tendance à la revanche et à l'anxiété, etc. Ces attitudes démotivent, consciemment ou inconsciemment, ces femmes handicapées de s'adonner convenablement aux enseignements en vue des apprentissages professionnels.

Il existe toutefois, plusieurs raisons qui justifient l'assimilation rapide par les femmes handicapées des apprentissages aux métiers assurés par leurs collègues plus expérimentées. En voici quelques-unes :

- elles sont moralement et intellectuellement très à l'aise quand les enseignements sont donnés par les personnes avec lesquelles elles partagent les mêmes identités

sociale, culturelle et sexuelle. Ces femmes handicapées s'identifient à leurs pairs et se rassurent qu'elles sont capables d'en faire autant ;

- leur handicap les porte à exécuter certaines tâches d'apprentissage avec lenteur ; mais leurs semblables les comprennent sans problème. Ce qui n'est toujours pas le cas avec les formateurs valides qui exigent parfois plus de rapidité dans les apprentissages, sans tenir compte de leur état physique.

Pendant cette collaboration, les femmes handicapées ayant l'expertise emploient un langage plus simple, plus claire et des stratégies didactiques adaptées à la circonstance.

En prenant en compte toutes les considérations ci-devant, il y a lieu d'apprécier la portée de l'apprentissage imitatif de (Bandura 1980), centré sur la reproduction des gestes et actes de l'entourage. A cet effet, les femmes handicapées apprennent en imitant leurs formateurs ainsi que leurs collègues ayant déjà acquis des aptitudes professionnelles. Elles les observent et reproduisent les actes qu'ils posent, adoptent leurs attitudes, tout en subissant les conséquences sociales.

En outre, les apprentissages des femmes handicapées connaissent une nette amélioration, due, à la présence active ou passive dans le champ de l'apprentissage d'autres personnes que sont les membres des familles, les amis, les sympathisants qui viennent les encourager. Cela influence positivement leur rendement individuel. C'est ce que Bandura, dans sa théorie d'apprentissage social, qualifie de « facilitation sociale ».

Dans cette même perspective, affirme (Westen 2000 : 288), « les individus apprennent beaucoup de choses des personnes de leur entourage, avec ou sans renforcements, grâce à des mécanismes d'apprentissage autres que les conditionnements classiques ou opérants. La principale forme de l'apprentissage social est l'apprentissage par observation ».

Pour sa part, (Fadiga op.cit.) considère que dans le processus de l'apprentissage informel, qu'il s'agisse d'un apprentissage technique ou non, en contexte africain, les acquisitions reposent sur la méthode « démonstration – observation – imitation », laquelle implique une forte dépendance de l'apprenant au maître, du cadet à l'aîné, de l'enfant au parent, de l'adulte aux normes du contexte, etc. Cela porte les femmes, en tant qu'adultes à se montrer très actives dans leur façon de participer aux différentes activités d'apprentissage.

Elles mettent en pratique les notions professionnelles enseignées, par exemple, en essayant de confectionner pour les unes, des nappes et diverses pochettes à base des perles et fils à nylon et, pour d'autres, en s'efforçant à faire le tricotage, le crochetage, la broderie et de tenter à faire certaines transformations alimentaires comme la mayonnaise, le vin de riz, le vin de canne à sucre, le vin de gingembre, le yaourt, etc. Ainsi, mettent-elles en application un apprentissage participatif, dynamique dans lequel elles sont des partenaires de l'activité.

De ce fait, comme l'a indiqué (Peeters op.cit.), le mobile de leur activité trouve son vrai fondement dans le « learning by doing » prôné par John Dewey : Apprendre en agissant ou en faisant : 'one must learn by doing the thing: for though, you think you know it. You have no certainly, until you try' ce qui se traduit 'Il faut faire la chose pour la connaître; car même si vous pensez la connaître, vous n'en serez pas sûr tant que vous n'aurez pas essayé'.

Par ailleurs, (Ingold 2000, 2013) traitant principalement de technologie dans une perspective évolutive et historique en mettant l'accent sur le développement des habiletés (skill) dans différents types de sociétés, l'auteur nous renseigne que l'évaluation de la complexité technologique doit tenir compte non seulement des outils matériels mais aussi des connaissances et des compétences requises pour les utiliser.

C'est pourquoi, dans cette étude, l'essentiel est que les femmes handicapées soient en mesure d'employer, d'exploiter les matériaux conçus pour les divers apprentissages. C'est une manière pour elles de transformer leur handicap en aptitude en créant un environnement favorable pour l'amélioration de leurs conditions de vie. Cette réalité va dans le même sens avec les écrits de (De Coster, Metho, et Devlieger op.cit.) qui décrivent le lien entre matériels (perles en plastique) et aptitudes. Il s'agit d'une interaction entre les matériels et le handicap. C'est-à-dire les capacités de handicap porté par la femme à pouvoir manipuler les matériels en vue d'une création et d'exécution d'une tâche.

Dans cette même optique, pendant les séances d'apprentissage, les femmes handicapées considèrent leurs corps comme des objets, des moyens techniques, des instruments qu'elles modifient, qu'elles adaptent pour arriver à réaliser divers apprentissages. A cet effet, évoquons l'exemple de maman Y, femme handicapée ne possédant pas les membres supérieurs appelés communément les bras. Celle-ci, pour exécuter certaines tâches, elles se servent de sa bouche, de ses pieds en lieu et place des

bras. Par rapport à l'utilisation du corps comme technique, instrument, plusieurs auteurs en ont parlé dans leurs écrits à l'instar de (Karsenti 1998: 230) qui affirme « Quelle conceptualisation exacte se trouve engagée dans le fait d'attribuer au corps une capacité proprement technique voire technicienne, c'est-à-dire susceptible d'inventions des techniques nouvelles, de perfectionnement et de modifications » ?

De son côté, (Bert 2009 : 164) rapporte que « les notions les plus importantes retenues par André-George Haudricourt des cours de Mauss sont celle de 'technomorphologie' et celle de « techniques du corps », différents modes d'agir où le corps humain se passe d'instruments pour devenir son propre moyen technique. (Lévi-Strauss 1989) parlant de la diversité des usages du corps humain, souligne que l'homme n'est pas le produit de son corps (théorie biologique) mais bien que 'son corps est un produit de ses techniques et représentations. Enfin, (Brill 1991) fait clairement référence à la relation entre technique et corps en affirmant que « le corps peut-être utilisé directement comme outil ».

La force de ces apprentissages tient également au style pédagogique employé par les animateurs dans les réseaux sociaux, lequel est essentiellement démocratique. Ils suscitent le maximum de coopération de la part de chaque femme handicapée aux activités collectives d'apprentissage. Ils les encouragent et consolident les relations fraternelles déjà existantes. Ils procèdent à la distribution des tâches d'apprentissage en impliquant les concernées. En cas des tensions et des conflits internes, ils associent tous les acteurs des réseaux sociaux afin de les atténuer et si possible de trouver des solutions adéquates.

De notre point de vue, faisant référence à la tradition africaine qui exige que les plus jeunes respectent les plus âgés, cela semble être appliqué par la plupart de formateurs qui sont jeunes par rapport à la moyenne d'âge des femmes handicapées qui se situe à près de 34 ans. A titre d'information, sachons que la femme handicapée la plus âgée rencontrée dans les réseaux sociaux dans lesquels nous avons réalisé nos observations participantes était âgée de 77 ans tandis que la plus jeune avait 23 ans.

Déjà avec cette moyenne, on se rend effectivement compte que les enseignants de ces structures n'ont pas affaire à de gamins mais plutôt aux personnes ayant une certaine maturité et possédant l'expérience dans plusieurs domaines de la vie. Tenant compte de ces aspects, la majorité de ces formateurs se réservent de s'imposer, même quand il s'agit de donner des directives à suivre pour réaliser certaines tâches professionnelles. Car, ils

remarquent que certaines apprenantes font des propositions pertinentes et objectives par rapport à l'organisation de la structure et particulièrement sur les stratégies à adopter quant à l'apprentissage des métiers.

Il faut retenir que plusieurs de ces femmes ont eu à exercer des activités diverses, avant leur adhésion dans les réseaux sociaux. Les unes dans le commerce au Beach Ngobila, en effectuant des navettes entre la rive de Kinshasa et celle de Brazzaville ; tandis que d'autres s'adonnaient à la mendicité forcée et à la prostitution.

Ces personnes habitaient et continuent à l'être dans des familles au sein desquelles elles ont eu à assumer certaines responsabilités importantes qui ont été bien appréciées par leur entourage. Et pendant cette étape de la vie, elles ont rencontré des obstacles, des problèmes qui les ont rendus matures et plus averties. L'ensemble des connaissances et compétences acquises par les femmes handicapées avant leur entrée dans les réseaux sociaux leur confère un statut particulier que les enseignants prennent en compte dans leurs échanges. Ils sont conscients que parmi leurs apprenantes, il y en a qui sont sages, intelligentes et qui possèdent parfois, des informations et/ou des compétences dans tel ou tel domaine qu'eux ne maîtrisent que partiellement.

Nous voulons ici rappeler un fait vécu sur le terrain lors d'une séance d'apprentissage de la transformation de la canne à sucre en vin. Au moment où madame la formatrice fournissait les explications sur les différentes étapes à suivre pour transformer la canne à sucre en vin, soudainement une femme handicapée originaire de l'ancienne province de Katanga sollicita la parole et quand on la lui a accordée, celle-ci a suggéré une autre procédure plus pragmatique à suivre pour vite et bien préparer le vin à canne à sucre. Juste après son intervention, la dame enseignante ainsi que tous les apprenants à l'unanimité avaient accepté favorablement la proposition faite, lequel a produit un meilleur résultat.

Une autre illustration se réfère aux démonstrations qui nous ont été faites par deux femmes handicapées provenant de l'ancienne province de l'Equateur par rapport au crochetage et au tricotage. Ces dernières s'inspirant de leur expérience du village quand elles fabriquaient les nasses et filets servant à la capture de poissons, d'oiseaux et animaux dans le fleuve ou la grande forêt équatoriale. Concrètement, elles nous apprenaient les techniques appropriées d'utilisation du crochet avec le fil plus rapidement et comment faire

pour ne pas se faire piquer régulièrement par ce crochet. Leur apport était conséquent et a été admiré par leurs pairs ainsi que par leurs formateurs.

Par leurs interventions ponctuelles lors des apprentissages, ces apprenantes, ont beaucoup favorisé les acquisitions, tant chez d'autres femmes handicapées ayant des pré-requis que chez celles qui n'en avaient pas. Cela montre, comme l'a prôné (Milton et Coulibaly 1985) que l'utilisation dans les réseaux sociaux d'une pédagogie active, participative et dynamique où, « pour apprendre, l'adulte a besoin de participer activement. Il est un partenaire de l'activité d'apprentissage ».

A ce sujet, nous avons remarqué une rapidité, mieux une souplesse d'acquisition chez certaines femmes qui possèdent déjà quelques connaissances artistiques. Face aux nouvelles connaissances qui sont données dans les réseaux, ces femmes ont effectué une simple assimilation, en incorporant la nouvelle donne dans leurs schèmes opératoires, leurs structures mentales. Le fait que les compétences à acquérir ne soient pas à cent pour cent nouvelles a renforcé leur motivation pour apprendre plus rapidement.

Eu égard à ce qui précède, nous nous joignons à (Giordan op.cit. : 163) pour affirmer que « appréhender un nouveau savoir, c'est donc l'intégrer dans une structure de pensée déjà en place, formée de savoirs propres antérieurs à la situation éducative ». Généralement les individus ont tendance à se refermer sur leurs connaissances acquises, leurs convictions et cela montre bien la difficulté d'acquérir des nouvelles connaissances, surtout si elles viennent contredire ou remettre en cause les informations ou connaissances antérieures solidement ancrées. Comme on le voit, les propos de cet auteur soutiennent ce dont nous avons dit dans les lignes précédentes.

A ce sujet, (Giordan op.cit. : 160) nous rappelle que « l'apprenant ne se laisse pas facilement déposséder de ses opinions et de ses croyances ». Cela est en particulier valable pour l'apprenant adulte, caractérisé par des connaissances solidement ancrées, des pratiques et des habitudes, bref par une histoire personnelle, sociale. L'histoire personnelle, familiale et sociale de l'adulte est importante en formation d'adultes.

Par ailleurs, les diverses filières d'apprentissage fonctionnant dans les réseaux ne suivent pas des programmes établis par des structures appropriées. N'ayant pas de possibilités financières pour signer des contrats à durée déterminée avec les spécialistes externes de telle ou telle filière professionnelle, les responsables des réseaux se contentent

des acteurs ou actants des réseaux sociaux qui possèdent un ensemble des compétences et des connaissances relatives au métier, lesquels deviennent directement formateurs des autres.

Dans cette perspective, les responsables des réseaux n'hésitent pas à accorder l'adhésion à leur structure à une personne possédant des connaissances professionnelles et qui la sollicite. Ils font constamment appel aux membres de contacter des femmes et des hommes valides ou handicapés ayant des aptitudes professionnelles pour venir les faire bénéficier aux femmes handicapées de réseaux.

Ces appels ont généralement produit des effets positifs, puisque nous avons rencontré dans quelques réseaux des individus qui ont accepté de venir partager bénévolement, pendant les moments libres, leurs expériences professionnelles. Ils le font par amour mais aussi par compassion. Le récit ci-après de l'un de ces formateurs bénévoles le prouve bien :

« Un dimanche soir, j'avais reçu la visite d'une femme vivant avec handicap que je vois souvent passer devant le portail de ma parcelle. Celle-ci me dit souvent bonjour et elle a tendance à admirer les peintures que je placarde sur le mur, je l'entends régulièrement s'exclamer en lingala 'eh kitoko penza' en français 'eh c'est vraiment beau'. Ce soir-là, elle avait pris le courage de me dire qu'elle souhaite que j'aie apprendre la peinture gratuitement à certaines de ces collègues qui l'ont toujours souhaité. Au début, je n'étais pas motivé, mais après quelques mois, j'avais ressenti un sentiment qui me poussait à partager mes connaissances avec ces femmes, surtout qu'elles sont vulnérables en considérant la façon dont elles vivent quotidiennement dans la pauvreté et les injustices qu'elles subissent. J'avais finalement pris la décision de le faire en dépit de mes multiples occupations. Je suis ravi, parce qu'à ce jour, trois femmes se débrouillent très bien, une d'ailleurs dépourvu de ses deux bras le fait avec ses pieds. Je suis sûr que Dieu me récompensera ».

L'on doit souligner que la RDC est un pays où la religion occupe une place importante dans le vécu des populations. La majorité de ses habitants croient à la parole de Dieu, écrite dans la bible et celle-ci influence énormément leurs conduites. Ils s'inspirent de quelques versets bibliques notamment le Proverbes 14 :31 qui dit « opprimer le pauvre, c'est outrager celui qui l'a fait. Mais avoir pitié de l'indigent, c'est l'honorer », le Proverbes 19 :17 « celui qui a pitié du pauvre prête à l'Eternel, qui lui rendra selon son œuvre, » Proverbes 28 :27 : « Celui qui donne au pauvre n'éprouve pas la disette, mais celui qui ferme les yeux est

chargé de malédictions. ». C'est pour ainsi dire que les actes posés par ces bénévoles ne sont pas dus au hasard, ils sont motivés et trouvent leur fondement dans la parole divine.

Figure 9. Une femme handicapée, dépourvue de bras, fait de la peinture avec ses pieds



Comme on peut s'en rendre compte sur la figure ci-dessus, une femme handicapée née sans bras et ayant bénéficiée de la formation sur la peinture dans son réseau social auprès d'un monsieur qui venait la leur apprendre bénévolement. Au terme de quelques séances d'apprentissage, cette dernière a su se servir de ses orteils et tenir correctement le pinceau pour couvrir et maquiller des surfaces, en vue de réaliser de tableaux de peinture.

Tous les réseaux sociaux n'organisent pas les mêmes filières professionnelles et quand bien même quelques-unes soient identiques leurs contenus et programmes ne se ressemblent pas et ne s'exécutent pas de la même manière. En outre, mettons nous en tête que, ni les dirigeants des réseaux, ni les femmes handicapées apprenantes, personne ne décide sur les métiers professionnels à apprendre, il n'y a jamais eu d'échanges sérieux quant à ce, suite aux écueils susnommés. A l'impossible nul n'est tenu, dit-on, tout le monde s'en tient à celles qui se présentent même si elles ne se conforment pas forcément leurs attentes.

Les conditions de l'apprentissage adulte exigent, comme l'indiquent (Afsata et Rasmata op.cit. : 228) « qu'au niveau du programme de formation, celui-ci doit être lié aux besoins de l'adulte ; de même, les contenus, objectifs, approches pédagogiques et méthodes d'évaluation doivent faire l'objet de négociations afin d'être en adéquation avec le contexte de l'apprenant. Ce programme doit être connu d'avance par l'apprenant ». Fort malheureusement, ces contraintes ne sont pas prises en compte dans les réseaux sociaux comme nous venons de l'indiquer ci-dessus.

Quant à l'évaluation des acquis des apprentissages, elle se fait de diverses façons:

- à la fin de chaque module, les apprenantes s'exercent dans les ateliers en manipulant seules les matériels et matières premières en vue de confectionner, de préparer, de transformer, de produire tel art, tel aliment, telle broderie en perles, etc. Toutes ces séances sont coordonnées par les formateurs et par quelques apprenantes ayant bien maîtrisées la compétence à acquérir. Ces dernières sont choisies généralement par un collège constitué de formateurs ;
- les formateurs demandent toujours aux apprenants d'appliquer à domicile les connaissances acquises et de ramener l'œuvre réalisée au réseau social pour appréciation. Bizarrement, moins très peu nombreuses sont les femmes handicapées qui s'exercent à la maison et qui ramènent le travail réalisé auprès de leurs évaluateurs;
- au terme de la formation en coupe et couture, le Ministère des Affaires Sociales, plus précisément l'inspection urbaine des affaires sociales de la ville de Kinshasa a, depuis quelques années, établi un jury d'Etat chargé de procéder à l'organisation des épreuves pour l'obtention du Brevet de Cycle Professionnel en Coupe et couture que nous présentons dans la figure ci-dessous.

Figure 10. Brevet de Cycle Professionnel en Coupe et Couture



En considérant ce qui précède à propos de l'évaluation des aptitudes professionnelles acquises par les femmes handicapées, nous nous posons quelques interrogations : comment justifier que seul un petit nombre de femmes handicapées s'exercent à domicile et apportent les travaux effectués dans leurs structures? Pourquoi le Ministère des Affaires Sociales, via l'inspection urbaine des affaires sociales de la ville de Kinshasa, n'organise le jury que dans une seule filière professionnelle 'la coupe et couture' et pas dans d'autres ?

Les matériels d'apprentissage suffisent-ils pour toutes les apprenantes, en vue d'un meilleur apprentissage ?

En réponse, nous relevons en premier lieu que, la plupart de ces femmes handicapées mènent une vie approximative marquée par la pauvreté et la misère. A cet égard, elles ne peuvent pas sacrifier le peu d'argent qu'elles ont pour leur survie afin de s'acheter les matières et matériels d'apprentissage : perles, crochets, pagnes, fils à nylon, peinture, aiguilles, sucre, levure, etc. Malgré leur bonne volonté, elles sont trahies par la conjoncture socio-économique du pays, qui ne leur permet pas de satisfaire leurs ambitions d'acquérir des aptitudes professionnelles.

En outre, la coupe et couture soit l'unique filière bénéficiant du contrôle du jury institué par l'inspection urbaine des affaires sociales de la ville de Kinshasa se justifie par la présence de plusieurs spécialistes dans ce domaine au sein de cette institution ; tandis que les autres filières manquent des personnes bien outillées et capables de concevoir, et d'évaluer des acquisitions des apprenantes. Aussi, avant même la création des réseaux sociaux, la division urbaine des Affaires Sociales a toujours inspectée quelques structures d'éducation non formelle où les filles-mères apprennent la coupe et couture.

Il ressort de l'analyse du brevet de la figure n°10 décerné aux lauréates en coupe et couture que, contrairement à ce qui y est mentionné, les femmes handicapées ne font pas neuf mois pour apprendre la coupe et couture, mais beaucoup plus, à cause de leur âge et leur handicap qui ralentis la motricité et les réflexes en situation d'apprentissage .

Retenons que cette durée de formation est celle que les experts du Ministère des Affaires Sociales avaient fixée pour l'apprentissage de la couture chez les filles-mères qui ne sont pas dans une situation de handicap. En conclusion, le ministère susdit n'a pas encore conçu des épreuves et des brevets qui reflètent les vraies réalités liées à ce qui se fait effectivement dans les réseaux sociaux quant à l'apprentissage de la coupe et couture.

Enfin, au terme de chaque module, les apprenantes ne participent pas toutes aux pratiques organisées dans divers ateliers, cela pour plusieurs raisons dont la principale est le fait que les réseaux sociaux ne disposent pas de moyens financiers suffisants pour acheter les matériels et les matières (par exemple les perles) qui devraient être distribués à toutes les apprenantes pour usage pédagogique.

5.3.2.4. Profil des formateurs ou animateurs

S'agissant des qualifications, des aptitudes et des traits de personnalité des formateurs œuvrant dans des réseaux sociaux, il y a lieu de signaler que la majorité de ceux qui se chargent de l'apprentissage des métiers n'ont pas bénéficié d'une formation universitaire. Les données statistiques recueillies dans les trois réseaux sociaux enquêtés indiquent qu'un effectif de quinze (15) formateurs assurent l'alphabétisation ; parmi eux, trois seulement ont fait les études universitaires en pédagogie appliquée (deux femmes graduées respectivement en français et en histoire, et un homme licencié en Administration scolaire).

Quant aux treize restants, onze sont détenteurs d'un diplôme de six ans d'études secondaires des sections différentes ; les deux autres ont un diplôme de quatre ans d'études secondaires. Comme on peut s'en rendre compte, aucun d'entre eux n'a suivi une filière académique en l'éducation ou en formation des adultes. Alors que 9 ont suivi des sessions de formation en alphabétisation scolarisant, 6 à peine ont été formés en alphabétisation fonctionnelle.

Les personnes chargées d'assurer l'apprentissage aux métiers sont plus nombreuses que celles qui enseignent l'alphabétisation. Il y a au moins 12 formateurs dans chaque réseau, hormis les apprenantes formatrices, c'est-à-dire les femmes handicapées ayant acquis, avant leur entrée dans les réseaux sociaux, des aptitudes dans un métier et les communiquent à leurs pairs.

Cependant, il n'est pas superflu de faire remarquer que de tous les formateurs recensés, seuls deux qui ont fait des études supérieures, dont l'un la peinture à l'Académie de Beaux-Arts à Kinshasa, et l'autre, est une dame valide qui a suivi la section hôtellerie à l'Institut Supérieur pédagogique de la Gombe (toujours à Kinshasa). Concernant les restants, les uns ont appris les métiers sur le tas, les autres avaient eu l'opportunité de se former dans des centres de formation professionnelle disséminés à travers le pays.

Malheureusement, ces formateurs n'ont pas été formés en psychologie de handicap ; car comme l'affirment (Maes et Marlière 2010 : 9), « la personne handicapée est souvent victime des préjugés, des stéréotypes. Le grand public porte sur elle un regard particulier qui fige dans sa limite. Le handicap fait peur et dérange surtout dans nos sociétés basées sur la performance et le paraître ».

Corrélativement aux propos de ces auteurs, en République Démocratique du Congo et particulièrement à Kinshasa, les personnes vivant avec handicap affichent un comportement agressif, de désespoir et nombreux sont complexés. Il y a, ainsi nécessité que les formateurs des femmes handicapées des réseaux sociaux acquièrent des notions de bases sur la psychologie de handicap, de même qu'en techniques didactiques appropriées dans l'encadrement de cette catégorie sociale.

Concernant le physique de ces formateurs, nombreux sont des personnes valides, sans handicap ni malformations corporelles. Ils ne sont pas, pour la plupart, permanents dans les réseaux sociaux ; car ils sont obligés d'aller exercer d'autres activités rémunératrices, étant donné que leur prestation au sein des réseaux n'est pas rémunérée, elle est bénévole.

Les formateurs handicapés sont quant à eux membres effectifs et permanents des réseaux. Nous avons observé qu'ils manifestent plus de volonté, plus d'amour et plus d'engagement dans leur manière d'agir leur souci est que leurs semblables apprennent effectivement. Malgré cet enthousiasme et la ferveur qui les anime, leurs actions connaissent d'énormes limites liées à leur handicap. Il n'est pas possible de voir une femme handicapée debout, en train d'enseigner pendant environ quinze minutes. Elles sont souvent assises, comme le démontre l'image ci-dessous.

Figure 11. Maman Rose Bwanya, femme handicapée du réseau social chargée d'enseigner l'alphabétisation (avec permission)



La figure ci-dessus montre une femme handicapée du réseau social en train d'enseigner l'alphabétisation en étant assise ; elle a été formée par les experts de la

direction de l'éducation non formelle de la division urbaine de Kinshasa du Ministère des Affaires Sociales. Nous avons constaté, partant du réseau auquel appartient cette femme que sur un total de dix femmes handicapées qui avaient suivi la formation sur l'alphabétisation, il n'y a que deux qui sont actives en mettant à profit les connaissances acquises auprès de leurs semblables. On peut toutefois se demander pourquoi les huit femmes handicapées formées pour enseigner l'alphabétisation dans les réseaux sociaux ne le font-elle pas ? Y a-t-il des raisons particulières qui justifient ce refus ? En réponse, partant des observations faites sur le terrain, nous affirmons que le refus de la plupart de ces femmes n'est pas volontaire, mais dicté par le sentiment d'incapacité didactique, suite à la formation à la va-vite reçue auprès des experts.

Par ailleurs, d'autres se réservent d'enseigner en raison de leurs conditions physiques qui ne leur permettent pas d'effectuer trop de mouvements et de gestes qui sollicitent tant d'énergies. Et pourtant, comme on le sait, pour qu'un enseignement transmis soit attrayant, l'animateur doit être actif, mobile, en plus des qualités intellectuelles et morales requises.

L'autre raison est celle liée à la motivation. En terme de rémunération, les femmes handicapées ayant bénéficié de la formation mais qui refusent de donner le cours d'alphabétisation pensent qu'elles fourniraient trop d'efforts qui ne seront jamais récompensés. Elles préfèrent réaliser d'autres activités qui ne portent pas préjudice à leur santé physique. Plusieurs d'entre elles ont été complètement délaissées par les réseaux sociaux quand elles ont connu de problèmes de maladie voire même de décès. Et pourtant, si les animateurs bénéficiaient des avantages sociaux conséquents, il est probable que plusieurs d'entre elles, même celles qui possèdent des aptitudes andragogiques n'accepteraient pas de croiser les bras et de ne pas exercer le métier de formatrice.

Suite aux inconvénients ces irrégularités relevées çà et là, les réseaux sociaux devront, à la longue trouver des stratégies adaptées à leurs moyens pour recruter les animateurs et/ou les formateurs en alphabétisation et en apprentissage aux métiers qui exigent posséder des notions de base sur la méthode andragogique et/ou pédagogique leur permettant d'organiser avec efficacité les rapports entre les trois composantes du champ de la formation, à savoir : l'apprenante, l'animateur et le savoir.

En outre, les responsables des réseaux sociaux ont intérêt à concevoir de bons projets d'auto-financement qui leur permettront d'avoir l'argent et de motiver ces femmes, ainsi

que des formateurs qui font des prestations bénévoles, en leur offrant épisodiquement de petites primes d'encouragement.

5.4. Cadre physique de la formation

Le cadre physique de la formation, dans le contexte de notre étude est constitué de divers endroits tels que les paillotes, les chantiers, les locaux et les espaces vides ou clôturés, les ateliers et les couloirs où se font l'alphabétisation et les apprentissages des métiers professionnels. Comme on peut s'en rendre compte, dans les réseaux sociaux, les enseignements se donnent à l'extérieur de l'école, dans des endroits diversifiés préparant ces femmes handicapées à exercer un ou plusieurs métiers qui les valorisent et les rendent autonomes.

A cet effet, concernant les différents cadres d'apprentissage, nous présentons ci-dessous quelques figures que nous commentons dans la suite.

Figure 12. Couloir servant de lieu d'apprentissage et d'alphabétisation dans un réseau social



La figure n°12, montre que le lieu qui sert de cadre d'apprentissage de l'alphabétisation est un couloir conçu initialement pour accueillir les habitants de la parcelle ou pour se relaxer pendant les heures de repos. Il se situe juste en parallèle de l'avenue Luozi en plein Matonge, un quartier commercial de Kinshasa, très fréquenté, où les bruits se font entendre à longueur de journée. Le triplex placardé au mur qui fait office de tableau noir, est dans un état de délabrement avancé surtout à l'extrémité droite.

Figure 13. Deux endroits assurant l'atelier pour l'apprentissage des métiers



La figure ci-dessus montre deux ateliers qui accueillent les femmes handicapées pour apprendre les métiers professionnels, celui qui est à droite contient deux tables dont l'une est dans un état de détérioration totale. A bien voir, ce cadre n'est pas approprié pour les apprentissages car en cas de pluie ou d'un soleil accablant, les eaux stagnent et les rayons solaires envahissent le lieu et empêchent ces femmes d'y rester et d'exercer leur métier. Cette photo a été prise l'avant-midi, pendant les heures de travail, mais comme nous le constatons l'endroit n'est pas occupé à cause de la présence de la boue, suite à une pluie qui s'était abattue à la veille.

Quant à celui de gauche, nous observons des femmes assises sur des chaises en plastique en train d'attendre les tâches à exécuter de la part de leurs animateurs. Il est important de préciser que cet atelier se situe au sein du temple de l'église de réveil « message de vie » de l'Archbishop Kutino Fernando. C'est pour ainsi dire qu'en dehors des heures de prière l'endroit devient un réseau social ; et quand il y a prière, il sert d'église.

Figures 14. Séances de pratique professionnelle dans un atelier des perles

Une femme valide qui distribue du café aux femmes handicapées.



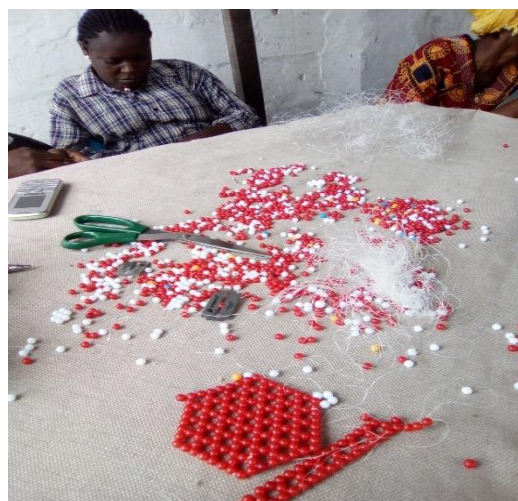
Pendant la pause, les femmes handicapées boivent du café.



Une femme handicapée qui apprend à confectionner une œuvre en perle.



Les matériels nécessaires pour l'atelier des perles.



Les figures n°14, montrent successivement les matériels principaux utilisés dans les ateliers de perles, à savoir : le ciseau, une rame de rasoir, le fil et les perles. Nous observons également une femme valide tenant dans ses mains deux gobets et un seau en plastique contenant du café qu'elle distribue pendant la pause aux femmes handicapées qui en ont besoin pour avoir plus d'énergie dans l'exécution de leurs tâches.

Figure 15. Toiture emportée par la tempête



La charpente en bois entièrement recouverte par les tôles, représentée dans la figure ci-dessus, a été complètement emportée par une petite tempête. Et pourtant, elle servait d'atelier de coupe et couture aux femmes handicapées. Néanmoins, nous avons été présents quand cette toiture était soudainement tombée en se désagrégeant. Cet incident était survenu juste quelques minutes après le départ des apprenantes, donc aux environs de 15 heures. Cet évènement avait étonné tout le monde puisqu'on ne pouvait pas croire qu'un vent moins violent puisse endommager cette toiture.

Figure 16. Madame Souzane Tshiama, femme handicapée de plus de 70 ans, dans le bureau du secrétariat général (avec permission)



La femme handicapée sur figure n°16 est la plus âgée de son réseau social ; elle rend régulièrement visite aux différents responsables des directions pour les encourager et partager son expérience. Notons par ailleurs que le local où se trouve cette dame mesure 7

mètres de large et 10 mètres de long lui seul, il fait fonctionner plusieurs directions notamment : la direction d'éducation, formation technique et professionnelle, la direction de budget et finances, la direction d'investissement des projets et partenariat, la direction de la santé et d'assistance sociale, etc. Chaque direction a une table et un ou deux responsables qui la représentent dans cet espace restreint qui ne leur offre pas les meilleures conditions de travail.

Il nous semble que tous les acteurs de réseaux n'ont pas les mêmes problèmes à régler aux niveaux de ces directions. Chacun a les siens qu'il garde confidentiels. Pour cela, chaque direction a l'obligation d'avoir ses propres locaux pour pouvoir élaborer en toute sérénité, ses stratégies de fonctionnement, qui ne devrait être connues d'autres services. Voilà pourquoi plusieurs membres des réseaux se gênent de poser un problème, de donner un point de vue ou de proposer les pistes de solutions à telle ou telle direction au risque de se faire entendre par tout le monde et d'être à la fois encouragé et critiqué. Pour cela, la majorité d'entre eux préfère en parler entre pairs sous forme de commérages. Et pourtant, certaines de leurs suggestions sont fondées et susceptibles de consolider l'épanouissement de leurs institutions.

Dans le même ordre d'idée, rappelons que plusieurs locaux destinés à abriter les services de réseau social ont été cédés aux tiers, que sont les membres de famille du fondateur ou de l'administrateur général et aux indigents, c'est-à-dire aux femmes handicapées qui manquent d'endroits pour habiter et qui ont été chassées de leurs familles biologiques pour diverses raisons. Cet acte posé bien sûr en faveur des personnes susnommées, rentre dans le cadre de la solidarité africaine. Cependant, il entrave le développement harmonieux de ces réseaux sociaux.

Chapitre 6. Efficacité interne et externe de l'éducation non formelle offerte par les réseaux sociaux.

Dans le présent chapitre, il sera question de démontrer l'efficacité interne et externe de divers apprentissages bénéficiés par les femmes handicapées.

6.1. Ce que nous entendons par efficacité

Le concept d'efficacité est utilisé pour décrire les relations entre les facteurs investis (inputs) et le produit (output).

❖ *Efficacité interne en éducation*

Elle traduit toute mesure tendant à établir l'adéquation entre les résultats obtenus par les formés et les objectifs pédagogiques. Selon Psacharopoulos et Woodhall (1988, p.219), « l'efficacité interne en matière d'éducation s'intéresse aux relations entre les inputs éducatifs et les résultats scolaires, soit à l'intérieur du système dans son ensemble, soit au sein d'une institution scolaire ou de formation déterminée ».

Dans cette optique, (Paul 2007 : 57) estime que « L'efficacité interne évalue la valeur ajoutée d'une formation. Entendu, l'écart entre le niveau d'acquisition en début de formation et le niveau d'acquisition en fin de période ». Elle mesure : le nombre de formés achevant le programme de formation ; le nombre de formés obtenant le diplôme offert par le programme de formation ; la mesure ou la qualité des compétences réellement démontrées ; la nature ou la qualité des résultats partiels en cours de formation ; la nature ou la qualité des résultats obtenus en fin de formation.

Les notes obtenues aux contrôles effectués en cours de formation ou à la fin de celle-ci sont des indicateurs d'efficacité interne. Celle-ci peut être appréciée quantitativement et qualitativement. Quantitativement, par le rapport entre le nombre d'apprenants achevant avec succès la formation et l'effectif de la cohorte initiale. Qualitativement, le rapport entre le niveau de compétences après et avant la formation.

❖ *Efficacité externe de l'éducation*

L'efficacité externe de l'éducation s'intéresse à la performance des formés quand ils quittent la sphère éducative et entrent dans la vie sociale et productive. Il est alors question de juger dans quelle mesure les produits de l'école trouvent effectivement un emploi qui correspond au mieux à leur profil, y tirent des avantages individuels, susceptibles de compenser les coûts liés au temps passé dans le système éducatif. Selon (Psacharopoulos et Woodhall op.cit. : 219), l'efficacité externe permet de savoir « dans quelle mesure l'éducation répond aux objectifs de la société et satisfait les besoins du marché du travail ». Elle permet aussi « d'apprécier la capacité du système éducatif ou de formation à préparer les élèves et les étudiants (les formés) à leur rôle futur dans la société ».

Ainsi, évaluer quantitativement l'efficacité externe d'un système éducatif ou de formation revient à se demander, notamment si le système forme en nombre suffisant ou requis des cadres (diplômés). Cette estimation du niveau de satisfaction des besoins suppose une planification de la formation des ressources humaines. Par exemple, combien de cadres intermédiaires ou de cadres de haut niveau devront être produits par système au cours d'une période déterminée ?

Par ailleurs, évaluer qualitativement l'efficacité externe d'un système éducatif ou de formation consiste, notamment à faire la comparaison entre les compétences acquises par les produits du système éducatif (les diplômés et les non diplômés) et les postes de production qu'ils occuperont. Pour atteindre un tel objectif, les profils requis par les postes de travail devront avoir été clairement définis et spécifiés par le système éducatif pour qu'il en tienne compte. A côté de cette appréciation qualitative des produits, les systèmes d'enseignement pourraient également être jugés sur leur participation ou non à l'élévation du niveau culturel de la société.

De ce qui précède, les réseaux sociaux que nous étudions constituent de cadres de socialisation des femmes handicapées qui bénéficient de l'alphabétisation et de diverses formations professionnelles. A cet effet, dans les sous-points de ce chapitre, nous analysons la situation générale des femmes handicapées avant leur entrée dans les réseaux sociaux, pendant les apprentissages (alphabétisation et métiers professionnels) et après leur formation.

Ensuite, nous mesurons l'efficacité interne et externe de ces réseaux sociaux en établissant le rapport entre les entrées (input) et les sortis (output) en calculant le taux de réussite de ces femmes aux différents jurys d'examens organisés ; en vérifiant si les aptitudes et/ou les compétences acquises répondent aux objectifs de la société et parviennent à satisfaire les besoins du marché d'emploi congolais.

6.2. Analyse de la situation des femmes handicapées avant, pendant et après la formation professionnelle

Pour rappel, la collecte des informations nécessaires à ce point a été effectuée au moyen d'un questionnaire administré à 141 femmes handicapées des réseaux sociaux, dont les résultats sont présentés dans les lignes qui suivent.

6.2.1. La situation des femmes handicapées avant leur entrée dans les réseaux sociaux

Question n°1 : Qu'est-ce que vous faisiez comme travail avant votre arrivée au sein de réseau social ?

Tableau 5. Le travail exercé avant l'adhésion au réseau social

Indices statistiques	f	%
Occupation		
Commerce (vente de pain, braises, épices, beignets.)	26	18,4
Trafic entre Beach Ngobila (Kinshasa) et Brazzaville	22	15,6
Couturière (amatrice)	6	4,3
Coiffeuse	4	2,8
Sans emploi (sans occupation)	83	58,9
Total	141	100

Le tableau ci-dessus présente le travail exercé par des femmes handicapées avant leur adhésion aux réseaux sociaux. Il ressort de la lecture des données y consignées que sur un total de 141 sujets ayant participé à notre enquête, plus de la moitié, c'est-à-dire 83 femmes handicapées soit 58,9 % étaient sans emploi avant leur arrivée dans les structures de socialisation. Cette situation se justifie par le fait que, les parents ainsi que les membres proches de ces dernières ne trouvaient pas d'intérêt de les envoyer dans les centres de formation professionnelle pour apprendre des métiers qui peuvent leur donner l'opportunité d'exercer un emploi. Certains parents interrogés à ce propos ont affirmé ce qui suit:

« Nous n'avions pas la motivation de les envoyer à l'école parce que dans notre fort intérieur nous les considérons comme des êtres sacrifiés par le fait qu'elles portaient un handicap.

Néanmoins, quelques parents avaient tenté de les amener dans les structures de socialisation ; ils avaient fini de les garder à la maison pour deux raisons principales : premièrement, nos enfants handicapés et nous leurs parents étions l'objet d'observation et de curiosité de la part des kinois qui de fois se moquer de nous de la manière dont nous les mettions au dos par manque d'un moyen de transport adéquat pour les ramener à l'école. Deuxièmement, en tant que filles, nous pensions qu'elles étaient doublement handicapées et cela n'était pas nécessaire de gaspiller nos revenus qui sont dérisoires pour les scolariser. Parce que, même si elles apprenaient un métier, elles n'ont pas la force physique pour bien l'exécuter. Voilà pourquoi la plupart des parents avaient pris la résolution de s'occuper tout d'abord des enfants valides qui sont censés aider leurs sœurs handicapées... »

Selon ce récit de vie, beaucoup de parents ne croyaient pas que leurs filles handicapées pouvaient bien acquérir des aptitudes professionnelles et les mettre en pratique. Ils les voyaient dépourvues de forces physiques pouvant les aider à exécuter un travail. Ce regard négatif est tributaire des représentations culturelles sur le handicap, lesquelles connaissent une évolution pas encore significative. En effet, certaines personnes ont été sensibilisées et ont compris que les personnes vivant avec handicap ont droit à l'éducation et au travail. D'autres, par contre, bien qu'ayant reçu les informations sur les droits des femmes handicapées, s'accrochent à la tradition, à la coutume qui considère un handicapé comme un sujet de honte, de malédiction qu'il faut à tout prix cacher.

Par ailleurs, 22 femmes handicapées soit 15,6 % faisaient le trafic entre le Beach Ngobila de Kinshasa et Brazzaville. Dans cette optique, (Devlieger Clara 2016 :199) affirme que « dans les années 1970, sous le régime de Mobutu²¹, des personnes vivant avec handicap firent preuve de cette intelligence, lorsqu'elles perçurent les opportunités et les avantages qu'elles pourraient tirer du commerce entre les deux rives des deux capitales les plus proches du monde, Kinshasa et Brazzaville. La plupart des handicapés physiques qui travaillaient à la frontière, le Beach, le sont devenus à la suite des maladies comme la polio, contractée pendant leur enfance. Mais il y avait aussi parmi eux des accidentés, des sourds-muets et des aveugles. Tous jouissaient d'une position privilégiée sur cette frontière, grâce à des règles informelles négociées avec les autorités, et notamment la possibilité de traverser la frontière avec des réductions sur leur billet et sur les droits de douane à l'importation ».

²¹ Nom de l'ex président du Zaïre (actuelle RD Congo) de 1965 à 1997

Certes, par le biais des activités commerciales qu'ils effectuaient entre ces deux rives, ces derniers gagnaient assez d'argent par jour, mais fort malheureusement, les énergies dépensées quotidiennement contribuaient à la détérioration de leurs corps. Voilà pourquoi, les femmes handicapées en première position avaient résolu d'abandonner ce commerce qui ne garantissait pas leur avenir pour s'adhérer aux réseaux sociaux afin d'être alphabétisées et acquérir des aptitudes professionnelles.

Enfin, il y a 26 femmes handicapées, soit 18,4 %, qui pratiquaient le petit commerce des épices, pains, braises, beignets, bananes, arachides, devant les portes de leurs maisons où au coin de la rue. A Kinshasa, la vente des denrées alimentaires se fait partout : devant les parcelles, dans les rues, dans les arrêts de bus, au stade, à l'église, etc. Les kinois²² font preuve de débrouillardise pour lutter contre la crise économique qui sévit dans le pays.

Question n°2 : Comment était la qualité de votre niveau de revenu avant votre adhésion dans les réseaux sociaux ?

Tableau 6. Qualité de niveau de revenu avant leur entrée dans les réseaux sociaux

Indices statistiques	f	%
Niveau de revenu		
Suffisant	6	4,3
Insuffisant	52	36,9
Sans revenu	83	58,8
Total	141	100

L'analyse des données de ce tableau montre que 83 femmes handicapées sur 141 soit 58,8 % n'avaient aucun revenu avant leur entrée dans les réseaux sociaux. Celles qui exerçaient un travail, 6 sujets soit 4,3 %, ont affirmé qu'elles étaient satisfaites des revenus touchés provenant de leurs activités lucratives. Par contre, 52 femmes soit 36,9 %, ont estimé que les revenus gagnés étaient insuffisants. Selon les informations recueillies, les 6 dames qui avaient un revenu suffisant étaient parmi les 22 femmes handicapées qui effectuaient le trafic entre Kinshasa et Brazzaville. Ces dernières faisaient traverser les marchandises de plusieurs commerçants en leurs noms, sans payer aucune taxe. En retour,

²² Habitants de Kinshasa

ces marchands leur donnaient un montant équivalent à la moitié de la taxe qu'ils devraient normalement verser au trésor public.

C'est de cette façon qu'elles arrivaient à avoir des revenus suffisants qui leur permettaient de se prendre en charge et d'aider de temps à autre les membres de leurs familles. Par ailleurs, les 52 femmes handicapées avec un revenu insuffisant gagnaient un petit bénéfice de leurs activités lucratives, mais n'arrivaient pas à résoudre la moitié de leurs besoins quotidiens. Dans ce lot, on trouve 16 femmes handicapées qui faisaient le trafic entre Kinshasa et Brazzaville qui, elles aussi les dividendes obtenus ne les satisfaisaient pas.

Question n°3 : Quel était votre statut socio-économique avant la socialisation ?

Tableau 7. Statut socio-économique avant la socialisation

Statut socio-économique	Indices statistiques	f	%
Autonomie		17	12,1
Dépendance		124	87,9
Total		141	100

Il ressort de ce tableau que sur 141 enquêtées, 17 seulement étaient autonomes, c'est-à-dire capables de se prendre en charge sans dépendre de la famille. On y trouve les six femmes qui avaient un revenu suffisant et les 11 restantes sont parmi les 52 femmes qui estimaient que leur revenu était insuffisant. Devant une telle réalité, il est intéressant de savoir comment, avec un revenu faible, un individu peut-il être autonome ? A ce propos, nous avons échangé avec quelques-unes d'entre elles qui nous ont déclaré que leur autonomie étaient précaire, péjorative.

6.2.2. La situation des femmes handicapées pendant les apprentissages

Question n°4 : Comment appréciez-vous le niveau de compétence des enseignants qui vous ont formés ?

Tableau 8. Niveau de compétence des formateurs

Indices statistiques Niveau de compétences des formateurs	f	%
Très bon	74	52,5
Moyen	26	18,4
Médiocre	30	21,3
Indécis	11	7,8
Total	141	100

L'analyse statistique de ce tableau indique que près de la moitié de nos enquêtées, c'est-à-dire 74 femmes handicapées soit 52 % ont donné la mention très bon. Elles argumentent en disant qu'elles transmettent correctement les connaissances en utilisant les meilleures méthodes. A cet effet, une dame nous a affirmé ce qui suit :

« Aujourd'hui, je sais lire et écrire mais aussi je sais coudre les habits. Ces aptitudes m'ont été transmises par nos formateurs, nous sommes des fruits de leur savoir-faire ».

Par ailleurs, 30 handicapées soit 21,1 %, jugent le niveau de compétence de leurs formateurs médiocre. Ces dernières n'ont pas pu justifier leur appréciation, mais après vérification de leur niveau d'exécution de tâches professionnelles auprès de leurs collègues et formateurs, nombreux nous avaient confirmé qu'elles n'avaient pas bien acquis les aptitudes professionnelles lors des apprentissages à cause de leur négligence. A notre point de vue, l'évaluation faite par ces 30 femmes n'est pas objective, elles veulent justifier, légitimer leur incompétence, leur faiblesse dans la réalisation de certains métiers professionnels en brandissant l'argument faisant état du niveau médiocre de leurs enseignants qui n'avaient pas pu leur transmettre comme il le fallait les connaissances professionnelles.

Question n°5 : Quelles difficultés avez-vous rencontrées tout au long de votre formation ?

Tableau 9. Difficultés rencontrées pendant les apprentissages

Indices statistiques		
	f	%
Difficultés lors des apprentissages		
Insuffisance d'outils de travail	98	23
Sous-équipement des ateliers en matériels de pratique	107	25,1
Arrivée tantôt tardive dans les réseaux à cause de difficulté de mobilité	83	19,5
Absence de calendriers et horaires bien élaborés et bien suivis	61	14,3
Pas de budget pour le repas ou pause-café, nous travaillons souvent affamés.	77	18,1
Total	426	100

Le tableau ci-dessus présente les fréquences des réponses données par les enquêtées par rapport aux difficultés rencontrées pendant le processus enseignement-apprentissage. A ce sujet, il faut souligner que 5 différentes difficultés étaient relevées par nos enquêtées. Parmi celles-ci, le sous-équipement des ateliers en matériels de pratique est la difficulté majeure qui a été soulevée. Comme d'aucuns le savent, un apprentissage professionnel théorique qui n'est pas appuyé par des séances de pratiques professionnelles où les apprenants sont censés d'appliquer les connaissances théoriques accumulées ne peut pas bien tenir.

Autre difficulté soulignée par les enquêtées qui avait également attirée notre attention pendant nos observations participantes, c'est la non application à la lettre du calendrier et des horaires journaliers des activités d'apprentissages. A ce propos, plusieurs fois les apprenantes ont été surprises de suivre des enseignements qui n'étaient pas programmés dans l'horaire journalier. Ce désagrément était souvent à la base de revendications de la part de ces dernières, frustrées qui, à partir de chez elles, étaient mentalement préparées d'acquérir les connaissances professionnelles de disciplines figurant dans l'horaire du jour.

Ayant pris part à plusieurs séances d'apprentissages, nous avons constaté qu'il y avait perturbation des horaires de cours ; les femmes handicapées étaient démotivées, déconcentrées et n'apprenaient presque pas, elles ne faisaient que déranger.

Question n°6 : Selon vous, qu'est-ce qui doit être amélioré afin de rendre plus efficace cette formation professionnelle.

Tableau 10. Les points à améliorer afin de rendre la formation plus efficace

Indices statistiques	f	%
Suggestions		
Equiper les ateliers de formation	122	21,3
Recycler les formateurs régulièrement	88	15,4
Remanier le programme de formation pour éviter les métiers stéréotypés (formation qui doit déboucher sur un emploi rémunérateur)	101	17,6
Construire de nouveaux bâtiments de formation bien aménagés (locaux spacieux...)	97	16,9
Prévoir un budget pour une pause-café	72	12,6
La formation doit être payante	93	16,2
Total	573	100

Il ressort des résultats contenus dans le tableau n°10 que sur un total de 573 réponses données par les enquêtées, 122 soit 21,3 % indiquent que pour rendre la formation dans les réseaux sociaux plus efficace, il faudra équiper les ateliers de formation. Comme nous l'avons souligné dans les paragraphes précédents, la formation professionnelle ne peut être bien assimilée que si elle est mise en pratique. De ce fait, les femmes handicapées estiment que les ateliers de formation dans lesquels elles sont censées mettre en pratique les connaissances théoriques ne sont pas bien équipés, il faudra ajouter plusieurs matériels en nombre et en quantité parce que pendant les séances de pratique, nous avons constaté qu'il n'y a pas toutes les gammes de matériels nécessaires et ceux qui sont présents ne suffisent pas aux apprenantes.

Par ailleurs, le programme de formation doit être remanié, c'est-à-dire, certains métiers qui ne contribuent pas à leur bien-être devront être supprimés et remplacés par d'autres qui soient plus bénéfiques. Pour cela, à notre avis, une étude minutieuse doit être

menée en fonction des réalités socio-économique et du marché d'emploi de la République Démocratique du Congo. Les cadres de formation dont elles parlent englobent les locaux et les espaces récréatifs de leurs réseaux sociaux qui, selon elles, doivent être ajoutés et bien équipés en tables, chaises et matériels didactiques en vue de permettre à tous les apprenantes de participer activement aux séances de pratiques professionnels organisées au niveau de différents ateliers.

En plus, leurs formateurs sont obligés d'être à la page par rapport à l'évolution de la science et/ou de la technologie. Pour cela, ils ne doivent pas toujours se contenter de leurs vieilles connaissances, mais se recycler afin d'être plus efficaces. Enfin, comme les ateliers produisent plusieurs articles qui sont vendus, ces dames souhaitent que les intérêts financiers de ces derniers soient redistribués équitablement.

6.2.3. Après la formation professionnelle

Question n°7 : Comment est votre niveau de revenu après les apprentissages ?

Tableau 11. Niveau de revenu après les apprentissages

Indices statistiques	f	%
Niveau de revenu		
Suffisant	33	23,4
Insuffisant	108	76,6
Sans revenu	0	0
Total	141	100

Selon, les opinions exprimées par la majorité de nos enquêtées, 108 femmes, soit 76,6%, démontrent que, malgré les aptitudes acquises à la suite de différents apprentissages leurs revenus restent toujours insuffisants. Elles l'ont justifié en affirmant qu'en dépit de sommes d'argent qu'elles touchent chaque mois, celles-ci n'arrivent pas toujours à satisfaire leurs besoins. Cet état de choses pousse certaines parmi elles à se lancer dans la mendicité en vue d'obtenir des revenus supplémentaires. A ce propos, voici le récit de madame Kitoko Jeanne :

« D'abord, je tiens à préciser que les activités que j'exerce au sein de notre réseau social et à la maison me procurent chaque mois un revenu. Mais, celui-ci reste insuffisant par rapport aux divers problèmes à résoudre, c'est la raison pour laquelle je ne cesse de concevoir d'autres stratégies palliatives. Je vous en donne une : le vendredi, comme tu le sais peut-être, est une journée reconnue à Kinshasa où les personnes handicapées passent dans les entreprises,

complexes commerciaux, chez les grands commerçants pour solliciter de l'aide matérielle et financière. Trois vendredis sur quatre du mois je ne me présente pas au réseau social, c'est ma journée de terrain où je me promène surtout en ville pour solliciter de l'aide auprès des personnes de bonne foi. Je dois vous avouer que c'est une pratique qui nous humilie parce que certains nous injurient avant de nous offrir quelque chose. D'autres par contre, ne nous accordent même pas une seconde d'attention pour nous écouter plutôt, ils nous brutalisent et nous chassent ».

Par ailleurs, 33 femmes handicapées, soit 23,4 %, nous ont affirmé que la qualité de leur revenu était suffisante. Au-delà de leurs simples déclarations, nous avons cherché en savoir plus. Nous avons interrogé près de 20 femmes sur les 33, nous leur avons demandé de nous expliquer comment les revenus gagnés ont résolu tous leurs problèmes. A l'issue de nos échanges, nous avons compris que la majorité de ces dernières, en dehors de revenus générés par les activités de leurs réseaux sociaux, bénéficient de l'aide considérable tantôt des membres de leurs familles biologiques, tantôt de leurs amis.

En plus, il importe de relever qu'aucune femme handicapée n'est sans revenu après avoir acquis les aptitudes professionnelles. A ce stade, nous établissons une comparaison de leur niveau de revenu avant et après avoir été socialisées au travers des apprentissages. Il se dégage clairement une nette évolution, parce qu'auparavant, comme l'indiquent le tableau n°6, 83 femmes n'avaient pas de revenu mais après avoir été socialisée, chacune d'elles a au moins un revenu.

Question n°8 : Quel est votre statut socio-économique après la socialisation ?

Tableau 12. Statut socio-économique après la socialisation

Indices statistiques	f	%
Statut socio-économique		
Autonomie	89	63,1
Dépendance	52	36,9
Total	141	100

Les résultats consignés dans le tableau n°12 indiquent clairement qu'après avoir accumulé les connaissances professionnelles, 89 femmes handicapées, soit 63,1 %, se considèrent autonomes par le fait de se prendre totalement en charge. A ce niveau, il est utile de savoir que parmi ces dames autonomes, 56 qualifient leur revenu d'insuffisant.

Comment comprendre une femme handicapée qui a un revenu faible peut-elle prétendre mener une vie indépendante sans être secouru par un tiers ? Selon les informations recueillies et à notre point de vue, ces dernières, en dépit de leurs revenus insuffisants, s'organisent à bien gérer le peu qu'elles ont par manque d'autres sources de revenu. Malgré cette bonne gestion, leur autonomie reste précaire parce que certains de leurs besoins ne sont pas totalement satisfaits.

Par ailleurs, 52 femmes dépendent encore soit de leurs amis, soit des membres de leurs familles biologiques. Elles n'arrivent pas, à partir de leurs faibles revenus à se prendre elles-mêmes en charge. Elles reconnaissent tout de même que leur dépendance n'est pas totale, elle est partielle parce que jadis, on devait tout leur donner. Présentement, ce n'est plus le cas. Certaines, par exemple, habitent encore dans les parcelles familiales où elles bénéficient de la gratuité du loyer, mais, pour le reste, la nourriture, le déplacement, l'habillement, elles se prennent en charge. D'autres, par contre, ont quitté les domiciles familiaux, mais continuent à recevoir d'une façon permanente l'aide des familles et des amis.

Faisant une comparaison de leur statut socio-économique avant et après leur formation, il est constaté un progrès considérable, parce qu'à leur entrée 17 femmes, soit 12,1 %, seulement, se considéraient autonomes, et 124, soit 87,9 %, étaient dépendantes. Par contre, au terme de différents apprentissages, 89 femmes, soit 63,1 %, se voient autonomes, et 52, soit 36,9 %, dépendantes. Il sied de préciser que même celles qui se considèrent indépendantes reconnaissent que cette indépendance n'est pas totale parce que les revenus bien qu'insuffisants, provenant des activités effectuées dans leurs réseaux, contribuent tant soit peu à la satisfaction de certains de leurs besoins.

Question n°9 : Quel est votre niveau d'aspirations professionnelle et économique quant à la formation reçue et au travail que vous exercez?

Tableau 13. Niveau d'aspirations professionnelle et économique par rapport à la formation reçue et au travail exercé

Indices statistiques	f	%
Niveau d'aspirations professionnelle et économique		
Positif	58	41,1
Négatif	83	58,9
Total	141	100

Les informations recueillies, consignées dans le tableau n°13, démontrent à suffisance que plus de la moitié de femmes handicapées interrogées, 83, soit 58,9 %, déclarent n'avoir pas atteint leurs ambitions par rapport à la réalité du marché de travail de la RDC. Elles considèrent que leurs rêves ne sont pas réalisés par le fait que les métiers appris et exercés ne leur rapportent pas conformément à leurs attentes. Toutefois, il nous semble une utopie de prétendre assouvir tous ses besoins dans un pays où, les fonctionnaires de l'Etat ne cessent de dénoncer la modicité de salaires qu'ils touchent mensuellement.

Par ailleurs, 58 femmes handicapées soit 41,1 %, ont estimé que leurs aspirations professionnelles et économiques sont atteintes. Cela, dans ce sens, qu'auparavant elles ne connaissaient aucun métier, mais grâce aux réseaux sociaux, elles ont acquis des aptitudes professionnelles qui leur servent par exemple à coudre les habits, à fabriquer certains produits, articles et œuvres d'art, à préparer quelques denrées alimentaires comme la mayonnaise, le jus de gingembre, le vin à canne à sucre... Elles sont tout de même conscientes que les revenus générés par ces activités sont insuffisants mais, par rapport au contexte économique de la RDC, elles évaluent positivement les fruits venant de leur travail. La considération dont elles jouissent de leur entourage pour avoir appris un métier en tant que handicapées et de disposer mensuellement d'un revenu, les mettent en confiance et les amènent à juger favorablement leur profession ainsi que le rendement financier qui en résulte.

Question n°10 : Quelle est l'attitude de votre entourage face à votre nouveau statut?

Tableau 14. Attitude de l'entourage face au nouveau statut des femmes handicapées

Indices statistiques	f	%
Attitude de l'entourage		
Grande considération	73	51,8
Mépris	18	12,8
Indifférence	50	35,4
Total	141	100

Les femmes handicapées, après avoir, appris à lire, à écrire, à compter et à acquérir les compétences professionnelles, vivent toujours au côté de leurs anciens amis et connaissances qui ont connu leur vie avant l'adhésion aux réseaux sociaux. Leur nouveau statut en tant que femmes handicapées dotées de compétences professionnelles et exerçant un métier, ces dernières évaluent les attitudes affichées par leur entourage à leur égard. Partant des données chiffrées contenues dans le tableau ci-dessus, il s'ensuit qu'un peu plus de la moitié des femmes handicapées, 73, soit 51,8 % estiment que leur entourage a une grande considération à leur égard ; 18 femmes, soit 12,8 %, indiquent que leurs amis, frères et sœurs et d'autres personnes continuent à les mépriser, à les dédaigner. Enfin, 50, d'entre elles, soit 35,4 %, sont indifférentes, n'accordent pas d'intérêt aux opinions émises par leur entourage par rapport à leur statut actuel.

6.3. Analyse de l'efficacité interne et externe des réseaux sociaux

Dans ce paragraphe, il va être question d'établir le rapport entre le nombre de femmes handicapées achevant avec succès la formation en alphabétisation et en coupe et couture à partir des effectifs de cohortes initiales. Ensuite, nous allons présenter le taux de réussite des femmes handicapées aux épreuves d'alphabétisation et de coupe et couture organisées successivement par les jurys indépendants de la direction de l'alphabétisation de la division urbaine de la Ville de Kinshasa rattachée au Ministère des Affaires sociales et humanitaires et par l'inspection urbaine des Affaires sociales de la Ville de Kinshasa.

Enfin, en vérifiant si les aptitudes et/ou les compétences acquises par les femmes handicapées répondent aux objectifs des réseaux sociaux et satisfont leurs besoins; en

établissant la relation entre les métiers exercés par ces femmes en dehors des réseaux sociaux et les aptitudes professionnelles acquises.

Comme nous l'avons souligné dans le chapitre précédent, dans les réseaux des femmes handicapées, les évaluations sommatives sanctionnées par un certificat ou un diplôme sont uniquement organisées en alphabétisation et en coupe et couture. C'est la raison pour laquelle les taux de réussite et de déperdition présentés ci-dessous ne concernent que ces deux filières.

6.3.1. Femmes handicapées ayant achevé avec succès la formation en Alphabétisation par rapport aux cohortes initiales

La formation en alphabétisation dans les réseaux sociaux pour les femmes handicapées qui, à leur arrivée ne savent ni lire ni écrire une lettre alphabétique, dure trois ans contrairement à la formation étalée qui prend six mois, destinée à celles qui, déjà à leur adhésion, connaissent les lettres de l'alphabet mais ont des lacunes pour formuler et écrire correctement des phrases. Les taux de réussite et de déperdition que nous analysons concernent les cohortes des femmes handicapées qui font trois ans de formation et qui passent les épreuves des jurys sanctionnées par un certificat.

A cet effet, nous avons pris en compte deux cohortes, il s'agit de celle allant de 2011 à 2013 et celle de 2013 à 2015. S'agissant de la première cohorte, sur un effectif de 57 inscrites en 2011, seulement 29 femmes, soit 50,9 %, ont pu décrocher leur certificat en alphabétisation après avoir réussi aux jurys organisés par la direction de l'alphabétisation de la division urbaine de la Ville de Kinshasa. Les 28 autres femmes, soit 49,1 %, ont abandonné en cours de formation. Quant à la seconde cohorte, 43 femmes étaient inscrites au programme en 2013, au bout de trois ans, 26, soit 60,5 %, ont pu obtenir le certificat, les 17 autres femmes handicapées soit 39,5 % avaient carrément abandonné.

De ce qui précède, nous remarquons un taux de déperdition assez élevé au niveau de ces deux cohortes. L'auto-exclusion ou les abandons de ces dernières dans le cursus de formation en alphabétisation se justifient à travers diverses raisons : les plus âgées, par exemple, dont l'âge varie entre 50 ans et plus, fournissent beaucoup d'efforts mais elles n'apprennent toujours pas en dépit de leur bonne volonté. A ce sujet découvrons le récit de maman Kisempa Jacky :

« Biso tolingi penza koyekola, kasi tozali kotia molende ezali kosimba te. Mitu na biso esi ekuba na yango wana balakisi basali manso tozali kaka koyekola kotanga pe kokoma te. Yango wana totikaki na biso. Tozali sika awa koyekola misala misusu. En français : Nous voudrions bien apprendre et nous sommes assidues mais cela ne tient pas. Nos cerveaux sont dépassés, les formateurs ont fait leur travail normalement mais nous n'avons pas pu apprendre à lire et à écrire. C'est pourquoi nous avons abandonné cette formation. Pour l'instant, nous apprenons d'autres métiers ».

Voilà une narration qui indique clairement que l'apprentissage chez les personnes plus âgées pose toujours problème. La majorité des femmes handicapées avec qui nous nous sommes entretenu ont toutes évoqué le même motif *« l'incapacité de nos cerveaux vieux à mémoriser toutes ces lettres d'alphabet »*. Comme on peut bien le constater, la volonté y est, mais elles sont tout simplement trahies par la nature de leurs têtes qui, depuis plusieurs années, n'ont jamais été soumises à de telles pratiques. Autre raison d'abandon qui mérite d'être signalée, c'est la négligence, le manque de volonté tout simplement dans le chef de certaines femmes qui les ont amenées à abandonner. Il importe de signaler que malgré leur échec, leur renoncement à l'alphabétisation, toutes sont restées dans leurs réseaux pour continuer à être socialisées.

6.3.2. Femmes handicapées ayant achevé avec succès la formation en coupe et couture par rapport aux cohortes initiales

Pour la coupe et couture, nous avons également pris en compte deux cohortes. Ici, la formation dure plus de 9 mois contrairement aux indications mentionnées dans leurs brevets. Il importe de savoir que toute la formation prend deux ans. La première cohorte que nous avons considérée est celle des années 2012 à 2013 et celle de 2014 à 2015. En effet, au début de la première cohorte, 23 femmes s'étaient inscrites, à la fin de la formation en 2013 presque tout le monde a obtenu son certificat. En termes de chiffre, 20 dames, soit 86,9 %, par rapport à l'effectif initial. Concernant la seconde cohorte, dès le départ 27 dames avaient été admises, après les épreuves de jurys organisées l'année suivante 23 handicapées, soit 85,2 %, ont pu décrocher leurs brevets.

Les résultats de ces deux cohortes montrent clairement que les taux de déperdition sont très minimes, très insignifiants par rapport à ceux de l'alphabétisation. Alors, à quoi est dû cet écart ? Nous avons eu l'occasion de participer à plusieurs séances des enseignements ayant trait à l'alphabétisation ainsi qu'à la coupe et couture. Le constat que nous avons fait

est de retrouver parmi les apprenantes en coupe et couture des femmes handicapées qui ont abandonné l’alphabétisation. Observant de près la façon dont elles appliquent les connaissances théoriques apprises oralement, nous n’avons pas remarqué une différence considérable avec celles qui avaient achevé avec succès leur formation en alphabétisation. Ce manque d’écart est dû au fait que la coupe et couture ne sollicite pas beaucoup d’habiletés mentales, mais plutôt la motricité, la force physique. A ce propos, madame Ngilamau a dit :

*« Nakokaki te kosilisa koyekola kokoma pe kotanga po ete, ezalaki pasi mingi po na ngayi ya kokotisa na bongo na ngayi bamikanda nionso oyo ya koyekola kotanga pe kokoma. Nazalaki tango inso koswa moto, kasi na mosala ya kotonga bilamba, ezali pete po balakisi na biso bazali koyanola kitoko, pasi te na koyeba pe kosalela. Na yango wana nayekoli na pasi te ko koma. **En français** Je n’ai pas pu parfaire ma formation en alphabétisation parce que c’était très difficile pour moi de mémoriser chaque lettre de l’alphabet. J’avais régulièrement des maux de tête. Mais avec la coupe et couture, c’est facile parce que les explications qui nous étaient fournies par nos formatrices sont simples, claires et faciles à retenir et à appliquer. Voilà pourquoi, j’ai appris à coudre sans difficulté ».*

De ce récit de vie, la leçon à tirer, est que dans les réseaux sociaux des femmes handicapées, les taux de réussite et d’échec dépendent d’une filière à une autre. D’après ce que nous avons observé sur le terrain, toutes les formations qui ne sollicitent pas régulièrement la mémoire sont aimées, facilement suivies et réussies par ces femmes.

Les enquêtes menées dans le cadre de cette étude ont produit des résultats divers et variés qui permettent de répondre à la question centrale de notre recherche, à savoir : « Dans quelle mesure les réseaux sociaux des femmes vivant avec handicap de la ville de Kinshasa seraient-ils des espaces d'intégration sociale et d'éducation non formelle ? »

Pour la lisibilité de leur portée, nous avons choisi de mettre en exergue les résultats saillants structurés autour de six axes: perception de la personne vivant avec handicap ; mariage et vie sexuelle des femmes handicapées ; activités lucratives, liens de fraternité non-monétaire, monétaire et matérielle ; alphabétisation et formation professionnelle ; efficacité interne et externe de l'éducation non formelle au sein des réseaux sociaux.

7.1. Perception de la personne vivant avec handicap

(Stiker 2017, 14-15) affirme que «toutes les sociétés, affrontées à l'infirmité, se posent la question de savoir d'où cela vient et ce que cela signifie, entraînant toujours un malaise, plus ou moins profond, face à la reproduction de l'espèce humaine et face à l'ordre du monde, référé ou non à Dieu ou à des dieux. Ce malaise questionnant l'origine et le sens des déficiences peut être vu comme un invariant. D'où viennent les déformations, les bizarreries des naissances, les organes en surnombre ou manquant, la folie. Bref, tout ce que l'on peut mettre sous le terme infirmité, prenant tantôt le sens de monstruosité tantôt celui d'invalidité ou celui de déviance ou aujourd'hui celui de déficience et de handicap ? ».

Partant de cette interrogation, cette étude a montré que dans la société congolaise, le handicap n'est ni bienvenu, ni bien vu. Nombre de congolais, en général, et, en particulier, des kinois, acceptent difficilement le handicap, qu'il soit héréditaire ou même accidentel et ne cessent de se poser des questions sur les causes et/ou les origines de ces malformations. Ils rattachent habituellement le handicap à la sorcellerie. Pour cela, l'arrivée au monde d'un enfant handicapé est considérée dans plusieurs familles comme une malédiction, un mauvais sort jeté par un sorcier pour déstabiliser les membres de famille et créer de conflits surtout entre les enfants valides et ceux qui ont un handicap. En plus, ces handicapés sont dénommés par des concepts déshonorants qui vont dans le sens de les dénigrer, de les insulter, de les déshumaniser comme : kikata (un imbécile, un vaurien), vadio (un paralytique, un condamné sur une chaise roulante).

Certains parents qui ont des enfants avec une infirmité les cachent quelques fois à la maison, dans la chambre ou derrière la porte, à l'abri de l'étranger, à cause de la honte que cela peut susciter, surtout quand il s'agit des familles riches, nanties. Toutefois ces parents ont le sens du respect et de la dignité humaine, ils n'osent pas leur donner la mort ou les éliminer, contrairement aux conceptions du handicap dans la Grèce antique et dans bien d'autres communautés du monde comme l'affirme (Stiker op.cit. :201) : « Dans l'Antiquité gréco-latine, seule la naissance difforme est directement rattachée aux dieux : c'est un signe maléfique envoyé par eux. Dans la bible hébraïque, l'infirmité est d'abord le symbole du rapport à Yhwh, on ne voit pas de naissances déficientes qui lui soient attribuées, même si le malheur en général peut faire l'objet de la création. Chez les Chaga de l'Est africain comme dans celui décrit par Rafael Karsten chez les Indiens d'Argentine ou de Bolivie, on trouve en effet les mêmes éléments : éliminations de l'enfant déficient ou bizarre parce qu'il représente un danger et est porteur d'un maléfice envoyé par une puissance extérieure ».

Par ailleurs, les résultats de cette recherche indiquent que plusieurs églises, à l'instar de l'église catholique pose des actes visibles au sein de ses congrégations, en construisant des écoles spéciales, des centres de formations professionnelles en faveur de Pvh, mais malgré ces actions de générosité, l'église catholique de la RDC ne recrute pas, sinon très rarement des aspirants (prêtres) et aspirantes (sœurs religieuses) qui ont un handicap d'une quelconque nature. Ils sont mis à l'écart et dans certains cas, les prêtres qui deviennent handicapés au cours de l'exercice de leur fonction sont déchargés de plusieurs tâches ecclésiastiques. Cette réalité corrobore, si pas totalement alors partiellement les propos de (Stiker op.cit.) selon lesquels les infirmités qui touchent les prêtres et les excluent du culte sont celles qui s'inscrivent très visiblement dans le corps.

7.2. Mariage et vie sexuelle des femmes handicapées

Comme nous l'avons souligné dans les chapitres précédents, la Convention relative aux droits des personnes vivant avec handicap, dans son article 6, alinéa 1, stipule que « les États Parties reconnaissent que les femmes et les filles handicapées sont exposées aux multiples discriminations, et que les États parties prennent les mesures voulues pour leur permettre de jouir pleinement, et dans des conditions d'égalité, de tous les droits de l'homme et de toutes les libertés fondamentales ». Ainsi, le mariage et la sexualité font partie des

composantes de l'espèce humaine et de ce fait, tout humain a le droit d'en bénéficier et d'en réjouir, les femmes handicapées y comprises.

Les informations recueillies auprès d'un échantillon de 141 femmes handicapées de réseaux sociaux démontrent que le mariage reste encore un fait exceptionnel, une réalité rare voire utopique, pour la majorité d'entre elles. A ce propos, seules 7 enquêtées, soit 5 % vivent dans une union formelle (makwela), où la femme a été épousée officiellement moyennant versement de la dot à sa famille.

Les hommes se réservent de les épouser suite aux légendes et préjugés qui se construisent autour des personnes vivant avec handicap, à la honte et aux commérages qui vont se dire dans les familles respectives selon que c'est l'homme ou la femme valide qui a épousé la personne avec handicap. En effet, comme on peut s'en rendre compte, ces attitudes vont à l'encontre des prescrits de la Convention relative aux droits de Pvh susmentionnée.

S'agissant de la sexualité, les femmes handicapées interrogées ont affirmé qu'elles ressentent le désir sexuel, à l'instar des autres catégories des femmes. Elles en ont régulièrement besoin. Pour elles, la finalité des rapports sexuels chez tout être humain, c'est d'abord le plaisir, la satisfaction d'un besoin naturel. Mais, au-delà de ces attributs, ces femmes voient également dans la sexualité la fonction de procréation. Elles tiennent à avoir des enfants, principalement pour deux raisons : D'abord à cause de leur mobilité réduite, les enfants les aident par exemple à faire des courses, à pousser leurs chaises roulantes, etc. Ensuite, les enfants constituent pour elles une garantie, une assurance-vie pour la vieillesse. On le sait, les africains, en général, et les congolais, en particulier, s'investissent dans l'avenir et la scolarité de leurs enfants afin que ces derniers leur servent de sécurité sociale quand ils ne seront plus en mesure, dans leur vieil âge, de se prendre en charge eux-mêmes.

L'enquête a révélé que sur 141 femmes handicapées interrogées, 111, soit 78,7 % ont au moins un enfant. Dans cet effectif global (141) il y a 87 femmes célibataires dont 63 soit 72,4 % ont des enfants et 24 soit 27,6 % n'ont pas d'enfants.

Nous pouvons déduire que pour ces femmes, plus qu'un simple plaisir corporel et émotionnel, la sexualité est fondamentalement liée à la maternité. C'est pour cette raison que celles qui vivent seules, qui n'ont pas officiellement de conjoints, inventent au quotidien des stratégies pour séduire les hommes. Quand elles doivent avoir des rapports sexuels,

elles prennent toutes les dispositions pour tomber enceinte, peu importe ce que dira le partenaire plus tard. Evidemment, la majorité des partenaires n'acceptent pas d'être les auteurs de ces grossesses. Mais, cela ne constitue pas un souci pour ces dames qui s'en moquent ; l'essentiel pour elles, c'est de tomber enceinte et de montrer aux personnes valides qu'elles peuvent donner la vie comme toutes les autres femmes. C'est une manière pour elle, de s'affirmer socialement, de se valoriser.

En considérant ces résultats, nous remarquons qu'en dépit de limitations liées à leur état physique, ces femmes vivent bien leur vie sexuelle, elles l'expérimentent jusqu'au niveau de la procréation. Le fait d'avoir une sexualité qui soit liée à la maternité amène ces handicapées à acquérir une image sociale positive dans la société congolaise qui autrefois les considérait comme asexuées et stériles. Les réseaux sociaux dans lesquels elles opèrent leur offrent l'occasion d'améliorer leur sexualité et leur vie en couple, à partir des échanges nourris d'expériences entre pairs.

Les explications de ces résultats corroborent tant l'approche de capacité décrite par (Nussbaum 2011), qui spécifie que les êtres humains sont pleinement capables d'être et de faire que l'approche d'identité sociale, qui démontre que tout individu est à la quête d'une image sociale positive à partir du groupe dans lequel il appartient. Les femmes handicapées ont démontré qu'elles ont des capacités d'avoir les rapports sexuels normaux avec n'importe quel partenaire. Egalement, elles enfantent comme toutes les femmes valides.

Par ailleurs, (Droit et Gallien 1974) parlent de la misère sexuelle qui correspond à la situation sexuelle vécue par les femmes handicapées à Kinshasa. Selon eux :

« La misère sexuelle ressemble à « la situation de toute personne qui ne peut, pour des raisons essentiellement sociales et culturelles, exercer sa sexualité selon son désir, et qui consciemment en souffre, plus ou moins intensément. Une autre cause de cette indigence sexuelle est la difficulté à trouver un partenaire. Des obstacles physiques, psychologiques, économiques, environnementaux et sociaux empêchent les personnes handicapées de rencontrer une personne qui serait intéressée à vivre avec elles une relation sexuelle et/ou amoureuse ».

De même, (Giarni 2000) fait savoir que la misère sexuelle consiste principalement dans l'absence ou la faiblesse de vie sexuelle reproductive. La vie sexuelle peut être appauvrie à cause d'une répression sexuelle subie. Par rapport à ce que rapporte cet auteur, les femmes handicapées des réseaux sociaux de Kinshasa mènent une vie sexuelle reproductive ; c'est

dire qu'elles ne sont pas concernées par ce genre de misère sexuelle. Cependant, il s'observe plusieurs déviations sexuelles chez elles. En dehors de la pénétration vaginale qui est pratiquée par tous ceux qui déclarent avoir eu des rapports sexuels, les pratiques telles que la masturbation, la fellation, le cunnilingus sont fréquentes chez ces femmes.

Et pourtant, (Wilkerson 2011) affirme que l'autonomie sexuelle devrait être vue comme un droit fondamental de la personne, et son déni (refus ou dénégation) joue un rôle clé dans l'oppression des femmes handicapées. De ce déni découlent également l'absence d'éducation sexuelle appropriée aux situations diverses des femmes handicapées, le peu de reconnaissance de leurs besoins en matière de contraception ainsi que de santé sexuelle et reproductive. Dans le même registre, (Mahunda 2015 : 9) affirme que « l'anthropologie considère la sexualité comme un pilier de l'ordre social s'articulant autour des interdits fondamentaux, du tabou, de l'inceste, du cannibalisme et du meurtre. La sexualité est une fonction évaluée en termes d'adéquation aux normes de fonctionnement sociétal. Ainsi, les conduites, les sentiments et les rôles sexués et sexuels ainsi que les positions sexuelles sont définies pour chaque sexe ».

Le même auteur indique que la théorie sociologique tente d'expliquer le comportement sexuel perturbé par le culturel, par ce qui est appris et en relativisant les comportements sexuels à travers les cultures et les couches sociales. Les comportements sexuels qui ne correspondent pas à la culture, à la perception culturelle et à la finalité des relations sexuelles, sont considérés comme pathologiques. Ainsi, la masturbation, l'homosexualité, la sodomie, la bestialité sont considérées comme des comportements pathologiques et sont parfois sévèrement réprimés dans certaines sociétés.

Fort de tout ce qui précède, il convient de souligner que dans le contexte de la RDC, le mariage et la sexualité constituent deux éléments nécessaires pouvant favoriser l'intégration sociale des femmes handicapées, mais par rapport à la situation actuelle, celles-ci doivent continuer à lutter en recourant aux mécanismes appropriés pour attirer des hommes qui peuvent les épouser.

Déjà, leur socialisation dans les réseaux sociaux leur offre l'opportunité d'acquérir des aptitudes professionnelles qui les valorisent. Cette mise en valeur pourra susciter l'attrait des hommes envers elles. Car, pour certains congolais, le choix des conjoints se fait sur base de quelques critères utilitaires, notamment : savoir lire et écrire, savoir exercer un métier

qui peut rapporter un revenu au foyer. Les hommes, pour la plupart, ne prennent des engagements sérieux qu'avec les femmes productives en vue d'avoir un couple équilibré socialement et financièrement.

7.3. Activités lucratives

(Marysse 1994 : 173) parle de l'économie de survivance comme étant des activités qui « essaient d'assurer une survie précaire à la famille, là où le revenu formel ne suffit plus pour couvrir les besoins courants ». Il peut s'agir de la vente de poisson, de viande, de produit alimentaires fabriqués sur place (huile de palme, farine, semoule, sucre, sel, riz...) ou importés (boîtes de lait, riz, pot de confiture).

La présente étude a montré que les femmes handicapées des réseaux sociaux exercent diverses activités lucratives au sein et en dehors de ceux-ci, dans le but d'obtenir des revenus qui puissent assurer leur survie. A ce sujet, nos résultats corroborent ceux de (Bouchard op.cit.) qui affirme que les femmes kinoises entreprennent au quotidien plusieurs actions dans le but de faire vivre leurs familles. Elles tiennent des petits commerces qui les aident à braver coûte que coûte les aléas de la vie communautaire.

Pour rendre leurs activités rentables, les femmes handicapées des réseaux sociaux ont développé des stratégies de niche qu'elles considèrent comme une alternative efficace. De ce fait, (Cortado op.cit.) décrit deux approches possibles, notamment : développer un produit de niche grâce aux méthodes d'essais/erreurs pour après identifier le marché correspondant à ce produit spécifique (approche marketing de type « push approach ») ; ensuite analyser le marché de niche et les besoins de ses consommateurs pour développer un produit spécifique répondant aux attentes de cette cible. Equivalente à une approche dite de « pull marketing », cette démarche reste privilégiée par les auteurs dans le cadre du marketing de niche.

Le même auteur affirme que si l'on compare l'approche du marketing de niche avec celles des courants universalistes, on remarque que l'approche du marketing de niche appelée « bottom-up » correspond à l'approche « top-down » de l'Universal Design. En effet, l'approche « top-down » de l'Universal Design également appelée approche adaptative consiste à concevoir des produits spécifiques dont l'usage peut être étendu à une plus grande population ce qui correspond à l'extension du marché que l'on retrouve dans le marketing de niche et le processus d'innovation.

En se référant à ce que dit Cortado, les résultats de notre étude montrent que les acteurs des réseaux sociaux, dans l'exécution de leurs stratégies de marketing de niche de marché ont commencé d'abord à recueillir les points de vue des kinois par rapport à la qualité de leurs produits et à la distribution de ces derniers. A cet effet, ils ont extrait de leur marché de masse existant, la gamme des produits en perles qu'ils ont spécialisés, en fabriquant plusieurs types d'articles en conformité avec les avis exprimés par les consommateurs. Ces produits constituent un évènement public nouveau et sensationnel occupant une partie importante du marché de masse des réseaux sociaux. Les prix de leurs produits sont plus élevés que ceux des produits des autres segments de marché.

Le passage de l'approche globale de marché à l'approche des niches de marché a permis aux réseaux sociaux d'avoir une vision beaucoup plus large et plus efficace de leurs activités lucratives. En d'autres termes, cette approche a offert l'occasion aux leaders des réseaux d'identifier les activités commerciales les plus-values, les plus rentables ou au contraire les moins-values ou les plus pénalisantes.

Quant aux résultats de recettes générées au niveau de différents segments, le segment du marché des perles rapporte, à lui seul, plus de 75 % des recettes dans la caisse. Les trois autres segments restants ne génèrent que 25 % du total de recettes réalisées dans les réseaux : le segment du marché des denrées alimentaires produit 15 % de recettes, celui de l'habillement rapporte 7 % et la peinture 3 %. Plusieurs raisons justifient la primauté du segment du marché des perles dont principalement le fait que ce segment soit devenu un marché de niche avec tous les avantages qu'il procure.

Il est utile de faire remarquer que ces activités lucratives expriment et démontrent le pouvoir et la force que les femmes handicapées des réseaux possèdent pour accomplir diverses actions, à savoir : apprentissage et exécution des métiers professionnels visant leur bien-être, malgré des attitudes négatives et perceptions péjoratives faites à leur égard. Sans nul doute, les actions de ces handicapées vont dans le sens de l'empowerment dont parle (Nelson et al. Op.cit.) basé sur l'individu en tant que force qui permet aux femmes de s'aventurer au-delà des barrières traditionnelles, d'acquérir des nouvelles compétences, de décider et d'agir ; les femmes prennent des décisions courageuses de pouvoir changer leur style de vie en participant activement à la gestion de leurs activités en vue de leur autonomisation.

D'autres études antérieures ont abouti à des résultats similaires aux nôtres, en ce qui concernent les activités lucratives, notamment l'étude de (Mutopo op.cit.) qui a démontré la façon dont les femmes de Mwenezi au Zimbabwe ont amélioré la qualité de leur vie à travers l'agriculture et la vente des produits alimentaires vers l'Afrique du Sud. De même, (Sergers op.cit.), évoquant la notion de l'approche des moyens de subsistance, affirme que des populations pauvres améliorent leurs conditions de vie en créant des moyens de subsistance. Cette approche s'intéresse aux influences réciproques des membres d'un réseau qui créent un moyen de subsistance pour eux-mêmes ainsi que pour leurs familles. Ces moyens connotent les activités des individus pour gagner leur vie.

Globalement, nous sommes en accord avec Mutopo et Sergers par le fait que les activités lucratives exercées par les femmes handicapées, améliorent tant soit peu leurs conditions d'existence et la qualité de leur vie. Certaines d'entre elles émergent, s'épanouissent et deviennent économiquement autonomes.

7.4. Liens de fraternité non-monétaire, monétaire et matérielle

Parlant de l'identité sociale d'un individu, (Kanga Matondo op.cit. : 103), affirme que « l'identité se construit, elle dépend de stratégies individuelles et collectives, et c'est un processus dynamique. On n'a pas une identité une fois pour toute. Elle est basée sur le concept de comparaison sociale : à chaque moment, nous nous comparons à autrui soit de façon ascendante (je me compare à des gens au-dessus de moi), soit de façon descendante (je me compare à des gens en-dessous de moi). »

De convenance avec les écrits de cet auteur, les résultats de notre étude indiquent que les femmes handicapées des réseaux sociaux ne cessent au quotidien de construire leur identité en développant au sein de leurs structures différents types de relations sous forme des liens de fraternité non-monétaire, des liens de fraternité monétaire et matérielle, au travers des structures de solidarité et d'entraide sociales telles que la caisse sociale, la ristourne ou la tontine et les contributions ponctuelles. En effet, les résultats de l'enquête prouvent que ces femmes s'entraident financièrement et matériellement pour faire face à des situations heureuses ou malheureuses qui surviennent aux unes et aux autres.

La caisse sociale et la tontine, en lingala « likelemba », sont parmi les structures d'entraide qui interviennent souvent en faveur des femmes qui en sont membres. Les fonds de la caisse sociale sont souvent utilisés en cas de maladie ou de décès d'un membre effectif

du réseau. En outre, l'argent de la caisse est prêté aux membres effectifs et à quelques personnes de confiance ne faisant pas partie du réseau, qui le remboursent avec un intérêt de 20 % à l'échéance d'un mois. Les résultats de la recherche indiquent également que cette caisse génère beaucoup d'intérêts au bonheur de tous les acteurs des réseaux.

Dans le même ordre d'idées, le likelemba (tontine) offre l'occasion à plusieurs femmes handicapées de réunir des fonds nécessaires, en vue soit de démarrer une activité génératrice des revenus, soit d'équiper en meubles leurs maisons. Contrairement à la recherche de (Bouchard op.cit.) affirmant que, généralement, à Kinshasa le likelemba s'accompagne d'un muziki (rencontre festive, conviviale) où les membres mangent et prennent une bière ensemble ; que les membres se cotisent pour participer aux dépenses encourues, lors de leurs réunions, nous avons constaté plutôt que les femmes handicapées se limitent seulement à la tontine, elles estiment qu'organiser le muziki serait du gaspillage pur et simple. Aussi, pourrait-il constituer une source des dépenses inutiles et de dépravation des mœurs entre elles.

Les contributions ponctuelles, quand elles sont bien assurées, amènent les membres à assister financièrement ceux d'entre eux qui sont éprouvés par le deuil, d'autres qui restent longtemps hospitalisés, ceux qui se marient ou qui font marier leurs enfants, ceux qui accouchent, etc. Les responsables des réseaux mobilisent tous les acteurs en vue d'une réussite totale. Par ailleurs, leurs cadres de formation se transforment de temps à autre en lieux de divertissement et de commerce ambulant. Pour passer de beaux moments, ces femmes se divertissent souvent pendant les séances de formation et durant les périodes de pause. Elles se racontent des histoires agréables liées à leurs handicaps et à leur vie en général et, à celle sexuelle, en particulier. Elles se détendent, elles sourient à gorge déployée. Bref, elles sont contentes. Mais aussi, les différents commerçants envahissent souvent les lieux pendant les heures de repos pour vendre divers articles aux prix du marché central à ces femmes à mobilité réduite.

Toutes ces actions visent, d'une part, à construire et à consolider leur identité sociale et d'autre part, leur intégration dans la société congolaise. Elles font comme les autres associations, elles se comparent à elles et cherchent à mieux faire pour les dépasser. C'est la raison pour laquelle ces femmes, dans certaines circonstances comme lors des funérailles de leurs collègues où la présence de tout le monde est exigée, s'y impliquent totalement. Elles

sont maîtres de la cérémonie, et en profitent au maximum pour montrer au public présent au lieu du deuil qu'elles ont des aptitudes nécessaires pour agir.

La situation ainsi vécue à Kinshasa ne fait que confirmer ce qui se passe dans d'autres capitales africaines et dont témoignent la plupart de travaux antérieurs sur l'économie informelle. Chacun s'oblige à participer aux différentes cérémonies organisées par ceux qui font partie de son réseau social. A Kinshasa, les funérailles revêtent une importance particulière et symbolique sans commune mesure avec les autres événements familiaux.

Par ailleurs, nos résultats corroborent ceux observés par Ayimpam (op.cit., 2014) qui affirme que l'importance des liens sociaux pour les commerçants kinois est visible non seulement dans leurs pratiques quotidiennes de solidarité, mais surtout dans les circonstances cérémoniales auxquelles ils s'obligent à participer.

7.5. Alphabétisation et formation professionnelle

En matière de formation, les réseaux sociaux visent à développer chez les femmes handicapées les compétences de base en lecture, en orthographe et en calcul en vue de leur permettre d'aborder avec succès la formation professionnelle. Dans l'ensemble, les enseignements, singulièrement l'alphabétisation, se donne, en français et en lingala.

Les résultats de l'étude indiquent que les apprenantes qui étudient en lingala, la langue maternelle parlée à Kinshasa, se montrent plus actives et assimilent plus rapidement les apprentissages que celles qui suivent la formation en français, qui éprouvent souvent beaucoup de difficultés. Nos résultats corroborent ceux obtenus par (Musa op.cit. : 28), qui affirme que « l'utilisation d'une langue qui soit compréhensible par l'interlocuteur est une condition essentielle à l'obtention d'un feedback attendu. Dans les centres enquêtés, la formation se déroule, en majorité, dans la langue locale possédée par tous les apprenants. Cela permet à ces derniers de communiquer facilement entre eux et avec le formateur, d'exprimer leurs idées, de demander ou de donner une information ou une explication ». Comme on peut bien le constater, cet auteur confirme ce que nous avons remarqué par rapport à l'avantage de l'utilisation de la langue locale 'le lingala'. A la seule différence que les centres dans lesquels il a réalisé ses enquêtes n'emploient que le lingala tandis que dans les réseaux sociaux, en plus du lingala, la langue française est aussi utilisée par moment surtout lors des séances d'alphabétisation.

(Fordham 1997 et Youngman 2000) cités par Afsale (op.cit. : 43) affirment qu'en Afrique, la plupart des manuels utilisés dans le cadre de la formation des formateurs d'adultes sont conçus dans d'autres contextes, essentiellement bâtis autour d'un contenu et de référents socioculturels non adaptés au contexte africain. Or, au-delà des principes universels, chaque contexte a ses particularités qui impactent sur l'apprentissage.

Par rapport à l'affirmation ci-dessus, il importe de signaler que parmi les enseignants qui ont la charge d'assurer les enseignements d'alphabétisation chez les femmes handicapées dans les réseaux sociaux, personne n'a reçu une formation universitaire en éducation des adultes et/ou en andragogie et aucun n'a un diplôme universitaire. Néanmoins, la majorité a au plus un diplôme d'études secondaires en pédagogie. Certes, ces enseignants ont suivi des formations de courte durée dans des centres animés par des personnes qui se dénomment experts, compte tenu de leurs expériences. Cependant elles n'ont pas, bénéficié d'une formation universitaire solide en matière de formation d'adultes. Ces experts se servent des manuels de formation des formateurs d'adultes et n'apportent aucune modification liée au contexte congolais.

En dépit de ces imperfections, notre étude révèle que beaucoup de femmes handicapées ont effectivement été alphabétisées et la plupart d'entre elles n'ont plus besoin de recourir à une tierce personne pour écrire leur nom ni ceux d'autres personnes. Elles comptent et effectuent elles-mêmes des petits calculs qui leur permettent, par exemple, de mesurer et de noter la taille d'une nappe en perles à confectionner. Toutes ces compétences théoriques et pratiques accumulées par ces femmes vont dans le sens de l'approche de capacité de Nussbaum. Elles ont des possibilités réelles d'assimiler les connaissances diverses au même pied d'égalité que les valides. Partant, l'alphabétisation constitue pour ces femmes une source de liberté et de valorisation.

A ce propos, les résultats de notre étude rejoignent ceux obtenus par (Kondani op.cit. : 123) qui affirme que « le sujet alphabétisé est en mesure d'appliquer ses connaissances ; il a acquis la capacité d'intervenir suivant un système de valeurs qui est conforme à l'objectif qui consiste à analyser les interactions entre l'homme et l'environnement ». Le même auteur estime que sur le plan socioculturel, l'adulte alphabétisé devient le moteur du changement social en vue de l'amélioration de ses conditions de vie et du milieu ambiant dans lequel il évolue.

D'après (Westen op.cit.), les théories sociocognitives notamment celles de Bandura et de Vigotsky, montrent l'importance des sources d'interactions et comment elles influencent les apprentissages et le développement individuels. « Les individus apprennent beaucoup de choses des personnes de leur entourage, avec ou sans renforcement, grâce à des mécanismes de l'apprentissage autres que les conditionnements classiques ou opérants. La principale forme de l'apprentissage social est l'apprentissage par observation ». Spécifiquement, la théorie d'apprentissage social de (Bandura 1980) à travers l'apprentissage imitatif est centré sur la reproduction des gestes et actes de l'entourage ; tandis que la théorie socioculturelle de Vigotsky (1896-1934) accorde une importance à l'interaction sociale, à la relation d'aide dans l'apprentissage. Cette théorie démontre l'importance de la médiation sociale dans l'apprentissage des individus.

Dans les réseaux sociaux, les femmes handicapées apprennent en imitant leurs formateurs ainsi que leurs collègues ayant déjà acquis des aptitudes professionnelles. Elles les observent en copiant les actes qu'ils posent, elles adoptent leurs attitudes tout en subissant leurs conséquences sociales. Les formateurs en profitent en demandant à celles qui sont suffisamment outillées d'aider leurs condisciples à atteindre leur niveau. En ce moment-là, il y a la mise en pratique de mode mutuel qui demande, comme l'affirme (Peeters 2007), aux apprenants de s'instruire les uns les autres sous la direction de l'enseignant. Dans les réseaux sociaux, les femmes handicapées ayant l'expertise emploient un langage plus simple, plus clair et des stratégies didactiques adaptées à la circonstance.

A cet effet, on constate qu'il s'y établit une sorte d'échanges réciproques d'expériences professionnelles entre les femmes handicapées des réseaux, les unes bénéficiant de connaissances des autres et vice et versa. Cette coopération rend leurs apprentissages plus efficaces, consolidant ainsi la portée des effets positifs de l'apprentissage coopératif prôné par (Abrami et al 1996), où chaque membre apporte sa contribution aux autres, permettant en même temps d'améliorer les compétences de chacun et de réaliser le travail attribué au groupe.

(Ntseane 2007), dans ses recherches, propose une idée particulière concernant l'« indigénisation de la pratique de l'éducation des adultes aujourd'hui », essentiellement fondée sur une approche participative, pragmatique et critique, qui va dans le même sens que ce qui se fait dans les réseaux sociaux des femmes handicapées. Il met l'accent sur une

approche participative « participatory instruction ». A ce propos, l'auteur relève la similarité entre l'approche traditionnelle et le « mentoring », situation de relation personnalisée dans laquelle l'apprenant est soutenu par un pair plus expérimenté. Cette pratique tout comme l'éducation traditionnelle met l'accent sur l'apprentissage pratique sous la forme d'une guidance active par quelqu'un qui a de l'expertise, de la sagesse, de l'autorité.

En définitive, deux modèles d'apprentissage sont généralement employés dans ces réseaux sociaux, il s'agit du modèle vertical, descendant ou dissymétrique, qui insiste sur l'interaction entre un individu et un autre. Le plus souvent, le premier est un expert. Ensuite, le modèle horizontal dit latéral ou symétrique. Ce dernier fait appel à la coopération entre pairs, avec un impact dans l'apprentissage individuel.

7.6. Efficacité interne et externe de l'éducation non formelle des réseaux sociaux

Il est important de rappeler ici que les résultats de l'enquête réalisée auprès de 141 femmes handicapées démontrent que plus de la moitié, c'est-à-dire 83 d'entre elles, soit 58,9 % n'exerçaient aucune activité et n'avaient aucun revenu avant leur arrivée dans les structures de socialisation ; 26 femmes handicapées, soit 18,4 % pratiquaient le petit commerce de vente de petites choses comme épices, pains, braises, beignets, bananes, arachides ; 52 femmes soit 36,9 % ont estimé que les revenus gagnés étaient insuffisants, 6 dames qui avaient un revenu suffisant étaient parmi les 22 femmes handicapées qui effectuaient les navettes entre Kinshasa et Brazzaville ; 17 seulement, soit 12,1 % étaient économiquement autonomes, c'est-à-dire elles étaient capables de se prendre en charge, sans dépendre d'aucun membre de la famille et 124 soit 87,9 % étaient totalement dépendantes de leurs familles.

En évaluant la qualité de vie de ces femmes handicapées, en comparant leur statut socio-économique avant et après adhésion dans les réseaux, il se dégage clairement une nette évolution. Alors qu'auparavant 83 femmes n'avaient pas de revenu, mais après les apprentissages, chacune d'elles a eu l'opportunité d'exercer un métier, d'obtenir un revenu et de se prendre en charge. Ces bénéfices montrent la rentabilité des connaissances, des qualifications, des compétences acquises par les femmes handicapées à travers les réseaux sociaux, en tant qu'investissement humain.

C'est dans ce sens que (Becker 1964) ; Schultz 1961 ; Mincer 1958), cités par (Musa op.cit.) affirment que le rendement de l'investissement en l'éducation repose sur le postulat

selon lequel, les compétences acquises dans le système d'enseignement ou de formation augmentent la productivité des individus et, partant, accroissent les revenus qu'ils tirent de leur travail. Dans cette même optique, (Hamel 2010 : 19) estime que « la formation constitue un capital humain en tant qu'un ensemble des ressources et des pouvoirs dont sont dotés les individus, qui sont d'ordre économique, culturel, scolaire, politique, linguistique, etc. ». Ces considérations sont corrélatives aux résultats de nos enquêtes décrits ci-dessus.

Partant de cet investissement humain, 58 femmes handicapées soit 41,1 % ont estimé que leurs aspirations professionnelles et économiques sont atteintes dans ce sens qu'auparavant, elles ne connaissaient aucun métier, mais grâce aux réseaux sociaux, elles ont acquis des aptitudes professionnelles qui les servent par exemple à réaliser quelques métiers professionnels générateurs de revenu. En outre, 73 des femmes handicapées, soit 51,8 % estiment que leur entourage a une grande considération à leur égard.

S'agissant de l'éducation non formelle organisée dans les réseaux sociaux, la majorité des activités sont centrées sur l'alphabétisation, l'apprentissage des métiers, la production des œuvres d'art en perles, et la coupe et couture. De toutes ces activités, l'alphabétisation est considérée comme la clé de voûte de la socialisation et de l'intégration de ces femmes dans les réseaux. Une femme alphabétisée, une femme qui sait lire et écrire a facilement accès à l'information et toutes les voies de développement et de l'épanouissement lui sont ouvertes.

A la lumière de tous ces résultats, nous convenons avec Paul (2005, p.35) qu'un intérêt particulier doit être accordé au domaine professionnel pour pouvoir évaluer les effets directs de la formation. Cette dernière est supposée accroître les compétences professionnelles des individus, et donc leur permettre d'être plus productifs. Tel est le cas de nombreuses femmes handicapées issues du secteur d'éducation non formelle et engagés dans l'auto-emploi.

En conclusion, les résultats de cette étude ont montré globalement d'une part, que les réseaux sociaux ont doté les femmes handicapées de compétences en lecture, en écriture, en calcul et en divers métiers professionnels. D'autre part, ils ont offert l'occasion à ces dernières de développer leurs liens de solidarité au travers des aides mutuelles au niveau des apprentissages, mais également au niveau des tontines, caisses sociales et contributions

ponctuelles. Par ailleurs, ces handicapées se sentent très à l'aise de parler, sans complexe, de leur sexualité, une des composantes importantes de la vie d'un être humain. Le plus souvent, ces femmes parlent de leur état d'être, de leurs conditions de vie et de leur avenir, en se prodiguant divers conseils. Toutes ces actions font que ces femmes s'intègrent socialement dans la société congolaise et exercent certains métiers lucratifs, qui occasionnent leur autonomisation et valorisation.

CONCLUSION GENERALE

1. Le soubassement de cette étude

Cette étude avait pour objectif majeur de répondre à la question principale suivante : « Dans quelle mesure les réseaux sociaux des femmes vivant avec handicap de la ville de Kinshasa seraient-ils des espaces d'intégration sociale et d'éducation non formelle au bénéfice de cette catégorie sociale marginalisée » ? A partir de cette question, nous avons formulé une hypothèse principale en ces termes : « En tant qu'espaces d'intégration sociale et d'éducation non formelle, les réseaux sociaux des femmes handicapées contribueraient à la promotion socio-économique de ces handicapées et à celle de leurs familles respectives grâce à l'acquisition des compétences et des attitudes dans leur mode de vie » ; celle-ci devrait être confirmée ou infirmée par les résultats recueillis sur le terrain au travers de nos diverses enquêtes.

En réponse à la question principale et pour confirmer ou infirmer l'hypothèse centrale, cette dissertation doctorale défend la thèse selon laquelle « les réseaux sociaux des femmes handicapées constituent un espace d'intégration sociale et d'apprentissage professionnel (métiers) qui entraînent la valorisation et l'autonomisation de cette catégorie sociale souvent marginalisée que constituent des femmes handicapées ». Pour récolter les données nécessaires en vue de démontrer cette thèse, plusieurs méthodes et techniques interdisciplinaires ont été mises à contribution, notamment : l'observation participante, l'entretien semi-structuré, le focus-group, les récits de vie ou l'histoire de vie, technique documentaire, questionnaire (guide d'entretien).

Pour le traitement des informations recueillies, nous avons pris d'abord soin de mettre par écrit toutes les données récoltées, ici nous entendons, les données des interviews sous forme de récits de vie, les faits observés ou nos impressions personnelles ; nous avons fait un choix judicieux des phénomènes à interpréter ; cela en référence aux objectifs de notre étude. Pour saisir le sens des observations faites sur le terrain, nous nous sommes employé à établir les rapports de cause à effet, entre différents facteurs. Nous nous sommes principalement appuyé sur notre propre expertise, mais faisons aussi ponctuellement recours à des personnes ressources.

2. Positions de nos hypothèses

Hormis l'hypothèse principale, quatre hypothèses secondaires ont été émises:

- la première hypothèse soutient que les activités lucratives des femmes handicapées physiques auraient un impact positif sur leur promotion sociale;
- la deuxième avance que les liens de solidarité entretenus par les femmes handicapées au sein de leurs réseaux sociaux renforceraient leur identité personnelle et faciliteraient leur intégration dans la société congolaise;
- la troisième énonce que dans la mesure où les femmes handicapées deviennent capables de lire, d'écrire et de calculer, et parviennent, à travers leurs activités, à disposer d'un revenu et à se prendre en charge, les apprentissages réalisés dans les réseaux constituent un véritable mécanisme de leur valorisation et autonomisation;
- enfin, la quatrième hypothèse postule que le niveau des revenus des femmes handicapées après la formation serait largement supérieur à leur situation avant l'entrée dans les réseaux sociaux.

De l'analyse des données du terrain, il s'ensuit que les activités lucratives exercées par les femmes handicapées ont amélioré les conditions de vie de plusieurs d'entre elles. Par l'exercice d'un métier qui génère des revenus, ces handicapées présentent une nouvelle image sociale. Leurs activités sont appréciées par leur entourage qui affiche une attitude positive et leur vouent respect et considération. Plusieurs de ces femmes ont connu une émergence sociale et sont devenues indépendantes par le biais de leurs activités. Ces résultats confirment la première hypothèse de cette étude, parce qu'effectivement ces activités lucratives favorisent la promotion sociale de ces femmes.

Dans les réseaux sociaux, les femmes handicapées mettent au point des stratégies de liens de fraternité telles que la tontine, la caisse mutuelle, les contributions ponctuelles qui permettent à celles-ci de réunir des fonds nécessaires en vue soit de réaliser des petits projets soit d'acheter les équipements de leurs maisons. Egalement, elles leur offrent l'opportunité d'assistance mutuelle, par exemple lors des obsèques, d'une naissance, d'un mariage, etc. Les actes d'entraide qu'elles posent les unes en faveur des autres les caractérisent spécifiquement et leur accordent une place de choix au sein de la société congolaise en général et kinoise en particulier. Ces résultats, confirment la deuxième

hypothèse de cette recherche. Les actes de solidarité amènent ces femmes à consolider leur identité au quotidien et à s'intégrer progressivement dans la société.

Par ailleurs, les résultats de notre investigation indiquent que pendant leur socialisation, la plupart de ces femmes handicapées sont dotées d'aptitudes en lecture, en écriture, en calcul et en métiers professionnels. Toutes ces compétences leur donnent le pouvoir d'effectuer plusieurs opérations sans solliciter l'aide de leurs amis ou des membres de leurs familles. Elles peuvent écrire et lire les messages, compter les chiffres et pratiquer les métiers professionnels générateurs des revenus au sein des réseaux sociaux et en dehors de ceux-ci. Face à ce qui précède, nous confirmons la troisième hypothèse de cette recherche. Le fait de ne plus dépendre à cent pour cent de leur entourage pour payer par exemple les frais de leur loyer, les habits, la nourriture, démontre qu'elles acquièrent de l'autonomie, deviennent utiles et se valorisent.

Enfin, les enquêtes réalisées auprès de 141 femmes handicapées ont révélé qu'à leur arrivée dans les réseaux sociaux, 83 parmi elles n'avaient aucun revenu. Seulement 52 avaient un revenu dont 6 handicapées qui le considéraient suffisant et 52 le qualifiaient insuffisant. Mais après avoir acquis des connaissances et des compétences, il s'est dégagé une nette amélioration. Chacune d'entre elles avait un revenu contrairement au moment de leur adhésion où 83 n'avaient aucun revenu. Après leur socialisation 33 femmes estiment que leur revenu est suffisant tandis que 108 soutiennent le contraire. Nous confirmons la quatrième hypothèse parce que le niveau des revenus des femmes handicapées après la formation est effectivement supérieur à leur situation avant l'entrée dans les réseaux sociaux comme les chiffres l'indiquent.

3. Apports de cette recherche

Il est vrai que le handicap est de plus en plus reconnu comme une réalité sociale. En RDC, les personnes vivant avec handicap sont des laissés-pour-compte, abandonnées à leur triste sort en raison d'une vision négative du phénomène (résultat d'un mauvais sort, de la sorcellerie, de la malédiction, d'un accident, d'une malformation congénitale, etc.). Au moment où le handicap est devenu une problématique mondiale, cette étude arrive à point nommé, elle démontre que les personnes handicapées, dans le cas d'espèce, des femmes adultes âgées, sont en mesure d'acquérir des aptitudes professionnelles, de les mettre en

pratique en dépit de malformations des parties de leurs corps et des préjugés dont elles sont souvent victimes.

Les différentes connaissances théoriques et pratiques qui sont produites par cette étude pourront aider les enseignants et/ou les formateurs qui œuvrent dans le secteur de la prise en charge sociale et éducative des handicapés d'enrichir leurs enseignements en concevant de programmes de formation professionnelle qui soient adaptés tant aux personnes handicapées qu'aux réalités de la RD-Congo.

En outre, les résultats de notre recherche, font honneur à l'interdisciplinarité en faisant appel à plusieurs disciplines notamment : l'anthropologie, l'éducation non formelle, l'éducation des adultes, la sociologie, etc. Pour traiter la question de l'intégration sociale et celle des apprentissages des métiers des femmes handicapées adultes. En plus, cette recherche contribue à la promotion des activités du secteur de l'intégration socio-professionnelle, psychopédagogique et didactique à réaliser en faveur des personnes en situation de handicap, en vue de répondre aux prescrits de la Constitution de la RDC, selon lesquels les personnes handicapées ont droit à des mesures spécifiques d'épanouissement en rapport avec leurs besoins physiques, intellectuels, moraux et culturels.

Cette recherche faciliterait également l'élaboration de cours de la pédagogie des adultes dans les universités congolaises traitant des problématiques et des techniques portant sur les adultes insérés dans les réseaux sociaux des personnes handicapées. Cela aura comme conséquence le développement de programmes de disability studies en RDC. Les hommes politiques comme les députés nationaux peuvent se servir de ces connaissances pour proposer des nouvelles lois au parlement pour le bien-être de ces personnes vulnérables.

Enfin, le mérite scientifique de ce travail de recherche est d'avoir comblé un vide en menant pour la première fois une étude scientifique au niveau d'une thèse de doctorat sur la socialisation des femmes handicapées doublement discriminées, d'une part, par le fait d'avoir un handicap et, d'autre part, d'être du sexe féminin.

4. Vision et perspectives

Notre recherche a démontré que les femmes handicapées, même âgées, possèdent des qualités intellectuelles qui leur offrent la possibilité d'acquérir diverses connaissances théoriques et pratiques. De ce fait, les réseaux sociaux tout en accueillant ces handicapées les soumettent dans un processus de transformation '*enseignement-apprentissage*' qui les modèle, les façonne malgré leur âge avancé. Au terme de ce processus, plusieurs femmes handicapées se sont épanouies au travers de l'exercice de leurs métiers professionnels appris dans les réseaux sociaux qui leur génèrent des revenus, les valorisent et les dotent de moyens de participer pleinement à la vie économique afin d'améliorer leur qualité de vie et celle de leurs communautés.

Cette recherche vient confirmer que l'apprentissage tout au long de la vie participe au développement durable (développement humain durable, développement économique durable, etc.) des individus et des communautés. A ce sujet, Federighi (1999, p.23) souligne que « la formation des adultes développe non seulement les connaissances d'un individu mais enrichit également sa personnalité ».

Par ailleurs, nous sommes d'avis avec (Diakiodi 2011 : 64) que « la formation des personnes vivant avec handicap est absolument nécessaire, même si l'Afrique noire n'arrive pas encore à créer des emplois pour ses nombreux universitaires qui se tournent les pouces à la longueur de journée. Si un peuple analphabète est une catastrophe pour un pays, quel drame pour les personnes vivant avec un handicap qui restent toujours victimes de l'obscurantisme des pauvres gens. Ainsi, l'Afrique noire ne peut pas se permettre de faire l'économie des personnes vivant avec un handicap, car les ignorer est non seulement contraire à la tradition de ses ancêtres, mais également un préjudice porté au programme de redressement économique de ses nombreux peuples ».

Fort de tout ce qui précède, nous pensons que pour rétablir les liens entre les femmes handicapées et la société congolaise, il serait intéressant de multiplier les stratégies de sensibilisation afin de dissiper le complexe d'infériorité que portent parfois les femmes handicapées elles-mêmes, ensuite leur permettre de croire en leurs propres possibilités. L'Etat Congolais devra créer des ateliers protégés pour les personnes vivant avec handicap. Aussi, le gouvernement congolais par le canal du ministère de l'éducation nationale, devra favoriser l'éducation inclusive pour réduire le taux des femmes handicapées analphabètes,

leur offrir l'occasion d'étudier dès le bas âge dans les mêmes structures avec les valides à tous les niveaux (primaire, secondaire et Universitaire); l'Etat Congolais devra, d'une part, mettre en place des structures (journaux, émissions à la radio et à la télévision) pour la diffusion des informations sur les questions des handicaps et d'autre part, encourager l'entrepreneuriat de Pvh en mettant à leur disposition des matériels nécessaires qui puissent transformer leurs activités lucratives en véritable petites et moyennes entreprises.

En somme, en dépit de la pertinence des résultats obtenus, en contexte congolais, il serait absurde et prétentieux d'affirmer que cette recherche a épuisé toute la question de l'intégration sociale des femmes handicapées de la République Démocratique du Congo qui reste vaste. D'autres études sont les bienvenues pour notamment, explorer les autres réseaux sociaux disséminés dans les vingt-six provinces du pays et établir un rapport avec ceux de Kinshasa.

De même, en vue de mieux connaître la personnalité des femmes vivant avec handicap, leur niveau d'aspiration, des recherches interdisciplinaires devront être entreprises par les universités en collaboration avec le monde associatif. Ceci permettrait d'intégrer les femmes et les femmes handicapées à la place qui leur revient dans la société car les idéologies discriminatoires peuvent disparaître mais les différences relatives à la nature humaine ne disparaîtront que difficilement sous le soleil. Même si le soleil brille pour tout le monde, il reste vrai que la quantité d'oxygène absorbée par chaque être humain diffère d'un individu à l'autre ; cela ne peut justifier l'existence des mesures discriminatoires au sein de n'importe quelle communauté humaine.

A la lumière de tout ce qui a été dit, nous convenons avec (Lusambila 2011 : 95) que « les personnes vivant avec handicap ont besoin d'une vie juste et inclusive dans notre pays. Jusqu'à quand continueront-elles à vivre de l'informel sans aucune politique d'emploi en leur faveur ? Une société juste n'est-elle pas synonyme de respect des droits humains ? Pour tout dire, le désir ardent des personnes en situation de handicap de la RDC est de vivre dans un pays qui considère le phénomène du handicap comme un problème de toute la communauté et non des seuls humanitaires ».

Samenvatting

Dit doctoraatsonderzoek analyseert de condities voor emancipatie van vrouwen met een beperking die zich via netwerken organiseren in Kinshasa. Het toont hoe sociale netwerken effectief hun emancipatie verzekeren in een armoedecontext.

Geconfronteerd met een drievoudige kwetsbaarheid wegens hun fysieke conditie, geslacht en preciaire levensomstandigheden, worden vrouwen met een beperking in het algemeen gemarginaliseerd en komen zij vaak in het bedelen terecht. Lucratieve activiteiten en professioneel onderwijs dat in netwerken wordt georganiseerd draagt bij tot hun valorisatie en socio-economische empowerment. Dit toont de functie van een systeem van sociale integratie dat wordt aangenomen door deze netwerken ten voordele van een gemarginaliseerde sociale categorie die bestaat uit vrouwen met een beperking.

De informatie die nodig was voor deze analyse werd via verschillende methoden en technieken verkregen, waaronder participerende observatie, semigestructureerde interviews, focusgroepen, levensverhalen, documentatie en vragenlijsten. De analyse van de verzamelde data toont aan dat de lucratieve activiteiten die vrouwen met een beperking binnen deze netwerken uitvoeren, een positieve invloed hebben op hun levensomstandigheden en levenskwaliteit. Broederlijke links zoals een gemeenschappelijk fonds en vaste bijdragen hebben hen in staat gesteld om een fonds op te richten dat kleine projecten mogelijk maakt, hun identiteit dagelijks bevestigt en hen op een vooruitstrevende manier integreert in de samenleving. Tegelijkertijd heeft hun professionele leerervaring hen een meerwaarde gegeven wat betreft lezen, schrijven, cijferkennis en professionele kunde.

Dit onderzoek valt bijgevolg binnen de aanbevelingen van de constitutie van DR Congo dat aangeeft dat personen met een beperking het recht hebben op een specifieke ontwikkeling wat betreft hun fysieke, intellectuele, morele en culturele noden.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Abrami, Philip ; Chambres, Bette ; Poulsen, Catherine ; De Simone, Christina ; Apollonia, Sylia et Howden, Jamens. 1996. *L'apprentissage coopératif. Théories, méthodes, activités*. Québec : La Chenelière.
- Abric, Jean-Claude. 2011. *Pratiques sociales et représentations*. Paris : PUF.
- Albarello, Luc. 2007. *Stratifier le social*. Bruxelles : Editions De Boeck Université.
- Albarello, Luc. 2012. *Apprendre à chercher*. Bruxelles : De Boeck Supérieur s.a.
- Allen Susan; Resnik Linda and Roy Jason. 2006. "Promoting Independence for Wheelchair Users: the Role of Home Accommodations". *Gerontologist* 46(1):115-23.
- Asfata, Paré Kaboré, et Nabaloum-Bakyon, Rasmata. 2014. *Socio-psychologie de l'éducation des adultes en Afrique*. Hambourg : Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL) – FeldbrunnenstraBe.
- Aumonier, Nicolas et Letellier, Philippe. 2004. « *Handicap, clonage... La dignité humaine en question* ». Paris : Editions de l'Emmanuel.
- Ayimpam, Sylvie. 2014. *Economie de la débrouille à Kinshasa, Informalité, commerce et réseaux sociaux*. Paris : Karthala.
- Bandura, Albert. 1980. *L'apprentissage social (traduction : Rondal J.A.)*. Bruxelles: Mardaga York., General Learning Press (Edition originale: 1977).
- Bandura, Albert. 1997. *Self-Efficacy: the Exercise of Control*. New York: Freeman.
- Barker, Roger Garlock. 1968. *Ecological Psychology: Concept and Methods for Studying the Environment of Human Behavior*. Stanford: Stanford University Press.
- Beaud, Stéphane et Weber, Florence. 1997. *Guide de l'enquête de terrain*. Paris: La Découverte.
- Becker, Gary. 1993. *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education*. Chicago: University of Chicago Press.
- Bee, Helene et Boyd, Denise. 2008. *Les âges de la vie : psychologie du développement humain. Adaptation française*. Paris: Pearson Education.
- Bert, Jean-François. 2009. « De Marcel Mauss à A. G. Haudricourt. Retour sur la 'technologie' ». *Revue d'histoires des Sciences Humaines* 1(20) : 163-181.
- Berthelot, Jean-Michel. 1990. *L'intelligence du social : le pluralisme explicatif en sociologie*. Paris : PUF.
- Bizeul, Daniel. 1998. « Le récit des conditions d'enquête : exploiter l'information en connaissance de cause. » *Revue française de sociologie* 39(4) : 751-787. En ligne http://www.persee.fr/doc/rfsoc_0035-2969_1998_num_39_4_4840, consulté le 22 mars 2015.
- Blanchet, Alain, Ghiglione, Rodolphe ; Massonnat, Jean et Trognon, Alain. 1987. *Les techniques d'enquête en sciences sociales*. Paris : Dunod.
- Blanchet, Alain et Gotman, Anne. 1992. *L'enquête et ses méthodes : l'entretien*. Paris : Nathan.

- Boltanski, Luc et Chiapello, Eve. 1999. *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris: Gallimard.
- Bongeli, Emile. 2001. *Sociologie et sociologues Africains. Pour une recherche sociale citoyenne au Congo-Kinshasa*. Paris : L'Harmattan.
- Bouchard, Hélène. 2002. *Commerçantes de Kinshasa pour survivre*. Paris: L'Harmattan.
- Bounang Mfoungué, Cornelia. 2012. *Le mariage africain, entre tradition et modernité : étude socio-anthropologique du couple et du mariage dans la culture gabonaise*. Montpellier : Sociology. Université de Paul Valéry- Montpellier III.
- Boutillier, Sophie ; Goguel d'Allondans ; Labere, Nelly et Uzunidis, Dimitri. 2015. *Méthodologie de la thèse et du mémoire. Conseils pratiques*. Paris : Studyrama.
- Bozon, Michel. 1998. « La sexualité a-t-elle changé ? ». In *La sexualité aux temps du sida*, éd. Bajos N., Bozon M. Ferrand A., Giami A, Spira A, et le groupe ACSF. Paris : PUF.
- Bril, Blandine. 1991. « Corps et techniques du corps. » In *Dictionnaire de l'éthologie et de l'anthropologie*, Bonte Pierre et Izard Michel, Pp. 177-78. Paris : PUF.
- Bukaka Buntangu, Jacqueline. 2013. *Les enfants du dehors, Etude de l'attraction de la rue et des représentations de la famille et de la rue chez les enfants des rues à Kinshasa (RDC)*. Thèse de doctorat en Sciences psychologique et de l'éducation, Université Catholique de Louvain. Louvain-la-Neuve.
- Burt, Ronald. 1992. *Structural Holes*. Cambridge (Mass): Harvard University Press.
- Candela, Antonia, Rockwell, Elsie and Coll César. 2004. "What in the world happens in classrooms? Qualitative classroom research." *European Educational Research Journal* 3(3): 692-713.
- Casterman, Jean-Benoît. 2009. *Libéré de la sorcellerie*. Kinshasa: Médias Paul.
- Chalasani, Sujana and Shani David. 1992. "Exploiting Niches using relationship marketing." *The Journal of Consumer Marketing* 9(3): 33-42.
- Colleyn, Jean-Paul. 1988. *Les chemins de Nya. Culte de possession au Mali*, coll. "Anthropologie visuelle. Paris : Editions de l'École des Hautes Études en Sciences sociales.
- Commission Electorale Indépendante. 2006. *Constitution de la République Démocratique du Congo*.
- Copulsky, Jonathan and Wolf, Michel. 1990. "Relationship Marketing: positioning for the future." *The Journal of Business Strategy* 11 (4): 16-20.
- Cortado, Thomas. 2014. « L'économie informelle vue par les anthropologues. » *Regards croisés sur l'économie* 1(14): 194-208.
- Couvreux, Agate et Lehuède, Franck. 2002. « Essai de comparaison de méthodes quantitatives et qualitatives à partir d'un exemple : le passage à l'euro vécu par les consommateurs. » *Cahier de recherche* 176 département « Consommation » dirigé par Pascale Hebel, en ligne <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C176.pdf>, consulté le 31 mars 2016.
- Dalbera Céline. 2001. *Concept d'alphabétisation et d'éducation non formelle*. En ligne sur [http : perso.club-internet.fr/kibare/concepts.htm](http://perso.club-internet.fr/kibare/concepts.htm), consulté le 03 septembre 2016.
- Dalgic, Tevfik and Leeuw, Maarten. 1994. "Niche Marketing Revisited: concept, applications, and some European cases." *European Journal of Marketing* 28(4): 39-55.

- Dalgic, Tevfik. 2006. *Handbook of Niche Marketing: Principles and Practice*. London and New York: Routledge.
- Davies, Charlotte Aull. 2010. *Reflexive Ethnography. A Guide to Researching Selves and Others*. London and New York: Routledge.
- De Boeck, Filip et Plissart, Marie-Françoise. 2005. *Kinshasa: récits de la ville invisible*. Bruxelles : la renaissance du livre.
- De Coster, Jori, Metho Nkayilu, Eric and Devlieger, Patrick. 2016. "Beadwork and the Plasticity of Disability: (Un) Making Bodily Difference, Gender and Apprenticeship in Kinshasa, DR Congo." *Societies* 6(2) : 1-17.
- De Gaulejac, Vincent et Legrand, Michel. 2008. *Intervenir par le récit de vie. Entre histoire collective et histoire individuelle*. Ramonville : Erès.
- Degenne, Alain et Forsé, Michel. 1994. « Les réseaux sociaux. Une analyse structurale en sociologie. » *Droit et société* 28(1) :751. En ligne http://www.persee.fr/doc/dreso_0769-3362_1994_num_28_1_1693_t1_0751_0000_3, consulté le 9 mars 2016.
- Deschamps, Jean-Claude et Moliner, Pascal. 2008. *L'identité en psychologie sociale. Des processus identitaires aux représentations sociales*. Paris : Armand Colin.
- De Reidmatten Raphael. 2001. *Une nouvelle approche de la différence : comment repenser le « handicap »*. Genève : Médecine&Hygiène.
- De villers, Guy. 1996. « *La recherche et la formation en récit de vie à l'Institut de Formation en sciences de l'éducation – FOPA* ». Santiago : Universidad Diego Portales.
- Devlieger, Clara. 2016. « Chaines fragiles : l'influence de la technologie et l'infrastructure dans les activités des personnes vivant avec handicap à la frontière entre Kinshasa et Brazzaville. » In *Handicap et technologie en contextes africains. Disability and technology in african contexts*. Devlieger, P., De Coster, J., Nieme, L., Mbadu Khonde, L., Eds. 1st ed. Pp 199-221. Paris: Harmattan.
- Devlieger, Patrick. 2009. *Between Structure and No-thing: An Annotated Reader in Social and Cultural Anthropology*. Anvers: Garant.
- Devlieger, Patrick et Nieme, Lambert. 2011. *Handicap et société africaine. Culture et pratiques*. Paris : L'Harmattan.
- Devlieger, Patrick. 2011. « Lecture de la société à travers certains phénomènes de handicap. » In *Handicap et Société: Culture et Pratiques*, 1st ed. Devlieger, P., Nieme, L., Eds. Pp. 29-39. Paris : L'Harmattan.
- Diakiodi, André. 2011. « L'intégration des personnes ayant un handicap dans le monde du travail en Afrique noire. » In *Handicap et Société: Culture et Pratique*. 1st ed. Devlieger, P., Nieme, L., Eds. Pp. 53-57. Paris: L'Harmattan.
- Diallo, Amadou. 2006. « République de Guinée, Etude sur le rôle de l'Education non formelle dans la stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) en Guinée. » *Rapport final*. <http://www.srp-guinee.org/download/diallo-education-non-formelle-et-srp.pdf>, consulté le 1^{er} mars 2016.
- Douglas, M. 1976. *Investigative Social Research*. Beverly Hills-London: Sage Publications.

- Droit, Roger-Pol et Gallien, Antoine. 1974. *La Réalité sexuelle. Enquête sur la misère sexuelle en France*. Paris : Robert Laffont.
- Drolet, Alain. 1994. *Les conditions souhaitées de l'intégration sociale et professionnelle de jeunes marginalisés : une exploration de leurs perceptions*. Mémoire de la maîtrise en Education. Université du Québec à Chicoutimi.
- Dupras, André. 2000. « Sexualité et handicap: de l'angélisation à la sexualisation de la personne handicapée physique. » *Nouvelles pratiques sociales* 13(1) : 173-189.
- Dupras, André. 2012. « Handicap et sexualité : quelles solutions à la misère sexuelle ? » *ALTER, European Journal of Disability Research* 6 (1): 13-23.
- Durkheim, Emile. 2007. *De la division du travail social*. Paris: PUF.
- Eisen, Arlene. 1994. "Survey of neighborhood-based, comprehensive community empowerment initiatives." *Health Education Quarterly* 21(2): 235-252.
- Fadiga, Kanvaly. 1988. *Stratégies africaines d'éducation et développement autonome*. Abidjan: CEDA.
- Federighi, Paolo. 1999. *Glossaire de l'éducation des adultes en Europe*. Hambourg : Institut de l'UNESCO pour l'Education.
- FENAPHACO. 2014. *Analyse de la situation socioéconomique des personnes handicapées en République Démocratique du Congo*. Rapport national de l'exercice 2014. En ligne <http://www.aeta-network.org/wp-content/uploads/2015/04/Rapport-Analyse-des-PVH-2015.pdf>. Consulté le 14 avril 2016.
- Ferréol, Gilles. 2009. *Dictionnaire de sociologie*. Paris: Armand Colin.
- Fischer, Gustave-Nicolas. 1987. *Les concepts fondamentaux de la psychologie sociale*. Presses de l'université de Montréal. Dunod.
- Forsé, Michel. 2008. « Définir et analyser les réseaux sociaux. Les enjeux de l'analyse structurale. » *Informations sociales* 3 (147): 10-19.
- Fortin, Marie-France. 1996. *Le processus de la recherche : de la conception à la réalisation*. Montréal: Décarie éditeur.
- Freire, Paolo. 2007. *Pedagogy of the Oppressed*. New York: Continuum.
- Gauthier, Benoît. 2003. *Recherche sociale de la problématique à la collecte des données*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Gauthier, Benoît. 2009. *Recherche sociale de la problématique à la collecte des données*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Geertz, Clifford. 1973. *The Interpretation of Cultures. Selected Essays*. New York: Basic Books.
- Geoffrion, Paul. 2009. « Le groupe de discussion. » In *Recherche Sociale de la Problématique à la Collecte des données*. Gauthier Benoît, Eds. Pp. 391-409. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Ghasarian, Christian. 2004. *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*. Paris : Armand Colin.
- Giami, Alain. 2000. « Misère, répression et libération sexuelles. » *Mouvement* 2(20) : 23-29.

- Giami, Alain. 2006. *Le Dictionnaire du Corps en sciences humaines et sociales*. Paris : Éditions Cnrs.
- Giordan, André. 2004. « Les dimensions affective, cognitive et métacognitive de l'apprendre : conséquences pour l'enseignement. » In *Ruptures et Continuités en Education : aspects théoriques et pratiques*. Antonio Faundez et Edivanda Mugrabi, eds. Pp. 155-173. Genève: DEDA.
- Giordano, Kristijan and Kostova, Dobrinka. 2002. « The Social Production of Mistrust », in *Postsocialism: Ideals, Ideologies and Practices in Eurasia*. Chris M. Hann, ed. Pp. 74-92. London/New York: Routledge.
- Godelier, Maurice. 2007. *Au fondement des sociétés humaines*. Paris: Albin Michel.
- Gotman Anne et Blanchet Alain. 2007. *L'Enquête et ses méthodes : L'entretien*. 2èd. Paris : Armand Colin.
- Granger, Gilles-Gaston. 1993. *La science et les sciences, coll. « Que Sais-je ? »*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Granovetter, Mark. 1983. "The Strength of Weak Ties: A Network Theory Revisited". In *Sociological Theory*. Randall Collins ed. Pp. 201-233. San Francisco: Jossey-Bass.
- Grawitz, Madeleine. 2001. *Méthodes des sciences sociales*. Paris: Dalloz.
- Grue, Jan. 2011. « Discourse Analysis and Disability: Some Topics and Issues. » *Discourse and Society* 22 (5): 532-546.
- Gutwirth, Jacques. 1979. « L'enquête en ethnologie urbaine. » *Hérodote* 9 : 38-55.
- Hamel, Jacques. 2010. *L'Analyse qualitative interdisciplinaire. Définition et réflexions*. Paris : L'Harmattan.
- Hamonet, Claude. 1992. *Handicapologie et anthropologie*. Thèse de doctorat en Sciences Sociales, Université Paris V René Descartes.
- Hamonet, Claude. 2006. *Les personnes handicapées*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Hebga, Meinrad-Pierre. 1979. *Sorcellerie. Chimère dangereuse... ?* Abidjan: Inades.
- Huard, Raymond. 1998. « Marx et Engels devant la Marginalité : la découverte du lumpenproletariat. » *Romantisme* 18(59): 5-17.
- Ingold, Tim. 2000. *The Perception of the Environment. Essays in Livelihood, Dwelling and Skill*. Londres et New York: Routledge.
- Ingold, Tim. 2013. *Anthropology, Archaeology, Art and Architecture*. London and New York: Routledge.
- Ingstad, Benedicte, Whyte, Susan Reynolds. 1995. *Disability and Culture*. Californie: University of California Press.
- Jick, Todd. 1983. "Mixing Qualitative and Quantitative Methods: Triangulation in Action." in *Qualitative methodology*, Van Maanen, ed. Pp. 135-149. California : Sage.
- Journal officiel de la République Démocratique du Congo. 2014. *Cabinet du Président de la République*. Loi-Cadre n°14/004 du 11 Février 2014 de l'enseignement national.

Journal Officiel de la République du Congo. 2013. *Cabinet du Président de la République Démocratique du Congo*. Loi n°13/024 du 7 juillet 2013 autorisant l'adhésion de la République Démocratique du Congo à la convention relative aux droits des personnes handicapées et protocole facultatif.

Kaka, Jean Claude. 2014. « Phénomène wewa à Kinshasa » *CEPAS, Congo-Afrique* 53(485) : 328-337.

Kalambayi Banza, Barthélémy. 2007. *Sexualité des jeunes et comportements sexuels à risque à Kinshasa (RD. Congo)*. Louvain-la-Neuve : Bruylant-Academia s.a.

Kanga Matondo, Emmanuel. 2011. *Regards sur la psychologie sociale*. Kinshasa : Editions Universitaires Africaines.

Karsenti, Bruno. 1998. « Techniques du corps et normes sociales : de Mauss à Leroi-Gourhan. » *Intellectica* 1-2(26-27) : 227-239.

Kashindi Gabriel. 2006. « Réflexions sur la participation sociale des personnes vivant avec des incapacités dans les pays du sud : Quel humanisme pour notre temps ? Cas de la République Démocratique du Congo. » *Handicap et citoyenneté : Un champ d'analyse et d'action à définir sous l'angle de la participation sociale des personnes ayant des incapacités* 15(2), en ligne <http://www.ripph.qc.ca/fr/revue/revue-handicap-citoyennete-un-champ-d-analyse-d-ac/reflexions-sur-participation-sociale-person>, consulté le 31 mars 2016.

Kathryn, Anderson-Levitt. 2006. « Les divers courants en anthropologie de l'éducation. » *Education et sociétés* 1(17) : 7-27.

Kaufmann, Jean-Claude. 2011. *L'entretien compréhensif*. Paris : Armand Colin.

Keable, Pierre. 2007. *L'intégration sociale, un cadre conceptuel porteur de changements*. Centre jeunesse de Montréal - Institut Universitaire Namur, Belgique du 3 au 7 juillet 2007, deuxième congrès international des formateurs en travail social et des professionnels francophones de l'intervention sociale.

Kondani Kowiande, Ferdinand. 2010. *Le Défi de l'éducation pour tous en République Démocratique du Congo*. Kinshasa : Editions Universitaires Africaines.

La bible des communautés chrétiennes. 2008. Kinshasa: Mediaspaul.

Lalande, Andrée. 1988. *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*. Paris: P.U.F.

Lalive, d'Epinay. 1985. « Récit de vie et projet de connaissance scientifique. » *Recherches Sociologiques* 16(2): 237-249.

Lampland, Martha. 2002. "The Advantages of Being Collectivized." In *Postsocialism: Ideals, Ideologies and Practices in Eurasia*, Chris M. Hann, ed. Pp. 31-56. London/New York: Routledge.

Lanoix, Monique. 2008. « Sollicitude, dépendance et lien social. » *Les Ateliers de l'éthique* 3 (2) : 55-71.

Laperriere, Anne. 2009. « L'observation directe. » In *Recherche Sociale de la Problématique à la Collecte des données*, Gauthier Benoit, éd. Pp. 311-336. Québec: Presses de l'Université du Québec.

Latour, Bruno. 2007. *Reassembling the Social: An Introduction to Actor-Network-Theory*. Oxford University Press.

- Lazega, Emmanuel. 1994. « Analyse de réseaux et sociologie des organisations. » *Revue française de sociologie* 35(2) : 293-320.
- Le Breton, David. 1995. « *Le miroir social du handicap.* » *Journal des psychologues* 130:26-28.
- Legendre, M-F et Vygostky, Lev. 2005. « Socioconstructivisme en éducation. » In *La pédagogie : théories et pratiques de l'antiquité à nos jours*, Gauthier, M., Tardif, M., Eds. Pp. 351-373. Montréal : Gaetan Morin.
- Lemieux, Vincent et Ouimet, Mathieu. 2004. *L'analyse structurale des réseaux sociaux*. Bruxelles : De Boeck.
- Lepot-Froment Chistiane. 1996. *Education spécialisée, recherches et pistes d'action*. Bruxelles : De Boeck.
- Levi-Straus Claude. 1989. *Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss*. Paris : PUF.
- Lusambila, Martin. 2011. « Encadrement, structures et expériences des personnes vivant avec un handicap en RDC. » In *Handicap et Société: Culture et Pratique*, 1st ed, Devlieger, P., Nieme, L., Eds. Pp. 93–98. Paris: L'Harmattan.
- Maaneen, John Van. 1988. *Tales of the Field: on Writing Ethnography*. Chicago: University of Chicago Press.
- Maes, Andrée et Marlière, Gisèle. 2010. *Regards croisés autour du handicap*. Bruxelles : Luc pire.
- Mahunda Nzendo Lubamba, Jean-Bosco. 2015. *Perspective psychothérapeutique des troubles du comportement sexuel*. Thèse de doctorat en Psychologie Clinique, Université de Kinshasa.
- Malhotra, Anju; Schuler, Sidney-Ruth and Boender, Carol. 2002. Measuring Women's Empowerment as a Variable in International Development. En ligne <http://siteresources.worldbank.org/INTEMPowerment/Resources/486312-1095970750368/529763-1095970803335/malhotra.pdf>, consulté le 3 avril 2016.
- March, James and Herbert, Simon. 1958. *Organizations*. New York: Wile.
- Martin, Anne. 2002. *Le jumelage entre les nouveaux arrivants et les Québécois de la société d'accueil*. Thèse de doctorat en Philosophie, Département d'histoire, Université Laval.
- Marysse, Stefaan. 1994. « Etude sur la problématique du secteur informel ». Vers une nouvelle stratégie de coopération? *Actes du colloque, Rapport de synthèse et résumé*, Bruxelles, 10-11 mars.
- Mayele, Deborah. 2015. *De la protection des personnes vivant avec handicap : cas des femmes mariées*. Mémoire de licence en droit. Université de Kinshasa.
- May-Teerink, T. 1999. "A Survey of Rehabilitative Services and People Coping with Physical Disabilities in Uganda, East Africa." *International Journal of Rehabilitation Research* 22(4):311-16.
- Mbadu Khonde, Léon. 1988. « Significations et dimensions psychologiques du rituel gémellaire chez les hema-banyamboga. » *Cahiers des religions africaines* 22(43-44):39-68.
- Mbadu Khonde, Léon. 2016. *Fondamentaux d'orthopédagogie et d'éducation inclusion*. Document de travail. Kinshasa. FPSE.

- Mbele, Jean Didier. 2008. *La représentation des situations de handicaps au Congo-Brazzaville : une approche psychologique et socio-culturelle*. Thèse de doctorat en psychologie, Université Lumière Lyon 2.
- Meekosha, Helen et Dowse, Leanne. 1997. « Enabling Citizenship: Gender, Disability and Citizenship in Australia. » *Feminist Review* 57(1): 49-72.
- Mercklé, Pierre. 2011. *Sociologie des réseaux sociaux*. Paris : Editions La Découverte.
- Miles, Matthew et Huberman, Michael. 2003. *Analyse des données qualitatives*. Bruxelles : De Boeck.
- Milton, Adams et Coulibaly, Medjomo. 1985. "La pédagogie africaine dans une perspective moderne." *Perspectives* 15(2): 299-305.
- Mintz, Sidney. 1971. "Comparative Studies in Society and History: Markets, Men, Women, and Trade." *Cambridge Journals* 13(3): 247-269.
- Mobutu sese seko kuku ngbendu wa za banga. 1988. *Discours, allocutions et messages (1976-1982), Tome 3*. Paris : Les éditions du Jaguar.
- Murphy, Robert. 1987. *The Body Silent. A Journey into Paralysis*. New York: Henry Holt.
- Musa Alokpo, Dieudonné. 2009. *Analyse de l'efficacité de l'éducation non formelle dans la ville de Kinshasa : une contribution à la politique de l'éducation en République Démocratique du Congo*. Thèse de doctorat en Sciences de l'Education, Université de Kinshasa.
- Mutopo, Patience. 2010. "Women Trading in Food across the Zimbabwe-South Africa Border: Experiences and Strategies." *Gender&Development* 18(3):465-77.
- Mvuezolo, Ignace et Kinkani, Frédéric-adelbert. 2011. « Handicap et développement: Un enjeu socio-économico-éthique. » In *Handicap et Société: Culture et Pratique*, 1st ed. Devlieger, P., Nieme, L., Eds. Pp. 41-51. Paris: L'Harmattan.
- Myers, Anne et Hansen, Christine. 2008. *Psychologie expérimentale*. Bruxelles : De Boeck.
- Nelson, Candace et Al. 2001. *Connaître la clientèle des IMF : Outils d'analyse pour les praticiens de la microfinance*. Washington : USAID.
- Ngoma-Binda, Henri-Elie. 2011. « Vision africaine du handicap physique et progress de la société: Brève réflexion en compagnie de l'écrivain et humaniste Zamenga Batukezanga. » In *Handicap et Société Africaine: Culture et Pratiques*, 1st ed. Devlieger, P., Nieme, L., Eds. Pp. 19-28. Paris : L'Harmattan.
- Ngongo-Disashi, Paul-Richard. 1999. *La recherche scientifique en éducation*. Bruxelles : Bruyant-Academia.
- Nieme, Lambert. 2006. *Pour une éthique de la « visibilité » dans l'invisible*. Paris: L'Harmattan.
- Ntseane, Gabo. 2007. "African Indigenous Knowledge: The Case of Botswana." In *Non Western Perspectives on Learning and Knowing*, edited by B. M. Sharan, 113-136. Malabar, Florida: Krieger Publishing Company.
- Nuss, Marcel. 2008a. *Handicaps et sexualités Le livre blanc*. Paris: Dunod.
- 2008b. *Women and Human Development: the Capabilities Approach*. Cambridge: Cambridge University Press.

- Nussbaum, Martha Craven. 2011. *Creating Capabilities: the Human Development Approach*. Cambridge, MA: Harvard University Press.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre. 2008. *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Louvain-La-Neuve : Bruylant-Academia s.a.
- OMS. 2005. *Guide pour la formation du personnel des services de Prothèses et d'Orthèses dans les pays en développement*. Genève : Organisation mondiale de la Santé.
- OMS. 2008. *Guide pour les services de fauteuils roulants manuels dans les régions à faibles revenus*. Genève : Organisation mondiale de la Santé.
- OMS. 2010. *Réadaptation à base communautaire : Guide de RBC*. Genève : Organisation mondiale de la Santé.
- ONU. 2006. Convention relative aux droits des personnes handicapées. Genève : Organisation des Nations Unies. En ligne <http://www.un.org/disabilities/convention/conventionfull.shtml>, consulté le 14 juillet 2015.
- Parrish, Erin-Dodd. 2003. *Niche Market Opportunities in the Global Market Place, in Textile Technology Management*. Raleigh: North Carolina State University.
- Paul, Jean-Jacques. 2007. *L'économie de l'éducation*. Paris: Armand Colin.
- Peeters, Luc. 2007. *Méthodes pour enseigner et apprendre en groupe*. Bruxelles : De Boeck & Larcier s.a.
- Pelpel, Patrice. 2005. *Se former pour enseigner*. Paris. Dunod.
- Peretz, Henri. 1998. *Les méthodes en sociologie, L'observation*. Paris : Découverte (coll. « Repères »).
- Pinard, Renée. 2004. « Le choix d'une approche méthodologie mixte de recherche en éducation. » *Recherches qualitatives* 24 : 58-82.
- Plos, Ornella. 2011. *Innover pour et par le handicap Méthodologie de conception de produits adaptée aux marchés de niche : application au marché du handicap moteur*. Thèse de doctorat en Sciences des Métiers de l'Ingénieur, Institut des Sciences et Technologie, Paris.
- Psacharopoulos, George et Woodhall Maureen. 1988. *L'éducation pour le développement, une analyse des choix d'investissement*. Paris: Economica.
- Pype, Katrien. 2008. *The Making of The Pentecostal Melodrama. Mimesis, Agency and Power in Kinshasa's Media World (DR Congo)*. Doctor in de Social en Culturele Anthropologie. Katholieke Universiteit Leuven.
- Ramechfar, Lydia. 2008. *L'éducation non formelle et L'Empowerment des femmes : Le cas du programme Sat au Honduras*. Mémoire de licencié en Sciences de l'Education, Université Catholique de Louvain.
- Raulin, Anne. 2014. *Anthropologie Urbaine*. Paris: Armand Colin.
- Ravaud, Jean-François. 2001. « Vers un modèle social du handicap : l'influence des organisations internationales et des mouvements de personnes handicapées ». In *Une nouvelle approche de la différence : comment repenser le handicap*. Pp. 55-68 Genève : Éditions Médecine et Hygiène, Coll. « Cahiers médicosociaux ».

- Renier, Louis-Michel et Rossignol, Jean. 2010. *Les Handicaps : Une fatalité comment parvenir à un chemin d'humanité ?* Paris: L'Harmattan.
- Ruano-Borbalan, Jean-Claude. 1998. *Introduction. La construction de l'identité. L'identité. L'individu, le groupe, la société.* Auxerre : Sciences Humaines.
- Savoie-Zajc, Lorraine. 2009. « L'entrevue semi-dirigée. » In *Recherche Sociale de la Problématique à la Collecte des données*, Gauthier Benoît, éd. Pp. 337-360. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Scelles, Regine. 1997. *Fraternité et Handicap. L'influence du handicap d'une personne sur ses frères et sœurs.* Paris: L'Harmattan.
- Schultz, Theodore. 1971. *Investment in Human Capital.* New York: Free Press.
- Sergers, Kaatje. 2005. *The Sustainable Livelihoods Approach as an Impact Assessment Tool for Development Interventions in Rural Tigray, Ethiopia*: Institute of Development Research, Addis Ababa University.
- Shore, Barry. 2008. "Systematic Biases and Culture in Project Failures." *Project Management journal* 39 (4).
- Siat. 2005. *Rollatorns betydelse för äldre med rörelsehinder [Importance of rollators for older people with reduced disabilities]*. Stockholm, Swedish Institute of Assistive Technology.
- Simkins, Tim. 1977. *Non Formal Education and Development.* Manchester: University of Manchester.
- Stanton, W.E.J., M.J. Etzel, et B.J. Walker. 1991. *Fundamentals of Marketing.* New York: McGraw-Hill.
- Stiker, Henri-Jacques. 2002. *Aspects socio-historiques du handicap moteur* : APF ed. En ligne www.google.be/search?q=Stiker%2C+Henri-Jacques+2002+Aspects+socio-historiques+du+handicap+moteur+%3A+APF+ed.&oq=Stiker%2C+Henri-Jacques+2002.pdf, consulté le 2 mars 2014.
- Stiker, Henri-Jacques. 2017. *Religions & handicap interdit, péché, symbole une analyse anthropologique.* Paris: Hermann.
- Strauss, Anselm. 1987. *Qualitative Analysis for Social Scientists.* New York: Cambridge University Press.
- Touraine, Alain. 1973. *Production de la société.* Paris : Seuil.
- Tremblay, Danielle. 1997. *Être handicapée ou être handicapante.* Outremont, Québec, Québecor. Université du Québec mémoire de la maîtrise en psychoéducation par Wilfrid Blais synthèse thématique des perceptions des parents et d'adolescents québécois, qui font l'éducation à domicile sur l'intégration sociale de ces derniers. décembre 2008.
- Unesco. 2010. *Atteindre les marginalisés.* Paris : Unesco.
- Vacka Gudala, Clémence. 2004. *La protection des enfants vivant avec handicap : cas du phénomène « handicap et sorcellerie » dans une ville de Kinshasa en République Démocratique du Congo.* Mémoire en Droit, Université de Kinshasa.
- Vanay, Louis. 1987. *L'intégration et les niveaux: un moyen favorisant la valorisation de rôles sociaux.* Genève: Reflets.

- Wacheux, Frédéric. 1996. *Méthodes qualitative de recherché en gestion*. Paris : Economica.
- Weber, Florence. 2009. *Manuel de l'ethnographe*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Wendell, Susan. 1996. "The Rejected Body. Feminist Philosophical Reflections on Disability." New York et Londres, Routledge. 1989 « Toward a Feminist Theory of Disability » *Hypatia* 4 (2): 104-124.
- Westen, Drew. 2000. *Psychologie : Pensée, cerveau et culture*. Traduction de la 2ème édition américaine par Catherine Garitt et Lucile Jouanjean. Paris: De Boeck Université.
- Wilkerson, Abby. 2011. « Disability, Sex Radicalism, and Political Agency. » In *Feminist Disability Studies*. Kim Q. Hall, ed. Pp. 193-217. Bloomington: Indiana University Press.
- Zamenga, Batukezanga. 1979. *Homme comme toi*. Kinshasa : Achac.
- Zamenga, Batukezanga. 1979. *L'enseignement pour handicapés au profit des valides*. Kinshasa: Presse Kikesa.

ANNEXES

Annexe 1

Questionnaire d'enquête

Ce questionnaire se propose d'évaluer l'efficacité de la formation professionnelle, l'initiation aux petits métiers offerts par les réseaux sociaux aux femmes vivant avec handicap dans le cadre de l'éducation non formelle. Il est destiné aux femmes vivant avec handicap actuellement en activité professionnelle, après avoir reçu une formation.

I. IDENTIFICATION

- a. Nom et Post-Nom :
- b. Age :
- c. Niveau d'études :
- d. Type de formation reçue:
- e. Province d'origine :
- f. Etat civil :
- g. Nombre d'enfants :

II. CONSIGNES

- Pour les questions ouvertes, inscrivez votre réponse en bas de chaque question
- Pour les questions à choix multiples, encerclez le numéro correspondant à votre réponse
- Justifiez au besoin, si possible vos réponses.

III. QUESTIONS PROPREMENT DITES

I. AVANT L'ENTREE AU RESEAU SOCIAL

1. Qu'est-ce que vous faisiez comme travail avant votre arrivée au sein de réseau social ?
.....
.....
2. Comment était la qualité de votre niveau de revenu avant votre adhésion dans les réseaux sociaux ?
.....
.....
3. Quel était votre statut socio-économique avant la socialisation ?
 - a. Autonomie
 - b. Dépendance

II. PENDANT L'APPRENTISSAGE PROFESSIONNEL

4. Comment appréciez-vous le niveau de compétence des enseignants qui vous ont formés ?

.....
.....
.....
.....
5. Quelles difficultés avez-vous rencontrées tout au long de votre formation ?

.....
.....
.....
6. Selon vous, qu'est-ce qui doit être amélioré afin de rendre plus efficace cette formation professionnelle

.....
.....
.....
III. APRES LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET INITIATION AUX PETITS METIERS

7. Comment est votre niveau de revenu après les apprentissages ?

.....
.....
.....
8. Quel est votre statut socio-économique après la socialisation ?

a) Autonomie

b) dépendance

9. Quel est votre niveau d'aspirations professionnelle et économique quant à la formation reçue et au travail que vous exercez?

a) Positif

b) Négatif

10. Quelle est l'attitude de votre entourage face à votre nouveau statut?

a. Grande considération

b. Mépris

c. Indifférence

Annexe 2



UNIVERSITE DE KINSHASA



KU LEUVEN

Co-operation Agreement for a Joint Doctorate

between the University of Kinshasa [Democratic Republic of Congo] and the University of Leuven

with award of a Joint Doctoral Diploma

The following parties

- The University of Kinshasa [Dem. Rep. de Congo]
represented by Prof. dr. Jean Berchmans LABANA LASAY'ABAR, Rector,
with registered office at B.P 127 KINSHASA XI, KINSHASA (RD.CONGO)
- and
- the University of Leuven,
represented by Prof. dr. Mark Waer, Rector,
with registered office at Oude Markt 13, B-3000 Leuven (Belgium)

hereinafter 'the **partner institutions**'
and

- Mr Eric METHO NKAYILU hereinafter 'the doctoral student',

hereinafter, the afore-mentioned shall be referred to jointly as '**the parties**',

have,

- Account being taken of the decree of 4 April 2003 concerning the restructuring of higher education in Flanders, and in particular articles 86§1 and §4 and article 94§4, as amended;
- Account being taken of the decree of 30 April 2004 concerning the flexibilisation of higher education in Flanders and containing urgent measures with regard to higher education, as amended;
- Account being taken of the resolution of the Flemish Government of 11 June 2004 for the stipulation of the form of degrees and the content of the accompanying degree supplement form issued by the institutions of higher education in Flanders, and in particular appendices 5 and 6;
- Account being taken of the University Regulations concerning pre-doctoral studies and the pre-doctoral examination; doctoral research and the doctorate; the doctoral programme and the doctoral school of the University of Leuven, approved by the Academic Council on 13 November 2006;
- Account being taken of the Doctoral Regulations of the Faculty of Social Sciences of the University of Leuven, approved by the executive committee of the group Humanities and Social Sciences on 26 November 2009

- Account being taken of the willingness of professors Léon MBADU KHONDE and Patrick DEVLIEGER to accept the responsibilities of supervising the joint doctorate in execution of this agreement;

agreed the following:

Article 1. – SUBJECT: JOINT SUPERVISION AND AWARDING OF A DOCTORAL DEGREE.

The partner institutions agree that they shall be jointly responsible for the supervision of the doctoral student's doctoral research and that they shall be jointly responsible for organising the doctoral examination and the awarding of the doctoral degree.

The doctoral student's personal information:

Name and first name: METHO NKAYILU Eric

Date of birth: 24 July 1974

Place of birth: Ime Kimpese [Republique Democratique du Congo]

Nationality: Congolaise [RDC]

Article 2. – SUPERVISION OF THE DOCTORAL STUDENT.

The doctoral student's supervisors shall be:

- At the Université de Kinshasa,
 - Name: Prof. Dr. Léon MBADU KHONDE
 - Faculty or Department: Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, Département des Sciences de l'Education
 - Position: Professeur Ordinaire
- At the University of Leuven:
 - Name: Prof. dr. Patrick Devlieger
 - Faculty or Department: Faculty of Social Sciences, IMMRC
 - Position: Full-time Professor

Article 3. – SUBJECT OF THE DOCTORAL DISSERTATION.

The subject of the doctoral dissertation shall be: *Etude des réseaux d'activités lucratives des femmes adultes handicapées physiques à Kinshasa*

Article 4. – ADMISSION TO THE DOCTORAL PROGRAMME.

The doctoral student has received permission to enrol in the doctoral programme from the relevant partner institutions:

- From the University of Kinshasa on March 9, 2012
- From the University of Leuven on February 27, 2012

Article 5. – ENROLMENT AND ENROLMENT FEES.

The doctoral student shall (re-)enrol at each partner institution every year. He shall pay the enrolment fees stipulated by the University of Leuven for the doctoral programme to the University of Leuven and shall be exempt from paying enrolment fees to the University of Kinshasa.

Article 6. – DURATION OF THE DOCTORATE.

The time period of the doctoral research, including the writing of a doctoral dissertation, shall last, in principle, four years and shall start on March 1, 2012. In the event that it is necessary, the period may be extended by mutual consent, account being taken of the applicable regulations at each partner institution.

Article 7. – RESIDENCE AND RESEARCH PERIODS.

The doctoral student shall spend research periods, either alternately or successively, at each of the partner institutions. The delineation of the research periods shall occur by mutual consent between the doctoral student and the supervisors. The supervisors shall ensure that the doctoral student spends at least 6 months conducting research at each of the partner institutions.

Article 8. – FINANCIAL STIPULATIONS.

Contributing to the expenses of the doctoral student who is conducting research at each of the partner institutions, attending (inter)national conferences, the organisation of the doctoral defence and other costs that are specifically related to the doctoral programme, shall be discussed and agreed upon by the mutual consent of the supervisors at both the partner institutions.

Article 9. – INSURANCE.

The doctoral student shall comply with the obligation to take the necessary steps to be covered by health insurance. By enrolling as a doctoral student at both partner institutions every year, he/she shall be in compliance with his/her physical injuries and civil liability insurance during the execution of his/her activities related to doctoral research at the partner institutions concerned.

Article 10. – DOCTORAL DISSERTATION.

The doctoral dissertation shall be written in French.

Article 11. – PROTECTION OF RESEARCH RESULTS AND COPYRIGHT LAWS.

The copyright established by the doctoral student in the course of conducting doctoral research is subject to the Regulations Concerning the Copyright of Doctoral Dissertations at K.U.Leuven. In the event that the Université de Kinshasa enforces comparable regulations, the doctoral student shall comply with both regulations, in as far as there is no contradiction between the two.

For the application of the following paragraph, 'findings' are considered to be potentially patentable inventions, products of cultivation, designs and models, topographies of semiconductor products, computer programmes and databases.

The property rights of findings resulting from research conducted by the doctoral student shall belong to:

both institutions in equal shares, by which the exploitation of the findings shall be subject to the agreement of both institutions

The institution which takes the initiative to submit a patent application, or any other form of protection for which formalities must be observed, shall inform the competent office of the other institution of this intention in sufficient time and at the very latest at the same time as the application is submitted.

Both institutions grant one another an irrevocable, worldwide, non-exclusive and free licence to use the research results obtained for any objectives related to research or education.

The applicable regulations at each institution concerning intellectual property rights remain in force.

Article 12. – EXAMINATION COMMITTEE FOR THE DOCTORAL EXAMINATION.

The examination committee for the doctoral examination (doctoral dissertation and defence of the dissertation) shall be composed by mutual consent of the partner institutions and shall consist of members of both partner institutions, preferably in equal number. The promoters from each partner institution need to reside in this examination committee.

Article 13. – DEFENCE OF THE DOCTORAL DISSERTATION.

The public defence of the doctoral dissertation shall take place in French at the University of Leuven but shall be recognised by all institutions concerned.

If possible, a copy of the report of the examination committee shall be provided to the bodies at each of the partner institutions that are responsible for the administration related to the students concerned and their degrees.

Article 14. – AWARDING OF THE DEGREE.

In the event that the doctoral student passes the joint doctoral examination, the partner institutions shall award him one joint diploma, officially recognized by both institutions, which shall confer upon him the following degrees:

- Doctor of Sciences de l'Éducation from the University of Kinshasa
- Doctor of Social and Cultural Anthropology from the University of Leuven

The diploma will be drawn up by the University of Leuven and shall be signed by the head of both institutions.

Article 15. – DOCTORAL REGULATIONS.

By signing this agreement, the doctoral student and the supervisors pledge to act in accordance with the doctoral regulations enforced at each of both of the partner institutions; both the central university stipulations as well as the additional stipulations of the doctoral school and/or relevant faculty. In the event of contradictory stipulations, it shall be decided by mutual consent which regulations shall apply.

Article 16. – ENFORCEMENT AND PERIOD OF VALIDITY OF THE AGREEMENT.

This agreement shall take effect on March 1, 2012 and shall end at the end of the academic year in which the doctoral student defends the doctoral dissertation publicly. The agreement may be terminated earlier in the event that the doctoral research makes insufficient progress.

Drawn up in five copies in Leuven, on 1 March 2012

<p>Date: <u>LE 14 MAI 2012</u></p>  <p>Prof. dr. <u>Jean Berchmans LABANA LASAY'ABAR</u> Rector <u>UNIVERSITE DE KINSHASA</u> [name partner institution]</p>	<p>Date: <u>28 FEB. 2013</u></p>  <p>Prof. dr. <u>Marke Waer</u> Rector <u>University of Leuven</u></p>
<p>Date: <u>LE 14 MAI 2012</u></p>  <p>Prof. dr. <u>Maurice TINGU YABA NZOLAMESO</u> Chair of Doctoral School ... [partner institution] <u>UNIVERSITE DE KINSHASA</u></p>	<p>Date: <u>6/2/13</u></p>  <p>Prof. dr. <u>G. Bouckaert P. Ghesquière</u> Chair of University of Leuven, K.U.Leuven Doctoral School for the Humanities and Social Sciences...</p>
<p>Date: <u>LE 14 MAI 2012</u></p>  <p>Prof. dr. <u>Leon Mbadu Khonde</u> Supervisor ... [name partner institution] <u>UNIVERSITE DE KINSHASA</u></p>	<p>Date:</p>  <p>Prof. dr. <u>Jan Van den Bulck</u> Vice-dean for Research, Faculty of Social Sciences Prof. dr. <u>Patrick Devlieger</u> Supervisor K.U.Leuven</p>
<p>Date: <u>LE 14 MAI 2012</u></p>  <p>Mr./Mrs. <u>Eric METHO NKAYILU</u> Doctoral student</p>	<p>Date:</p>  <p>Prof. dr. <u>Patrick Devlieger</u> Supervisor University of Leuven</p>

Mis en forme : Retrait : Gauche : 0,18 cm

Annexe 3

DOCTORATEN IN DE SOCIALE WETENSCHAPPEN EN DOCTORATEN IN DE SOCIALE EN CULTURELE ANTROPOLOGIE

I. REEKS VAN DOCTORATEN IN DE SOCIALE WETENSCHAPPEN ⁽¹⁾

1. CLAEYS, U., *De sociale mobiliteit van de universitair afgestudeerden te Leuven. Het universitair onderwijs als mobiliteitskanaal*, 1971, 2 delen 398 blz.
2. VANHESTE, G., *Literatuur en revolutie*, 1971, 2 delen, 500 blz.
3. DELANGHE, L., *Differentiële sterfte in België. Een sociaal-demografische analyse*, 1971, 3 delen, 773 blz.
4. BEGHIN, P., *Geleide verandering in een Afrikaanse samenleving. De Bushi in de koloniale periode*, 1971, 316 blz.
5. BENOIT, A., *Changing the education system. A Colombian case-study*, 1972, 382 blz.
6. DEFEVER, M., *De huisartssituatie in België*, 1972, 374 blz.
7. LAUWERS, J., *Kritische studie van de secularisatietheorieën in de sociologie*, 1972, 364 blz.
8. GHOOS, A., *Sociologisch onderzoek naar de gevolgen van industrialisering in een rekonversiegebied*, 1972, 256 blz. + bijlagen.
9. SLEDSSENS, G., *Mariage et vie conjugale du moniteur rwandais. Enquête sociologique par interview dirigée parmi les moniteurs mariés rwandais*, 1972, 2 delen, 549 blz.
10. TSAI, C., *La chambre de commerce internationale. Un groupe de pression international. Son action et son rôle dans l'élaboration, la conclusion et l'application des conventions internationales établies au sein des organisations intergouvernementales à vocation mondiale (1945-1969)*, 1972, 442 blz.
11. DEPRE, R., *De topambtenaren van de ministeries in België. Een bestuurssociologisch onderzoek*, 1973, 2 delen, 423 blz. + bijlagen.
12. VAN DER BIESEN, W., *De verkiezingspropaganda in de democratische maatschappij. Een literatuurkritische studie en een inhoudsanalyse van de verkiezingscampagne van 1958 in de katholieke pers en in de propagandapublikaties van de C.V.P.*, 1973, 434 blz.
13. BANGO, J., *Changements dans les communautés villageoises de l'Europe de l'Est. Exemple : la Hongarie*, 1973, 434 blz.
14. VAN PELT, H., *De omroep in revisie. Structureren en ontwikkelingsmogelijkheden van het radio- en televisiebestel in Nederland en België. Een vergelijkende studie*, Leuven, Acco, 1973, 398 blz.
15. MARTENS, A., *25 jaar wegwerparbeiders. Het Belgisch immigratiebeleid na 1945*, 1973, 319 blz.
16. BILLET, M., *Het verenigingsleven in Vlaanderen. Een sociologische typologieformulering en hypothesetoetsing*, 1973, 695 blz. + bijlagen.
17. BRUYNOOGHE, R., *De sociale structureren van de gezinsverplegingssituatie vanuit kostgezinnen en patiënten*, 1973, 205 blz. + bijlagen.
18. BUNDERVOET, J., *Het doorstromingsprobleem in de hedendaagse vakbeweging. Kritische literatuurstudie en verkennend onderzoek in de Belgische vakbonden*, 1973, 420 blz. + bijlagen.

⁽¹⁾ EEN EERSTE SERIE DOCTORATEN VORMT DE REEKS VAN DE SCHOOL VOOR POLITIEKE EN SOCIALE WETENSCHAPPEN (NRS. 1 TOT EN MET 185). DE INTEGRALE LIJST KAN WORDEN GEVONDEN IN NADIEN GEPUBLICEERDE DOCTORATEN, ZOALS G. DOOGHE, "DE STRUCTUUR VAN HET GEZIN EN DE SOCIALE RELATIES VAN DE BEJAARDEN". ANTWERPEN, DE NEDERLANDSE BOEKHANDEL, 1970, 290 BLZ.

EEN TWEEDE SERIE DOCTORATEN IS VERMELD IN DE "NIEUWE REEKS VAN DE FACULTEIT DER ECONOMISCHE EN SOCIALE WETENSCHAPPEN". DE INTEGRALE LIJST KAN WORDEN GEVONDEN IN O.M. M. PEETERS, "GODSDIENST EN TOLERANTIE IN HET SOCIALISTISCH DENKEN". EEN HISTORISCH-DOCTRINAIRE STUDIE, 1970, 2 DELEN, 568 BLZ.

19. GEVERS, P., *Ondernemingsraden, randverschijnselen in de Belgische industriële democratiseringsbeweging. Een sociologische studie*, 1973, 314 blz.
20. MBELA, H., *L'intégration de l'éducation permanente dans les objectifs socio-économiques de développement. Analyse de quelques politiques éducationnelles en vue du développement du milieu rural traditionnel en Afrique noire francophone*, 1974, 250 blz.
21. CROLLEN, L., *Small powers in international systems*, 1974, 250 blz.
22. VAN HASSEL, H., *Het ministerieel kabinet. Peilen naar een sociologische duiding*, 1974, 460 blz. + bijlagen.
23. MARCK, P., *Public relations voor de landbouw in de Europese Economische Gemeenschap*, 1974, 384 blz.
24. LAMBRECHTS, E., *Vrouwenarbeid in België. Een analyse van het tewerkstellingsbeleid inzake vrouwelijke arbeidskrachten sinds 1930*, 1975, 260 blz.
25. LEMMEN, M.H.W., *Rationaliteit bij Max Weber. Een godsdienstsociologische studie*, 1975, 2 delen, 354 blz.
26. BOON, G., *Ontstaan, ontwikkeling en werking van de radio-omroep in Zaïre tijdens het Belgisch Koloniale Bewind (1937-1960)*, 1975, 2 delen, 617 blz.
27. WUYTS, H., *De participatie van de burgers in de besluitvorming op het gebied van de gemeentelijke plannen van aanleg. Analyse toegespitst op het Nederlandstalige deel van België*, 1975, 200 blz. + bijlage.
28. VERRIEST, F., *Joris Helleputte en het corporatisme*, 1975, 2 delen, 404 blz.
29. DELMARTINO, F., *Schaalvergroting en bestuurskracht. Een beleidsanalytische benadering van de herstructurering van de lokale besturen*, 1975, 3 delen, 433 blz. + bijlagen.
30. BILLIET, J., *Secularisering en verzuiling in het Belgisch onderwijs*, 1975, 3 delen, 433 blz. + bijlagen.
31. DEVISCH, R., *L'institution rituelle Khita chez les Yaka au Kwaango du Nord. Une analyse sémiologique*, 1976, 3 volumes.
32. LAMMERTYN, F., *Arbeidsbemiddeling en werkloosheid. Een sociologische verkenning van het optreden van de diensten voor openbare arbeidsbemiddeling van de R.V.A.*, 1976, 406 blz.
33. GOVAERTS, F., *Zwitserland en de E.E.G. Een case-study inzake Europese integratie*, 1976, 337 blz.
34. JACOBS, T., *Het uit de echt scheiden. Een typologiserend onderzoek, aan de hand van de analyse van rechtsplegingsdossiers in echtscheiding*. 1976, 333 blz. + bijlage.
35. KIM DAI WON, *Au delà de l'institutionnalisation des rapports professionnels. Analyse du mouvement spontané ouvrier belge*. 1977, 282 blz.
36. COLSON, F., *Sociale indicatoren van enkele aspecten van bevolkingsgroei*. 1977, 341 blz. + bijlagen.
37. BAECK, A., *Het professionaliseringsproces van de Nederlandse huisarts*. 1978, 721 blz. + bibliografie.
38. VLOEBERGHS, D., *Feedback, communicatie en organisatie. Onderzoek naar de betekenis en de toepassing van het begrip "feedback" in de communicatiewetenschap en de organisatie-theorieën*. 1978, 326 blz.
39. DIERICKX, G., *De ideologische factor in de Belgische politieke besluitvorming*. 1978, 609 blz. + bijvoegsels.
40. VAN DE KERCKHOVE, J., *Sociologie. Maatschappelijke relevantie en arbeidersemancipatie*. 1978, 551 blz.
41. DE MEYER A., *De populaire muziekindustrie. Een terreinverkenkende studie*. 1979, 578 blz.
42. UDDIN, M., *Some Social Factors influencing Age at Death in the situation of Bangladesh*. 1979, 316 blz. + bijlagen.
43. MEULEMANS, E., *De ethische problematiek van het lijden aan het leven en aan het samen-leven in het oeuvre van Albert Camus. De mogelijke levensstijlen van luciditeit, menselijkheid en solidariteit*. 1979, 413 blz.
44. HUYPENS, J., *De plaatselijke nieuwsfabriek. Regionaal nieuws. Analyse van inhoud en structuur in de krant*. 494 blz.
45. CEULEMANS, M.J., *Women and Mass Media: a feminist perspective. A review of the research to date the image and status of women in American mass media*. 1980, 541 blz. + bijlagen.
46. VANDEKERCKHOVE, L., *Gemaakt van asse. Een sociologische studie van de westerse somatische cultuur*. 1980, 383 blz.
47. MIN, J.K., *Political Development in Korea, 1945-1972*. 1980, 2 delen, 466 blz.
48. MASUI, M., *Ongehuwd moeder. Sociologische analyse van een wordingsproces*. 1980, 257 blz.

49. LEDOUX, M., *Op zoek naar de rest ...; Genealogische lezing van het psychiatrisch discours*. 1981, 511 blz.
50. VEYS, D., *De generatie-sterftetafels in België*. 1981, 3 delen, 326 blz. + bijlagen.
51. TACQ, J., *Kausaliteit in sociologisch onderzoek. Een beoordeling van de zgn. 'causal modeling'-technieken in het licht van verschillende wijsgerige opvattingen over kausaliteit*. 1981, 337 blz.
52. NKUNDABAGENZI, F., *Le système politique et son environnement. Contribution à l'étude de leur interaction à partir du cas des pays est-africains : le Kenya et la Tanzanie*. 1981, 348 blz.
53. GOOSSENS, L., *Het sociaal huisvestingsbeleid in België. Een historisch-sociologische analyse van de maatschappelijke probleembehandeling op het gebied van het wonen*. 1982, 3 delen.
54. SCHEPERS, R., *De opkomst van het Belgisch medisch beroep. De evolutie van de wetgeving en de beroepsorganisatie in de 19de eeuw*. 1983, 553 blz.
55. VANSTEENKISTE, J., *Bejaardzijn als maatschappelijk gebeuren*. 1983, 166 blz.
56. MATTHIJS, K., *Zelfmoord en zelfmoordpoging*. 1983, 3 delen, 464 blz.
57. CHUNG-WON, Choue, *Peaceful Unification of Korea. Towards Korean Integration*. 1984, 338 blz.
58. PEETERS, R., *Ziekte en gezondheid bij Marokkaanse immigranten*. 1983, 349 blz.
59. HESLING, W., *Retorica en film. Een onderzoek naar de structuur en functie van klassieke overtuigingsstrategieën in fictionele, audiovisuele teksten*. 1985, 515 blz.
60. WELLEN, J., *Van probleem tot hulpverlening. Een exploratie van de betrekkingen tussen huisartsen en ambulante geestelijke gezondheidszorg in Vlaanderen*. 1984, 476 blz.
61. LOOSVELDT, G., *De effecten van een interviewtraining op de kwaliteit van gegevens bekomen via het survey-interview*. 1985, 311 blz. + bijlagen.
62. FOETS, M., *Ziekte en gezondheidsgedrag : de ontwikkeling van de sociologische theorievorming en van het sociologisch onderzoek*. 1985, 339 blz.
63. BRANCKAERTS, J., *Zelfhulporganisaties. Literatuuranalyse en explorerend onderzoek in Vlaanderen*. 1985.
64. DE GROOFF, D., *De elektronische krant. Een onderzoek naar de mogelijkheden van nieuwsverspreiding via elektronische tekstmedia en naar de mogelijke gevolgen daarvan voor de krant als bedrijf en als massamedium*. 1986, 568 blz.
65. VERMEULEN, D., *De maatschappelijke beheersingsprocessen inzake de sociaal-culturele sector in Vlaanderen. Een sociologische studie van de "verzuiling", de professionalisering en het overheidsbeleid*. 1983, 447 blz.
66. OTSHOMANPITA, Alok, *Administration locale et développement au Zaïre. Critiques et perspectives de l'organisation politico-administrative à partir du cas de la zone de Lodja*. 1988, 507 blz.
67. SERVAES, J., *Communicatie en ontwikkeling. Een verkennende literatuurstudie naar de mogelijkheden van een communicatiebeleid voor ontwikkelingslanden*. 1987, 364 blz.
68. HELLEMANS, G., *Verzuiling. Een historische en vergelijkende analyse*. 1989, 302 blz.

II. NIEUWE REEKS VAN DOCTORATEN IN DE SOCIALE WETENSCHAPPEN EN IN DE SOCIALE EN CULTURELE ANTROPOLOGIE

1. LIU BOLONG, *Western Europe - China. A comparative analysis of the foreign policies of the European Community, Great Britain and Belgium towards China (1970-1986)*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, 1988, 335 blz.
2. EERDEKENS, J., *Chronische ziekte en rolverandering. Een sociologisch onderzoek bij M.S.-patiënten*. Leuven, Acco, 1989, 164 blz. + bijlagen.
3. HOUBEN, P., *Formele beslissingsmodellen en speltheorie met toepassingen en onderzoek naar activiteiten en uitgaven van locale welzijnsinstellingen en coalities*. Leuven, Departement Sociologie, 1988, 631 blz. (5 delen).
4. HOOGHE, L., *Separatisme. Conflict tussen twee projecten voor natievorming. Een onderzoek op basis van drie succesvolle separatismen*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, 1989, 451 blz. + bijlagen.
5. SWYNGEDOUW, M., *De keuze van de kiezer. Naar een verbetering van de schattingen van verschuivingen en partijvoorkeur bij opeenvolgende verkiezingen en peilingen*. Leuven, Sociologisch Onderzoeksinstituut, 1989, 333 blz.
6. BOUCKAERT, G., *Productiviteit in de overheid*. Leuven, Vervolmakingscentrum voor Overheidsbeleid en Bestuur, 1990, 394 blz.
7. RUEBENS, M., *Sociologie van het alledaagse leven*. Leuven, Acco, 1990, 266 blz.

8. HONDEGHEM, A., *De loopbaan van de ambtenaar. Tussen droom en werkelijkheid*. Leuven, Vervolmakingscentrum voor Overheidsbeleid en Bestuur, 1990, 498 blz. + bijlage.
9. WINNUBST, M., *Wetenschapspopularisering in Vlaanderen. Profiel, zelfbeeld en werkwijze van de Vlaamse wetenschapsjournalist*. Leuven, Departement Communicatiewetenschap, 1990.
10. LAERMANS, R., *In de greep van de "moderne tijd". Modernisering en verzuiling, individualisering en het naoorlogse publieke discours van de ACW-vormingsorganisaties : een proeve tot cultuursociologische duiding*. Leuven, Garant, 1992.
11. LUYTEN, D., *OCMW en Armenzorg. Een sociologische studie van de sociale grenzen van het recht op bijstand*. Leuven, S.O.I. Departement Sociologie, 1993, 487 blz.
12. VAN DONINCK, B., *De landbouwcoöperatie in Zimbabwe. Bouwsteen van een nieuwe samenleving ?* Grimbergen, vzw Belgium-Zimbabwe Friendship Association, 1993. 331 blz.
13. OPDEBEECK, S., *Afhankelijkheid en het beëindigen van partnergeweld*. Leuven, Garant, 1993. 299 blz. + bijlagen.
14. DELHAYE, C., *Mode geleefd en gedragen*. Leuven, Acco, 1993, 228 blz.
15. MADDENS, B., *Kiesgedrag en partijstrategie*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, Afdeling Politologie, K.U.Leuven, 1994, 453 blz.
16. DE WIT, H., *Cijfers en hun achterliggende realiteit. De MTMM-kwaliteitsparameters op hun kwaliteit onderzocht*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 1994, 241 blz.
17. DEVELTERE, P., *Co-operation and development with special reference to the experience of the Commonwealth Caribbean*. Leuven, Acco, 1994, 241 blz.
18. WALGRAVE, S., *Tussen loyaliteit en selectiviteit. Een sociologisch onderzoek naar de ambivalente verhouding tussen nieuwe sociale bewegingen en groene partij in Vlaanderen*. Leuven, Garant, 1994, 361 blz.
19. CASIER, T., *Over oude en nieuwe mythen. Ideologische achtergronden en repercussies van de politieke omwentelingen in Centraal- en Oost-Europa sinds 1985*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, K.U.Leuven, 1994, 365 blz.
20. DE RYNCK, F., *Streekontwikkeling in Vlaanderen. Besturingsverhoudingen en beleidsnetwerken in bovenlokale ruimtes*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, Afdeling Bestuurswetenschap, K.U.Leuven, 1995, 432 blz.
21. DEVOS, G., *De flexibilisering van het secundair onderwijs in Vlaanderen. Een organisatie-sociologische studie van macht en institutionalisering*. Leuven, Acco, 1995, 447 blz.
22. VAN TRIER, W., *Everyone A King? An investigation into the meaning and significance of the debate on basic incomes with special references to three episodes from the British inter-War experience*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 1995, vi+501 blz.
23. SELS, L., *De overheid viert de teugels. De effecten op organisatie en personeelsbeleid in de autonome overheidsbedrijven*. Leuven, Acco, 1995, 454 blz.
24. HONG, K.J., *The C.S.C.E. Security Regime Formation: From Helsinki to Budapest*. Leuven, Acco, 1996, 350 blz.
25. RAMEZANZADEH, A., *Internal and international dynamics of ethnic conflict. The Case of Iran*. Leuven, Acco, 1996, 273 blz.
26. HUYSMANS, J., *Making/Unmaking European Disorder. Meta-Theoretical, Theoretical and Empirical Questions of Military Stability after the Cold War*. Leuven, Acco, 1996, 250 blz.
27. VAN DEN BULCK J., *Kijkbuis kennis. De rol van televisie in de sociale en cognitieve constructie van de realiteit*. Leuven, Acco, 1996, 242 blz.
28. JEMADU Aleksius, *Sustainable Forest Management in the Context of Multi-level and Multi-actor Policy Processes*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, Afdeling Bestuur en Overheidsmanagement, K.U.Leuven, 1996, 310 blz.
29. HENDRAWAN Sanerya, *Reform and Modernization of State Enterprises. The Case of Indonesia*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, Afdeling Bestuur en Overheidsmanagement, K.U.Leuven, 1996, 372 blz.
30. MUIJS Roland Daniël, *Self, School and Media: A Longitudinal Study of Media Use, Self-Concept, School Achievement and Peer Relations among Primary School Children*. Leuven, Departement Communicatiewetenschap, K.U.Leuven, 1997, 316 blz.
31. WAEGE Hans, *Vertogen over de relatie tussen individu en gemeenschap*. Leuven, Acco, 1997, 382 blz.
32. FIERS Stefaan, *Partijvoorzitters in België of 'Le parti, c'est moi'?* Leuven, Acco, 1998, 419 blz.

33. SAMOY Erik, *Ongeschikt of ongewenst? Een halve eeuw arbeidsmarktbeleid voor gehandicapten*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 1998, 640 blz.
34. KEUKELEIRE Stephan, *Het Gemeenschappelijk Buitenlands en Veiligheidsbeleid (GBVB): het buitenlands beleid van de Europese Unie op een dwaalspoor*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, Afdeling Internationale Betrekkingen, K.U.Leuven, 1998, 452 blz.
35. VERLINDEN Ann, *Het ongewone alledaagse: over zwarte katten, horoscopen, miraculeuze genezingen en andere geloofselementen en praktijken. Een sociologie van het zogenaamde bijgeloof*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 1999, 387 blz. + bijlagen.
36. CARTON Ann, *Een interviewernetwerk: uitwerking van een evaluatieprocedure voor interviewers*. Leuven, Departement Sociologie, 1999, 379 blz. + bijlagen.
37. WANG Wan-Li, *Understanding Taiwan-EU Relations: An Analysis of the Years from 1958 to 1998*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, Afdeling Internationale Betrekkingen, K.U.Leuven, 1999, 326 blz. + bijlagen.
38. WALRAVE Michel, *Direct Marketing en Privacy. De verhouding tussen direct marketingscommunicatie en de bescherming van de informationele en de relationele privacy van consumenten*. Leuven, Departement Communicatiewetenschap, K.U.Leuven, 1999, 480 blz. + bijlagen.
39. KOCHUYT Thierry, *Over een ondercultuur. Een cultuursociologische studie naar de relatieve deprivatie van arme gezinnen*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 1999, 386 blz. + bijlagen.
40. WETS Johan, *Waarom onderweg? Een analyse van de oorzaken van grootschalige migratie- en vluchtelingenstromen*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, Afdeling Internationale Betrekkingen, K.U.Leuven, 1999, 321 blz. + bijlagen.
41. VAN HOOTEGEM Geert, *De draaglijke traagheid van het management. Productie- en Personeelsbeleid in de industrie*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 1999, 471 blz. + bijlagen.
42. VANDEBOSCH Heidi, *Een geboeid publiek? Het gebruik van massamedia door gedetineerden*. Leuven, Departement Communicatiewetenschap, K.U.Leuven, 1999, 375 blz. + bijlagen.
43. VAN HOVE Hildegard, *De weg naar binnen. Spiritualiteit en zelfontplooiing*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 2000, 369 blz. + bijlagen.
44. HUYS Rik, *Uit de band? De structuur van arbeidsverdeling in de Belgische autoassemblagebedrijven*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 2000, 464 blz. + bijlagen.
45. VAN RUYSSSEVELDT Joris, *Het belang van overleg. Voorwaarden voor macroresponsieve CAO-onderhandelingen in de marktsector*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 2000, 349 blz. + bijlagen.
46. DEPAUW Sam, *Cohesie in de parlamentsfracties van de regeringsmeerderheid. Een vergelijkend onderzoek in België, Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk (1987-97)*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, K.U.Leuven, 2000, 510 blz. + bijlagen.
47. BEYERS Jan, *Het maatschappelijk draagvlak van het Europees beleid en het einde van de permissieve consensus. Een empirisch onderzoek over politiek handelen in een meerlagig politiek stelsel*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, K.U.Leuven, 2000, 269 blz. + bijlagen.
48. VAN DEN BULCK Hilde, *De rol van de publieke omroep in het project van de moderniteit. Een analyse van de bijdrage van de Vlaamse publieke televisie tot de creatie van een nationale cultuur en identiteit (1953-1973)*. Leuven, Departement Communicatiewetenschap, K.U.Leuven, 2000, 329 blz. + bijlagen.
49. STEEN Trui, *Krachtlijnen voor een nieuw personeelsbeleid in de Vlaamse gemeenten. Een studie naar de sturing en implementatie van veranderingsprocessen bij de overheid*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, K.U.Leuven, 2000, 340 blz. + bijlagen.
50. PICKERY Jan, *Applications of Multilevel Analysis in Survey Data Quality Research. Random Coefficient Models for Respondent and Interviewer Effects*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 2000, 200 blz. + bijlagen.
51. DECLERCQ Aniana (Anja), *De complexe zoektocht tussen orde en chaos. Een sociologische studie naar de differentiatie in de institutionele zorgregimes voor dementerende ouderen*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 2000, 260 blz. + bijlagen.
52. VERSCHRAEGEN Gert, *De maatschappij zonder eigenschappen. Systeemtheorie, sociale differentiatie en moraal*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 2000, 256 blz. + bijlagen.
53. DWIKARDANA Sapta, *The Political Economy of Development and Industrial Relations in Indonesia under the New Order Government*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 2001, 315 blz. + bijlagen.
54. SAUER Tom, *Nuclear Inertia. US Nuclear Weapons Policy after the Cold War (1990-2000)*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, K.U.Leuven, 2001, 358 blz. + bijlagen.

55. HAJNAL Istvan, *Classificatie in de sociale wetenschappen. Een evaluatie van de nauwkeurigheid van een aantal clusteranalysemethoden door middel van simulaties*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 2001, 340 blz. + bijlagen.
56. VAN MEERBEECK Anne, *Het doopsel: een familieritueel. Een sociologische analyse van de betekenissen van dopen in Vlaanderen*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 2001, 338 blz. + bijlagen.
57. DE PRINS Peggy, *Zorgen om zorg(arbeid). Een vergelijkend onderzoek naar oorzaken van stress en maatzorg in Vlaamse rusthuizen*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 2001, 363 blz. + bijlagen.
58. VAN BAVEL Jan, *Demografische reproductie en sociale evolutie: geboortebeperving in Leuven 1840-1910*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 2001, 362 blz. + bijlagen.
59. PRINSLOO Riana, *Subnationalism in a Cleavaged Society with Reference to the Flemish Movement since 1945*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, K.U.Leuven, 2001, 265 blz. + bijlagen.
60. DE LA HAYE Jos, *Missed Opportunities in Conflict Management. The Case of Bosnia-Herzegovina (1987-1996)*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, K.U.Leuven, 2001, 283 blz. + bijlagen.
61. ROMMEL Ward, *Heeft de sociologie nood aan Darwin? Op zoek naar de verhouding tussen evolutiepsychologie en sociologie*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 2002, 287 blz. + bijlagen.
62. VERVLIT Chris, *Vergelijking tussen Duits en Belgisch federalisme, ter toetsing van een neofunctionalistisch verklaringsmodel voor bevoegdheidsverschuivingen tussen nationale en subnationale overheden: een analyse in het economisch beleidsdomein*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, K.U.Leuven, 2002, 265 blz. + bijlagen.
63. DHOEST Alexander, *De verbeelde gemeenschap: Vlaamse tv-fictie en de constructie van een nationale identiteit*. Leuven, Departement Communicatiewetenschap, K.U.Leuven, 2002, 384 blz. + bijlagen.
64. VAN REETH Wouter, *The Bearable Lightness of Budgeting. The Uneven Implementation of Performance Oriented Budget Reform Across Agencies*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, K.U.Leuven, 2002, 380 blz. + bijlagen.
65. CAMBRÉ Bart, *De relatie tussen religiositeit en ethnocentrisme. Een contextuele benadering met cross-culturele data*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 2002, 257 blz. + bijlagen.
66. SCHEERS Joris, *Koffie en het aroma van de stad. Tropische (re-)productiestructuren in ruimtelijk perspectief. Casus centrale kustvlakte van Ecuador*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 2002, 294 blz. + bijlagen.
67. VAN ROMPAEY Veerle, *Media on / Family off? An integrated quantitative and qualitative investigation into the implications of Information and Communication Technologies (ICT) for family life*. Leuven, Departement Communicatiewetenschap, K.U.Leuven, 2002, 232 blz. + bijlagen.
68. VERMEERSCH Peter, *Roma and the Politics of Ethnicity in Central Europe. A Comparative Study of Ethnic Minority Mobilisation in the Czech Republic, Hungary and Slovakia in the 1990s*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, K.U.Leuven, 2002, 317 blz. + bijlagen.
69. GIELEN Pascal, *Pleidooi voor een symmetrische kunstsociologie. Een sociologische analyse van artistieke selectieprocessen in de sectoren van de hedendaagse dans en de beeldende kunst in Vlaanderen*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 2002, 355 blz. + bijlagen.
70. VERHOEST Koen, *Resultaatgericht verzelfstandigen. Een analyse vanuit een verruimd principaal-agent perspectief*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, K.U.Leuven, 2002, 352 blz. + bijlagen.
71. LEFÈVRE Pascal, *Willy Vandersteens Suske en Wiske in de krant (1945-1971). Een theoretisch kader voor een vormelijke analyse van strips*. Leuven, Departement Communicatiewetenschap, K.U.Leuven, 2003, 186 blz. (A3) + bijlagen.
72. WELKENHUYSEN-GYBELS Jerry, *The Detection of Differential Item Functioning in Likert Score Items*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 2003, 222 blz. + bijlagen.
73. VAN DE PUTTE Bart, *Het belang van de toegeschreven positie in een moderniserende wereld. Partnerkeuze in 19de-eeuwse Vlaamse steden (Leuven, Aalst en Gent)*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 2003, 425 blz. + bijlagen.
74. HUSTINX Lesley, *Reflexive modernity and styles of volunteering: The case of the Flemish Red Cross volunteers*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 2003, 363 blz. + bijlagen.
75. BEKE Wouter, *De Christelijke Volkspartij tussen 1945 en 1968. Breuklijnen en pacificatiemechanismen in een catch-allpartij*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, K.U.Leuven, 2004, 423 blz. + bijlagen.
76. WAYENBERG Ellen, *Vernieuwingen in de Vlaamse centrale - lokale verhoudingen: op weg naar partnerschap? Een kwalitatieve studie van de totstandkoming en uitvoering van het sociale impulsbeleid*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, K.U.Leuven, 2004, 449 blz. + bijlagen.

77. MAESSCHALCK Jeroen, *Towards a Public Administration Theory on Public Servants' Ethics. A Comparative Study*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, K.U.Leuven, 2004, 374 blz. + bijlagen.
78. VAN HOYWEGHEN Ine, *Making Risks. Travels in Life Insurance and Genetics*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 2004, 248 blz. + bijlagen.
79. VAN DE WALLE Steven, *Perceptions of Administrative Performance: The Key to Trust in Government?* Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, K.U.Leuven, 2004, 261 blz. + bijlagen.
80. WAUTERS Bram, *Verkiezingen in organisaties*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, K.U.Leuven, 2004, 707 blz. + bijlagen.
81. VANDERLEYDEN Lieve, *Het Belgische/Vlaamse ouderenbeleid in de periode 1970-1999 gewikt en gewogen*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 2004, 386 blz. + bijlagen.
82. HERMANS Koen, *De actieve welvaartsstaat in werking. Een sociologische studie naar de implementatie van het activeringsbeleid op de werkvloer van de Vlaamse OCMW's*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven, 2005, 300 blz. + bijlagen.
83. BEVIGLIA ZAMPETTI Americo, *The Notion of 'Fairness' in International Trade Relations: the US Perspective*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, K.U.Leuven, 2005, 253 blz. + bijlagen.
84. ENGELN Leen, *De verbeelding van de Eerste Wereldoorlog in de Belgische speelfilm (1913-1939)*. Leuven, Departement Communicatiewetenschap, K.U.Leuven, 2005, 290 blz. + bijlagen.
85. VANDER WEYDEN Patrick, *Effecten van kiessystemen op partijsystemen in nieuwe democratieën*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven/K.U.Brussel, 2005, 320 blz. + bijlagen.
86. VAN HECKE Steven, *Christen-democraten en conservatieven in de Europese Volkspartij. Ideologische verschillen, nationale tegenstellingen en transnationale conflicten*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, K.U.Leuven, 2005, 306 blz. + bijlagen.
87. VAN DEN VONDER Kurt, *"The Front Page" in Hollywood. Een geïntegreerde historisch-poëtische analyse*. Leuven, Departement Communicatiewetenschap, K.U.Leuven, 2005, 517 blz. + bijlagen.
88. VAN DEN TROOST Ann, *Marriage in Motion. A Study on the Social Context and Processes of Marital Satisfaction*. Leuven, Departement Sociologie, K.U.Leuven/R.U.Nijmegen, Nederland, 2005, 319 blz. + bijlagen.
89. ERTUGAL Ebru, *Prospects for regional governance in Turkey on the road to EU membership: Comparison of three regions*. Leuven, Departement Politieke Wetenschappen, K.U.Leuven, 2005, 384 blz. + bijlagen.
90. BENIJTS Tim, *De keuze van beleidsinstrumenten. Een vergelijkend onderzoek naar duurzaam sparen en beleggen in België en Nederland*. Leuven, Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], K.U.Leuven, 2005, 501 blz. + bijlagen
91. MOLLICA Marcello, *The Management of Death and the Dynamics of an Ethnic Conflict: The Case of the 1980-81 Irish National Liberation Army (INLA) Hunger Strikes in Northern Ireland*. Leuven, Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IEB], K.U.Leuven, 2005, 168 blz. + bijlagen
92. HEERWEGH Dirk, *Web surveys. Explaining and reducing unit nonresponse, item nonresponse and partial nonresponse*. Leuven, Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologie [CeSO], K.U.Leuven, 2005, 350 blz. + bijlagen
93. GELDERS David (Dave), *Communicatie over nog niet aanvaard beleid: een uitdaging voor de overheid?* Leuven, Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], K.U.Leuven, 2005, (Boekdeel 1 en 2) 502 blz. + bijlagenboek
94. PUT Vital, *Normen in performance audits van rekenkamers. Een casestudie bij de Algemene Rekenkamer en het National Audit Office*. Leuven, Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], K.U.Leuven, 2005, 209 blz. + bijlagen
95. MINNEBO Jurgen, *Trauma recovery in victims of crime: the role of television use*. Leuven, Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], K.U.Leuven, 2006, 187 blz. + bijlagen
96. VAN DOOREN Wouter, *Performance Measurement in the Flemish Public Sector: A Supply and Demand Approach*. Leuven, Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], K.U.Leuven, 2006, 245 blz. + bijlagen
97. GIJSELINCKX Caroline, *Kritisch Realisme en Sociologisch Onderzoek. Een analyse aan de hand van studies naar socialisatie in multi-etnische samenlevingen*. Leuven, Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologie [CeSO], K.U.Leuven, 2006, 305 blz. + bijlagen
98. ACKAERT Johan, *De burgemeestersfunctie in België. Analyse van haar legitimering en van de bestaande rolpatronen en conflicten*. Leuven, Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], K.U.Leuven, 2006, 289 blz. + bijlagen
99. VLEMINCKX Koen, *Towards a New Certainty: A Study into the Recalibration of the Northern-Tier Conservative Welfare States from an Active Citizens Perspective*. Leuven, Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologie [CeSO], K.U.Leuven, 2006, 381 blz. + bijlagen

100. VIZI Balázs, *Hungarian Minority Policy and European Union Membership. An Interpretation of Minority Protection Conditionality in EU Enlargement*. Leuven, Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], K.U.Leuven, 2006, 227 blz. + bijlagen
101. GEERARDYN Aagje, *Het goede doel als thema in de externe communicatie. Bedrijfscommunicatie met een sociaal gezicht?* Leuven, Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], K.U.Leuven, 2006, 272 blz. + bijlagen
102. VANCOPPENOLLE Diederik, *De ambtelijke beleidsvormingsrol verkend en getoetst in meervoudig vergelijkend perspectief. Een two-level analyse van de rol van Vlaamse ambtenaren in de Vlaamse beleidsvorming*. Leuven, Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], K.U.Leuven, 2006, 331 blz. + bijlagenboek
103. DOM Leen, *Ouders en scholen: partnerschap of (ongelijke) strijd? Een kwalitatief onderzoek naar de relatie tussen ouders en scholen in het lager onderwijs*. Leuven, Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2006, 372 blz. + bijlagen
104. NOPPE Jo, *Van kiesprogramma tot regeerakkoord. De beleidsonderhandelingen tussen de politieke partijen bij de vorming van de Belgische federale regering in 1991-1992 en in 2003*. Leuven, Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], K.U.Leuven, 2006, 364 blz. + bijlagen
105. YASUTOMI Atsushi, *Alliance Enlargement: An Analysis of the NATO Experience*. Leuven, Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], K.U.Leuven, 2006, 294 blz. + bijlagen
106. VENTURINI Gian Lorenzo, *Poor Children in Europe. An Analytical Approach to the Study of Poverty in the European Union 1994-2000*. Dipartimento di Scienze Sociali, Università degli studi di Torino, Torino (Italië) / Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2006, 192 blz. + bijlagen
107. EGGERMONT Steven, *The impact of television viewing on adolescents' sexual socialization*. Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], K.U.Leuven, 2006, 244 blz. + bijlagen
108. STRUYVEN Ludovicus, *Hervormingen tussen drang en dwang. Een sociologisch onderzoek naar de komst en de gevolgen van marktwerking op het terrein van arbeidsbemiddeling*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2006, 323 blz. + bijlagen
109. BROOS Agnetha, *De digitale kloof in de computergeneratie: ICT-exclusie bij adolescenten*. School voor Massacommunicatieresearch [SMC], K.U.Leuven, 2006, 215 blz. + bijlagen
110. PASPALANOVA Mila, *Undocumented and Legal Eastern European Immigrants in Brussels*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven/K.U.Brussel, 2006, 383 blz. + bijlagen
111. CHUN Kwang Ho, *Democratic Peace Building in East Asia in Post-Cold War Era. A Comparative Study*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], K.U.Leuven, 2006, 297 blz. + bijlagen
112. VERSCHUERE Bram, *Autonomy & Control in Arm's Length Public Agencies: Exploring the Determinants of Policy Autonomy*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], K.U.Leuven, 2006, 363 blz. + bijlagenboek
113. VAN MIERLO Jan, *De rol van televisie in de cultivatie van percepties en attitudes in verband met geneeskunde en gezondheid*. Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], K.U.Leuven, 2007, 363 blz. + bijlagen
114. VENCATO Maria Francesca, *The Development Policy of the CEECs: the EU Political Rationale between the Fight Against Poverty and the Near Abroad*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], K.U.Leuven, 2007, 276 blz. + bijlagen
115. GUTSCHOVEN Klaas, *Gezondheidsempowerment en de paradigmaverschuiving in de gezondheidszorg: de rol van het Internet*. Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], K.U.Leuven, 2007, 330 blz. + bijlagen
116. OKEMWA James, *Political Leadership and Democratization in the Horn of Africa (1990-2000)* Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], K.U.Leuven, 2007, 268 blz. + bijlagen
117. DE COCK Rozane, *Trieste Vedetten? Assisenverslaggeving in Vlaamse kranten*. Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], K.U.Leuven, 2007, 257 blz. + bijlagen
118. MALLIET Steven, *The Challenge of Videogames to Media Effect Theory*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Mediacultuur en communicatietechnologie [CMC], K.U.Leuven, 2007, 187 blz. + bijlagen
119. VANDECASTEELE Leen, *Dynamic Inequalities. The Impact of Social Stratification Determinants on Poverty Dynamics in Europe*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2007, 246 blz. + bijlagen
120. DONOSO Veronica, *Adolescents and the Internet: Implications for Home, School and Social Life*. Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], K.U.Leuven, 2007, 264 blz. + bijlagen
121. DOBRE Ana Maria, *Europeanisation From A Neo-Institutionalist Perspective: Experiencing Territorial Politics in Spain and Romania*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], K.U.Leuven, 2007, 455 blz. + bijlagen

122. DE WIT Kurt, *Universiteiten in Europa in de 21e eeuw. Netwerken in een veranderende samenleving*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2007, 362 blz. + bijlagen
123. CORTVRIENDT Dieter, *The Becoming of a Global World: Technology / Networks / Power / Life*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2008, 346 blz. + bijlagen
124. VANDER STICHELE Alexander, *De culturele alleseter? Een kwantitatief en kwalitatief onderzoek naar 'culturele omnivoriteit' in Vlaanderen*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2008, 414 blz. + bijlagen(boek)
125. LIU HUANG Li-chuan, *A Biographical Study of Chinese Restaurant People in Belgium: Strategies for Localisation*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2008, 365 blz. + bijlagen
126. DEVILLÉ Aleidis, *Schuilin in de schaduw. Een sociologisch onderzoek naar de sociale constructie van verblijfsillegaliteit*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2008, 469 blz. + bijlagen
127. FABRE Elodie, *Party Organisation in a multi-level setting: Spain and the United Kingdom*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], K.U.Leuven, 2008, 282 blz. + bijlagen
128. PELGRIMS Christophe, *Politieke actoren en bestuurlijke hervormingen. Een stakeholder benadering van Beter Bestuurlijk Beleid en Copernicus*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], K.U.Leuven, 2008, 374 blz. + bijlagen
129. DEBELS Annelies, *Flexibility and Insecurity. The Impact of European Variants of Labour Market Flexibility on Employment, Income and Poverty Dynamics*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2008, 366 blz. + bijlagen
130. VANDENABEELE Wouter, *Towards a public administration theory of public service motivation*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], K.U.Leuven, 2008, 306 blz. + bijlagen
131. DELREUX Tom, *The European union negotiates multilateral environmental agreements: an analysis of the internal decision-making process*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], K.U.Leuven, 2008, 306 blz. + bijlagen
132. HERTOEG Katrien, *Religious Peacebuilding: Resources and Obstacles in the Russian Orthodox Church for Sustainable Peacebuilding in Chechnya*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], K.U.Leuven, 2008, 515 blz. + bijlagen
133. PYPE Katrien, *The Making of the Pentecostal Melodrama. Mimesis, Agency and Power in Kinshasa's Media World (DR Congo)*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Antropologie in Afrika [IARA], K.U.Leuven, 2008, 401 blz. + bijlagen + dvd
134. VERPOEST Lien, *State Isomorphism in the Slavic Core of the Commonwealth of Independent States (CIS). A Comparative Study of Postcommunist Geopolitical Pluralism in Russia, Ukraine and Belarus*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], K.U.Leuven, 2008, 412 blz. + bijlagen
135. VOETS Joris, *Intergovernmental relations in multi-level arrangements: Collaborative public management in Flanders*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], K.U.Leuven, 2008, 260 blz. + bijlagen
136. LAENEN Ria, *Russia's 'Near Abroad' Policy and Its Compatriots (1991-2001). A Former Empire In Search for a New Identity*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], K.U.Leuven, 2008, 293 blz. + bijlagen
137. PEDZIWIATR Konrad Tomasz, *The New Muslim Elites in European Cities: Religion and Active Social Citizenship Amongst Young Organized Muslims in Brussels and London*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2008, 483 blz. + bijlagen
138. DE WEERDT Yve, *Jobkenmerken en collectieve deprivatie als verklaring voor de band tussen de sociale klasse en de economische attitudes van werknemers in Vlaanderen*. Onderzoekseenheden: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO] en Onderzoeksgroep Arbeids-, Organisatie- en Personeelspsychologie, K.U.Leuven, 2008, 155 blz. + bijlagen
139. FADIL Nadia, *Submitting to God, submitting to the Self. Secular and religious trajectories of second generation Maghrebi in Belgium*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2008, 370 blz. + bijlagen
140. BEUSELINCK Eva, *Shifting public sector coordination and the underlying drivers of change: a neo-institutional perspective*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], K.U.Leuven, 2008, 283 blz. + bijlagen
141. MARIS Ulrike, *Newspaper Representations of Food Safety in Flanders, The Netherlands and The United Kingdom. Conceptualizations of and Within a 'Risk Society'*. Onderzoekseenheid: School voor Massa-communicatieresearch [SMC], K.U.Leuven, 2008, 159 blz. + bijlagen
142. WEEKERS Karolien, *Het systeem van partij- en campagnefinanciering in België: een analyse vanuit vergelijkend perspectief*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], K.U.Leuven, 2008, 248 blz. + bijlagen
143. DRIESKENS Edith, *National or European Agents? An Exploration into the Representation Behaviour of the EU Member States at the UN Security Council*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], K.U.Leuven, 2008, 221 blz. + bijlagen

144. DELARUE Anne, *Teamwerk: de stress getemd? Een multilevelonderzoek naar het effect van organisatieontwerp en teamwerk op het welbevinden bij werknemers in de metaalindustrie*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2009, 454 blz. + bijlagen
145. MROZOWICKI Adam, *Coping with Social Change. Life strategies of workers in Poland after the end of state socialism*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2009, 383 blz. + bijlagen
146. LIBBRECHT Liselotte, *The profile of state-wide parties in regional elections. A study of party manifestos: the case of Spain*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], K.U.Leuven, 2009, 293 blz. + bijlagen
147. SOENEN Ruth, *De connecties van korte contacten. Een etnografie en antropologische reflectie betreffende transacties, horizontale bewegingen, stedelijke relaties en kritische indicatoren*. Onderzoekseenheid: Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre [IMMRC], K.U.Leuven, 2009, 231 blz. + bijlagen
148. GEERTS David, *Sociability Heuristics for Interactive TV. Supporting the Social Uses of Television*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Mediacultuur en Communicatietechnologie [CMC], K.U.Leuven, 2009, 201 blz. + bijlagen
149. NEEFS Hans, *Between sin and disease. A historical-sociological study of the prevention of syphilis and AIDS in Belgium (1880-2000)*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2009, 398 blz. + bijlagen
150. BROUCKER Bruno, *Externe opleidingen in overheidsmanagement en de transfer van verworven kennis. Casestudie van de federale overheid*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], K.U.Leuven, 2009, 278 blz. + bijlagen
151. KASZA Artur, *Policy Networks and the Regional Development Strategies in Poland. Comparative case studies from three regions*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], K.U.Leuven, 2009, 485 blz. + bijlagen
152. BEULLENS Kathleen, *Stuurloos? Een onderzoek naar het verband tussen mediagebruik en risicogedrag in het verkeer bij jongeren*. Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], K.U.Leuven, 2009, 271 blz. + bijlagen
153. OPGENHAFFEN Michaël, *Multimedia, Interactivity, and Hypertext in Online News: Effect on News Processing and Objective and Subjective Knowledge*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Mediacultuur en Communicatietechnologie [CMC], K.U.Leuven, 2009, 233 blz. + bijlagen
154. MEULEMAN Bart, *The influence of macro-sociological factors on attitudes toward immigration in Europe. A cross-cultural and contextual approach*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2009, 276 blz. + bijlagen
155. TRAPPERS Ann, *Relations, Reputations, Regulations: An Anthropological Study of the Integration of Romanian Immigrants in Brussels, Lisbon and Stockholm*. Onderzoekseenheid: Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre [IMMRC], K.U.Leuven, 2009, 228 blz. + bijlagen
156. QUINTELIER Ellen, *Political participation in late adolescence. Political socialization patterns in the Belgian Political Panel Survey*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], K.U.Leuven, 2009, 288 blz. + bijlagen
157. REESKENS Tim, *Ethnic and Cultural Diversity, Integration Policies and Social Cohesion in Europe. A Comparative Analysis of the Relation between Cultural Diversity and Generalized Trust in Europe*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], K.U.Leuven, 2009, 298 blz. + bijlagen
158. DOSSCHE Dorien, *How the research method affects cultivation outcomes*. Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], K.U.Leuven, 2010, 254 blz. + bijlagen
159. DEJAEGERE Yves, *The Political Socialization of Adolescents. An Exploration of Citizenship among Sixteen to Eighteen Year Old Belgians*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], K.U.Leuven, 2010, 240 blz. + bijlagen
160. GRYP Stijn, *Flexibiliteit in bedrijf - Balanceren tussen contractuele en functionele flexibiliteit*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2010, 377 blz. + bijlagen
161. SONCK Nathalie, *Opinion formation: the measurement of opinions and the impact of the media*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2010, 420 blz. + bijlagen
162. VISSERS Sara, *Internet and Political Mobilization. The Effects of Internet on Political Participation and Political Equality*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], K.U.Leuven, 2010, 374 blz. + bijlagen
163. PLANCKE Carine, « J'irai avec toi » : désirs et dynamiques du maternel dans les chants et les danses punu (Congo-Brazzaville). Onderzoekseenheden: Instituut voor Antropologie in Afrika [IARA], K.U.Leuven / Laboratoire d'Anthropologie Sociale [LAS, Parijs], EHESS, 2010, 398 blz. + bijlagenboek + DVD + CD
164. CLAES Ellen, *Schools and Citizenship Education. A Comparative Investigation of Socialization Effects of Citizenship Education on Adolescents*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], K.U.Leuven, 2010, 331 blz. + bijlagen

165. LEMAL Marijke, *"It could happen to you." Television and health risk perception.* Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], K.U.Leuven, 2010, 316 blz. + bijlagen
166. LAMLE Nankap Elias, *Laughter and conflicts. An anthropological exploration into the role of joking relationships in conflict mediation in Nigeria: A case study of Funyallang in Tarokland.* Onderzoekseenheid: Instituut voor Antropologie in Afrika [IARA], K.U.Leuven, 2010, 250 blz. + bijlagen
167. DOGRUEL Fulya, *Social Transition Across Multiple Boundaries: The Case of Antakya on The Turkish-Syrian Border.* Onderzoekseenheid: Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre [IMMRC], K.U.Leuven, 2010, 270 blz. + bijlagen
168. JANSOVA Eva, *Minimum Income Schemes in Central and Eastern Europe.* Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2010, 195 blz. + bijlagen
169. IYAKA Buntine (François-Xavier), *Les Politiques des Réformes Administratives en République Démocratique du Congo (1990-2010).* Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], K.U.Leuven, 2010, 269 blz. + bijlagen
170. MAENEN Seth, *Organizations in the Offshore Movement. A Comparative Study on Cross-Border Software Development and Maintenance Projects.* Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2010, 296 blz. + bijlagen
171. FERRARO Gianluca *Domestic Implementation of International Regimes in Developing Countries. The Case of Marine Fisheries in P.R. China.* Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], K.U.Leuven, 2010, 252 blz. + bijlagen
172. van SCHAIK Louise, *Is the Sum More than Its Parts? A Comparative Case Study on the Relationship between EU Unity and its Effectiveness in International Negotiations.* Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], K.U.Leuven, 2010, 219 blz. + bijlagen
173. SCHUNZ Simon, *European Union foreign policy and its effects - a longitudinal study of the EU's influence on the United Nations climate change regime (1991-2009).* Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], K.U.Leuven, 2010, 415 blz. + bijlagen
174. KHEGAI Janna, *Shaping the institutions of presidency in the post-Soviet states of Central Asia: a comparative study of three countries..* Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], K.U.Leuven, 2010, 193 blz. + bijlagen
175. HARTUNG Anne, *Structural Integration of Immigrants and the Second Generation in Europe: A Study of Unemployment Durations and Job Destinations in Luxembourg, Belgium and Germany.* Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2010, 285 blz. + bijlagen
176. STERLING Sara, *Becoming Chinese: Ethnic Chinese-Venezuelan Education Migrants and the Construction of Chineseness.* Onderzoekseenheid: Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre [IMMRC], K.U.Leuven, 2010, 225 blz. + bijlagen
177. CUVELIER Jeroen, *Men, mines and masculinities in Katanga: the lives and practices of artisanal miners in Lwambo (Katanga province, DR Congo).* Onderzoekseenheid: Instituut voor Antropologie in Afrika [IARA], K.U.Leuven, 2011, 302 blz. + bijlagen
178. DEWACHTER Sara, *Civil Society Participation in the Honduran Poverty Reduction Strategy: Who takes a seat at the pro-poor table?* Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], K.U.Leuven, 2011, 360 blz. + bijlagen
179. ZAMAN Bieke, *Laddering method with preschoolers. Understanding preschoolers' user experience with digital media.* Onderzoekseenheid: Centrum voor Mediacultuur en Communicatietechnologie [CMC], K.U.Leuven, 2011, 222 blz. + bijlagen
180. SULLE Andrew, *Agencification of Public Service Management in Tanzania: The Causes and Control of Executive Agencies.* Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], K.U.Leuven, 2011, 473 blz. + bijlagen
181. KOEMAN Joyce, *Tussen commercie en cultuur: Reclamepercepties van autochtone en allochtone jongeren in Vlaanderen.* Onderzoekseenheid: Centrum voor Mediacultuur en Communicatietechnologie [CMC], K.U.Leuven, 2011, 231 blz. + bijlagen
182. GONZALEZ GARIBAY Montserrat, *Turtles and teamsters at the GATT/WTO. An analysis of the developing countries' trade-labor and trade-environment policies during the 1990s.* Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], K.U.Leuven, 2011, 403 blz. + bijlagen
183. VANDEN ABEELE Veronika, *Motives for Motion-based Play. Less flow, more fun.* Onderzoekseenheid: Centrum voor Mediacultuur en Communicatietechnologie [CMC], K.U.Leuven, 2011, 227 blz. + bijlagen
184. MARIEN Sofie, *Political Trust. An Empirical Investigation of the Causes and Consequences of Trust in Political Institutions in Europe.* Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], K.U.Leuven, 2011, 211 blz. + bijlagen
185. JANSSENS Kim, *Living in a material world: The effect of advertising on materialism.* Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], K.U.Leuven, 2011, 197 blz. + bijlagen

186. DE SCHUTTER Bob, *De betekenis van digitale spellen voor een ouder publiek*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Mediacultuur en Communicatietechnologie [CMC], K.U.Leuven, 2011, 339 blz. + bijlagen
187. MARX Axel, *Global Governance and Certification. Assessing the Impact of Non-State Market Governance*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2011, 140 blz. + bijlagen
188. HESTERS Delphine, *Identity, culture talk & culture. Bridging cultural sociology and integration research - a study on second generation Moroccan and native Belgian residents of Brussels and Antwerp*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven, 2011, 440 blz. + bijlagen
189. AL-FATTAL Rouba, *Transatlantic Trends of Democracy Promotion in the Mediterranean: A Comparative Study of EU, US and Canada Electoral Assistance in the Palestinian Territories (1995-2010)*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], K.U.Leuven, 2011, 369 blz. + bijlagen
190. MASUY Amandine, *How does elderly family care evolve over time? An analysis of the care provided to the elderly by their spouse and children in the Panel Study of Belgian Households 1992-2002*. Onderzoekseenheden: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], K.U.Leuven / Institute of Analysis of Change in Contemporary and Historical Societies [IACCHOS], Université Catholique de Louvain, 2011, 421 blz. + bijlagen
191. BOUTELIGIER Sofie, *Global Cities and Networks for Global Environmental Governance*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], K.U.Leuven, 2011, 263 blz. + bijlagen
192. GÖKSEL Asuman, *Domestic Change in Turkey: An Analysis of the Extent and Direction of Turkish Social Policy Adaptation to the Pressures of European Integration in the 2000s*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], K.U.Leuven, 2011, 429 blz. + bijlagen
193. HAPPAERTS Sander, *Sustainable development between international and domestic forces. A comparative analysis of subnational policies*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], K.U.Leuven, 2011, 334 blz. + bijlagen
194. VANHOUTTE Bram, *Social Capital and Well-Being in Belgium (Flanders). Identifying the Role of Networks and Context*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], K.U.Leuven, 2011, 165 blz. + bijlagen
195. VANHEE Dieter, *Bevoegdheidsoverdrachten in België: een analyse van de vijfde staatshervorming van 2001*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], K.U.Leuven, 2011, 269 blz. + bijlagen
196. DE VUYSERE Wilfried, *Neither War nor Peace. Civil-Military Cooperation in Complex Peace Operations*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], KU Leuven, 2012, 594 blz. + bijlagen
197. TOUQUET Heleen, *Escaping ethnopolis: postethnic mobilization in Bosnia-Herzegovina*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], KU Leuven, 2012, 301 blz. + bijlagen
198. ABTS Koenraad, *Maatschappelijk onbehagen en etnopopulisme. Burgers, ressentiment, vreemdelingen, politiek en extreem rechts*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2012, 1066 blz. + bijlagen
199. VAN DEN BRANDE Karoline, *Multi-Level Interactions for Sustainable Development. The Involvement of Flanders in Global and European Decision-Making*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], KU Leuven, 2012, 427 blz. + bijlagen
200. VANDELANOITTE Pascal, *Het spectrum van het verleden. Een visie op de geschiedenis in vier Europese arthousefilms (1965-1975)*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Mediacultuur en Communicatietechnologie [CMC], KU Leuven, 2012, 341 blz. + bijlagen
201. JUSTAERT Arnout, *The European Union in the Congolese Police Reform: Governance, Coordination and Alignment?*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], KU Leuven, 2012, 247 blz. + bijlagen
202. LECHKAR Iman, *Striving and Stumbling in the Name of Allah. Neo-Sunnis and Neo-Shi'ites in a Belgian Context*. Onderzoekseenheid: Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre [IMMRC], KU Leuven, 2012, 233 blz. + bijlagen
203. CHOI Priscilla, *How do Muslims convert to Evangelical Christianity? Case studies of Moroccans and Iranians in multicultural Brussels*. Onderzoekseenheid: Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre [IMMRC], KU Leuven, 2012, 224 blz. + bijlagen
204. BIRCAN Tuba, *Community Structure and Ethnocentrism. A Multilevel Approach: A case Study of Flanders (Belgium)*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], KU Leuven, 2012, 221 blz. + bijlagen
205. DESSERS Ezra, *Spatial Data Infrastructures at work. A comparative case study on the spatial enablement of public sector processes*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2012, 314 blz. + bijlagen
206. PLASQUY Eddy, *La Romería del Rocío: van een lokale celebratie naar een celebratie van lokaliteit. Transformaties en betekenisverschuivingen van een lokale collectieve bedevaart in Andalusië*. Onderzoekseenheid: Institute for Anthropological Research in Africa [IARA], KU Leuven, 2012, 305 blz. + bijlagen

207. BLECKMANN Laura E., *Colonial Trajectories and Moving Memories: Performing Past and Identity in Southern Kaoko (Namibia)*. Onderzoekseenheid: Institute for Anthropological Research in Africa [IARA], KU Leuven, 2012, 394 blz. + bijlagen
208. VAN CRAEN Maarten, *The impact of social-cultural integration on ethnic minority group members' attitudes towards society*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], KU Leuven, 2012, 248 blz. + bijlagen
209. CHANG Pei-Fei, *The European Union in the Congolese Police Reform: Governance, Coordination and Alignment?*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], KU Leuven, 2012, 403 blz. + bijlagen
210. VAN DAMME Jan, *Interactief beleid. Een analyse van organisatie en resultaten van interactieve planning in twee Vlaamse 'hot spots'*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2012, 256 blz. + bijlagen
211. KEUNEN Gert, *Alternatieve mainstream: een cultuursociologisch onderzoek naar selectielogica's in het Vlaamse popmuziekcircuit*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2012, 292 blz. + bijlagen
212. FUNK DECKARD Julianne, *'Invisible' Believers for Peace: Religion and Peacebuilding in Postwar Bosnia-Herzegovina*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], KU Leuven, 2012, 210 blz. + bijlagen
213. YILDIRIM Esmâ, *The Triple Challenge: Becoming a Citizen and a Female Pious Muslim. Turkish Muslims and Faith Based Organizations at Work in Belgium..* Onderzoekseenheid: Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre [IMMRC], KU Leuven, 2012, 322 blz. + bijlagen
214. ROMMEL Jan, *Organisation and Management of Regulation. Autonomy and Coordination in a Multi-Actor Setting*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2012, 235 blz. + bijlagen
215. TROUPIN Steve, *Professionalizing Public Administration(s)? The Cases of Performance Audit in Canada and the Netherlands*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2012, 528 blz. + bijlagen
216. GEENEN Kristien, *The pursuit of pleasure in a war-weary city, Butembo, North Kivu, DRC*. Onderzoekseenheid: Institute for Anthropological Research in Africa [IARA], KU Leuven, 2012, 262 blz. + bijlagen
217. DEMUZERE Sara, *Verklarende factoren van de implementatie van kwaliteitsmanagementtechnieken. Een studie binnen de Vlaamse overheid*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2012, 222 blz. + bijlagen
218. EL SGHAR Hatim, *Identificatie, mediagebruik en televisienieuws. Exploratief onderzoek bij gezinnen met Marokkaanse en Turkse voorouders in Vlaanderen*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Mediastudies [IMS], KU Leuven, 2012, 418 blz. + bijlagen
219. WEETS Katrien, *Van decreet tot praktijk? Een onderzoek naar de invoering van elementen van prestatiebegroting in Vlaamse gemeenten*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2012, 343 blz. + bijlagenbundel
220. MAES Guido, *Verborgen krachten in de organisatie: een politiek model van organisatieverandering*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2012, 304 blz. + bijlagen
221. VANDEN ABEELE Mariek (Maria), *Me, Myself and my Mobile: Status, Identity and Belongingness in the Mobile Youth Culture*. Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], KU Leuven, 2012, 242 blz. + bijlagen
222. RAMIOUL Monique, *The map is not the territory: the role of knowledge in spatial restructuring processes*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2012, 210 blz. + bijlagen
223. CUSTERS Kathleen, *Television and the cultivation of fear of crime: Unravelling the black box*. Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], KU Leuven, 2012, 216 blz. + bijlagen
224. PEELS Rafael, *Facing the paradigm of non-state actor involvement: the EU-Andean region negotiation process*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], KU Leuven, 2012, 239 blz. + bijlagen
225. DIRIKX Astrid, *Good Cop - Bad Cop, Fair Cop - Dirty Cop. Het verband tussen mediagebruik en de houding van jongeren ten aanzien van de politie*. Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], KU Leuven, 2012, 408 blz. + bijlagen
226. VANLANGENAKKER Ine, *Uitstroom in het regionale parlement en het leven na het mandaat. Een verkennend onderzoek in Catalonië, Saksen, Schotland, Vlaanderen en Wallonië*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], KU Leuven, 2012, 255 blz. + bijlagen
227. ZHAO Li, *New Co-operative Development in China: An Institutional Approach*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], KU Leuven, 2012, 256 blz. + bijlagen
228. LAMOTE Frederik, *Small City, Global Scopes: An Ethnography of Urban Change in Techiman, Ghana*. Onderzoekseenheid: Institute for Anthropological Research in Africa [IARA], KU Leuven, 2012, 261 blz. + bijlagen
229. SEYREK Demir Murat, *Role of the NGOs in the Integration of Turkey to the European Union*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], KU Leuven, 2012, 313 blz. + bijlagen

230. VANDEZANDE Mattijs, *Born to die. Death clustering and the intergenerational transmission of infant mortality, the Antwerp district, 1846-1905*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2012, 179 blz. + bijlagen
231. KUHKE Annette, *Means for Change in Urban Policies - Application of the Advocacy Coalition Framework (ACF) to analyse Policy Change and Learning in the field of Urban Policies in Brussels and particularly in the subset of the European Quarter*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2013, 282 blz. + bijlagen
232. VERLEDEN Frederik, *De 'vertegenwoordigers van de Natie' in partijdienst. De verhouding tussen de Belgische politieke partijen en hun parlementsleden (1918-1970)*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], KU Leuven, 2013, 377 blz. + bijlagen
233. DELBEKE Karlien, *Analyzing 'Organizational justice'. An explorative study on the specification and differentiation of concepts in the social sciences*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2013, 274 blz. + bijlagen
234. PLATTEAU Eva, *Generations in organizations. Ageing workforce and personnel policy as context for intergenerational conflict in local government*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2013, 322 blz. + bijlagen
235. DE JONG Sijbren, *The EU's External Natural Gas Policy – Caught Between National Priorities and Supranationalism*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], KU Leuven, 2013, 234 blz. + bijlagen
236. YANASMAYAN Zeynep, *Turkey entangled with Europe? A qualitative exploration of mobility and citizenship accounts of highly educated migrants from Turkey*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], KU Leuven, 2013, 346 blz. + bijlagen
237. GOURDIN Gregory, *De evolutie van de verhouding tussen ziekenhuisartsen en ziekenhuismanagement in België sinds de Besluitwet van 28 december 1944*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2013, 271 blz. + bijlagen
238. VANNIEUWENHUYZE Jorre, *Mixed-mode Data Collection: Basic Concepts and Analysis of Mode Effects*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2013, 214 blz. + bijlagen
239. RENDERS Frank, *Ruimte maken voor het andere: Auto-etnografische verhalen en zelfreflecties over het leven in een Vlaamse instelling voor personen met een verstandelijke handicap*. Onderzoekseenheid: Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre [IMMRC], KU Leuven, 2013, 248 blz. + bijlagen
240. VANCAUWENBERGHE Glenn, *Coördinatie binnen de Geografische Data Infrastructuur: Een analyse van de uitwisseling en het gebruik van geografische informatie in Vlaanderen..* Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2013, 236 blz. + bijlagen
241. HENDRIKS Thomas, *Work in the Rainforest: Labour, Race and Desire in a Congolese Logging Camp*. Onderzoekseenheid: Institute for Anthropological Research in Africa [IARA], KU Leuven, 2013, 351 blz. + bijlagen
242. BERGHMAN Michaël, *Context with a capital C. On the symbolic contextualization of artistic artefacts*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2013, 313 blz. + bijlagen
243. IKIZER Ihsan, *Social Inclusion and Local Authorities. Analysing the Implementation of EU Social Inclusion Principles by Local Authorities in Europe*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2013, 301 blz. + bijlagen
244. GILLEIR Christien, *Combineren in je eentje. Arbeid en gezin bij werkende alleenstaande ouders in Vlaanderen*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2013, 250 blz. + bijlagen
245. BEULLENS Koen, *The use of paradata to assess survey representativity. Cracks in the nonresponse paradigm*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2013, 216 blz. + bijlagen
246. VANDENBOSCH Laura, *Self-objectification and sexual effects of the media: an exploratory study in adolescence*. Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], KU Leuven, 2013, 238 blz. + bijlagen
247. RIBBENS Wannes, *In search of the player. Perceived game realism and playing styles in digital game effects*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Mediastudies [IMS], KU Leuven, 2013, 346 blz. + bijlagen
248. ROOS Hannelore, *Ruimte maken voor het andere: Auto-etnografische verhalen en zelfreflecties over het leven in een Vlaamse instelling voor personen met een verstandelijke handicap*. Onderzoekseenheid: Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre [IMMRC], KU Leuven, 2013, 349 blz. + bijlagen
249. VANASSCHE Sofie, *Stepfamily configurations and trajectories following parental divorce: A quantitative study on stepfamily situations, stepfamily relationships and the wellbeing of children*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2013, 274 blz. + bijlagen
250. SODERMANS An Katrien, *Parenting apart together. Studies on joint physical custody arrangements in Flanders*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2013, 224 blz. + bijlagen

251. LAPPIN Richard, *Post-Conflict Democracy Assistance: An Exploration of the Capabilities-Expectations Gap in Liberia, 1996-2001 & 2003-2008*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Internationaal en Europees Beleid [IIEB], KU Leuven, 2013, 348 blz. + bijlagen
252. VAN LOO Sofie, *Artistieke verbeelding en inpassing in de kunstwereld in het begin van de 21e eeuw. Taboe, neutralisatie en realisatie*. Onderzoekseenheid: Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre [IMMRC], KU Leuven, 2013, 399 blz. + bijlagen
253. GEERAERT Amout, *A Principal-Agent perspective on good governance in international sports. The European Union as ex-post control mechanism*. Onderzoekseenheid: [Leuven International and European Studies](#) [LINES], KU Leuven, 2013, 190 blz. + bijlagen
254. VANDEKERKHOF Renaat, *Van discours tot counterdiscours: een thematisch-stilistische analyse van vier Britse working-class films (1995-2000). Trainspotting (1996), Brassed Off (1996), The Full Monty (1997), Billy Elliot (2000)*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Mediastudies [IMS], KU Leuven, 2014, 353 blz. + bijlagen
255. MARIANO Esmeralda, *Understanding experiences of reproductive inability in various medical systems in Southern Mozambique*. Onderzoekseenheid: Institute for Anthropological Research in Africa [IARA], KU Leuven, 2014, 247 blz. + bijlagen
256. PATTYN Valérie, *Policy evaluation (in)activity unravelled. A configurational analysis of the incidence, number, locus and quality of policy evaluations in the Flemish public sector*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2014, 320 blz. + bijlagen
257. WYNEN Jan, *Comparing and explaining the effects of organizational autonomy in the public sector*. Onderzoekseenheden: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven / Management & Bestuur, Universiteit Antwerpen, 2014, 272 blz. + bijlagen
258. COVRE SUSSAI SOARES Maira, *Cohabitation in Latin America: a comparative perspective*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2014, 242 blz. + bijlagen
259. ADRIAENSEN Johan, *Politics without Principals: National Trade Administrations and EU Trade Policy*. Onderzoekseenheid: [Leuven International and European Studies](#) [LINES], KU Leuven, 2014, 185 blz. + bijlagen
260. BEKALU Mesfin A., *Communication inequality, urbanity versus rurality and HIV/AIDS cognitive and affective outcomes: an exploratory study*. Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], KU Leuven, 2014, 134 blz. + bijlagen
261. DE SPIEGELAERE Stan, *The Employment Relationship and Innovative Work Behaviour*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2014, 186 blz. + bijlagen
262. VERCRUYSSSE TOM, *The Dark Ages Imaginary in European Films*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Mediastudies [IMS], KU Leuven, 2014, 333 blz. + bijlagen
263. DOMECKA Markieta, *Maneuvering between Opportunities and Constraints. Polish Business People in the Time of Transformation*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2014, 305 blz. + bijlagen
264. OFEK Yuval, *The Missing Linkage: Building Effective Governance for Joint and Network Evaluation*. Onderzoekseenheden: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2014, 463 blz. + bijlagen
265. HEYLEN Kristof, *Housing affordability and the effect of housing subsidies*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2014, 138 blz. + bijlagen
266. VANDEWIELE Wim, *Contemplatieve abdijgemeenschappen in de 21ste eeuw. Een etnografische studie naar het hedendaagse contemplatieve gemeenschapsleven*. Onderzoekseenheid: Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre [IMMRC], KU Leuven, 2014, 219 blz. + bijlagen
267. BOTTERMAN Sarah, *An empirical multilevel study of the relation between community level social cohesion indicators and individual social capital in Flanders, Belgium*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], KU Leuven, 2015, 190 blz. + bijlagen
268. BELIS David, *The Socialization Potential of the Clean Development Mechanism in EU-China and EU-Vietnam Climate Relations*. Onderzoekseenheid: [Leuven International and European Studies](#) [LINES], KU Leuven, 2015, 119 blz. + bijlagen
269. ROMMENS Thijs, *Structuring opportunities for NGOs? The European Union's promotion of democratic governance in Georgia*. Onderzoekseenheid: [Leuven International and European Studies](#) [LINES], KU Leuven, 2015, 296 blz. + bijlagen
270. VAN DE PEER Aurélie, *Geknipt voor het moderne: beoordelingscriteria, tijdspolitiek en materialiteit in geschreven modejournalistiek*. Vakgroep Wijsbegeerte en Moraalwetenschap, Universiteit Gent / Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2015, 303 blz. + bijlagen
271. DAN Sorin, *Governed or self-governed? The challenge of coordination in European public hospital systems*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2015, 243 blz. + bijlagen

272. PEUMANS Wim, *Unlocking the closet - Same-sex desire among Muslim men and women in Belgium*. Onderzoekseenheid: Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre [IMMRC], KU Leuven, 2015, 225 blz. + bijlagen
273. DASSONNEVILLE Ruth, *Stability and Change in Voting Behaviour. Macro and Micro Determinants of Electoral Volatility*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], KU Leuven, 2015, 307 blz. + bijlagen
274. VAN CAUWENBERGE Anna, *The quest for young eyes. Aandacht voor nieuws bij jonge mensen in de Lage Landen*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Mediastudies [IMS], KU Leuven / Faculteit der Sociale Wetenschappen, Radboud Universiteit Nijmegen, NL, 2015, 167 blz. + bijlagen
275. O'DUBHGHAILL Sean, *How are the Irish European? An anthropological examination of belonging among the Irish in Belgium*. Onderzoekseenheid: Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre [IMMRC], KU Leuven, 2015, 290 blz. + bijlagen
276. VERPOORTEN Rika, *The packaging puzzle. An Investigation into the Income and Care Packages of the Belgian Elderly Population*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2015, 320 blz. + bijlagen
277. DEKOCKER Vickie, *The sub-national level and the transfer of employment policies and practices in multinationals: Case study evidence from Belgium*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2015, 222 blz. + bijlagen
278. GARIBA Joshua Awienagua, *Land Struggle, Power and The Challenges of Belonging. The Evolution and Dynamics of the Nkonya-Alavanyo Land Dispute in Ghana*. Onderzoekseenheid: Institute for Anthropological Research in Africa [IARA], KU Leuven, 2015, 227 blz. + bijlagen
279. DE FRANCESCHI Fabio, *The flexibility and security nexus in Multinational Companies in the context of Global Value Chains*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2015, 251 blz. + bijlagen
280. VERHAEGEN Soetkin, *The development of European identity. A study of the individual-level development processes*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], KU Leuven, 2015, 217 blz. + bijlagen
281. HAMUNGOLE Moses, *Television and the cultivation of personal values among Catholics in Zambia*. Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], KU Leuven, 2015, 231 blz. + bijlagen
282. BEYENS Ine, *Understanding young children's television exposure: An investigation into the role of structural family circumstances*. Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], KU Leuven, 2015, 204 blz. + bijlagen
283. ALANYA Ahu, *Pervasive discrimination: Perspectives from the children of Muslim immigrants in Europe. A cross-national and cross-contextual analysis*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2015, 164 blz. + bijlagen
284. DINH THI Ngoc Bich, *Public Private Partnership in Practice: Contributing to Social Conflict Resolution in Involuntary Resettlement in Vietnam*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2015, 325 blz. + bijlagen
285. PUT Gert-Jan, *All politics is local: The geographical dimension of candidate selection. The case of Belgium (1987-2010)*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2015, 211 blz. + bijlagen
286. PUSCHMANN Paul, *Social Inclusion and Exclusion of Urban In-Migrants in Northwestern European Port Cities; Antwerp, Rotterdam & Stockholm ca. 1850-1930*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2015, 282 blz. + bijlagen
287. COLOM BICKFORD Alejandra, *Conversion to Conservation: Beliefs and practices of the conservation community in the Congo Basin (1960-present)*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Antropologie in Afrika [IARA], KU Leuven, 2016, 229 blz. + bijlagen
288. VAN CAUTER Lies, *Government-to-government information system failure in Flanders: an in-depth study*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2016, 285 blz. + bijlagen
289. OOMSLS Peter, *Administrational Trust: An empirical examination of interorganisational trust and distrust in the Flemish administration*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2016, 321 blz. + bijlagen
290. VANDONINCK Sofie, *Dealing with online risks: how to develop adequate coping strategies and preventive measures with a focus on vulnerable children*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Mediastudies [IMS], KU , 2016, 201 blz. + bijlagen
291. SCHROOTEN Mieke, *Crossing borders: The lived experiences of Brazilians on the move*. Onderzoekseenheid: Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre [IMMRC], KU Leuven, 2016, 187 blz. + bijlagen
292. PEETERS Hans, *The devil is in the detail. Delving into Belgian pension adequacy*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2015, 233 blz. + bijlagen
293. BUTTIENS Dorien, *Talentmanagement in de Vlaamse overheid*, Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2016, 433 blz. + bijlagen

294. DÖRFLINGER Nadja, *Different worlds of work? A study on labour market regulatory institutions and contingent work in Belgium and Germany*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2016, 179 blz. + bijlagen
295. MOLENVELD Astrid, *Organizational adaptation to cross-cutting policy objectives*. Onderzoekseenheden: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven / Management & Bestuur, Universiteit Antwerpen, 2016, 190 blz. + bijlagen
296. OP DE BEECK Sophie, *HRM responsibilities in the public sector: The role of line managers*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2016, 406 blz. + bijlagen
297. BOONEN Joris, *Political learning in adolescence: the development of party preferences in a multiparty setting*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], KU Leuven, 2016, 240 blz. + bijlagen
298. SCHEEPERS Sarah, *Een kritische discoursanalyse van de concepten gelijkheid en diversiteit in de Vlaamse overheid*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2016, 277 blz. + bijlagen
299. VAN AKEN Silvia, *The labyrinth of the mind. Een narratieve-stilistische analyse van Jaco Van Dormaels 'mindfilms': Toto le héros (1991), Le huitième jour (1996), Mr. Nobody (2009)*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Mediastudies [IMS], KU Leuven, 2016, 254 blz. + bijlagen
300. KERSSCHOT Margaux, *Lost in Aggregation: Domestic public and private economic actors in EU Trade Negotiations*. Onderzoekseenheden: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven / Management & Bestuur, Universiteit Antwerpen, 2016, 154 blz. + bijlagen
301. TRIMARCHI Alessandra, *Individual and couple level perspectives on male education and fertility in Europe at the start of the 21st century*. Onderzoekseenheden: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven / Dipartimento di Scienze Statistiche, Università di Roma "La Sapienza" (IT), 2016, 205 blz. + bijlagen
302. FRISON Eline, *How Facebook makes teens (un)happy: Understanding the relationships between Facebook use and adolescents' well-being*. Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], KU Leuven, 2016, 211 blz. + bijlagen
303. NÚÑEZ-BORJA LUNA Carmen Alicia, *Andean transnational migration in Belgium: decolonial attitudes at the heart of Europe*. Onderzoekseenheid: Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre [IMMRC], KU Leuven, 2016, 274 blz. + bijlagen
304. BRAEYE Sarah, *Family strategies for education: The Chinese in Flanders*. Onderzoekseenheid: Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre [IMMRC], KU Leuven, 2016, 392 blz. + bijlagen
305. JORIS Willem, *De Eurocrisis in het Nieuws. Een frameanalyse van de verslaggeving in Europese kranten en een effectenstudie van metaforische frames*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Mediastudies [IMS], KU Leuven, 2016, 260 blz. + bijlagen
306. TAN Evrim, *Understanding the relationship between capacity and decentralisation in local governance: A case study on local administrations in Turkey*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2016, 265 blz. + bijlagen
307. NILSSON Jessika, *'What is new about what has always been': Communication technologies and the meaning-making of Maasai mobilities in Ngorongoro*. Onderzoekseenheid: Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre [IMMRC], KU Leuven, 2016, 307 blz. + bijlagen
308. VAN PARYS Liesbeth, *On the street-level implementation of ambiguous activation policy. How caseworkers reconcile responsibility and autonomy and affect their clients' motivation*. Onderzoekseenheid: Arbeidsmarkt [HIVA] / Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2016, 366 blz. + bijlagen
309. BUMBA Guillaume Kamudiongo, *Danser au rythme des jeunes en République Démocratique du Congo: les Bana Luna en tant qu'agents de transformation*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Antropologie in Afrika [IARA], KU Leuven, 2016, 299 blz. + bijlagen
310. VAN DEN BROECK Jan, *Uncertainty and the future city: The impact of neoliberal urban planning on everyday life in the city of Nairobi*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Antropologie in Afrika [IARA], KU Leuven, 2016, 339 blz. + bijlagen
311. VANNOPPEN Geertrui, *Fuelling the future with concrete, paper and discourse: competing claims in the making of an oil city, Sekondi-Takoradi, Ghana*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Antropologie in Afrika [IARA], KU Leuven, 2016, 276 blz. + bijlagen
312. KERN Anna, *Causes and Consequences of Political Participation in Times of Rapid Social Change in Europe: A re-assessment of classical theories on political participation*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], KU Leuven, 2016, 213 blz. + bijlagen
313. ABADI David R., *Negotiating Group Identities in a Multicultural Society. Case: The Role of Mainstream Media, Discourse Relations and Political Alliances in Germany*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Mediastudies [IMS], KU Leuven, 2017, 336 blz. + bijlagen
314. BERBERS Anna, *Outside in and inside out: Media portrayal, reception and identification of Moroccan minorities in the Low Countries*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Mediastudies [IMS], KU Leuven, 2017, 205 blz. + bijlagen

315. DICKMEIS Anne, *Evaluating Some Hypothesized Cultural and Evolutionary Functions of Music: A Study of Young Children*. Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], KU Leuven, 2017, 159 blz. + bijlagen
316. MEEUSEN Cecil, *The structure of (generalized) prejudice: The relation between contextual factors and different forms of prejudice*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2017, 253 blz. + bijlagen
317. ROZANSKA Julia, *The Polish EU Officials in Brussels: Living on Europlanet?* Onderzoekseenheid: Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre [IMMRC], KU Leuven, 2017, 445 blz. + bijlagen
318. DERBOVEN Jan, *Beyond Designers' Intentions. A Semiotic Exploration of Technology Interpretation and Appropriation*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Mediastudies [IMS], KU Leuven, 2017, 257 blz. + bijlagen
319. BOESMAN Jan, *Making news when it has already been broken: A production perspective on the framing practices of newspaper journalists in the Low Countries*. Onderzoekseenheid: Instituut voor Mediastudies [IMS], KU Leuven, 2017, 252 blz. + bijlagen
320. VAN DER LINDEN Meta, *Context, intergroup threats and contact as determinants of prejudice toward immigrants*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], KU Leuven, 2017, 229 blz. + bijlagen
321. NGALA NTUMBA Peter, *Décentralisation congolaise et participation citoyenne: étude portant sur un dispositif participatif de la société civile à la gouvernance territoriale*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2017, 261 blz. + bijlagen
322. JACOBS Laura, *The role of immigration news as a contextual-level factor for anti-immigrant attitudes: The effects of tone and threat frames*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Politicologie [CePO], KU Leuven, 2017, 242 blz. + bijlagen
323. REYKERS Yf, *Delegation without control? Institutional choice and autonomy in UNSC-authorized military interventions*. Onderzoekseenheid: [Leuven International and European Studies](#) [LINES], KU Leuven, 2017, 203 blz. + bijlagen
324. VANGEEL Jolien, *Explaining adolescents' media use and differential susceptibility to the association between media use and risk behavior: a reinforcement sensitivity perspective*. Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMC], KU Leuven, 2017, 167 blz. + bijlagen
325. DE WITTE Jasper, *Elektronische cliëntenregistratie in de jeugdhulp: tussen droom en werkelijkheid*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2017, 292 blz. + bijlagen
326. GROENINCK Mieke, *'Reforming the Self, Unveiling the World. Islamic Religious Knowledge Transmission for Women in Brussels' Mosques and Institutes from a Moroccan Background*. Onderzoekseenheid: Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre [IMMRC], KU Leuven, 2017, 263 blz. + bijlagen
327. KEULEERS Floor, *European Union and Chinese Strategic Narratives towards Africa: A Mixed Methods Study of Reception by African Audiences*. Onderzoekseenheid: [Leuven International and European Studies](#) [LINES], KU Leuven, 2017, 160 blz. + bijlagen
328. DE COSTER Jori, *Dis/ability as an Emerging Global Identity: Im/material Entanglements of Congolese People in Kinshasa and the Diaspora*. Onderzoekseenheid: Interculturalism, Migration and Minorities Research Centre [IMMRC], KU Leuven, 2017, 301 blz. + bijlagen
329. COENEN Lennert, *Questioning our Questions: A levels-of-analysis-perspective on meaning and measurement in cultivation research*. Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMCR], KU Leuven, 2017, 175 blz. + bijlagen
330. TIMMERMANS Elisabeth, *Is Dating Dated in Times of Tinder? Exploring the Mediatization of Casual Sexual Intimacy*. Onderzoekseenheid: School voor Massacommunicatieresearch [SMCR], KU Leuven, 2017, 188 blz. + bijlagen
331. VAN ACKER Wouter, *Sustainable Public Sector Innovations: How do feedback, accountability and learning matter?* Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2017, 240 blz. + bijlagen
332. BELS Annebeth, *Objecting to sex? Sexualisation, objectification and media in preteens' identity work*. Onderzoekseenheden: School voor Massacommunicatieresearch [SMCR], KU Leuven / Departement Communicatiewetenschappen, Universiteit Antwerpen, 2017, 181 blz. + bijlagen
333. DEBELA Bacha Kedebe, *Managing Performance in Ethiopian Municipalities: A Benchmarking Approach of Urban Water Services in Oromia National Regional State*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2017, 253 blz. + bijlagen
334. RIBBERINK Egbert, *"There is probably no God" A quantitative study of anti-religiosity in Western Europe*. Onderzoekseenheid: Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2017, 104 blz. + bijlagen
335. CALLENS Marloes, *The interorganisational trust process in the Flemish judicial youth care chain: Perceived trustworthiness, its inputs, and willingness to exchange information*. Onderzoekseenheid: Instituut voor de Overheid [IO], KU Leuven, 2017, 205 blz. + bijlagen

336. HAVERMANS Nele, *Family Transitions, Family Configurations and the Educational Outcomes of Flemish children*. Onderzoekseenheid: Arbeidsmarkt [HIVA] / Centrum voor Sociologisch Onderzoek [CeSO], KU Leuven, 2017, 192 blz. + bijlagen
337. DEMAREST Leila, *European Scarcity and Social Disorder in Africa: A Critical Analysis*. Onderzoekseenheid: Leuvense Internationale en Europese Studies / Centrum voor Vredesonderzoek en Ontwikkeling [LINES/CVO], KU Leuven, 2017, 188 blz. + bijlagen

ooOoo